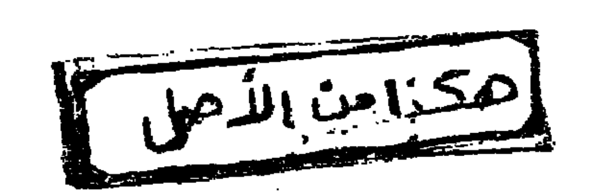


Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION



7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14041 – 4,50 F

MARDI 20 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le chancelier Kohl, principal bénéficiaire de la victoire du Parti chrétien-démocrate

La réunification rapide de l'Allemagne a été plébiscitée par une majorité des électeurs de la RDA

Les premières élections générales libres en RDA depuis 1933 se sont soldées, dimanche 18 mars, par la victoire inattendue du Parti chrétien-démocrate (CDU) de M. Lothar de Maizière, qui frise la majorité absolue. Le chancelier Kohl est le principal bénéficiaire de cette victoire, qui constitue aussi pour lui un défi : la majorité des électeurs se sont prononcés clairement pour l'accélération du processus qui devrait conduire à l'unification des deux Allemagnes.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Avec 40,91 % des voix et 164 sièges, le Parti démocrate chrétien d'Allemagne de l'Est réalise un score pratiquement double de celui du Parti social-démocrate, son principal adversaire, qui doit se contenter de 21,8 % des voix et 87 sièges. Avec les deux autres partis de l'Alliance pour l'Allemagne, avec lesquels elle avait constitué une coalition électorale (l'Union sociale allemande (DSU), petite sœur de la CSU bavaroise, qui obtient 6,3 % des voix, et Renouveau démocratique, qui en obtient 0,92 %), la CDU frôle la majorité absolue des sièges : 193 sur les 400 à pourvoir. Cela lui laisse la possibilité de s'allier avec les libéraux (5,2 % et 21 sièges), selon le modèle de la coalition existant en ce moment à Bonn, voire avec les sociaux-démocrates, si ceux-ci l'acceptent.

Le scrutin a eu également un deuxième vainqueur : le Parti du socialisme démocratique (PDS), l'ancien Parti communiste rénové, qui réalise un score (16,33 % des voix et 65 sièges) que personne n'aurait osé lui prédire.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 2

- Le chancelier Helmut Kohl s'efforce d'éviter les commentaires triomphalistes
- M. Lothar de Maizière, un protestant nouveau venu à la politique
- Un dimanche historique... et bien paisible à Leipzig
- Calme étrange à Berlin-Est
- Les réactions à l'étranger et dans la presse française

pages 2 à 4



Freiner l'hémorragie

S'IL y a une première leçon à tirer des élections est-allemandes, elle concerne la non-fiabilité des sondages dans un pays qui n'a pas connu la démocratie depuis près de soixante années. L'enseignement ne devra pas être oublié à la veille des consultations prévues au cours des prochaines semaines en Hongrie (25 mars), en Roumanie (20 mai), en Tchécoslovaquie (8 juin), sans oublier les élections locales polonaises (27 mai) et les législatives bulgares dont la date n'a pas encore été fixée. Si la démocratie se mérite, elle s'apprend - ou se réapprend. - et c'est un exercice qui demande du temps

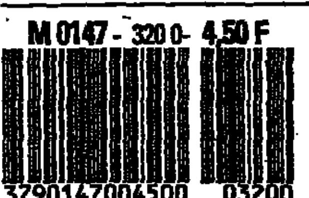
Cela dit, le cas est-allemand était extrêmement spécifique, car il s'agissait non pas de désigner de nouveaux dirigeants chargés de prendre en main le pays, mais de nommer les syndics de faillite qui vont devoir « fermer la boutique ». Les électeurs est-allemands ont été clairs puisqu'ils ont donné une énorme majorité à l'alliance des trois partis conservateurs, qui se sont réclamés, au cours de la campagne, de la méthode unificatrice expéditive du chancelier Kohl.

CE choix est avant tout économique: puisque l'unification est inscrite dans l'histoire, pourquoi en attendre trop longtemps les bienfaits supposés ? Le plan Kohl n'est-il pas, après tout, le seul capable de mettre un frein à l'hémorragie qui continue de vider la RDA de sa substance et d'y compliquer encore la vie quotidienne ?

De ce point de vue, la victoire du chancelier est aussi ample qu'inattendue. L'homme, qui n'est guère paralysé par les états d'âme, avait parié sur l'absence d'un esprit national est-allemand. La consultation lui donne en grande partie raison, mais il devra, tout comme M. Lothar de Maizière, le président de la CDU est-allemande, tenir compte du vote d'un peu moins de la moitié de la population, qui renâcle à l'idée d'une absorption pure et simple par la RFA. Ce bloc, il est vrai, n'est guère homogène, puisqu'on y retrouve les anciens du parti communiste (SED), en principe réformateurs mais qui ne le sont certainement pas tous, les Verts, qui ne veulent toujours pas entendre parler du capitalisme ouest-allemand, les sociaux-démocrates, qui vont sans doute connaître les divisions des lendemains de défaite, et les idéalistes du Nouveau Forum, ceux sans lesquels rien ne se serait peut-être passé, mais sans lesquels l'histoire, souvent lourde d'ironie cruelle, risque de continuer.

MALGRÉ ces réserves, le chancelier Kohl se retrouve aujourd'hui maître du jeu, d'autant plus que les sociaux-démocrates ouest-allemands seront tentés de régler les comptes entre partisans de la ligne nationaliste, incarnée par Willy Brandt, et les « frileux de l'unification » qui se retrouvent en un Oskar Lafontaine.

Il a, jusqu'à présent, évité de crier trop fort victoire. Souhaitons qu'après ses errements sur la ligne Oder-Neisse, il sache gérer au mieux des intérêts de l'Europe le processus d'unification qui vient de recevoir l'aval populaire.


M 0147 - 320 0- 4,50 F
3790147004500 03200

Le panache déplumé du Parti socialiste

Occupés par leurs rivalités, les dirigeants mitterrandistes ont oublié au congrès de Rennes que la social-démocratie ne va pas de soi

par Jean-Marie Colombani

Allemagne de l'Est : contre toute attente, les sociaux-démocrates échouent face à la coalition conservatrice.

Sarcelles : échec du candidat socialiste ; les résultats du second tour étant inscrits, comme chacun sait, dans ceux du premier, la reconduction du maire RPR n'est guère surprenante (la gauche a dans cette ville perdu douze points en un an).

Rennes : échec des dirigeants socialistes, tous courants ou « présidentiables » confondus. « *Quand la politique fait silence, c'est que se cachent des desseins inavouables* », a dit sentencieusement, mais fort justement, l'historien Max Gallo. Le dessein était, en l'espèce, celui de Laurent Fabius, à savoir le contrôle du PS. Le PS avait raté sa campagne interne. Il a raté son congrès et n'a pas vraiment donné aux électeurs des raisons de se rallier à un panache désormais déplumé. Les socialistes avaient une carte à jouer : l'autonomie vis-à-vis du président, qu'ils n'avaient pas sous le premier septennat. Ils l'ont largement gâchée, en utilisant cette marge de manœuvre sur le seul terrain de l'ambition nue.

Allemagne de l'Est, Sarcelles, Rennes, la leçon est claire : ce n'est pas parce que le communisme « réel » s'effondre là-bas, ce n'est pas parce que le communisme « rêvé » continue de refluer, ici, que les sociaux-démocrates sont assurés de récupérer la mise. Ce n'est pas davantage parce que, de Tours, en 1920, à Rennes, en 1990, il y a une formidable revanche idéologique que la social-démocratie est assurée d'en tirer bénéfice. La grande leçon de l'effondrement des régimes communistes de l'Est européen est, quand même, qu'il n'existe pas de sens de l'Histoire.

Les dirigeants socialistes, réunis à Rennes, auraient en avantage à s'en souvenir : la social-démocratie, elle non plus, ne va pas nécessairement dans le sens de l'Histoire ; elle n'est pas une fatalité.

Lire la suite page 10

- La longue nuit des naufrageurs et des naufragés
- M. François Mitterrand peut-il être dépossédé du PS ?
- L'étroite marge de manœuvre de M. Michel Rocard

pages 8 à 10

Abeilles sans reine

par André Fontaine

D'ÉMINENTS commentateurs assurent que, contrairement aux apparences, le congrès du PS s'achève sur la victoire de l'un des combattants : Laurent Fabius ou Michel Rocard, au choix. Ils auront du mal à en convaincre l'opinion. L'ensemble du PS a toutes chances de payer, et de payer cher, le désastreux effet produit par les querelles de prétendants qui n'ont manifestement en tête que la succession de François Mitterrand.

Pour l'homme qui avait réussi à reconstruire, sur les ruines de la SFIO, un grand parti de gauche non communiste et à le mener deux fois à la victoire, la pilule est amère. D'autant plus amère que les sondages montrent clairement que seul son actuel premier ministre aurait aujourd'hui une chance de gagner la course à l'Elysée, et que cette perspective, jusqu'à preuve du contraire, ne l'emballe qu'à moitié.

Peut-être pardonnerait-on aux rivaux s'ils avaient chacun une ligne claire, sur laquelle le congrès aurait eu à se prononcer. Le sentiment qui s'impose est, hélas !, qu'ils sont mus essentiellement par l'ambition personnelle. Alain Duhamel parlait l'autre jour, dans *le Quotidien*, des chefs des « courants » comme de « *six personnages en quête d'auteur* ». Que ne sont-ils plutôt en quête de hauteur...

Lire la suite page 10

Très forte baisse à la Bourse de Tokyo
L'indice Nikkei a chuté, le 19 mars, de 4,15 %
page 44 - section C

Un entretien avec le président de l'OPEP
Selon M. Sadek Boussena une hausse du prix du pétrole est nécessaire
page 25 - section C

La sécession de la Lituanie
Des conversations vont s'engager avec Moscou
page 4

Ouverture à l'Opéra-Bastille
Triomphe pour *les Troyens*
page 18 – section B

Polémique sur le sida
Un rapport officiel américain mettrait en question le rôle du professeur Gallo dans la découverte du virus
page 15 – section B

Elections partielles
Baisse du PS et montée du Front national
page 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section C

Meublés clandestins en banlieue

Conditions sanitaires déplorables, confort inexistant, les *meublés, souvent clandestins, n'en continuent pas moins à « abriter »* toute une population de mal-logés.

A Gennevilliers (Hauts-de-Seine), environ deux mille travailleurs immigrés vivent dans ces « garnis » que les autorités tolèrent, faute de solution de relogement. Un exemple : les vingt-huit chambres réparties sur trois étages, 19, rue Arsène-Houssaye, à Gennevilliers, comptent quarante-huit « locataires ». Chacun paie *400 F par mois. Cinq Algériens habitent dans trois « chambres »* au fond de la cave.

Lire page 13 - section B l'enquête d'ANNE CHEMIN

CHAMPS ÉCONOMIQUES

AFRIQUE : la chimère des matières premières

Partout les ressources naturelles sont symbole d'appauvrissement

La chronique de Paul Fabra : Dévaluer le franc CFA ou pas ?

La mue du mark

L'épargne-logement, une bombe à retardement

pages 29 à 32 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

ÉTRANGER

RDA : la victoire des chrétiens-démocrates

M. Lothar de Maizière : un protestant nouveau venu à la politique

M. Lothar de Maizière aurait été bien surpris si on lui avait prédit il y a six mois qu'il serait premier ministre de RDA au début du printemps 1990. La victoire, aussi éclatante qu'inattendue, dimanche soir, du Parti chrétien-démocrate d'Allemagne de l'Est propulse sur le devant de la scène allemande et européenne un homme de quarante-neuf ans qui n'avait jamais exercé de fonction politique jusqu'en novembre dernier.

Alors que le régime communiste s'effondrait, le Parti chrétien-démocrate, membre du Bloc national, sortait profondément ébranlé d'avoir servi pendant quarante ans d'aljbi démocratique aux communistes. Son ancien président, M. Götting, était l'un des dirigeants les plus compromis du régime et, contrairement aux libéraux qui avaient pressenti le mouvement, la CDU, sous sa direction, n'avait jamais, jusqu'au dernier moment, laissé transparaître la moindre distance à l'égard d'Erich Honecker. Il fut le premier à devoir céder la place.

Lui trouver un remplaçant *n'était guère chose facile*. Il fallait, comme dira plus tard M. de Maizière lui-même, quelqu'un qui *« en matière de politique était totalement innocent ». « C'a a été ma chance »*, a-t-il dit.

Ce descendant d'une vieille famille de huguenots français venue se réfugier à la cour du roi de Prusse pour fuir les persécutions en France était inscrit au parti depuis 1956, mais n'y avait jamais exercé de fonction. Il avait d'abord été musicien. Jusqu'à l'âge de trente-cinq ans, il jouait dans l'Orchestre symphonique de la radio berlinoise comme violoniste. Ce n'était pas vraiment la tradition dans la famille où on était plutôt, depuis des générations, militaire ou fonctionnaire de l'Etat prussien. Le père de M. Lothar de Maizière, qui jouait un rôle important dans la communauté huguenote en RDA, avait cependant choisi d'être avocat.

Ayant dû abandonner sa carrière musicale en raison de problèmes de santé, le jeune Lothar s'oriente lui aussi dans cette voie. Il s'inscrit à l'université Humbolt de Berlin où il passe, en 1976, son diplôme. Si M. Lothar de Maizière n'avait jamais été actif au sein de la CDU, il l'avait été, *en revanche*, dans l'Eglise protestante. En 1986, il devient vice-président du synode de l'Union des églises évangéliques *de RDA, ce qui l'amène à entrer* en contact avec des personnalités politiques de RFA.

Cette action ne facilite pas à M. de Maizière ses relations avec la direction de la CDU, qui entretient à l'époque des rapports détestables, malgré son nom, avec l'Eglise protestante. Cela ne



va pas jusqu'à l'amener à jouer un rôle dans l'opposition qui s'organise sous la protection de cette dernière, mais il sera appelé à défendre certains de ses militants. Parmi ses confrères se trouve M. Gregor Gysi, l'actuel président du Parti du socialisme démocratique. Il côtoie ce dernier, qui en est le président, au sein du directoire *des avocats est-allemands* auquel il appartient depuis 1982. Ses antécédents en feront finalement un bon choix pour tenter de redorer le blason de la CDU, sans trop effaroucher l'appareil du parti qui reste encore très conservateur. M. de Maizière n'est pas un homme qui aime briller en public. Il n'est pas très à l'aise dans les grands meetings. Mais il a le sens du devoir, un certain nombre d'idées sur ce *qu'il faut faire ou non en politique*, de la ténacité également.

Sous sa houlette, la CDU entame un renouvellement en profondeur. Elle retrouve son enracinement dans les milieux chrétiens, protestants mais aussi catholiques. Elle bénéficie notamment de l'engagement de militants chrétiens dans les manifestations d'octobre. Une partie des membres de Nouveau Forum *de Dresde la rejoindront* sur le tard, après avoir été déçus de la direction prise par le mouvement à Berlin.

Le premier congrès de la nouvelle CDU, en décembre, se prononce pour l'économie de marché et pour la réalisation de l'unité allemande. La pression de la base est alors très forte pour exiger une réunification immédiate, quelles que soient les conditions posées par Bonn. M. Lothar de Maizière en prend note, mais obtient que l'on ne précipite pas les choses. Il *remettra en place, au cours de* ce congrès, le représentant de la CSU bavaroise, M. Huber, qui avait remis en cause, à la tribune, *la frontière avec la* Pologne.

Le président de la CDU de l'Est ne sera pas forcément un partenaire docile du chancelier Kohl. S'il est d'accord avec lui sur l'objectif de l'unification, il estime néanmoins que la RDA a ses intérêts à faire valoir dans la négociation qui doit y aboutir. Il n'a jamais caché son désaccord avec les discussions qui ont eu lieu à Bonn sur la frontière Oder-Neisse. Il est certainement beaucoup plus proche, sur la question de l'unité allemande et de son imbrication dans l'intégration européenne, des conceptions d'un Richard von Weizsacker, président de la République fédérale, qui passe son temps à désavouer la manière d'agir du chancelier. Ses premières relations avec la CDU de l'Ouest, qui lui avait imposé une alliance électorale avec deux autres partis conservateurs, l'Union sociale allemande et Renouveau démocratique, avaient d'ailleurs été orageuses.

H. DE B.

La réunification rapide plébiscitée

Suite de la première page

Tout indique qu'une partie du relatif succès du PDS s'est réalisé au détriment du Parti social-démocrate. Alors qu'il était favori en janvier, le SPD de RDA a souffert de la radicalisation du débat sur la réunification. Lui-même avait proposé que l'unité se réalise en prenant les précautions nécessaires pour qu'elle n'entraîne pas de tensions trop importantes à l'intérieur du pays et se fasse en harmonie avec le processus d'intégration européenne.

A Berlin, contrairement au reste du pays, l'ensemble de la gauche est majoritaire.

L'électorat est resté, si l'on en croit les indications d'avant le scrutin, longtemps indécis. La montée de la droite avait été très fortement ressentie ces dernières semaines, notamment dans le Sud, en Thuringe et en Saxe. Personne n'avait cependant osé prédire le résultat final.

Les analyses convergeaient dimanche soir pour estimer que la majorité de l'électorat a, finalement, fait confiance à ceux qui lui *promettaient* la solution *la plus* rapide, en espérant que les problèmes économiques auxquels la RDA va devoir faire face puisse se résoudre avec *une aide massive* de la RFA. Dans ce calcul, les électeurs ont préféré ne pas faire entrer en considération d'autres questions comme les risques d'un coût social élevé, dû notamment à la restructuration indispensable de l'économie, ou les craintes des autres pays européens. La confusion du débat de ces dernières semaines sur l'union monétaire économique a finalement été telle qu'il s'agissait davantage, pour l'électeur, de faire confiance à tel parti plutôt qu'à tel autre, sans trop pouvoir se baser sur des programmes précis.

A ce jeu, les partis conservateurs ont été les plus forts. C'est eux qui ont tenu le discours le plus simple. Le chancelier Kohl avait l'avantage d'être installé au pouvoir à Bonn, donc de détenir les cordons de la bourse. Les sondages réalisés dans les bureaux de vote indiquent que 35 % des électeurs estimaient que la CDU était la mieux placée pour préparer l'union contre 27 % pour le SPD.

De l'autre côté de l'échiquier, le SPD a perdu, au profit de l'ex-Parti communiste, un autre groupe d'électeurs qui, malgré ses réticences à l'égard de l'ancien parti de M. Honecker, a apparemment jugé que celui-ci serait malgré tout le mieux à même de défendre au Parlement les intérêts spécifiques de la RDA. Le président de ce parti, l'avocat Grégor Gysi, a su, en fin de campagne, donner du PDS une image rassurante pour ceux que la réunification effraie ou qui y étaient carrément hostiles. Il y a eu, d'une certaine manière, connivence de fait entre la droite et l'ex-PC contre les sociaux-démocrates. *« Chaque vote pour le PDS est un vote pour nous contre les sociaux-démocrates »*, affirmait d'ailleurs, la semaine dernière à Rostok, un des aides envoyés de la CDU de l'Ouest pour organiser la campagne à l'Est.

Cette polarisation s'est, d'une manière générale, faite au détriment de tous ceux qui ont mené ces dernières années, avec l'aide de l'église protestante et au prix souvent de sacrifices personnels, la lutte contre le régime communiste. La plupart se retrouvaient dans des formations proches de la gauche. Certains, comme M. Ibrahim Boehme ou le pasteur Markus Meckel, s'étaient retrouvés pour fonder le Parti social-démocrate de RDA. D'autres avaient préféré, par idéal, ne pas se constituer vraiment en parti politique. Nouveau Forum aurait peut-être pu devenir, comme dans d'autre pays de l'Est, un parti regroupant des forces de divers horizons, pour prendre la place du pouvoir laissé vacant par le Parti communiste, en pleine décomposition, à la fin de l'année dernière. Dans la folie des manifestations du mois d'octobre, il était devenu un symbole, un point de ralliement.

Absence d'un Vaclav Havel

Il est ironique de constater que deux des formations qui vont vraisemblablement se retrouver au pouvoir, la CDU d'abord, mais aussi les libéraux, faisaient partie du bloc national qui a collaboré pendant quarante ans avec les communistes et dont, à l'automne dernier, aucun parti politique ouest-allemand ne voulait entendre parler. Nouveau Forum a cruellement manqué d'une figure, comme celle d'un Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, capable d'opérer une synthèse entre l'idéalisme des *anciens dissidents désireux de* maintenir à tout prix une spécificité est-allemande contre le spectre du capitalisme ouest-allemand et la volonté de la population de mettre fin à la fiction d'une identité propre à la RDA. La table ronde avait fourni à ces mouvements une plate-forme exceptionnelle pour se faire entendre. Ils n'en ont pas profité. Ils ont cependant joué durant des semaines un rôle-clé pour permettre à la transition de se faire en douceur.

L'amertume était grande, dimanche soir, à la *Maison de la* Démocratie de la Friedrichstrasse, l'immeuble où la plupart de ces mouvements ont trouvé refuge à Berlin-est. Beaucoup sont, sans doute, appelés à disparaître. L'Alliance 90, composée de Nouveau Forum, démocratie maintenant, Initiative pour la paix et les droits de l'homme, aura douze députés (2,90 % des voix), et les Verts huit (2 % des voix) dans le nouveau Parlement. Ils espèrent pouvoir jouer un rôle plus important lors des élections communales du 6 mai

Les vainqueurs de l'élection ont maintenant un mandat précis : réaliser l'unité, mais surtout donner aux Allemands de l'Est une perspective de développement économique qui ne souffre pas de trop longs délais. Autant dire que le plus difficile reste à faire. On se gardait bien, dimanche, aussi bien du côté de M. de Maizière que des proches de la chancellerie ouest-allemande présents à Berlin-Est, de pavoiser trop ostensiblement. S'il a réaffirmé que son objectif était de parvenir le plus tôt à l'union économique et monétaire et à l'union tout court, il a souligné, comme il l'avait déjà fait à la fin de sa campagne, que tout ne pouvait se faire du jour au lendemain.

Il a indiqué qu'il allait reprendre maintenant les discussions que le gouvernement du premier ministre communiste, M. Hans Modrow, avait menées jusqu'à présent avec Bonn au sujet de l'union monétaire. Comme les responsables ouest-allemands, il s'est gardé d'entrer dans le détail des projets en la matière. L'attente, dans la population, est énorme. Les entreprises ouest-allemandes sont prêtes à investir en masse. Mais il faut auparavant créer le cadre juridique et social adéquat. Et, pour cela, la CDU aura besoin de négocier avec l'opposition, ne serait-ce que parce qu'il faudra bien un jour ou l'autre procéder à des modifications de la Constitution commune de 1976. Cela suppose une majorité des deux tiers dont l'Alliance et les libéraux ne disposeront pas à eux tout seuls.

HENRI DE BRESSON

Les réactions à l'étranger

A Washington, la Maison Blanche a salué les premières élections libres en RDA comme *«historiques»*, sans cependant s'aventurer à commenter les résultats dès dimanche soir.

Pour le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans van den Broek, les électeurs est-allemands ont *«rejeté la neutralité et se sont prononcés pour une Allemagne unie maintenue au sein de l'OTAN»*. De son côté, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, a estimé que la victoire de l'Alliance pour l'Allemagne *«renforçait la position de défense de l'unification exprimée par le chancelier Kohl»*.

L'ancienne présidente du Parlement européen, Mme Simone Veil, a souligné que l'unification allemande était *«un acte tout à fait politique»* et qu'il valait mieux *«le faire vite plutôt que de rester dans une situation hybride»*. Les Allemands de l'Est, a-t-elle jugé, *«ont fait preuve de maturité»*. A Londres, Mme Thatcher a affirmé lundi qu'il *«appartenait maintenant au peuple est-allemand de décider, à travers ses représentants élus, du moment de l'unification»*.

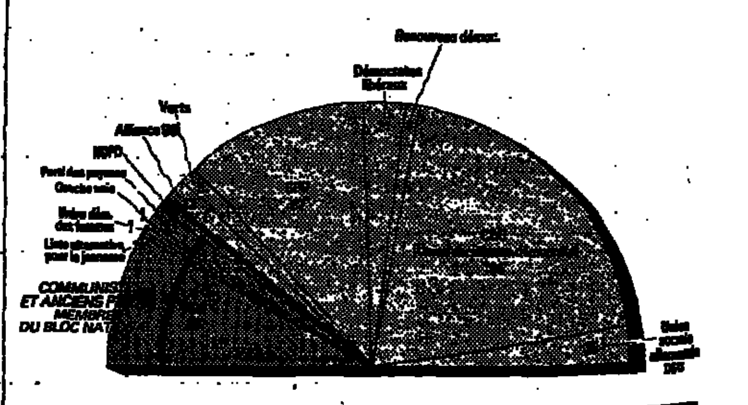
Pour la télévision polonaise, la victoire *«inattendue»* de la droite est-allemande est *«un succès du chancelier Kohl»*. *«Ce résultat contredit nos attentes*, a ajouté un commentateur au journal télévisé, *il constitue un grand succès pour ceux qui veulent, sans plus attendre, réunifier l'Allemagne sur un modèle qui a fait ses preuves en RFA»*.

Les médias chinois, eux, ont préféré faire carrément l'impasse sur le sujet. Lundi matin, aucun organe de presse ne soufflait mot à Pékin du scrutin historique est-allemand. La presse soviétique, pour sa part, n'avait pas encorre réagi lundi matin aux résultats.

La composition de la Chambre du peuple

Il y avait 12 3777 732 inscrits. La participation au scrutin a attein 93,22 %. Treize partis seront représentés à la Chambre du peuple. Le Conse d'État de la RDA dispose de trente jours pour convoquer la nouvelle assem blée, qui élira un premier ministre.

Partis	Pourcentage	Sièges
Union Chrétienne-démocrate (CDU)	40,91	164
Union sociale allemande (DSU)	6,32	25
Renouveau démocratique (DA)	0,92	4
Total de l'Alliance pour l'Allemagne additionnant les listes CDU, DSU et DA)	(48,15)	(193)
Parti social-démocrate (SPD)	21,84	87
Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste)	16,33	65
Fédération des démocrates libéraux regroupant LDP, FDP et DFP	5,28	21
Alliance 90 (regroupant le Nouveau Forum, Démocratie maintenant et l'Initiative pour la paix et les droits de l'homme)	2,90	12
Parti paysan (DBD, conservateur)	2,19	9
Parti vert et Union indépendante des femmes	1,96	8
Parti national-démocratique (NDPD)	0,39	2
Liste alternative de la jeunesse (ALJ, communiste)	0,13	1
Alliance d'action de la gauche unie (marxiste, rassem blant les Œillets et la gauche unie)	0,18	1
Union démocratique des femmes (DFD)	0,33	1
Divers	0,32	–
Total		400



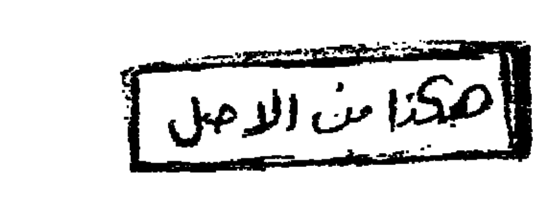
Dans la presse française

SK-2 Sans son éditorial, intitulé *« Un vote alimentaire »*, *Libération* estime qu'aprés avoir voté *« avec leurs pieds »* en gagnant la RFA à travers la Hongrie en mai dernier, la majorité des Allemands de l'Est *« ont voté hier avec leur ventre ». « C'est la fibre alimentaire qui s'est exprimée »* écrit Dominique Garraud qui souligne ensuite que Helmut Kohl a gagné sur la base d'une promesse et que *« rien n'indique qu'il pourra la tenir dans les délais aussi brefs que ceux qu'ont imaginés ses électeurs est-allemands »*.

Pour *L'Humanité*, qui relève le *« redressement extra ordinaire »* du Parti de la démocratie socialiste (communiste), le succés de l'Alliance pour l'Allemagne est une *« dangereuse victoire »* qui est *« principalement le fruit des angoisses et des impatiences que la propagande et le comportement de Bonn ont réussi à porter à leur paroxysme à l'Est de l'Elbe ». « Quelles ne vont pas être les prétentions d'un Kohl dopé par de tels résultats électoraux? »* s'interroge Yves Moreau en concluant : *« Les voisins de l'Allemagne n'ont que trop de raisons de s'inquiéter »*.

Le Quotidien de Paris souligne la défaite des *« opposants et contestataires de la première heure de la* « Révolution d'octobre » » : *« Le Nouveau Forum, Démocratie maintenant et le Mouvement de la paix et des droits de l'homme paient l'addition de leur naïveté, de leur rêve d'une* « troisième voie » *originale entre capitalisme et communisme. Les électeurs ont fracassé impitoyablement l'illusion »*, écrit Paul Cambon.

« C'est la victoire d'une réunification sans délai. La victoire du chancelier Kohl. La victoire du deutschemark », écrit enfin à la une du *Figaro* Alain Peyrefitte pour lequel *« le surprenant succès des conservateurs en RDA semble faire pendant au surprenant échec du Congrès socialiste de Rennes »*.



aux élections législatives du 18 mars

Un dimanche historique... et bien paisible à Leipzig

Sur le Ring, trois voitures et une camionnette Volkswagen, toutes immatriculées en RFA, passent et repassent, klaxons enfoncés et drapeaux allemands au vent. Elles saluent la victoire, tout comme ailleurs, de la CDU (Union chrétienne-démocrate). Dimanche soir 18 mars, les rues de Leipzig, celles qui depuis cinq mois avaient vu tant et tant de manifestants, étaient vides. Le calme plat.

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Cette journée historique, Leipzig, la cité des héros, l'a terminée derrière ses écrans de télévision. Comme si des élections libres et à bulletin secret, elle en avait toujours connues !

Après une semaine particulièrement agitée, avec la foire et la campagne électorale, la ville avait retrouvé dimanche son rythme provincial. Quelques habitants du centre astiquent leurs voitures sous le regard indifférent de Jean-Sébastien Bach, au pied de cette statue où, la veille encore, le comte Otto Lambsdorff, le président du Parti libéral ouest-allemand (FDP), était venu serrer quelques mains. D'autres citoyens, en banlieue, entamaient le grand nettoyage de printemps de leurs appartements. La chaleur estivale - il a fait plus de 20° dans la journée - redonnait vie au parc Clara Zetkin. Les vieux joueurs ressortaient leurs échiquiers, les enfants retrouvaient leurs toboggans. Bref une journée historique... mais bien paisible.

Il en allait de même dans les bureaux de vote qui, comme dans le reste du pays, ont connu une affluence « digne du régime Honecker » ironisera un jeune Allemand de l'Est. L'apprentissage des rites démocratiques n'a, semble t-il, guère posé de problèmes ici. L'isoloir obligatoire devait bien surprendre quelques électeurs et l'absence d'enveloppes quelques observateurs. En fait, les votants étaient appelés à indiquer d'une simple croix la liste qu'ils soutenaient (dix-neuf étaient en compétition dans le district) et à jeter dans l'urne le bulletin plié en deux.

Comme le scrutin, le dépouillement des votes s'est déroulé sans difficulté et dans une ambiance bon enfant. Il y a bien sûr, ici ou là, quelques hésitations. « Si la croix n'est pas dans la case, le bulletin est-il valable? » demandait-on, par exemple, au président perplexe d'un bureau de vote installé dans l'une des écoles de la ville. Une heure à peine après la fermeture des bureaux, les premières urnes et avec elles les résultats, commençaient à arriver à l'hôtel de ville. « Quelle efficacité ! » commentait un journaliste japonais sur place.

Fête de la DSU avec bière et orchestre

Les résultats n'étant communiqués que par la télévision, les militants des différents partis se sont retrouvés chacun de leur côté autour du petit écran, la véritable vedette du jour . Ambiance variée. « Nous aurons 43 % dans la Saxe et plus de 50 % avec nos amis de l'Alliance » expliquait dès 19 h. un militant « BCBG » de la CDU. Très tôt, en effet, les amis est-allemands de M. Kohl étaient convaincus de leur victoire.

Dans la cave triste du siège de leur parti, près du centre, ils sont réunis, une trentaine à peine, le bock de bière à la main, autour d'une minuscule et unique télévision. Vaste éclat de rire lorsque le présentateur demande au chef des sociaux-démocrates, M. Ibrahim Böhme, s'il a l'intention de participer à un gouvernement de coalition. Tout rouge, le jeune président de la CDU locale exulte : « Pas question ! ».

Très vite la cave va se vider. Vers 22h., il ne reste plus que cinq ou six militants, quelques journalistes, un député ouest-allemand et un élu suédois. Venu vivre avec ses amis politiques « ce grand jour », ce dernier commente, un peu déçu : « Les résultats sont venus trop tôt et la victoire est trop large ». En réalité, la plupart des responsables de la CDU sont allés rejoindre la fête de leurs alliés de la DSU (Union sociale allemande) dans l'un des halls de la Foire de Leipzig, près du centre. Une vraie fête, avec bière, orchestre et écrans de télévision.

Climat bien différent chez les sociaux-démocrates. Le SPD a loué pour l'occasion une salle de fêtes de grand style, dans la proche banlieue. Là, une centaine de militants regardent en feignant l'indifférence un écran de télévision géant et en couleurs. Un animateur zappe pour eux et choisit entre les trois chaînes allemandes, les deux de la RFA et celle de la RDA. Mais, très tôt, il préfèrera éteindre et laisser la place à l'orchestre ! En fait, au SPD, l'heure n'est pourtant pas à la fête. « Kohl a gagné » commente un militant qui se rabat sur le buffet. Plus serein et très élégant avec son noeud papillon, le leader local du SPD, M. Karl Heinz Kamilli, revendique l'échec : « Nous devons faire notre autocritique », nous dira t-il en reconnaissant que le SPD n'avait peut-être « pas assez écouté les gens ».

Du SED de Honecker à la CDU de Kohl...

Quant aux communistes, ils ont organisé leur soirée électorale dans une maison de la culture au sud de la ville, dans le Bebel Liebknecht Haus. A l'entrée, un buste de Lénine, éclairé par un néon violet ! Les jeunes sont là, très nombreux, « en uniforme » : vrais-faux jeans délavés et T-shirts blancs. Des écrans de télévision en noir et blanc sont disséminés dans les multiples salles des trois étages du bâtiment. Salves d'applaudissements pour les résultats de Berlin où le PDS (Parti pour le socialisme démocratique) obtient un score plus qu'honorable. Nouvelles salves lorsqu'arrive dans la grande salle le docteur Dietmar Keller, le ministre de la culture et chef local du parti. Les mauvais résultats des communistes dans la région - on les créditait vers 23 h de 10 % seulement des voix ? ? « Normal, nous explique-t-il, nous sommes ici dans une région industrielle où les gens souffrent beaucoup de la pollution et de conditions de vie difficiles ». Dès 20h il est convaincu que l'Alliance va constituer seule un gouvernement.

Non loin de là, à la Maison de la démocratie, le siège des différents petits partis de l'opposition, la déception se lit sur le visage des militants de l'autre gauche. Ni les Verts ni les partisans du Nouveau Forum n'ont obtenu de bons résultats. « Avoir fait une révolution tranquille pour passer du SED de Honecker à la CDU de Kohl, était-ce bien utile ? » se demande, désabusé, un jeune militant. Hors-la-loi, les partis de gauche ont diffusé dimanche soir et pour la seconde fois une émission de télévision pirate ; ils veulent maintenant développer une autre télévision, un réseau local non commercial, Kanal X. Dans leur cité, les héros sont fatigués mais ils continuent leur combat.

ERIK IZRAELEWICZ

Le chancelier Kohl s'efforce d'éviter les commentaires « triomphalistes »

La soirée électorale a été plus courte que prévue dans la capitale fédérale : la netteté de la victoire de l'Alliance pour l'Allemagne a permis aux augures de donner, dès dix-neuf heures une estimation suffisamment précise pour éviter tous suspens. Cela a permis aux hommes politiques qui n'étaient pas de la fête berlinoise de remplir rapidement leurs devoirs de soir d'élections et d'aller se coucher de bonne heure, dans cette ville de Bonn qui sait désormais le sort qui l'attend : le retour à sa torpeur provinciale.

BONN

de notre correspondant

A vingt heures quinze, le chancelier Kohl faisait son entrée au siège de la CDU, accompagné de son principal conseiller et stratège, M. Horst Teltschik. Il a décidé de formuler des commentaires en demi-teinte, d'éviter tout triomphalisme, de donner l'image d'un homme d'Etat à qui le succès donne d'abord des devoirs. « Ce résultat ne correspond pas exactement à ce que nous attendions, dit-il d'emblée pour exprimer sa surprise devant l'ammpleur inattendue de la victoire de ses amis est-allemands, mais lorsque j'étais écolier je me fixais toujours des objectifs modestes, quitte à me réjouir d'avoir d'agréables surprises... ». Il minimise également sa part personnelle dans cette victoire : « J'ai apporté ma contribution à la campagne, cela a pu aider ». Il tient ensuite à rendre un hommage à George Bush et à Mikhaïl Gorbatchev sans lesquels, à son avis « cette victoire de la démocratie n'aurait pas été possible ».

A la télévision, un peu plus tard, il se laissera aller à plus de lyrisme, qualifiant le succès de la CDU de « grandiose » puis de « fantastique ». Pour lui, la marche à suivre est maintenant claire : mise en place de l'union économique et monétaire, discussion avec les alliés vainqueurs de la seconde guerre mondiale dans le cadre de la conférence « deux plus quatre », et enfin réunion de la CSCE à la fin de l'automne prochain.

La déception des dirigeants du SPD

Le chancelier donne l'impression d'être le maître de ce calendrier dont la date cruciale, pour lui, est le 2 décembre, celle des élections au Bundestag. Quels obstacles pourraient maintenant s'opposer à une réélection d'un chancelier consacré par le premières élections démocratiques depuis cinquante-huit ans en RDA ? Le principal pourrait être la poursuite de l'exode des Allemands de l'Est vers l'Ouest auquel le chancelier à lancé un appel pressant pour qu'ils restent désormais chez eux.

Mais pourra-t-on éviter que, pour une longue période encore, le niveau de vie des habitants de Leipzig demeureinférieur à celui de ceux de Francfort ou de Munich ? Comment les électeurs ouest-allemands vont-ils réagir lorsque la note de l'unification leur sera présentée ? Ces questions, on les posaient, comme pour se donner un peu de coeur à l'ouvrage dans les couloirs quasi déserts du siège du SPD, ou l'ambiance n'était pas à la fête. La déception est à la mesure du grand espoir que l'on avait caressé : faire des élections de RDA une étape décisive dans la reconquête du pouvoir à Bonn.

« Maintenant, le chancelier va devoir donner un contenu à l'espoir qu'il a fait naitre en RDA », constate M. Gehrard Schröder, un des rares dirigeants sociaux-démocrates à ne pas se laisser aller, ce dimanche soir, à la dépression consécutive à une défaite aussi cuisante qu'inattendue. Le chef du SPD pour la Basse Saxe, ou se dérouleront le 6 mai prochain des élections régionales très disputées, conteste que le SPD ouest-allemand ait subi une défaite. Pour cet ami d'Oskar Lafontaine, qui n'avait pas caché son trouble devant le discours nationaliste tenus par Willy Brandt depuis le début des évènements en RDA, « c'est à nous de défendre la vocation européenne et internationaliste de l'Allemagne face à cette montée du chauvinisme favorisée par le chancelier et la CDU », ajoute -t-il. Le président du parti, M. Hans Jochen Vogel, avait du mal a cacher son abattement au cours du débat télévisé des chefs de partis : non seulement le SPD n'a pas réussi a être la force dominante dans le terroir qui vit naître la social-démocratie allemande, mais il voit également poindre la discorde dans son parti. Les représentants des deux cultures qui s'affrontent dans le parti, celle d'Oskar Lafontaine leSarrois européen, et celle de Willy Brandt, le nationaliste de gauche, ne vont pas manquer de se rejeter mutuellement la responsabilité de l'échec.

Toutefois, ce dimanche 18 mars ne fut pas entièrement noir pour la gauche ouest-allemande : la victoire, aux élections municipales de Bavière, du bourgmestre SPD de Munich, Georg Kronawitter qui écrase son concurrent CSU, M. Hans Klein, porte-parole du gouvernement, et les bons résultas du SPD dans les grandes villes bavaroises ont quelque peu consolé des militants déprimés.

LUC ROSENZWEIG

□ **POLOGNE : élections locales le 27 mai.** – Les premières élections locales libres en Pologne auront lieu le 27 mai, a annoncé, dimanche 18 mars, le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. Ces élections permettront de mettre en œuvre une importante réforme de l'administration locale, allant dans le sens d'une plus grande autonomie et démocratie des collectivités locales. – (*AFP, Reuter.*)

EUROPE

RDA : les élections législatives du 18 mars

Calme étrange à Berlin-Est

Le soleil était de la partie pour ces élections lélgislatives. Alors que le Tout-Berlin, de l'Est et de l'Ouest, était aux terrasses de l'avenue Unter den Linden ou se promenait en famille dans la campagne alentour, les rues *sont restées étrangément* calmes toute la journée de dimanche.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les bureaux de vote avaient fait le plein dès les premières heures de la matinée. On avait ouvert à sept heures , *parfois plus* tôt encore, dans les quartiers industriels des grandes villes pour faire voter entre les équipes de nuit et de jour. A la mi-journée, la participation, qui dépassait partout les 50 %, laissait déjà présager des taux records.

Les dernières élections – les *municipales du 7 mai* 1989 – avaient été l'un des points de départ de la *vague* de protestations qui a culminé en octobre dernier par les manifestations que l'on sait et le renversement du régime communiste. Tout avait été fait, cette fois, pour que les règles soient scrupuleusement respectées.

Chaque bureau de vote était placé sous l'autorité d'un comité où aucun partine pouvait *avoir plus de deux représen*tants. L'arrivée inopinée de journalistes s'enquérant de la situation suscitait immanquablement un peu de nervosité, comme si l'on pouvait craindre que tout ne soit pas parfait . Tout l'était, bien sûr. On veillait avec scrupule à ce que les isoloirs soient bien utilisés, les urnes étaient sous surveillance et *aucun incident n'a été* signalé.

Les seuls trouble-fête auront été les politiciens eux-mêmes. Toute la journée, certaines radios, notamment de l'Ouest, ne cessaient de diffuser, encore et encore, des interviews, y compris du chancelier Kohl lui-même. Malgré les appels de la commission électorale, il n'y aura pas eu de pause.

Le Parti du socialisme-démocratique (ex-communiste), avait d'ailleurs convié toute la journée la foule des Berlinois à un dernier *happening* dans les locaux mêmes de l'ancien Comité central, dont le mystère était autrefois si jalousement gardé et dont la façade austère avait été décorée d'immenses peintures et de deux portraits, genre pop'art, de MM. Modrow et Gysi, nouveaux maîtres de ces lieux. La musique et les discours giclaient à flot de l'énorme bâtisse pleine à craquer d'une foule enthousiaste qui débordait sur les pelouses alentour, à quelques dizaines de mètres du Palais de la République, autre centre d'attraction.

Il y a cinq mois, le 7 octobre dernier, ce même palais, construit sur l'emplacement de l'ancien château des rois de Prusse, connaissait encore les fastes des grand-messes communistes, pour le quarantième anniversaire de la RDA. *M. Honecker y avait tenu son* dernier grand discours en présence de M. Mikhail Gorbatchev, face à un parterre de tous les dignitaires du régime portant des kilos de médailles.

Gigantesque plateau de télévision

Pour l'élection de dimanche, ce même palais avait été transformé en un gigantesque plateau de télévision à 10 000 deutschemarks le mètre-carré de location, en devises bien sûr . Y dominaient de toute leur puissance les deux chaînes de télévision de la République fédérale – ARD et ZDF – à côté des plateaux desquelles celui de la chaîne de télévision nationale est-allemande faisait un peu triste mine.

Etait-ce le choc constitué par la victoire écrasante de l'Alliance pour l'Allemagne ? Etait-ce la fascination pour ce spectacle inédit que constituait, pour la RDA, la transmission en direct des résultats, avec le suspense des premières fourchettes, les interviews de tout ce qui compte de politiciens à l'Est comme à l'Ouest ?

Pour cette première élection libre, les rues de la ville sont restées d'un calme étrange, qui tranchait avec les foules que l'on avait connues pour l'ouverture de la porte de Brandebourg ou lors des manifestations hebdomadaires dans toutes les villes du pays. Les vainqueurs sont restés chez eux, même dans ce sud si turbulent où les porteurs de drapeaux aux trois couleurs, noire, rouge et or, l'ont emporté avec une marge si écrasante.

La seule animation aura été la soirée électorale que les partis avaient organisée eux-mêmes dans certaines grandes villes. A Berlin, l'ancien Comité central est resté ouvert à tous jusque tard dans la nuit, avec des orchestres. Les fidèles de Nouveau forum et des mouvements de citoyens qui avaient lancé la *révolutiion méditaient sur l'in*gratitude de l'électorat dans la Maison de la démocratie. Non loin de là, les chrétiens-démocrates célébraient la réunification dans une discothèque où il fallait montrer patte blanche ; on y a dansé et bu jusqu'à l'épuisement.

HENRI DE BRESSON

URSS : la réponse de M. Landsbergis à M. Gorbatchev

Les conversations entre Moscou et les Lituaniens vont pouvoir s'engager

Sommé, vendredi dernier, de réagir dans les trois jours au rejet par le Congrès soviétique de la programmation d'indépendance de sa République (*le Monde* daté 18-19 mars), le nouveau président lituanien a obtempéré sans rien céder sur le fond.

MOSCOU

de notre correspondant

C'est en effet lundi 19 mars que M. Landsbergis devait faire remettre sa réponse à M. Gorbatchev. Mais si le délai imparti a été respecté, le contenu du message n'annonce aucune concession. Non seulement les Lituaniens n'entendent évidemment pas renoncer à se considérer comme sortis de l'URSS, mais M. Gorbatchev devait s'entendre dire que si le Congrès dénie toute valeur légale aux décisions du Parlement lituanien, ce Parlement ne reconnaît plus, pour sa part, l'autorité du Congrès dont la résolution est, en conséquence, regardée comme nulle et non avenue à Vilnius.

Pour ce qui est des droits des citoyens soviétiques résidant en Lituanie, ils seront protégés par les lois de la République lituanienne, devait ajouter M. Landsbergis dans une réponse que Moscou attend néanmoins sans trop grand déplaisir. Car, outre que le président lituanien termine en déclarant que les intérêts économiques de l'URSS ne peuvent être garantis qu'en étant *« concrètement définis »* et que cela suppose *« négociations »*, le Kremlin est aujourd'hui convaincu que Vilnius ne veut pas jouer la carte de l'épreuve de force.

Vendredi dernier, quand a suivi le laconique télégramme du président soviétique (*« Communiquez-moi dans un délai de trois jours les mesures* [prises] *pour appliquer la résolution* [du congrès]) ». M. Landsbergis a réagi avec le plus grand calme. Ce n'est pas là un *« ultimatum »* mais une *« demande »*, a-t-il déclaré, avant de plaider auprès de ses amis du mouvement Sajudis en faveur d'une réponse dans les délais demandés.

Et quand les contingents soviétiques stationnés dans les Etats baltes, ont entrepris quelques gesticulations militaires destinées à prouver que la Lituanie était toujours l'URSS, M. Landsbergis ne s'est pas non plus départi de son calme. Alors que quelque trente mille partisans de l'indépendance manifestaient devant le Parlement, il a appelé au sang-froid, expliquant qu'il ignorait s'il s'agissait là de manœuvres normales ou d'un mouvement menaçant.

Cela voulait en effet dire que les indépendantistes étaient décidés à accepter que Moscou fasse, dans une certaine mesure, comme s'il n'y avait effectivement pas eu de proclamation d'indépendance, et acceptaient publiquement par là le marché que M. Gorbatchev leur avait fait proposer.

Ce marché (*le Monde* du 14 mars) consiste à créer des conditions dans lesquelles pourraient s'ouvrir, entre les deux capitales, des discussions de longue durée durant lesquelles la Lituanie ferait comme si elle était déjà sortie de l'URSS, tandis que l'URSS ferait comme si elle n'avait pas été déjà amputée d'une de ses quinze Républiques.

Le temps ainsi gagné devrait non seulement permettre à l'URSS de définir un processus de sécession légal et à la Lituanie d'éviter une épreuve de force, mais aussi, aux deux parties, de sauver la face et de préserver leurs intérêts à long terme en jetant les bases d'une coopération économique étroite.

Proposé à M. Landsbergis, ce jeu devait encore être testé. D'où les premières déclarations de M. Gorbatchev, suivies de son intervention personnelle pour faire adopter par le Congrès un texte extrêmement mesuré qui, lui, a été adressé à M. Landsbergis avec ce télégramme comminatoire.

A la réaction très modérée du président lituanien a alors succédé, dimanche matin, une décélération à Moscou, où M. Gorbatchev, sortant d'aller voter pour le second tour des élections parlementaires de la fédération de Russie, a déclaré n'avoir posé aucun ultimatum.

Son ton était parfaitement calme, et toute sa déclaration, nullement improvisée, bien sûr, et lue *in extenso* au journal télévisé du soir, ne réaffirmait qu'on ne pouvait pas légalement sortir de l'URSS *« d'un jour à l'autre »* que pour mieux dire que le *« dialogue »* allait se poursuivre. *« Le caractère et le contenu de la réponse détermineront nos prochains pas »*, ajoutait M. Gorbatchev, tandis qu'à Vilnius, M. Landsbergis recevait trois hauts responsables militaires soviétiques, dont le commandant en chef des forces de la Baltique, qui avaient fait procéder, quelques heures plus tôt, à des lâchers de tracts aériens au-dessus de Vilnius.

Renforcement des nationalistes ukrainiens

Ces tracts appelaient à participer à une manifestation organisée l'après-midi même contre la proclamation d'indépendance, qui a réuni une foule très importante de militaires et de russophones. Tout indique que M. Gorbatchev avait donné son feu vert à cette participation de l'armée à une action de rue organisée par les conservateurs de l'appareil, qui le haïssent cordialement, mais dont il est le dernier recours et dont il a, en l'occurrence, besoin pour marquer un rapport de forces.

Bref dialogue (entre citoyens d'un même Etat) pour les uns et négociations (entre deux Etats indépendants) pour les autres, les conversations soviéto-lituaniennes semblaient, ce lundi matin, avoir de bonnes chances de s'engager, d'autant plus de chances que M. Gorbatchev a été très encouragé par les réactions occidentales.

Au-delà de l'expression de sympathie et du rappel du fait qu'elles n'avaient jamais reconnu l'annexion des pays baltes, les capitales de l'Ouest ne se sont en effet pas ruées pour reconnaître les nouvelles autorités de Vilnius, encore moins pour y envoyer des ambassadeurs. On y voit la preuve que l'Ouest a saisi là une possibilité concrète d'*« aider Gorbatchev »* en pesant en faveur d'une solution négociée.

En tout état de cause pourtant, la priorité qu'a donnée la semaine dernière M. Gorbatchev à la réforme de l'Union devra être respectée, car la Lettonie et l'Estonie procédaient parallèlement, ce même dimanche, au premier tour de leurs propres élections. Les indépendantistes devaient en sortir très renforcés, alors que le mouvement nationaliste ukrainien, le Roukh, devrait, lui, avoir gagné de très solides positions à l'issue du deuxième tour.

Très modéré à l'origine, ce mouvement est de plus en plus marqué par des tendances sécessionnistes, et si la République ne se voit pas rapidement accorder une large autonomie, cette évolution se confirmera, posant à M. Gorbatchev un problème autrement plus redoutable que celui des pays baltes.

En attendant, les réformateurs radicaux devraient avoir réalisé, à l'issue du second tour des élections russes, dont les résultats ne seront pas connus avant mardi, une importante percée dans les conseils municipaux de Leningrad et de Moscou. L'ancienne capitale et la nouvelle pourraient ainsi avoir des maires d'opposition, jeunes et réformateurs – l'antithèse de l'extrême droite nationaliste russe, dont les candidats ont très largement mordu la poussière dans les *grandes villes*.

BERNARD GUETTA

TÉMOIGNAGE

Vaclav Havel ou la pérennité tchèque

par Milan Kepel

CELA se passait en 1967 sous le « règne » de Novotny. Malgré la censure en vigueur, une nouvelle vague d'écrivains venait d'apparaître en Tchécoslovaquie.

Lorsque la très *officielle* agence littéraire tchécoslovaque, la DILIA (société autorisée des auteurs), présentait de jeunes dramaturges, elle mentionnait à peine le nom d'un jeune écrivain dont l'itinéraire professionnel n'était pas du tout conforme au plan de carrière prévu par les règles de l'Etat socialiste.

Jugez-en. C'était un enfant de la bourgeoisie pragoise. Avant la guerre, au temps où la Tchécoslovaquie *était le troisième pays industriel* de l'Europe, ses parents possédaient la plupart des actions des studios Barandov et d'autres lieux de spectacle de Prague. Les studios Barandov, qui immortalisaient le nom d'un modeste géologue français, M. Barande, étaient l'un des centres cinématographiques les plus importants en Europe centrale avant la guerre.

Après 1948, le jeune Havel, puisqu'il s'agit de lui, marqué par ses origines de classe, était destiné d'office à être orienté vers une profession *manuelle*.

Havel, obligé de travailler comme garçon de laboratoire, *expérimente*, malgré lui, les contradictions internes de la lutte des classes. Réduit à l'état de prolétaire, il peut, grâce à cette *nouvelle* appellation, suivre les cours du soir destinés aux prolétaires appelés à remplacer les jeunes bourgeois, qui étaient, eux, réduits à la qualité de prolétaire et qui pouvaient... etc. Cela ne l'empêchera pas de se voir astreint au service militaire de longue durée, dont étaient dispensés les « travailleurs » intellectuels.

A son retour, il trouvera un modeste emploi de machiniste dans un théâtre d'avant-garde qui porte le nom, un brin provocateur, de Sur la balustrade. Bientôt, adopté et en quelque sorte protégé par le milieu *théâtral*, il participera à la rédaction de sketches et fera jouer ses premières pièces. Le ton nouveau et plus que satirique de son théâtre lui vaudra immédiatement la renommée.

Notre première rencontre eut lieu dans une de ces tavernes à bière où Apollinaire écoutait, le soir, chanter des chansons tchèques. Je vis *apparaître un jeune homme décon*tracté, souriant, au physique de jeune premier, dont l'allure tranchait avec la prudente expectative et la gaieté artificielle affichées par les buveurs. A cette époque, ces endroits étaient les lieux de prédilection des indicateurs, qui devaient, sans nul doute, être payés à la commission et consommer à l'œil (que sont-ils devenus ?). Aussi, quand *Havel commençait, à haute et intelli*gible voix, à exprimer son point de vue sur les contradictions de la société socialiste, la stupeur se peignait sur les visages des consommateurs voisins. Certains opéraient une retraite prudente ; d'autres, époustouflés, se rapprochaient, ne comprenant pas par quelle aberration on pouvait parler haut et clair en public.

Le discours de Havel était d'une logique redoutable, irréfutable. A se demander pourquoi on n'y avait pas pensé plus tôt ! Quant aux agents de la sécurité, ils étaient manifestement dépassés par les événements. Il faut dire que le « Printemps de Prague », bourgeonnait.

A cette époque, Havel vivait bien, même s'il n'avait pas récupéré la maison familiale pragoise, au bord de la Vltava. Il était fier de la voiture qu'il avait pu s'acheter, de sa fermette au pied des monts des Géants, où il aimait se replonger dans la campagne bohémienne. Que lui, contestataire, puisse non seulement exporter des dialogues subversifs mais aussi encaisser de raisonnables droits d'auteur en devises, ridiculisait le système de coercition en place. On n'allait pas le lui pardonner.

C'était l'époque où le projet des associations, *qui* allaient occuper une place de premier plan dans la lente transition vers une nouvelle forme sociale en Tchécoslovaquie, lui tenait à cœur. Il s'agissait de *montrer* en petit ce qui devait se faire en grand. Havel, en bon sagittaire, visait haut. Mais sa convivialité, son amour de la nature et de la bonne chère donnaient déjà à sa personnalité une aura indiscutable.

« Sortir » du Havel au début des années 70 n'était pas de tout repos. La DILIA signait en son nom des contrats pour ses œuvres qui limitaient *leur durée et en interdisaient* pratiquement la prospection, puis l'exploitation. Nous réussîmes néanmoins à faire jouer *« le Rapport dont vous êtes l'objet* et décidâmes, *l'Avant-scène* et moi, de le publier sans autorisation. Les lettres recommandées, sommations et menaces de toutes sortes affluèrent dans la semaine qui suivit. Havel prévenu, réussit, non sans mal, à nous faire *parvenir une autorisation manuscrite* directe. Je crois bien qu'il fut le premier à oser narguer l'agence officielle, qui avait pour mission de défendre les auteurs tchèques et au besoin de les combattre. Après l'arrivée des chars des pays frères, Havel trouvera encore le moyen, entouré de ses amis comédiens, de monter des actions de dérision. Ils s'amusaient, par exemple, à simuler dans les rues de Prague une course-poursuite entre les agents de la sécurité et les « ennemis de l'intérieur ». Tout cela dans un grand éclat de rire, à la stupeur des badauds et de la police secrète.

Comment se débarrasser de Havel, témoin encombrant du drame que vivait la Tchécoslovaquie normalisée ? Contrairement à d'autres créateurs, Havel refusait toute idée *d'émigration*. Alors, les *autorités*, en verve d'imagination, décidèrent de l'enfermer. De sa cellule, dans les lettres à sa femme, Olga, dans ses pièces, il décrira minutieusement tout ce qu'il a vécu, la suspicion, la prison, le spectacle de la lâcheté qui renaît avec la peur. Mais, même emprisonné, il ne perdra jamais cet humour caustique capable de détecter le grain de sable qui enraye le *mécanisme*. Qu'il l'ait voulu ou non, il y a en lui quelque chose d'indestructible. Serait-il la réincarnation moderne, élégante et affinée du Brave Soldat Sveik, figure emblématique qui incarne la pérennité du peuple tchèque ? En tout cas, à Prague, l'homme de la rue ne s'y est pas trompé. Havel est à l'affiche partout ; sur les murs, sur les vitrines. Il était dans la nature des choses qu'il prît les plus hautes responsabilités. Vaste programme.

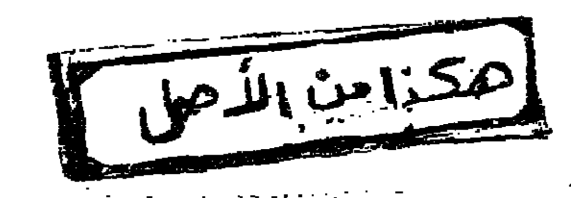
► **Milan KEPEL est metteur en scène et dramaturge. Il a traduit et adapté de nombreux textes tchèques, dont *le Brave Soldat Sveik* et quelques pièces de Vaclav Havel.**

Le président tchécoslovaque à Paris

Le président tchécoslovaque Vaclav Havel était attendu, lundi après-midi 19 mars, à Paris (le *Monde daté 18-19 mars*), où il doit, au cours d'une visite d'Etat de deux jours, s'entretenir notamment avec le président François Mitterrand, le premier ministre, M. Michel Rocard, et le maire de Paris, M. Jacques Chirac. Il rendra aussi visite à la principale revue de l'émigration tchèque et aux comédiens qui ont joué ses pièces.

Avant de quitter Prague, M. Havel s'est rendu samedi à la frontière polono-tchécoslovaque, où il a rencontré le président de Solidarité, M. Lech Walesa, au col de Krkonoska. Les deux hommes ont demandé que les frontières européennes ne soient jamais remises en question. Un sommet tripartite réunira le 9 avril à Bratislava les dirigeants de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de Pologne.

Dimanche, enfin, M. Vaclav Havel a présidé à Prague un « congrès » de la Charte 77, le mouvement d'opposition dont il fut l'un des cofondateurs le 1er janvier 1977. « C'est un rêve qui se réalise », a dit le président.



cou et les Lituan
engager

érennité tchèq

L'EXIGENCE EST UNE FORCE: Série N° 1

Quand on vise la perfection, on découvre que c'est une cible qui bouge.

Une entreprise satisfaite de ses progrès peut vite découvrir que ses clients ne le sont pas. ■ Cette conviction a poussé Motorola à multiplier par 100 la qualité de ses produits depuis 1981. ■ Notre philosophie est simple : ne jamais se satisfaire du niveau de qualité atteint et mettre sans cesse la barre encore plus haut. ■ Nos exigences en termes de qualité sont définies par le programme Six Sigma : pas plus de 3,4 défauts par million de pièces d'ici 1992. ■ C'est l'objectif que se sont fixé les 3000 collaborateurs de Motorola en France, notamment dans les usines de Toulouse, Angers et Bordeaux. ■ Aujourd'hui, nous savons que la satisfaction totale de nos clients n'est pas un but utopique. ■ Et nous faisons tout pour l'atteindre.

"CARTE A PUCE" DE BULL
L'usine de composants de Toulouse garantit à ses clients le niveau zéro défaut dans ses livraisons. En reconnaissance de cette qualité, BULL l'a certifiée depuis 1989 pour livrer les semi-conducteurs directement sur ses lignes de fabrication, sans aucun contrôle d'entrée.

ELECTRONIQUE AUTOMOBILE
L'usine d'Angers fête la sortie de son 10 millionième régulateur hermétique pour alternateur d'automobile avec un niveau de qualité de moins de 20 défauts par million de pièces sur 12 mois d'usage.

RADIO COMMUNICATIONS
L'utilisation de postes portatifs Motorola par les pompiers constitue une preuve permanente de qualité. Ce matériel hyper-fiable doit en effet résister à la chaleur, la poussière, les fumées, les aspersions d'eau et de produits chimiques.



MOTOROLA

AFRIQUE

GABON

Les habits neufs du président Bongo

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

« Il faut créer de nouvelles institutions, permettant le pluralisme d'idées et l'instauration de courants en vue de préparer l'apprentissage d'une démocratie tendant sans doute vers le multipartisme. »

Ouf ! Il est pour le moins prudent, M. Jean Ping, le nouveau ministre gabonais de l'information. Il paraît presque téméraire, pourtant, comparé aux autres responsables du régime qui fuient le journaliste de passage par crainte de devoir répondre à la question majeure : les réformes projetées depuis les troubles qui ont secoué le pays ces derniers mois sont-elles de nature à faire du Gabon une des premières vraies démocraties du continent ou ne constituent-elles qu'un habillage un peu plus présentable d'un régime autoritaire et corrompu ?

Sans doute, nul – même le président Bongo – ne paraît capable de déterminer jusqu'où ira la libéralisation. De nombreux barons du régime, qui ont tant et tant profité de celui-ci, voient cette libéralisation d'un œil de plus en plus inquiet et n'hésiteront vraisemblablement pas à freiner des quatre fers.

Le président, qui, semble-t-il, réfléchissait à cette « Bongo-troïka » avant même le début de l'agitation, a donné le 14 mars *« quelques éléments de clarification sur le processus de démocratisation et d'ouverture dans lequel nous nous sommes résolument engagés »*. Il a confirmé la tenue d'une conférence nationale, du 23 au 30 mars, à Libreville, qui devra déterminer le rôle et le programme du Rassemblement social-démocrate gabonais (RSDG) appelé à devenir la pierre angulaire du nouveau système.

Ce rassemblement devra être ouvert *« à toutes les sensibilités politiques »* qui formeront en son sein autant de courants. A ce titre, le Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir constituera un courant comme les autres.

Et après ? Ce Rassemblement, comme le souhaitent les responsables de l'opposition, devra-t-il disparaître progressivement pour laisser place à un véritable multipartisme ou restera-t-il « éternellement » au pouvoir ? Toujours est-il que, dans sa dernière allocution, Omer Bongo n'a pas prononcé une seule fois le mot de « multipartisme », qui devient, n'en déplaise à M. Jacques Chirac, le cri de ralliement de dizaines de milliers d'Africains, au Gabon comme ailleurs. *« Bongo n'a pas voulu effaroucher les durs du régime »*, disent les uns. *« Il n'est pas vraiment prêt à jouer le jeu démocratique »*, rétorquent les autres.

Eclosion de partis

Avec enthousiasme, et non sans un certain courage, les responsables des nouveaux partis se sont engouffrés dans l'espace de liberté ouvert. Aujourd'hui, on ne se cache plus pour parler politique et c'est déjà une révolution. Maladroitement souvent, spontanément toujours, les Gabonais semblent retrouver la parole. L'éclosion des partis est le symbole de cette renaissance du débat. A ce jour, près d'une dizaine de formations se seraient déjà inscrites pour participer à la conférence nationale, des plus connues – comme le Morena (Mouvement de redressement national) – aux plus imprévues comme le Parti des chômeurs ou le Parti de Dieu.

Un des premiers à venir « s'accréditer » a été Me François Ondo Nzé, avocat à la Cour de Libreville, au nom de la section gabonaise d'Amnesty International. *« Voilà dix ans,* dit-il avec un grand sourire, *que j'introduis un dossier pour faire reconnaître officiellement ma section. J'espère que maintenant cela va enfin bien se passer. »* Un test.

Sur les rangs aussi, l'Union du peuple gabonais (UPG) de M. Pierre Mamboundou, sur le devant de la scène depuis son expulsion de France vers le Sénégal, mais loin de faire l'unanimité parmi les opposants qui lui reprochent son *« irresponsabilité »* ou son *« option putschiste »*. La modération, et le légalisme de ces nouveaux mouvements sont frappants, l'immense majorité d'entre eux semblant accepter les règles du jeu – la transition notamment – définie par M. Bongo.

« Nous avons choisi la non-violence et le dialogue », répète ainsi le Père Mba-Abessolé, un des dirigeants du Morena revenu en novembre après un long exil à Paris. Son retour fut le premier signe de la libéralisation. Dès mai 1989, révèlent les dirigeants du Morena – dont certains ont passé plusieurs années en prison, – le Président aurait admis, tacitement, le principe du multipartisme, même si officiellement il continuait à le combattre. *« Avec la complicité des rénovateurs du parti unique, nous pousserons le plus possible pour obtenir satisfaction »*, promet le Père Mba-Abessolé. D'où le reproche – l'anathème ! – de *« récupéré »* que lui assènent d'autres dirigeants du mouvement, encore à Paris, qui sont entrés en dissidence et campent sur une ligne plus dure.

La moralisation de la vie économique – traduire : la lutte contre la fraude et la corruption – devra être particulièrement rigoureuse au Gabon. Mesuré à l'aune africaine, ce pays est incontestablement riche. Du pétrole (8 millions de tonnes en 1988, 11 millions prévus en 1991), du manganèse, de l'uranium; du bois, des centaines de kilomètres de côtes poissonneuses... Et pourtant, la situation sociale du Gabon est catastrophique, de l'état des routes – à peine 100 km de voies goudronnées – à celui des « hôpitaux » en passant par les écoles ou les administrations.

Comment en est-on arrivé là ? *« Les fruits de la croissance de notre pays au cours des deux dernières décennies n'ont pas toujours été répartis de façon équilibrée »*, reconnaît le président Bongo. Doux euphémisme ! *« 80 % du PIB sont dans les mains de 2 % de la population »*, explique, plus directement, un expert occidental qui ajoute : *« En 30 ans de carrière, je n'ai jamais vu une telle corruption. »* Il suffit de regarder les « cases » – en fait de véritables petits palais – édifiés pour certains dirigeants au milieu des quartiers populaires, leurs parcs de voitures ridicules compte-tenu du réseau routier ; il suffit « d'imaginer » les sommes transférées en France, en Suisse ou ailleurs. Le même expert estime que la fortune cumulée du président et de ses ministres représente plus de deux fois la dette extérieure, estimée à 750 milliards de CFA (15 milliards de FF).

Cette corruption a aussi perverti les règles économiques élémentaires. A quoi bon travailler, chercher une promotion par le mérite, avoir des idées, se battre quand on sait que la richesse créée sera détournée ?

Les échéances de la fin mars

Les négociations vont reprendre la semaine prochaine, avec le Fonds monétaire international. Ce dernier va-t-il entériner les augmentations de salaires décrétées par le pouvoir pour calmer les manifestants ? Si l'accord conclu avec le FMI est rompu, les crédits promis par la Banque mondiale ou d'autres institutions financières risquent d'être suspendus.

La fin mars promet d'être difficile. Le pays a-t-il suffisamment de liquidités pour payer des fonctionnaires qui s'attendent à voir les promesses gouvernementales traduites en espèces sonnantes et trébuchantes ? Si l'Etat ne parvient pas à passer le cap des trois prochains mois (par la suite, les experts s'attendent à une hausse suffisante des revenus pétroliers) des affrontements violents sont possibles.

Les rivalités ethniques, ici – c'est une chance – ne sont pas exacerbées. Certes, l'ethnie la plus importante, les Fang – qui fournit, quoi qu'en disent ses dirigeants, le gros des troupes du MORENA – s'estime écartée du pouvoir. Certes, vingt deux ans de parti unique n'ont pas permis une réelle intégration des différentes composantes du pays, sinon le spectre de la *« guerre tribale »* ne serait pas évoqué à tous propos par les dirigeants, notamment pour s'opposer au multipartisme. Mais, l'imagination aidant, des solutions peuvent exister permettant, au Gabon comme ailleurs, de prendre enfin en compte le fait ethnique plutôt que de le nier, ce qui contribue à aviver les tensions.

Bref, voilà que le Gabon, souvent présenté comme une caricature de l'Afrique pourrait devenir, grâce à sa richesse, sa faible population, son passé pacifique et, peut-être, l'habileté de son président, un modèle pour le continent.

JOSÉ-ALAIN FRALON

AFRIQUE DU SUD : la violence dans les cités noires

Les appels au calme de M. Mandela n'ont pas été entendus

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

N'en déplaise au Congrès national africain (ANC), MM. James Baker et Douglas Hurd, les chefs de la diplomatie américaine et britannique, vont profiter de leur visite en Namibie, où ils doivent assister mercredi 21 mars aux fêtes de l'indépendance, pour faire un saut au Cap et y rencontrer M. Frédérik De Klerk, le président sud-africain. De retour de Suède, M. Nelson Mandela a jugé, samedi 17 mars, au cours d'une conférence de presse réunie à Johannesburg, que ces visites risquaient de créer *« beaucoup de confusion »*, et a de nouveau appelé, sans guère de chance d'être entendu, à un *« isolement complet »* de son pays.

Le vice-président de l'ANC a confirmé qu'il conduirait la délégation qui rencontrera, le 11 avril au Cap, M. De Klerk et répété que le gouvernement n'avait, à ce jour, satisfait qu'à une seule des conditions posées par son mouvement – la légalisation du mouvement nationaliste – pour l'ouverture de discussions préliminaires. Il ne semble pas en tout cas que l'actuelle vague de violences dans les cités noires puisse remettre en cause ce premier contact officiel entre l'organisation nationaliste et le régime blanc.

Au cours des deux dernières semaines, cette agitation s'est traduite par plusieurs centaines d'arrestations et a fait au moins cent morts. Les appels au calme et à la discipline de Nelson Mandela sont demeurés sans écho : la « guerre du Natal » continue et beaucoup de jeunes rechignent à prendre le chemin de l'école.

« Ceux qui veulent que les choses s'améliorent n'ont qu'à s'adresser au gouvernement, dont la politique ne jouit d'aucun soutien populaire », n'a rien trouvé d'autre à répondre M. Mandela. On ne peut faire grief aux dirigeants de l'ANC qui sortent de trente ans de clandestinité et qui ne disposent encore d'aucun relais sur le terrain de ne pas être en mesure de maîtriser la situation. A cet égard, le mouvement nationaliste vient d'annoncer l'ouverture, cette semaine, à Johannesburg, d'un bureau appelé à devenir son nouveau quartier général.

La décision de M. De Klerk de consacrer, hors budget, trois milliards de rands (environ 7 milliards de francs) à l'amélioration du niveau de vie de la population noire va-t-elle ramener un peu de calme dans les esprits ? *« Ce n'est pas suffisant »*, a répliqué M. Mandela, convaincu que *« les nationalisations sont un des moyens d'aboutir à une juste redistribution de la richesse »*.

JACQUES DE BARRIN

Une brochure du « Monde diplomatique »

Du communisme réel à l'ambition démocratique

Au train où vont les choses à l'Est, la tâche des éditeurs n'est pas enviable : les livres, brochures ou documents publiés sur le sujet risquent fort, à peine sortis, d'être dépassés par les événements.

La brochure que vient d'éditer le *Monde diplomatique* (1) sur la base de ses articles, publiés ou non, des deux dernières années, n'échappe pas tout à fait à ce danger : s'interroger par exemple sur la capacité de l'Allemagne de l'Est à trouver une *« troisième voie »* entre socialisme et capitalisme, comme le fait Ivan Samson, était peut-être légitime jusqu'en novembre dernier, ce n'est plus guère de propos aujourd'hui, à l'heure de l'union monétaire avec la RFA et bientôt de l'Anschluss.

Cela dit, l'intérêt de l'ouvrage est dans le raccourci qu'il nous offre de l'histoire de quelques pays-clés entre la phase, désormais dépassée, du *« communisme réel »* et celle de *« l'ambition démocratique »*. Ainsi de la Tchécoslovaquie, dont Marie-Françoise Allain montre bien la fermentation culturelle sous la chape de plomb de la *« normalisation »*, ou de l'Union soviétique, photographiée par Jean-Marie Chauvier à deux étapes importantes de la pérestroïka, celle de la découverte des *« réalités vraies »* (juin 1986) et celle des débordements anarchiques d'aujourd'hui.

Les pays qui ne bougent pas, ou peu, font aussi l'objet d'importants chapitres : la Chine, le Vietnam, l'Albanie et surtout Cuba, dont la fausse *« rectification »* est jugée avec beaucoup plus de sévérité aujourd'hui (Ignacio Ramonet) qu'en 1987 (Francis Pisani). A noter aussi une contribution érudite de Marc Ferro sur les nationalismes minoritaires du sud soviétique face au nationalisme *« défensif »* des Russes. Un utile complément donc, en même temps qu'une « mise à jour » de la brochure publiée par *le Monde* quotidien il y a tout juste un an sur la seule Union soviétique (2).

Quant au commentaire que tout cela inspire à certains auteurs, c'est affaire d'opinion, mais il n'est guère possible de mettre sur le même plan le regret de voir des économistes de l'Est opter pour le thatchérisme et les vieux règlements de compte, bien de chez nous, avec *« les anciens maoïstes ayant trouvé leur chemin de Wall Street »* (Alain Gresh). Que l'Ouest apparaisse plus *« chatoyant »* aux citoyens de l'Est que le sinistre régime qu'ils viennent de quitter n'a rien d'étonnant, ni non plus que les *« grands prêtres de la libre entreprise s'affairent aussitôt »* (Claude Julien).

Il sera toujours temps pour les uns et pour les autres de voir *« le revers de la médaille »* et de choisir, comme l'a dit Milos Forman, entre *« le zoo et la jungle »*.

MICHEL TATU

(1) « Du communisme réel à l'ambition démocratique », Manière de voir 7, *le Monde diplomatique*, 98 p. 38 F.

(2) « L'URSS de la pérestroïka, *le Monde*, 1989, 96 p, 40 F.

PROCHE-ORIENT

IRAN

Les otages du Liban pourraient être libérés avant dix mois

affirme un dirigeant de Téhéran

Les otages occidentaux détenus au Liban pourraient être libérés d'ici à janvier prochain, selon M. Ali Mohammed Becharati, vice-ministre iranien des affaires étrangères, cité, dimanche 18 mars, par le *Tehran Times*.

« Je crois pouvoir dire (...) que tous les otages pourraient être libérés d'ici à janvier prochain », a déclaré M. Becharati, qui s'est fréquemment rendu à Beyrouth pour des entretiens avec les principaux mouvements chiites libanais. *« Les chances de voir libérer les otages sont plus grandes qu'à aucun autre moment »*, a-t-il ajouté, en estimant probable que les captifs (au nombre de dix-sept) seraient libérés successivement plutôt qu'en une seule fois.

Les propos de M. Becharati, publiés le jour de l'arrivée à Téhéran du ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah, interviennent à la suite d'une longue liste de déclarations similaires de la part de dirigeants iraniens, toutefois contrés par les « radicaux », tels que l'ex-ministre de l'intérieur, M. Ali Akbar Mohtachemi, ainsi que par des mises en garde de mouvements pro-iraniens au Liban contre un optimisme excessif. – *(AFP, Reuter.)*

□ **LIBAN : six tués lors de bombardements dans le « pays chrétien ».** – Six civils ont été tués, samedi 17 mars, lors de bombardements entre l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces libanaises (FL), dans la montagne du Kesrouan (nord du « pays chrétien »). Les belligérants se sont mutuellement accusés de cette nouvelle violation, la plus meurtrière, du cessez-le-feu en vigueur depuis le 3 mars dans le secteur chrétien. Les combats entre chrétiens ont fait, depuis leur déclenchement, le 31 janvier, au moins 822 tués et 2 343 blessés. – *(AFP.)*

□ **IRAN : treize morts dans une explosion à Téhéran.** – Treize personnes au moins, dont deux enfants, ont été tuées et un grand nombre d'autres blessées par l'explosion d'une conduite de gaz, dimanche 18 mars, à Téhéran, selon un bilan officiel. Plusieurs blessés sont dans un état critique. L'explosion s'est produite en fin de matinée dans un quartier du centre-ouest de Téhéran et a fait d'importants dégâts matériels. – *(AFP.)*

ISRAEL

Revirement d'un parti religieux en faveur de M. Shamir

Le parti religieux Shas, en position d'arbitre dans la crise israélienne, s'est prononcé, dimanche 18 mars, en faveur de la formation d'une nouvelle coalition conduite par le Likoud (droite).

Après avoir contribué à la chute du gouvernement de M. Itzhak Shamir en ne participant pas au vote de confiance, jeudi à la Knesset, le Shas a donc décidé d'appuyer un retour au pouvoir du Likoud.

Le Shas (six sièges à la Knesset) a informé le président Chaïm Herzog de sa décision, dimanche, au premier jour des consultations pour former un nouveau gouvernement. Son soutien au Likoud compromet les chances du dirigeant travailliste, M. Shimon Pérès, de devenir chef du gouvernement.

Avant l'annonce du revirement du Shas, les travaillistes se disaient convaincus que M. Herzog chargerait M. Pérès de former un gouvernement avant la fin de la semaine. – *(Reuter.)*

□ **Deux Palestiniens tués en Cisjordanie.** – Deux Palestiniens ont été tués, samedi 17 mars, en Cisjordanie, l'un par les tirs de soldats ou de colons israéliens, l'autre par des Palestiniens masqués qui l'accusaient de collaboration. Par ailleurs, deux Palestiniens ont été blessés par balles à Gaza lors de heurts avec l'armée. – *(AFP.)*

Selon M. Carter

Damas serait prêt à des pourparlers directs avec Jérusalem

L'ancien président américain Jimmy Carter est arrivé, dimanche 18 mars, en Israël, où il a fait part au président Chaïm Herzog d'une proposition d'entretiens de paix présentée par le chef de l'Etat syrien Hafez el Assad. M. Carter, actuellement en tournée dans cinq pays du Proche-Orient, a déclaré que le président Assad l'avait autorisé à proposer des pourparlers à Israël dans le cadre d'une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe.

« Lorsque la conférence internationale de paix se réunira, elle sera rapidement ajournée, et le président Assad m'a autorisé à déclarer qu'il serait alors très heureux d'avoir des entretiens bilatéraux (avec Israël), *afin de résoudre les divergences entre la Syrie et ce pays*, a déclaré M. Carter après avoir été reçu par M. Herzog. *Il est évident que cela inclurait le plateau du Golan. »*

La semaine dernière, le dirigeant travailliste, M. Shimon Pérès, avait déclaré à la Knesset que Damas souhaitait des entretiens de paix avec Israël à propos du Golan. Israël a conquis le plateau pendant la guerre de six jours, en 1967, et l'a annexé en 1981. – *(Reuter.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

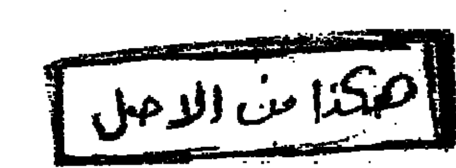
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



DIPLOMATIE

Première conférence ministérielle à Oman

La CEE et les pays du Golfe vont négocier un accord de libre échange

Le dialogue euro-arabe, sur le plan des principes, est une belle et bonne idée. Mais dès qu'on aborde concrètement les intérêts nationaux, qu'on parle *commerce, pourcentages et gros sous*, bref dès qu'on passe des professions de foi aux travaux pratiques, les choses, tout naturellement, se compliquent. On a *pu entrevoir les difficultés qui* guettent un tel dialogue lors de la première conférence ministérielle tenue samedi 17 mars à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, entre les pays de la CEE et les Etats du Conseil de *coopération du Golfe* (CCG) (Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar).

MASCATE (sultanat d'Oman)

de notre envoyé spécial

Au début – c'était en 1988 – il y eut un accord de coopération *économique*, signé par les Douze d'Europe et les Six du Golfe. Il s'agit maintenant de lui donner vie, en gardant les yeux fixés sur l'échéance du marché unique communautaire de 1993. D'où ce premier rendez-vous à Mascate, où le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a rappelé l'ambitieux objectif de la négociation à venir : *« instaurer, après une période transitoire, le libre-échange intégral entre les deux régions pour leur bénéfice mutuel »*.

En vertu des règlements européens, le CCG devra achever sa propre union douanière avant de pouvoir conclure un nouvel accord avec la CEE. On en est loin, les tarifs douaniers frappant les produits importés d'Europe restant très disparates d'un État du Golfe à un autre. Les membres du CCG ont informé leurs partenaires qu'ils avaient tout de même progressé -sans dire précisément en quoi- sur le chemin de l'harmonisation commerciale.

Le fond du problème réside dans *la vive concurrence* qui oppose la pétrochimie de la CEE et celle du Golfe. Soucieuses de diversifier *leurs exportations*, les monarchies pétrolières comptent en premier lieu sur l'Europe pour acheter leurs *produits raffinés* et leur aluminium.

En attendant M. Mitterrand

Les industriels européens crient casse-cou et réclament le maintien des quotas qui contingentent strictement l'entrée de ces produits dans la CEE, au nom de la protection de l'emploi dans un secteur très vulnérable. Faute de quoi, font-ils valoir, les coûts de production modestes dont bénéficie le Golfe, grâce à une main-d'œuvre bon marché et à d'immenses *réserves d'énergie*, feraient d'irréparables ravages dans la pétrochimie européenne. Arabes et Européens, *résolus* malgré *tout à aller* de l'avant, ont décidé d'ouvrir des discussions sans trop tarder, peut-être dès *le mois de mai*.

Ces conflits d'intérêts n'empêchent pas de mieux faire connaissance. Ainsi, la France veut affirmer sa présence dans une région stratégique qui lui fournit 43 % de son pétrole et entend, selon M. Dumas, *« contribuer au règlement des problèmes »* qui s'y posent. A cet égard, Oman est un interlocuteur bien choisi car résolument ancré à l'Occident. Son souverain, le sultan Qabous, fut reçu en visite d'Etat à Paris en *mai-juin dernier*, et M. Chevènement, ministre de la défense, se trouvait à Mascate en novembre. M. Mitterrand s'y rendra à son tour en octobre prochain.

Il pourra constater que le sultanat n'est pas une pétromonarchie comme les autres. Ses paysages montagneux contrastent avec les mornes platitudes des Emirats ; son particularisme musulman, ni sunnite ni chiite – l'ibadisme – y fait régner une tolérance religieuse, rare dans ce coin du monde ; la *très vieille histoire de son peuple* d'audacieux marins lui a donné une fierté nationale et le goût de l'indépendance ; la sagesse de Qabous – sultan moderne et avisé au pouvoir depuis 1970 – lui a *dicté une diplomatie originale et* souvent courageuse.

Sans complexe, Oman resta à l'écart de l'*OPEP*, ne nationalisa que partiellement sa compagnie pétrolière, approuva les accords de Camp David et maintint ses relations diplomatiques avec l'Egypte, garda ses distances envers l'Irak en affichant une « neutralité positive » pendant la guerre du Golfe. Résultat : tout en appartenant clairement au camp conservateur arabe, le sultanat jouit de la confiance de ses voisins de toute obédience et fait office de médiateur entre l'Iran et l'Irak, l'Iran et l'Arabie saoudite.

Avec ses hôtes omanais, M. Dumas a notamment évoqué *trois* dossiers commerciaux en souffrance, que Paris aimerait voir évoluer favorablement avant la visite *de M. Mitterrand : l'extension* du périmètre de recherches pétrolières confié à la compagnie Elf Aquitaine ; *le projet* de Thomson-CSF d'assurer la « couverture » télévisée du territoire national ; l'intérêt que le sultanat porte aux patrouilleurs en haute mer de fabrication française, qui lui permettraient de mieux remplir son rôle de « nouveau gardien » du détroit d'Ormuz.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Pendant plus de trois semaines

Réunion à Bonn des pays de la CSCE sur la coopération économique Est-Ouest

Pendant plus de trois semaines (du 19 mars au 11 avril), les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en *Europe vont tenir à Bonn une* réunion sur la coopération économique en Europe. Il s'agit de délibérer de la mise en œuvre des politiques de réformes à *l'Est et de la manière dont l'Occident* peut les soutenir.

BRUXELLES

de notre correspondant

La présence de nombreux hommes d'affaires permettra, espère-t-on, de donner un ton concret aux discussions et, peut-être, de dégager quelques priorités opérationnelles. Mais la politique ne sera pas absente. Outre le fait que l'Occident invite les pays de l'Est à renoncer à ce qui fut leur identité – en souscrivant à un véritable credo libéral – la conférence *sera sans doute* l'occasion d'un premier débat feutré sur la nouvelle architecture de l'Europe.

La CSCE, qui est appelée à jouer demain le rôle central en termes de sécurité (ce sera le thème du sommet des trente-cinq à l'automne prochain), doit-elle devenir aussi la principale instance économique sur le vieux continent (1) ? Les Etats-Unis et l'URSS, qui redoutent *d'y perdre* leur influence, mais aussi d'autres pays qui craignent d'être plus ou moins exclus de *l'aventure communautaire, le* souhaitent. Dans cet esprit, ils plaideront probablement pour l'*institutionnalisation de certaines* des activités de la CSCE.

Pourquoi ne pas créer, par exemple, à l'échelle des trente-cinq, une agence de l'environnement, ou bien des transports, *et* jeter ainsi les bases économiques d'une confédération européenne, appelée à chapeauter la Communauté aussi bien que le COMECON – ou du moins ce qu'il en reste ? Une telle institutionnalisation de la CSCE et du dialogue avec les organisations économiques existantes avait été préconisée par M. Edouard Chevardnadze, lors de sa visite à Bruxelles en décembre dernier.

Du côté des Douze, le débat sur le rôle de la CSCE dans l'organisa*tion économique de l'Europe n'est* apparemment pas encore complètement tranché, même si prédo*mine une tendance, somme toute* naturelle, à vouloir préserver la complète indépendance de la Com*munauté. La RFA, soucieuse* d'écarter les obstacles susceptibles de retarder la réunification et vou*lant par conséquent plaire aux* Soviétiques, avait donné l'impression, un instant, de privilégier la *coopération pan-européenne, mais* elle fait maintenant marche arrière. La France, elle-même *déconcertée par la perspective* d'une super-Allemagne pesant d'un poids économique très lourd au *sein de la Communauté, semblait* hésiter, président de la République en tête, entre l'ascèse d'une fédération exigeante et les charmes d'une confédération plus facile.

Priorité à la CEE?

Ces états d'âme paraissent en voie d'être surmontés . La proposition commune mise au point pour la réunion de Bonn n'en garde aucune trace et l'on s'attend que les Douze (peut-être appuyés par d'autres, peu soucieux d'ouvrir à nouveau la porte à une influence américaine ou soviétique trop forte) indiquent leur refus de se faire imposer un modèle d'organisation économique qui disposerait d'un droit de veto sur l'activité de la CEE *et* insistent, au contraire, pour garder la Communauté au centre de la construction européenne. Les interventions ministérielles qui sont prévues pour les *trois derniers jours de la conférence* – M. Pierre Bérégovoy représentera la France – devraient permettre d'y voir plus clair sur cette partie politique du débat.

Pour le reste, comme l'explique la CEE dans un de ses documents, *la conférence devrait permettre « un dialogue concret sur les aspects futurs de la coopération économique en Europe... de faire l'inventaire des progrès accomplis... et des mesures supplémentaires qui pourraient être envisagées »*. Trois thèmes seront au centre des discus*sions : 1) le développement* de coopération dans les domaines jugés prioritaires à l'Est comme à l'Ouest : énergie, environnement, transports, filière agro-alimentaire, *modernisation des industries* de consommation, urbanisme ; 2) l'assainissement financier : l'idée est d'aider les programmes visant à assurer la convertibilité des monnaies de l'Est, à mettre en place un système de prix reflétant les coûts, à instaurer un réseau bancaire ; *3) le* processus de privatisations, la mise en place d'une économie de marché, propice aux investissements étrangers.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La CSCE rassemble les Etats-Unis, le Canada et l'ensemble des pays européens, à l'exception de l'Albanie. La première conférence, engagée en 1972, s'est achevée en 1975 par la signature de l'acte d'Helsinki. Le « processus d'Helsinki » comporte trois chapitre ou, comme on dit, trois corbeilles : la sécurité, l'économie, les droits de l'homme. Les décisions sont prises par consensus.

ASIE

CHINE

M. Deng Xiaoping a démissionné de ses dernières fonctions officielles

M. Deng Xiaoping a demandé à être *déchargé* de ses dernières fonctions officielles de président de la commission militaire centrale, organisme consultatif dépendant du gouvernement, a indiqué lundi 19 mars l'agence Chine nouvelle. Le numéro un chinois, âgé de quatre-vingt-cinq ans, avait quitté le bureau politique du PCC *en 1987 et* la présidence de la commission militaire du parti l'an dernier, après le massacre de la place Tiananmen.

Le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, qui avait remplacé M. Deng à la tête de la commission militaire du parti, devrait hériter de la charge laissée vacante. M. Deng n'en conservera pas moins, en dépit de cette retraite officielle, toute son influence sur le régime de Pékin. Sa démission intervient au moment où s'ouvre la session de printemps du Parlement chinois. Contrairement aux années précédentes, écrit notre correspondant à Pékin, Francis Deron, il n'est pas question que les députés fassent entendre cette fois-ci leurs désaccords avec le pouvoir. Il s'agira pour eux de se livrer à un exercice de *« petite démocratie »*, comme l'*entend* M. Deng, *par* opposition à la *« grande démocratie »* des pays occidentaux. On attend que M. Li Peng, le premier ministre, présente au Parlement un rapport entérinant *un assouplissement* de sa politique d'austérité, destiné à acheter la paix sociale durant les mois à venir.

C'est ainsi que la presse a laissé prévoir *un certain relâchement du* crédit pour relancer la production industrielle, et un abaissement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires dans le but d'encourager la *consommation*. Par contre, les porte-parole officiels ont démenti vigoureusement les rumeurs de changements au sein du gouvernement.

Par ailleurs, le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, a envoyé un message au *« camarade »* Gorbatchev pour le féliciter de son élection à la présidence de l'URSS. M. Yang n'a toutefois pas fait montre d'une chaleur excessive pour celui qu'entre eux les communistes chinois n'hésitent pas à *qualifier* de *« fossoyeur du socialisme »*. *« La Chine et l'URSS sont des pays socialistes voisins »* et il est souhaitable qu'ils aient *« des relations amicales de bon voisinage »*, a-t-il souligné. Pékin et Moscou ont enfin confirmé que M. Li Peng effectuera, fin avril, une *visite officielle au Kremlin*.

Pékin s'inquiète de l'instabilité politique à Taïwan

La Chine a exprimé sa vive inquiétude devant l'évolution de la situation politique à Taïwan, où la campagne précédant l'élection par le Parlement, le 21 *mars, du prochain chef de* l'Etat du régime nationaliste donne lieu à des remous sérieux.

PEKIN

de notre correspondant

Le président sortant, M. Lee Teng-*hui, d'origine taiwanaise, choisi par* le défunt Chiang Ching-kuo avant sa mort en 1988 et qu'on donnait pour *le candidat le mieux placé il* y a encore quelques semaines, est contesté par l'aile conservatrice du parti nationaliste (Kouomintang) au pouvoir.

Débats publics et manifestations ont, à plusieurs reprises ces dernières semaines, donné lieu à des violences, y compris à l'encontre de certains vieux législateurs qui détiennent au Parlement des sièges à vie depuis la fuite du régime nationaliste devant les communistes en 1949. La télévision de Pékin a présenté ces derniers jours des images de ces troubles, signe de l'extrême nervosité suscitée auprès du gouvernement communiste par les débordements de fièvre politique à Taïpeh.

Sortant de sa réserve, Pékin a fait publier récemment par l'agence Chine nouvelle une déclaration d'une *« source autorisée »* affirmant : *« Nous sommes profondément inquiets devant la situation* (à Taïwan). » Le responsable a accusé *« les autorités du Kouomintang »*, sans nommer quiconque, d'avoir *« enfreint les souhaits et intérêts de la majorité du peuple et violé le processus démocratique »*.

« Au cours des deux dernières années, en raison d'erreurs de politique de la direction du Kuomintang, d'une indécision politique, d'un désordre économique et d'un ordre social qui va en se détériorant sur l'île, le ressentiment du peuple s'est accru », a poursuivi le fonctionnaire pékinois.

Mais les reproches les plus graves adressés par Pékin à la direction nationaliste sont d'avoir fait preuve *« d'indulgence et de tolérance à l'égard des forces favorables à l'indépendance de Taïwan »*, ainsi que d'avoir mis en œuvre une diplomatie plus *souple que par le passé, tour*nant ostensiblement le dos au dogme d'une Chine unique, sans toutefois le renier explicitement. *M.* Lee juge préférable désormais de privilégier la substance des contacts de l'île nationaliste avec le reste du monde, plutôt que la forme.

Cette évolution a été favorisée par l'isolement diplomatique de la Chine populaire à la suite de l'écrasement *de la contestation l'an dernier. L'offi*ciel pékinois anonyme y a fait allusion en jugeant *« déraisonnable de la part de certains gouvernements étrangers d'exprimer publiquement des opinions sur certains candidats dans le but d'infléchir le processus naturel de l'élection »* présidentielle.

« Nous nous opposons fermement aux ingérences de toutes forces étrangères quelles qu'elles soient dans les affaires intérieures de Taïwan », s'agissant en dernière analyse, pour Pékin, d'affaires intérieures chinoises. *La Chine n'a jamais renoncé* au principe de l'usage de la force pour réunir Taïwan au continent.

FRANCIS DERON

□ **INDE : le vice-premier ministre a repris sa démission.** – Le vice-*premier ministre*, M. Devi *Lal*, a déclaré, dimanche 18 mars, qu'il reprenait sa démission annoncée l'avant-veille (*le Monde* daté 18-19 mars). Cette décision est intervenue après deux jours de tractations au cours desquels les principaux dirigeants du Front national (parti au pouvoir), sont accourus à New-Delhi pour faire revenir M. Devi Lal, soixante-seize ans, sur sa démission. – (*AFP.*)

Les membres du pacte de Varsovie sont en désaccord sur l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN

Une rencontre des ministres des Affaires étrangères des sept pays du Pacte de Varsovie s'est terminée samedi 17 mars à Prague par un constat de désaccord sur l'appartenance de la future Allemagne unie à l'OTAN.

Le ministre des affaires étrangères soviétiques, M. Edouard Chevardnadze, s'est déclaré catégoriquement opposé à une telle éventualité, alors que d'autres ministres du Pacte ont estimé que cette appartenance peut être *« constructive »*, selon le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Ziri Dienstbier. Pour ce dernier *« l'Allemagne neutre sera la pire des variantes »*.

Son homologue polonais, M. Krzysztof Skubiszewski, a déclaré que son gouvernement n'était pas partisan de la neutralité de la future Allemagne, *« car elle pourrait isoler l'Allemagne et la mener sur une voie qui n'est pas bonne pour l'Europe »*. *« Nous préférons voir l'Allemagne dans différentes organisations et institutions »*. Son appartenance à l'OTAN est une question de *« réalisme »*, a encore dit le ministre polonais, qui a estimé, comme son collègue soviétique, que les forces armées de la future Allemagne doivent être *« radicalement »* réduites.

Au cours de cette rencontre, tenue à la veille des élections en RDA, les sept membres sont tombés d'accord pour dire que *« l'Allemagne a le droit de s'unifier selon sa propre volonté et que cette volonté doit être respectée »*, tout en apportant leur soutien au caractère *« inaliénable »* de la frontière germano-polonaise, a déclaré M. Skubiszevski, pour qui ce problème doit *« être discuté sans équivoque tout au début du processus d'unification »* .

Interrogés sur la déclaration d'indépendance du Parlement de Lituanie, MM. Dienstbier et Skubiszewski ont déclaré qu'ils reconnaissent le droit de tous les peuples à l'autodétermination. *« Si le peuple lituanien décide de son indépendance, nous soutiendrons pleinement cette indépendance »* à condition que le processus se passe *« de manière pacifique, sous forme de dialogue »*, a souligné M. Dienstbier. – (AFP.)



POLITIQUE

La division des responsables socialistes

La longue nuit des naufrageurs

Le congrès socialiste de Rennes s'est achevé, dimanche 18 mars, après quatre jours de débats, sans être parvenu à une synthèse ni même avoir dégagé une majorité. Les principaux responsables des courants doivent se retrouver mardi pour rechercher un accord. Mercredi, le nouveau comité directeur devrait réélire M. Pierre Mauroy ou élire un nouveau premier secrétaire du parti.

Avant la clôture des travaux, M. Henri Emmanuelli, actuel numéro deux du PS et l'un des principaux animateurs de la motion 1 (Mauroy-Jospin), a reconnu qu'après l'apport des mandats des motions de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, d'une part, et Mme Marie-Noëlle Lienemann d'autre part, la motion de M. Laurent Fabius arrive en tête, devant celle du premier secrétaire et celle du premier ministre.

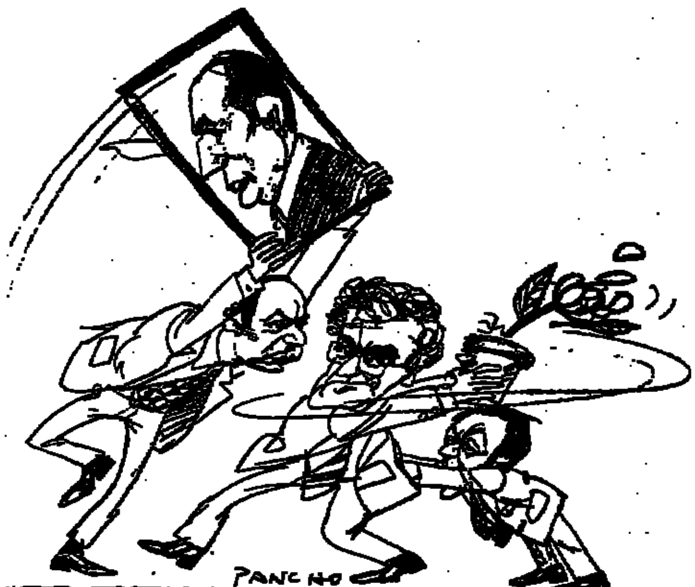
Avant l'échec de la synthèse, les travaux du congrès ont été marqués par plusieurs tentatives pour constituer une majorité avec les motions 1, 3 et 7 (Mauroy-Jospin, Rocard, Chevènement), bien que le président de la République paraisse opposé à un tel axe majoritaire.

RENNES

de nos envoyés spéciaux

Il est minuit passé. L'heure, en Bretagne, de tous les naufreges. Mais avec ses cent lanternes qui éclaboussent de lumière sa façade ornée d'étendards l'Hôtel de ville de Rennes ressemble à un galion de parade. Pourquoi ont-ils donc la mine si grise tous ces dirigeants socialistes qui se sont donné rendez-vous ici, loin des lieux de leur congrès national, en cette nuit du samedi 17 au dimanche 18 mars ? Auraient-ils peur d'eux-mêmes à force d'avoir joué les naufrageurs ?

Laurent Fabius est déjà arrivé, l'allure décidée. Venus sur la place de la mairie pour suivre le spectacle aux premières loges, des jeunes gens gouailleurs s'esclaffent quand l'un d'eux s'exclame, devant la débauche de caméras : *« Ce n'est pas un congrès socialiste, c'est le festival de Cannes* ! » « *Tous pourris !* » a aussi lancé une voix.



Sous le regard discret de Christian Sautter, le secrétaire général adjoint de la présidence de la République, posté en observateur au coin de la place, Pierre Mauroy apparaît le dernier, après Lionel Jospin. Il sourit mécaniquement en entrant dans la salle des fêtes où les cent un membres de la commission des résolutions prétendent lancer une impossible passerelle entre les compagnons de bordée de l'ancien vaisseau mitterrandiste, devenus rivaux, sans tenir pour autant à l'écart les équipages de Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen.

Tous ces messieurs, représentant les cinq courants dont les motions ont recueilli plus de 5 % des suffrages au terme des votes des fédérations, siègent pour l'instant en séance plénière, à huis clos, sous les trois lustres de cristal dont les reflets jouent avec les ors des corniches où s'inscrivent les noms de Duguesclin, Duguay-Trouin, et autres gloires du pays breton. Les fabiusiens continuent de poser en préalable le règlement du contentieux qui les oppose aux jospino-mauroyistes sur la répartition des mandats nationaux.

Les chevènementistes râlent parce qu'ils savent que les jospino-mauroyistes n'ont pas envie de soumettre à la commission le projet de motion commune qu'ils ont élaboré ensemble, il y a quarante huit heures, avant d'annoncer leur alliance. Les poperénistes demandent en vain que la commission travaille sur la base de leur propre suggestion de synthèse. Chacun rame pour soi. Pierre Mauroy, qui a promis à Laurent Fabius, à 22 heures, de lui faire des propositions, doit naviguer à la godille. La main sur le coeur, le premier secrétaire du PS en appelle à la responsabilité collective, à l'histoire du parti, aux combats communs du passé. Il pressent le pire et voudrait freiner la dérive.

Dehors, les jeunes gens crient : « *Les cocus au balcon !* ». Ce qui amène Laurent Fabius à dire à la cantonade, selon une insdiscrétion : « *Chacun estimera s'il doit le prendre pour lui ou pas...* » Une boutade qui suscite des sourires crispés. A 1 h 50 heures, à la demande de Pierre Joxe, la question des mandats est renvoyée à la fin du débat et la séance suspendue. Chaque délégation se réunit séparément, à l'exception des jospino-mauroyistes (motion 1) et des chevènementistes (motion 7) qui s'isolent pour laver leur linge sale. En l'absence de Jean-Pierre Chevènement qui quitte provisoirement l'Hôtel de ville pour une destination inconnue. « *J'ai une rencontre,* » indique, énigmatique, le ministre de la défense. Renseignement pris, il ne s'agit que de retrouvailles avec son lit. En vieux routier, le maire de Belfort sait qu'il ne se passera rien avant 4 heures. Pendant ce temps, un émissaire mauroyiste fait discrètement la navette entre le salon du premier étage, où ses amis Pierre Mauroy et Lionel Jospin essaient de contrôler la manoeuvre, et le salon du troisième, où Laurent Fabius se concerte avec sa cohorte. Cet homme n'est autre que le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, partisan d'accorder une « *juste place* » à chacun à la barre du parti. Il négocie avec les fabiusiens la possibilité de parvenir à une synthèse en leur donnant d'abord des gages sur le futur état-major du parti.

Il leur précise que Pierre Mauroy est prêt à leur concéder le poste de numéro deux du parti, actuellement occupé par Henri Emmanuelli, et la présidence de la puissante Fédération nationale des élus socialistes. Mais les fabiusiens ne veulent pas être privés, à ce poste-clé, de la responsabilité de la trésorerie qu'assume actuellement le numéro deux du PS en même temps que la coordination du parti. Lionel Jospin et Henri Emmanuelli font d'ailleurs la grimace. Ils craignent que les propositions de Pierre Mauroy n'offrent à terme le contrôle du parti à Laurent Fabius bien que ce schéma, dans l'immédiat, n'envisage pas le remplacement du premier secrétaire sortant. Ils ne veulent pas affaiblir demain le parti au profit des fabiusiens sous prétexte de le préserver aujourd'hui.

Agacés par le conclave jospino-mauroyo-chevènementiste, les fabiusiens (motion 5) et les poperenistes (motion 2) font savoir aux responsables des motions 1 et 7 que si la séance ne reprend pas ils quitteront, eux, l'Hôtel de ville. La séance plénière reprend donc à 3 heures 50 et Pierre Mauroy s'excuse. Le premier secrétaire sortant demande que des groupes de travail soient constitués pour la rédaction d'un texte, pour l'examen des propositions de modification des statuts et pour étudier la répartition des fédérations dans l'hypothèse d'une synthèse générale.

« Il faut essayer l'impossible »

Pierre Mauroy demande, en outre, à Laurent Fabius que la discussion entre eux sur les structures de pouvoir à la direction du parti continue au sein d'un « *petit groupe* ». Louis Mermaz insiste sur la nécessité de ne pas arrêter la discussion avec les fabiusiens. « *Il est important de se voir et de se parler* », dit-il en se faisant pressant : « *Il faut essayer l'impossible sinon nous prendrons quasi individuellement nos responsabilités.* »

Laurent fabius observe alors que la discussion entre les jospino-mauroyistes et les chevènementistes a duré deux heures et qu'elle aboutit à des propositioins identiques à celles que Louis Mermaz avait jugé insuffisantes deux jours auparavant. « *Si l'on ne souhaite pas que les votes soient respectés dans leur proportionnalité*, déclare Laurent Fabius, *s'il n'est pas tenu compte que nous ne demandons pas le poste de premier secrétaire et donc le contrôle du parti, c'est que l'on veut nous exclure. Aucune proposition ne nous est faite sur les fédérations. Aucune trace de renouvellement n'apparaît dans les propositions. S'il s'agit de mieux habiller une rupture souhaitée tout cela n'a aucun intérêt.* »

Des points de discussion

Le président de l'Assemblée nationale demande si les propositions qui lui sont faites sont « *un point d'aboutissement ou un point de départ.* » Pierre Mauroy et Louis Mermaz répondent : « *Ce sont des points de discussion* ». Le maire de Lille, à cet instant, appelle les uns et les autres à « *tenir compte de la gravité de la situation* ». Laurent Fabius propose une rencontre rapide entre les responsables des motions 1 et 5 pour étudier« *de nouvelles propositions* ». Jean Poperen observe que cette discussion devrait associer l'ensemble des courants mais il convient que compte tenu de la situation une démarche préliminaire est souhaitable entre les motions 1 et 5. Lionel Jospin ne partage pas cet avis.

Il souligne qu'aucune discussion n'a encore eu lieu sur une orientation politique. Il estime que le problème de la direction du parti devrait être discuté par l'ensemble des courants. Il est soutenu, sur ce point, par Pierre Guidoni, représentant le courant Chevènement. Louis Mermaz estime, au contraire, que compte tenu de la nature des problèmes soulevés il n'est pas possible d'avoir « *un débat en forum* ».

La séance plénière de la commission des résolutions est suspendu, à 4 h 45, à la demande de Louis Mermaz, pour permettre la réunion d'un groupe de travail restreint aux jospino-mauroyistes et aux fabiusiens. Deux quatuors se retrouvent pour tenter de s'accorder à la fois sur une éventuelle répartition des sièges au secrétariat national du parti et sur les grandes lignes d'une proposition de synthèse. D'un côté, Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Louis Mermaz, André Laignel ; de l'autre, Laurent Fabius, Pierre Joxe, Marcel Debarge, Daniel Percheron. Dans la rue, une poignée de jeunes, accompagnés de guitare, jouent les baladins : « *Allo, Mauroy, bobo, t'as vu fabius comment qu'il est pas beau...* »

Alors, le navire commence à tanguer. C'est Jean Poperen qui, le premier, se met en colère contre la longueur de ce semblant de flirt. A 5 heures, le ministre chargé des relations avec le Parlement préfère débarquer, en compagnie de son second, Jean-Marc Ayrault. Sans commentaire. Leurs visages pâles en disent long. Mais ce n'est qu'une fausse sortie. Trois *quarts d'heure plus tard*, les deux hommes sont de retour. « Nous dévions réfléchir » dit Jean-Marc Ayrault.

Quand la commission se retrouve en séance plénière, à 5 heures 55, la conclusion d'un accord entre les jospino-mauroyistes et les fabiusiens semble imminente. Pierre Mauroy indique : « *Nous commençons à débloquer la situation.* » Laurent Fabius convient que le climat est « *meilleur* » : « *Il y a eu des avancées* », dit-il. Il se demande comment procéder maintenant pour discuter d'un texte sur la répartition des responsabilités politiques et des fédérations. Pierre Guidoni, informé en aparté- par Lionel Jospin ! - de la discussion entre les délégués de la motion 1 et ceux de la motion 5, met les pieds dans le plat. « *A quoi joue-t-on ?* demande-t-il. *Sur quoi vous êtes-vous mis d'accord ? Serait-ce sur le poste de numéro deux et sur celuiu de président de la FNSER ?* » Bien entendu, Lionel Jospin juge ces questions légitimes. Pierre Mauroy relève ironiquement « *la grande perspicacité* » de Pierre Guidoni...

C'est le moment que choisit le porte-parole des rocardiens, Gérard Lindeperg, pour sortir de son silence vigilant. Il souligne que la commission des résolutions doit sans tarder s'atteler à trois problèmes : celui du texte d'orientation, celui de la composition du secrétariat national, celui des fédérations. La séance est de nouveau suspendue. Laurent Fabius réunit ses représentants.

« Libérez Hervé ! Libérez Hervé ! »

Quant à Jean-Pierre Chevènement, qui a lui aussi regagné le bord, il refuse une synthèse factice. Et c'est son ami Max Gallo qui met le feu aux poudres au moment où les prémices de l'aube donnent au ciel rennais la couleur de l'indigo. Debout sur le perron d'où les caméras scrutent l'intérieur de l'Hôtel de ville, l'ancien porte-parole du gouvernement torpille le vague espoir d'une synthèse générale : « *Il n'est question que d'enjeux de pouvoir. On n'a pas encore parlé de politique. Nous ne nous associerons probablement pas à une fausse synthèse. Fallait-il vraiment passer toute une nuit pour en arriver là ? C'est une distorsion très grave. Le Parti d'Epinay, a près deux décennies, est en mauvais état...* » Il est 6 heures 15.

Le porte-parole en titre du PS, Jean-Jack Queyranne, s'emploie aussitôt à faire contre-feu, au nom des jospino-mauroyistes, mais ce qu'il dit d'une probable synthèse sonne faux. Dans la rue, les jeunes gens vont à la patisserie acheter des croissants pour les CRS en faction. L'aurore pointe par dessus les toits. Deux amoureux, surgis de la nuit, s'embrassent avec ivresse au milieu de la place, indifférents au drame qui se joue à l'intérieur de la mairie. D'autres jeunes gens, sortis tout droit du *Piccadilly*, la brasserie d'en face, réclament leur maire sur l'air des lampions : « *Libérez Hervé ! Libérez Hervé !* »

A l'intérieur de l'Hôtel de ville, tout bascule. Jean-Pierre Chevènement claque la porte à son tour :

La répartition des mandats

Les résultats des votes des fédérations socialistes, avant le congrès de Rennes, a finalement été annoncé dimanche 18 mars en milieu de journée, après avoir été validé au sein de la commission des résolutions par 46 voix (jospinistes, rocardiennes et chevènementistes) pour. Il y a eu 27 refus de vote (fabiusiens et poperénistes). Ces résultats sont les suivants : sur 7 194 mandats, la motion 1 (Mauroy-Mermaz-Jospin) en a obtenu 2 082 (28,94 %) ; la motion 2 (Poperen), 518 (7,20 %) ; la motion 3 (Rocard), 1 745 (24,26 % ; la motion 4 (Dray), 97 (1,35 %) ; la motion 5 (Fabius), 2 075 (28,84 %) ; la motion 6 (Lienemann), 47 (0,65 %) ; la motion 7 (Chevènement), 613 (8,52 %).

M. Mitterrand peut-il être dépossédé du PS ?

par Patrick Jarreau

LE possible vainqueur du congrès de Rennes s'appelle M. Michel Rocard. Il y aurait donc un vaincu. M. Laurent Fabius ? Certes, mais, plus encore, celui dont le président de l'Assemblée nationale a invoqué pathétiquement le nom dans le discours qu'il a prononcé dimanche matin, avant que les délégués ne se séparent. « *Le mitterrandisme*, a lancé M. Fabius, *je continue d'y croire !* » Mesurait-il l'étendue de son erreur ? Dans ce cas, pourquoi a-t-il cité, une deuxième fois, M. François Mitterrand, croyant sans doute démontrer ainsi que ceux qui s'opposaient à lui rejetaient, en fait, le chef de l'Etat ? La démonstration a été réussie : l'hommage au président a été hué par une partie de la salle.

Symboliquement, le coordinateur national du courant rocardien, M. Gérard Lindeperg, s'était fait applaudir par le congrès tout entier, quelques minutes auparavant, en rappelant un propos de M. Rocard qui mettait en garde, il y a deux mois, les mitterrandistes. « *Dans les débats d'idées*, avait dit le premier ministre, *on essaie de convaincre, tandis que dans les débats de personnes, on essaie de blesser.* » En applaudissant cette citation, les délégués jospinistes et fabiusiens approuvaient la condamnation du comportement dont ils avaient donné le spectacle pendant trois jours, mais il était trop tard.

« *A qui la faute?* », demandait, dimanche matin, M. Henri Emmanuelli, tout de colère glacée et cinglante. « *A qui la faute?* », a fait écho M. Fabius, crispé dans la défaite.

La commission des résolutions du congrès d'Epinay-sur-Seine, il y a dix-neuf ans, s'était réunie dans la salle à manger d'un hôtel modeste de cette ville de la banlieue parisienne. Celle du congrès de Rennes tenait séance dans le superbe hôtel de ville, pompeusement éclairé, devant lequel étaient rangées en bataille les moelleuses voitures officielles. Un groupe d'étudiants éméchés, jetant vers les fenêtres des chansons obscènes, avaient été attirés là par une main invisible, afin que la dérision se vît reconnaître ses droits.

A l'intérieur, sous prétexte de sièges et de fonctions au secrétariat national du parti, se livrait une lutte obscure et épuisante. Elle mettait aux prises deux absents, MM. Rocard et Mitterrand, s'affrontant à travers les quelques acteurs essentiels du combat. M. Pierre Mauroy occupait le lieu où s'exerçait la plus grande tension. Le premier secrétaire, qui avait fait le congrès d'Epinay avec M. Mitterrand et qui, en 1974, avait été l'artisan de l'arrivée des rocardiens au PS, voyait se défaire l'œuvre commune. Il ne pouvait qu'appeler les participants à être conscients de la « *gravité de la situation* », sans parvenir à se faire comprendre. M. Mauroy vivait la fin d'une époque. Il n'y avait guère que M. Louis Mermaz pour partager son anxiété.

M. Mauroy défait

Les deux hommes regardaient les autres déblayer froidement le terrain pour y prendre leur place. Les fabiusiens étaient, à l'évidence, partagés entre ceux qui voulaient croire que le président de la République parviendrait à imposer l'accord qu'ils recherchaient avec M. Mauroy et ceux qui pensaient que la partie était jouée et qu'il ne restait plus qu'à se constituer en opposition interne à l'alliance Jospin-Rocard. Les jospinistes étaient décidés à refuser tout compromis qui, en ressuscitant la fiction du courant « mitterrandiste », les obligerait à devoir de nouveau partager la légitimité avec M. Fabius. Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement – le ministre de la défense lui-même a préféré aller prendre quelques heures de repos – appuyaient les jospinistes dans leur refus des solutions imaginées par M. Mauroy. Surtout, les rocardiens, tranquillement, ont donné le coup de grâce aux tentatives du premier secrétaire sortant.

M. Rocard est intervenu deux fois. Les deux fois, il a fait la décision. Samedi après-midi, d'abord, il a fait savoir à M. Fabius que pour la solution Poperen c'était « non ». Il n'y aurait donc pas d'accord indirect entre le premier ministre et le président de l'Assemblée nationale. Si les amis de M. Rocard avaient, la veille, cassé la présynthèse élaborée par MM. Jospin et Chevènement, ce n'était pas pour favoriser, à l'inverse, l'entente entre M. Fabius et le ministre des relations avec le Parlement. Deuxième acte du chef du gouvernement : dans la nuit de samedi à dimanche, c'est « non » au compromis ébauché par M. Mauroy. Le temps où le parti appartenait au courant mitterrandiste était révolu.

M. Mitterrand avait cru que la seule façon d'éviter que le parti ne passe entre les mains de son adversaire du congrès de Metz, il y a onze ans, était de soutenir M. Fabius. Le résultat est exactement inverse. En permettant au président de l'Assemblée nationale de se prévaloir de son appui et, même, de se présenter comme l'homme de la restauration du pouvoir mitterrandiste sur le parti, le chef de l'Etat a donné à M. Rocard les moyens de parachever sa sortie du ghetto dans lequel il fut longtemps confiné. « *La solidarité entre socialistes a été plus forte que l'esprit de famille mitterrandiste* », commentait, à la fin du congrès, un rocardien.

La carte du troisième homme

Sans doute reste-t-il un set à jouer, puisque M. Rocard, habilement, n'a pas voulu tirer dès dimanche les conséquences de sa victoire. Les amis du premier ministre ont préféré, en effet, oublier un projet d'« appel » ou de « résolution », rédigé avec les jospinistes et que M. Fabius ne pouvait pas voter. La maîtrise du parti par M. Jospin et ses amis, en alliance avec M. Rocard, n'est donc pas encore consacrée. Il reste un espace, que M. Mermaz va tenter de mettre à profit pour rejouer la carte du « troisième homme ». Le spectacle, toutefois, ne doit pas faire illusion.

M. Fabius doit choisir. La preuve a été faite que M. Jospin ne veut en aucun cas d'un accord avec son adversaire. M. Fabius tenait beaucoup à cette démonstration. Il n'en est pas plus avancé. Le clivage entre les mitterrandistes « historiques » étant désormais ouvert – M. André Laignel soutenant M. Jospin, M. Mermaz ayant été isolé, – la mise en évidence du choix de M. Jospin est un coup d'épée dans l'eau. Oui, le ministre de l'éducation nationale préfère diriger le parti avec les rocardiens plutôt que d'y partager le pouvoir avec M. Fabius. Et alors ? Alors, rien : c'est comme cela, chacun le voit, chacun le sait, chacun s'adapte à la nouvelle donne.

Le président de l'Assemblée nationale, rejoint par M. Julien Dray et par Mme Marie-Noëlle Lienemann – ce qui, comme le lui a concédé M. Emmanuelli avec agacement, place sa motion en tête de quelques mandats, – ne peut plus guère compter sur M. Poperen pour lui éviter l'isolement. M. Rocard allait faire en sorte, en effet, de ramener à lui le ministre des relations avec le Parlement et de faciliter ainsi le ralliement des jeunes poperénistes à la coalition majoritaire. Dans ces conditions, M. Fabius peut-il ne pas choisir la « synthèse » ? Le problème, c'est que, en face, on ne fera rien pour l'y aider.

« *La deuxième cohabitation a commencé* », observait un acteur du congrès. La première avait vu M. Jacques Chirac tenter de déposséder M. Mitterrand du pouvoir. Cette fois, M. Rocard parvient à évincer le chef de l'Etat de l'instrument de conquête du pouvoir qu'est le PS. M. Mitterrand avait triomphé de l'offensive du président du RPR grâce aux institutions et aux électeurs. C'était on ne peut plus démocratique.

Les institutions, aujourd'hui, autorisent M. Mitterrand à régler son sort à un premier ministre populaire. La démocratie le souffrirait-elle?

et l'échec du Xe congrès du PS à Rennes

et des naufragés

« Peut-être va-t-il y avoir un vague appel mais qui ne saurait valoir synthèse. Donc, on va sortir de ce congrès comme on y est entré, je le regrette. Je regrette que les propositions politiques que nous avions faites n'aient pas été reprises en compte alors qu'on discute encore des enjeux de pouvoir. » Le ministre de la défense ajoute : *« Il arrive que le sommeil de la raison engendre des monstres. »* Son ami Guidoni parle de *« décomposition »* du parti.

Jean Poperen suit de près les chevènementistes, désabusé. Les amoureux, sur la place, continuent de s'enlacer. Les CRS font gentiment dégager quelques fêtards trop bruyants. Les premiers rayons du soleil caressent la façade de l'Hôtel de ville. Laurent Fabius a compris que les divergences entre Lionel Jospin et le couple Pierre Mauroy-Louis Mermaz sont de nature à lui barrer la route mais il fait semblant d'avoir, en sortant, à 8 heures, un bon espoir : *« Il semble qu'il y ait une situation nouvelle qui soit créée. Notre ligne est toujours la même : rassemblement et rénovation »* Il dément, toutefois, qu'un accord soit conclu pour la réconciliation des mitterrandistes. Pierre Mauroy et ses amis sont les derniers à quitter l'Hôtel de ville après avoir mis la main à un projet de résolution. Le naufrage du dixième congrès du Parti socialiste ne *tient plus qu'à un fil.*

Le temps de faire un brin de toilette, après cette nuit blanche, et tout le monde prend la route de Bruz, la petite commune sur le territoire de laquelle s'est installé le navire amiral du congrès. Pierre Mauroy et Louis Mermaz redoutent la réaction des délégués fédéraux de leur motion à leur esquisse de compromis avec Laurent Fabius. Ils n'ont pas tort. Lionel Jospin se contente de déclarer ouverte leur assemblée générale réunie à huis clos dans le bâtiment principal. Louis Mermaz est sifflé lorsqu'il tente de justifier les concessions envisagées en faveur des tenants de la motion 5. Lionel Jospin est obligé de calmer l'auditoire.

Le « non » des délégués

« Pourquoi privilégier l'accord avec Fabius ? » demande le premier secrétaire fédéral de Seine-Saint-Denis, M. Gilbert Roger, en se prononçant contre toute synthèse partielle avec la motion 5 et en préférant, à tout prendre, naviguer de conserve avec Jean-Pierre Chevènement ou Jean Poperen. Le premier secrétaire du Rhône, Yvon Deschamps, refuse, lui aussi, le schéma proposé par Pierre Mauroy et Louis Mermaz. C'est le maire de Montpellier, Georges Frêche, qui se taille le plus beau succès auprès des militants, en disant de sa voix de stentor : *« Il faut savoir si nous sommes l'armée des Perses avant la bataille des Thermopyles ou l'armée de Valmy. Le rôle des généraux est de conduire les troupes à la victoire mais pour prétendre à la victoire il faut avoir des troupes. Si nous nous engagions dans votre voie vous risqueriez de vous retrouver sans troupes... »* En quelques minutes, les délégués jospino-mauroyistes coulent l'ébauche d'accord entre leur motion 1 et la motion 5. Le vote donne une majorité en faveur d'une synthèse générale. Pierre Mauroy et Louis Mermaz ont ramé toute la nuit en vain.

L'ultime réunion de la commission des résolutions, dimanche 18 mars, en fin de matinée, consomme le naufrage. Les fabiusiens refusent de participer au vote validant la répartion des mandats nationaux qui donne définitivement à la motion 1 sept mandats d'avance (2. 082, soit 28,94 %) sur la motion 5 (2. 075, soit 28,843) Mais ils n'insistent pas sur ce contentieux. La validation de ce résultat est acquise par 45 voix, les 27 délégués fabiusiens et poperenistes se tenant en dehors du scrutin.

Deux modifications importanet sont apportées, à l'unanimité, aux statuts du parti : désormais, les votes pour le congrès se feront à bulletins secrets et la règle sera : un présent, un mandat. Laurent Fabius fait toutefois observer que le recours au vote secret sera en contradition avec l'application de la proportionnelle en usage dans le parti.

Dans la salle principale du congrès, les autres délégués s'impatientent. Les militants de Nouvelle école socialiste, partisans de Julien Dray, lancent le chahut en chantant l'*Internationale* puis : *« Les éléphants, ça trompe, ça trompe, les éléphants, ça trompe énormément ! .. »*

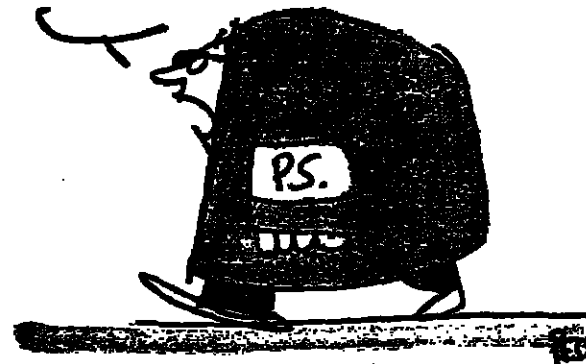
la commission des résolutions touche à son terme. Laurent Fabius, informé du vote de l'assemblée des délégués jospino-mauroyistes, pose tout d emême la question à Pierre Mauroy quand celui-ci réaffirme sa volonté de synthèse : *« Est-ce que tu maintiens les propositions que tu nous a faites ? »* Le premier secrétaire sortant ne peut que déclarer : *« Je souhaite la synthèse générale. »* Laurent Fabius répète sa question : *« Maintiens-tu tes propositions ? » « Je souhaite la synthèse générale »*, réaffirme, gêné, Pierre Mauroy. La rupture est totale. Dans la salle certains militants hurlent : *« Arrêtez les magouilles : »*

La plus belle bronca

Le reste demeurera dans l'histoire comme la plus belle bronca qu'ait connue un congrès socialiste *« pourtant uni,* dit-on, *sur l'essentiel. »* Dans les rangs réservés aux simples militants, les mines se sont *allongées.* Les « pom-pom girls and boys » fabiusiens et mauroyo-jospinistes, chargés de siffler ou d'applaudir sur commande depuis quatre jours, partagent cette fois la même tristesse. Quand Jean-Marc Ayrault s'exprimant à la tribune au nom des poperenistes, prononce lui aussi le mot *« magouille »*, ils se retrouvent, tous courants confondus, pour applaudir vigoureusement. La même bruyante et sincère approbation accueille les propos de Gérard Lindepergh, porte-parole des rocardiens, lorsqu'il affirme : *« Dans les débats d'idées, on essaie de convaincre, dans les débats de personnes, on essaie de blesser »* .

Laurent Fabius prend la parole, ou plutôt tente de le faire. La salle se déchaîne dans les applaudissements et les lazzis. Une déléguée des Bouches-du-Rhône, bien équipée, dégaine son sifflet et s'époumonne. Quand le président de l'Assemblée nationale évoque la fusion de sa motion avec celles de Marie-Noëlle Lienemann et de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, plusieurs militants mauroyistes agitent leur carnet de chèques et leurs *cartes de crédit* devant les caméras en criant : *« combien ont-ils reçu? »* .

Quelques bancs plus loin, des fabiusiens s'indignent virulemment *de leur attitude : « ça aussi, c'est bon pour le parti, ça donne une belle image ! bravo ! »*. Parmi eux, une dame d'âge respectable soupire : *« mais comment on va faire maintenant pour travailler ensemble dans les sections »*. Son désespoir deviend immense lorsque, à la fin de son intervention, Laurent Fabius évoque le nom de François Mitterrand sous les sifflets hostiles des militants mauroyistes. *« Même ça, je l'aurais vu... c'est pas possible ! »*. La confusion est extrême. le congrès a perdu sa boussole.



Dans l'indifférence générale, Pierre Mauroy remercie la ville de Rennes, les organisateurs, le service d'ordre *« qui a beaucoup travaillé »* et rappele que, tout de même, il y a beaucoup de *« points communs »* entre les militants de ce parti . Vieux reste de tradition que n'apercevra même pas le public, qui a déjà déserté les tribunes, le premier secrétaire pose, *une rose à la main, devant les pho*tographes. Il la triture tellement qu'elle perd ses pétales. Quelques délégués, qui veulent eux-aussi croire encore à la tradition, se partagent les derniers bouquets. Il est minuit passé pour le parti socialiste.

RÉCIT DE JEAN-LOUIS ANDREANI
PATRICK JARREAU
PASCALE ROBERT-DIARD
ET ALAIN ROLLAT

M. Jospin : on ne peut réduire le parti à une machine électorale

Le débat principal entre les mitterrandistes a eu lieu devant le congrès samedi après-midi 17 mars. En voici l'essentiel :

M. Louis Mermaz se déclare *« pour la synthèse qui rassemble. Je suis, comme vous tous,* ajoute-t-il, *contre une synthèse qui exclurait qui que ce soit, qui n'en serait donc pas une et qui aboutirait, en fait, à mutiler la direction de notre parti. »* Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale rappelle que, après avoir rédigé une contribution visant à rassembler les mitterrandistes, il avait rejoint MM. Mauroy et Jospin sur la base d'une motion affirmant elle aussi, clairement, le souci de réunir ceux qui se réclament du président de la République.

M. Pierre Bérégovoy, signataire de la motion Fabius, se félicite que, en la présentant, le président de l'Assemblée nationale ait fait en sorte de *« permettre le débat »*. *« Le congrès n'est pas facile,* observe-t-il. *Il faut que quelque chose se passe pour rassembler, moderniser, rénover. »* Le ministre de l'économie souhaite que l'on parvienne à *« réunir les socialistes de toutes sensibilités »*. *« C'est,* dit-il, *ce que savait si bien faire François Mitterrand. »* Pour M. Bérégovoy, s'il est vrai que la réunion du comité directeur dite « de synthèse », les 13 et 14 janvier dernier, *« ne s'était pas terminée comme on pouvait le souhaiter »*, puisque la synthèse ne s'était pas faite, celle de mai 1988, qui avait vu M. Mauroy l'emporter sur M. Fabius au poste de premier secrétaire, *« ne s'était pas terminée, non plus, comme de nombreux mitterrandistes pouvaient le souhaiter »*.

M. Lionnel Jospin évoque la scène européenne, en invitant les socialistes à ne pas *« avoir peur de l'incertitude »* que crée l'effacement de l'ordre imposé à l'Est par l'Union soviétique, et à ne pas *« avoir peur de l'Allemagne »*.

Il estime que dans les pays africains *« gaspillage, gabegie, corruption, blocage économique »* montrent que *« finalement, la démocratie, c'est-à-dire la voie du dialogue, est peut-être le modèle de développement le plus économique et le plus pertinent »*, mais que la *« revendication de la liberté et de la démocratie (...), notamment dans les pays francophones (...), rendra peut-être notre diplomatie africaine plus difficile »*.

« Quand nous serons au pouvoir »

Les propos tenus sur l'action à *mener en matière économique* et sociale sont jugés *« enthousiasmants »* par le ministre de l'éducation nationale, qui ironise : *« Je suis sûr,* dit-il, *que quand nous serons au pouvoir, nous le ferons... »* Il propose que *« dans les semaines ou les mois qui viennent, autour du premier ministre et de Pierre Bérégovoy, responsable de l'économie et des finances »*, les responsables socialistes cherchent *« à traduire en actes gouvernementaux ou, s'il le faut, en actes législatifs, les discours très applaudis de ces derniers jours »* .

Après avoir souligné qu'il avait été *« le second de François Mitterrand pendant deux ans »* et qu'il avait dirigé le PS, ensuite, pendant sept ans, M. Jospin déclare qu' *« on ne peut pas réduire* [le parti] *à une machine électorale »*. *« Dans cette préparation de congrès,* affirme-t-il, *il y a eu trop de dérèglements. »* Il précise que *« ces dérèglements peuvent concerner tout le monde »* et il déclare : *« Contre les votes automatiques, d'où qu'ils viennent, les pressions des notables, d'où qu'ils viennent, les institutions qui disent aux militants ce qu'ils doivent voter, je demande que le congrès et que les militants se dressent. (...) Le développement de telles méthodes tuerait plus sûrement le parti qu'une erreur de politique économique ou que des déceptions sociales. »*

Le ministre de l'éducation nationale se prononce pour que le congrès parvienne à une synthèse, dont *« nul ne doit être exclu, sauf s'il le désire lui-même »*. *« Comment pourrait-on penser une seconde,* demande-t-il, *que je veuille exclure de la synthèse un courant, celui de Laurent Fabius, qui a fait 29 % dans le vote des militants et au sein duquel j'ai tant de camarades et d'amis ? Comment peut-on croire un instant que j'aurais à m'excuser de vouloir intégrer à la synthèse le courant de Michel Rocard, le premier ministre dans le gouvernement duquel le président de la République m'a nommé ministre d'Etat et, paraît-il, numéro deux ? Faut-il expliquer, ici, ce que sont les institutions de la Ve République ? »*

M. Jospin continue : *« Qu'on le sache ! Je veux faire la synthèse avec tout le monde et je la ferai avec qui la veut. Personne n'a, ici, le veto et personne ne peut me dicter ma conduite. Quant au mitterrandisme, qui est ma culture politique dans le socialisme, il relève non pas de discours, mais de mes actes (...) et, finalement, de ma relation politique et personnelle avec* [M. Mitterrand], *celle que je vis et sur laquelle, comme toujours, je fais silence. »*

L'ancien premier secrétaire rappelle qu'un congrès doit *« adopter une orientation (...), élire une direction où chacun (...) doit être représenté à la mesure, effectivement, de ce qu'il a obtenu du vote des militants »*. Il observe qu'il faudra *« parler de problèmes de direction plus précis »*, car, *« pour la première fois, il n'y a pas un accord implicite sur qui sera le premier secrétaire »*. *« Il n'y aura pas de blocage,* assure-t-il, *car, tous ensemble – ou majoritairement s'il le faut, – nous assumerons la responsabilité qui est la nôtre de doter notre parti, à l'issue de son congrès, d'une ligne politique et d'une direction. »*

POLITIQUE

L'échec du congrès du Parti socialiste à Rennes

M. Rocard dispose d'une étroite marge de manœuvre

RENNES

de notre envoyé spécial

S'il est déjà dommage, pour un chef de gouvernement de la Vᵉ République, de voir le parti majoritaire se diviser, il est carrément désastreux d'assister à son déchirement public. M. Rocard, pourtant, peut espérer que son attitude ouvertement unitaire lui permettra de ne pas être mis dans le même sac que les autres dirigeants et de moins souffrir du naufrage du congrès.

Dans son intervention publique, le premier ministre, en effet, s'est employé, autant que faire se peut, à rester au-dessus de la mêlée, ou au moins à une certaine hauteur. C'est pourquoi, hormis quelques piques discrètes contre M. Fabius, le premier ministre, dans son discours de samedi, a borné ses allusions au débat du congrès à des appels à la responsabilité et à l'unité.

Pour le reste, M. Rocard s'est montré, comme à son habitude, sous les traits du laboureur penché sur son sillon, obstinément – ou désespérément – réaliste, occupé à labourer droit et profond. Ses adversaires au sein du PS auront donc stigmatisé le manque de souffle et de perspectives de ce « *compte-rendu de mandat* », selon l'expression d'un socialiste déçu du rocardisme. Ses partisans, au contraire, auront mis en valeur son sérieux, son refus de la démagogie, son obsession de la lutte contre le chômage. Rien de très nouveau, en somme, mais la confirmation d'une image avec sa face négative et sa face positive, désormais bien établie.

Pourtant, le bilan du congrès de Rennes, du point de vue de M. Rocard, ne saurait se limiter à ces seuls aspects. En exagérant à peine, on pourrait soutenir que ce congrès a fourni l'occasion d'une sorte d'épreuve de force, par personnes interposées, entre le président de la République et son chef de gouvernement, épreuve de force au terme de laquelle M. Rocard deviendra peut-être l'un des éléments centraux de la nouvelle majorité du PS, ce qui, bien sûr, renforcerait considérablement sa position.

Evidemment, une telle lecture de ces quatre jours de confusion et d'affrontements paraît paradoxale, alors que le premier ministre se montre particulièrement soucieux de la qualité de ses relations avec M. François Mitterrand et s'emploie à témoigner au président une loyauté sans faille. Pourtant, si l'on tente de dénouer les fils de l'écheveau rennais, le congrès socialiste qui vient de s'achever apparaît bien comme un nouveau chapitre de l'histoire conflictuelle des rapports entre les deux hommes.

Les signes du président

A la racine de ce constat, un non-dit présidentiel : les « signes » adressés par M. Mitterrand, pendant toute la période préparatoire du congrès, alternativement à M. Laurent Fabius et à M. Lionel Jospin, ont occulté ce qui semble bien avoir été une préoccupation essentielle – bien que jamais avouée – du président de la République dans l'optique de ce congrès. Selon des confidences recueillies par certains de ses proches, le président souhaitait avant tout que M. Rocard, son ancien adversaire du congrès de Metz, il y a onze ans (1), ne fasse pas partie du nouvel axe majoritaire qui aurait dû se dégager de Rennes.

Certes, le président ne souhaitait pas que son premier ministre soit dans l'opposition interne du PS. Mais, apparemment, il aurait bien aimé que M. Rocard vienne seulement, dans un second temps, s'agréger à un bloc formé par ses « vrais » fidèles. Il se serait agi, en quelque sorte, de pérenniser, avec les adaptations nécessaires, les anciens équilibres de Metz. Les tractations de Rennes, en tout cas, se sont développées comme si elles s'effectuaient sous la pression d'une telle préoccupation présidentielle.

Avant même l'ouverture du congrès, la position du premier ministre se révélait à la fois favorable et délicate : les rapports de forces issus du vote des militants sur les motions placent les amis du premier ministre en position d'arbitre. Ce qui tombe bien pour un premier ministre soucieux, sinon d'organiser l'axe majoritaire du PS autour de lui, au moins d'être l'un des pivots de ce rassemblement.

Politiquement, historiquement, voire affectivement, le premier ministre et ses amis sont plus attirés par MM. Mauroy et Jospin que par M. Fabius pour constituer cette coalition. Mais, d'un autre côté, les rocardiens ne veulent surtout pas « exclure » ou laminer M. Fabius, comme M. Jospin semble en éprouver la tentation. Dans cette affaire, les rocardiens sont mus par des préoccupations presque généreuses – dans la mesure du raisonnable – et par d'autres qui le sont moins.

Ni exclure ni marginaliser

Conformément à l'éthique politique qu'affiche M. Rocard, les hommes du premier ministre ne veulent, disent-ils, exclure ou marginaliser personne. Ils ne souhaitent pas faire subir à M. Fabius le sort qui leur a été longtemps réservé au sein du PS. Surtout quand ils se rappellent que M. Rocard doit à son ancienne situation de Cassandre brimée une part de sa popularité et donc de sa carrière politique. Ils n'ont donc pas exactement l'intention de faire ce cadeau à M. Fabius.

En outre, les rocardiens, s'ils reprennent à leur compte une partie des critiques qui sont adressées à M. Pierre Mauroy, refusent d'imaginer que le maire de Lille puisse être expulsé sans autre forme de procès de la direction du PS. L'un des conseillers du premier ministre confie que la solution idéale serait celle d'un Pierre Mauroy confirmé dans ses fonctions, mais qui préparait sa relève pour la campagne des prochaines élections législatives. Enfin, les proches de M. Rocard ne veulent pas non plus mécontenter M. Mitterrand, dont le soutien à M. Fabius est public.

Dans ces conditions, la marge de manœuvre est réelle, mais étroite et la manœuvre délicate. C'est pourquoi les rocardiens attendront le plus tard possible de se lancer dans la mêlée, espérant que les autres se découvrent. Un secrétaire d'Etat très proche de M. Rocard, M. Tony Dreyfus, et deux membres de son cabinet, MM. Jean-Claude Petitdemange et Jean-Paul Huchon, son directeur de cabinet, à l'efficacité unanimement reconnue, s'occupent, à la tête des rocardiens, de préparer discrètement le terrain et de commander la manœuvre.

Aussi bien pour respecter l'interdit présidentiel, qui a, semble-t-il, clairement fait savoir qu'il ne voulait pas d'un « Metz à l'envers », que pour ne pas donner d'armes à M. Fabius, qui accuse M. Jospin de préférer une alliance exclusive avec M. Rocard plutôt qu'une réunification des mitterrandistes, ni le premier ministre ni MM. Jospin ou Mauroy n'ont intérêt à ce que le bloc majoritaire qu'ils veulent former se limite à un tête-à-tête entre la motion 1 (Jospin-Mauroy) et la motion 3 (Rocard).

Course contre la montre

Comme, par ailleurs, MM. Jospin et Fabius se livrent à une véritable course contre la montre pour élargir leur assise et prendre l'ascendant l'un sur l'autre, les recherches de partenaires sont fiévreuses. Pressenti, M. Jean Poperen décline finalement l'offre. En revanche, les négociations avec M. Jean-Pierre Chevènement et son courant Socialisme et République sont plus fructueuses. En dépit des divergences sérieuses qui les séparent, notamment sur l'Europe, les deux courants entament un processus qui pourrait mener à une fusion. Cet accord politique est concrétisé par un texte rédigé en commun.

Il ne reste plus à M. Rocard qu'à se joindre à eux pour constituer le fameux axe majoritaire auquel M. Fabius sera, ensuite, appelé à se rallier. Les consignes présidentielles seront presque respectées.

Mais le processus dérape. Les options de M. Chevènement sont largement reprises dans le texte. Or, M. Rocard ne veut ni du passage sur l'Europe ni d'un passage sur l'économie, qui précise que l'économie ne doit pas être « *au service de la monnaie* ». Il n'a pas échappé à la sagacité des collaborateurs du premier ministre que cette phrase constitue une critique directe de la politique de M. Pierre Bérégovoy. D'ailleurs, dans les couloirs du congrès, M. Jacques Delors, signataire de la motion Jospin-Mauroy, affirme qu'il ne se reconnaît pas dans un tel texte et retirera sa signature de la motion si le texte final de l'accord entre les deux courants est de cet acabit. Il ajoute, à propos de M. Rocard : « *Ce n'est pas parce que je suis deuxième dans les sondages que je vais faire des vacheries à celui qui est premier.* »

Tout est à refaire

Qu'à cela ne tienne. Lors de la première réunion de la commission des résolutions, vendredi soir, la procédure choisie fait que ce texte ne peut être choisi comme base de travail pour rechercher la synthèse que s'il est soutenu à la fois par la motion 1 (Jospin-Mauroy), la motion 3 (Rocard) et la motion 7 (Chevènement). Si les motions 1 et 7, très logiquement, votent pour le texte, les rocardiens votent pour leur propre motion. *Exit* le texte concrétisant l'accord politique avec M. Chevènement.

Ce que personne, semble-t-il, n'avait prévu, c'est que M. Chevènement, dont le courant est divisé sur l'opportunité du rapprochement avec les jospino-mauroyistes, va prendre très mal le retrait de ce texte. Alors que, vendredi, M. Jospin considère que l'accord est toujours valable, M. Chevènement, lui, ne veut plus en entendre parler. Tout est à refaire. Une nouvelle tentative est lancée pour la deuxième réunion de la commission des résolutions, dans la nuit de samedi à dimanche. C'est cette nuit-là que le congrès va vraiment déraper.

Enchères et rupture

Au cours de cette nuit où tout se défait, la reconstitution de l'axe motion 1-Rocard-Chevènement est de nouveau envisagée, à vrai dire parmi d'autres configurations, puisqu'à peu près tous les cas de figure seront évoqués lors de cette longue nuit. M. Jospin se montre très favorable à une telle majorité. Déjà, dans la journée, il a laissé entendre que si M. Fabius ne veut vraiment pas faire la synthèse, on se passera de lui. Mais M. Mauroy, lui, quoi qu'il puisse en penser, se comporte toujours en soldat discipliné du président.

Il multiplie les efforts pour constituer avant tout une majorité avec M. Fabius. Au point que les amis de M. Chevènement retirent de nouveau leurs billes, au point que la base de la motion 1 refuse les concessions envisagées par M. Mauroy pour attirer M. Fabius, au point que M. Mermaz, autre fidèle interprète de la pensée présidentielle, se fait huer lorsqu'il souligne la nécessité d'un accord prioritaire avec le président de l'Assemblée nationale. Et tout capote à nouveau.

M. Fabius a-t-il délibérément fait monter les enchères pour aboutir à la rupture ? Ou bien, fort des préférences de M. Mitterrand, a-t-il poussé trop loin son avantage ? Selon certaines sources, la revendication par M. Fabius de la présidence de la FNESER aurait surpris, voire choqué le président, sans pour autant le faire changer d'avis sur la constitution d'une majorité Jospin-Rocard dont il refuserait toujours les prolongements qu'elle peut trouver dans les alliances nouées au niveau des fédérations.

Dans ces conditions, la fameuse majorité 1-3-7 verra-t-elle le jour contre l'avis de M. Mitterrand ? Cette majorité s'est de nouveau reconstituée, lors de la troisième réunion de la commission des résolutions, dimanche, dans des votes de procédure dont la signification, selon les principaux intéressés, est bien plus large. Tout en l'envisageant favorablement, un dirigeant du courant de M. Chevènement se demandait dimanche si les uns et les autres oseraient braver le veto présidentiel. Les proches de M. Rocard y semblent prêts, tout comme M. Jospin. Mais le premier ministre peut-il impunément mener à sa guise la recomposition du PS sans rompre son contrat avec le président ?

J.-L. A.

(1) La majorité, à ce congrès, était formée des mitterrandistes et des amis de M. Jean-Pierre Chevènement ; les partisans de MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy constituaient la minorité.

Abeilles sans reine

Suite de la première page

LE Parti socialiste ne jouit, en l'affaire, d'aucun monopole. Barons ou jeunes loups, ils sont nombreux à droite et au centre à se croire capables de gouverner la France, mais moins nombreux à reconnaître cette vertu à un autre. La faute en revient sans doute pour une part au fait qu'il n'y a pas d'élection majeure en vue avant trois ans.

Mais il faut bien voir aussi que notre consitution laisse pour seul rôle aux abeilles, selon la forte formule de Michel Jobert, d'assurer la gloire de la reine. Dans une telle optique, un parti se reconnaît d'abord au fait qu'il a un chef. Or le seul à en avoir un que personne dans ses rangs ne conteste, c'est le Front national. De toutes les raisons de sa progression, ce n'est certes pas la moindre.

La démocratie ne serait pas en train de triompher presque partout si la somme de ses avantages ne l'emportait pas largement sur celle de ses inconvénients. Il n'empêche qu'on excuserait plus facilement les partis traditionnels de jouer Clochemerle à Byzance si l'Europe n'était pas en train de vivre une phase de bouleversements extrêmes.

Qu'un sujet comme l'imminente réunification de l'Allemagne ait été à peine abordé à Rennes en dit long sur la capacité de notre classe politique à abdiquer toute prétention à peser sur l'avenir de l'Europe et donc de la France. L'histoire risque de ne pas être plus tendre pour elle que pour ceux qui n'ont pas su, dans l'entre-deux guerres, éviter la marche à l'abîme, et dont elle s'emploie avec application à singer le comportement.

ANDRÉ FONTAINE

Le panache envolé

Suite de la première page.

La social-démocratie reste une conquête qui doit se frayer un chemin contre les nationalismes, comme l'a rappelé aux congressistes de Rennes M. Oskar Lafontaine ; contre les dérives bureaucratiques ; contre certains excès du libéralisme économique ; contre certaines pulsions qui, elles, vont de soi, au premier rang desquelles se trouvent le « rejet de l'autre » et le racisme. A Sarcelles, pas plus qu'à Clichy-sous-Bois, où le candidat d'extrême droite rassemble un quart des suffrages, pas plus qu'à Berlin-Est, la social-démocratie ne va de soi.

Or il n'y a pas de bonne social-démocratie sans projet politique : les responsables socialistes ont consacré l'essentiel de leurs forces, à Rennes, à une bataille de procédure (fallait-il, ou non, donner les élus, plus la trésorerie, plus la « coordination » à Laurent Fabius, etc. ?). Il ne peut y avoir non plus de bonne social-démocratie sans un grand parti politique : les dirigeants du PS ont pris, dimanche, le risque de casser le jouet dont ils avaient été dotés.

Rapports de forces

A ce stade, il n'est pas inutile de rappeler que, sous la Vᵉ République, le parti majoritaire n'a de chance de le rester que s'il sait être un parti uni. S'engager dans un processus, fût-il de rénovation, qui conduisait à condamner le parti lui-même et son premier secrétaire, c'était assurément prendre un risque majeur. M. Mitterrand n'en a pas mesuré l'ampleur. Quelle que soit la sympathie qu'inspire l'idée même de rénovation, il n'était pas raisonnable de la part de M. Mitterrand de laisser M. Fabius s'y engager, dès lors que, celui-ci n'y allant pas de main morte, le PS lui-même en devenait menacé.

A moins de considérer, comme l'a révélé Pierre Bérégovoy à la tribune, que le critère du « mitterrandisme » réside désormais dans l'obéissance pure et simple : M. Mitterrand ayant décidé, au lendemain de sa réflexion, que M. Fabius devait hériter du parti, la poursuite de cet objectif tient lieu de ligne politique. Alors, il n'est pas étonnant que MM. Mitterrand et Fabius aient tenté d'imposer, jusqu'au bout, un rapport de forces favorable au président de l'Assemblée nationale.

Le seul affichage possible et sincère pour le congrès de Rennes, la seule recomposition politiquement compréhensible – à savoir une alliance en bonne et due forme entre MM. Rocard et Jospin, – a donc été frappé du veto présidentiel. Et la mécanique s'est bloquée, d'autant plus vite que cette alliance a, aussi, du mal à s'avouer sur le plan idéologique : en cherchant, avant toute autre chose, une alliance avec M. Chevènement, M. Jospin recherchait une caution réputée « de gauche », pour mieux faire passer ensuite une alliance toujours réputée à droite.

Il est vrai qu'avant de voir naître une recomposition il faut, comme le dit M. Barre (en parlant cette fois de la droite), en passer par une phase de décomposition. A l'évidence, nous y sommes. Les équilibres anciens, ceux d'Epinay (1971) et de Metz (1979), sont assurément défaits ; le nouvel équilibre n'existe encore qu'en filigrane, et n'est certainement pas encore visible ni lisible par l'opinion.

Les socialistes, semblables, comme le confiait Simone Veil à « 7 sur 7 » à des « *ragondins, petits rongeurs qui courent dans les marais et se promènent autour de quelques gros crocodiles* », attendent. Ils attendent notamment que soient tranchées deux questions qui auraient dû dominer leurs débats : comment préserver l'électorat, ô combien composite, de M. Mitterrand ? Quelles alliances nouer pour les législatives ? Ils attendent donc que ces questions soient réglées par le choix d'un nouveau premier ministre, ou par le maintien de l'actuel. Ils attendent peut-être aussi une réponse à une question plus « *pressante* », comme disait Léon Blum à Tours et qui n'est pas de savoir « *si le socialisme sera uni ou non* », mais de savoir « *si le socialisme sera, ou s'il ne sera pas* ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

L'intervention du chef de la délégation du SPD ouest-allemand

M. Lafontaine se prononce pour « l'intégration des systèmes défensifs européens »

RENNES

de notre envoyée spéciale

Pendant ces quatre jours de congrès, aucun ténor socialiste n'a oublié d'évoquer Varsovie, Prague, Budapest, Vilnius, Bucarest ou Berlin dans son discours. Mais samedi 17 mars, alors que la séance de l'après-midi devait être consacrée au débat de politique internationale et à l'audition des représentants des délégations étrangères, les préoccupations des dirigeants et des militants socialistes étaient très hexagonales.

Exception a été faite toutefois pour le dirigeant du SPD ouest-allemand, M. Oskar Lafontaine, venu s'exprimer à la veille des premières élections législatives libres en RDA. Les participants du congrès de Rennes ont même oublié quelques instants leurs débats internes pour réserver un triomphe à l'adversaire du chancelier Kohl, qui invoquait Jaurès pour inciter les socialistes européens à « *raviver la flamme de l'internationalisme* » au moment même où « *les deux Allemagnes sont secouées par une éruption de sentiments nationaux* ».

« *Je ne suis pas venu pour vous rassurer*, a observé M. Lafontaine. *Comment le pourrais-je, si je ne suis pas rassuré moi-même quant à la politique d'unification que pratique actuellement le gouvernement de la République fédérale* ». Evoquant la question de la frontière germano-polonaise, le dirigeant du SPD a déclaré éprouver de la « *peine* » face à la position du chancelier Kohl. « *L'hypothèque morale du troisième Reich pèse toujours sur la politique allemande et nous devons au monde la preuve que l'idée d'un quatrième Reich ne hante plus nos esprits* ».

« *Pour nous*, a poursuivi M. Lafontaine, *la frontière entre l'Allemagne et la Pologne n'est plus en question depuis longtemps : nous reconnaissons sans aucune condition la démarcation Oder-Neisse comme frontière définitive* ».

Quant au processus de l'unification allemande, a constaté M. Lafontaine, « *il ne doit pas se faire au galop (...) Ce doit être un processus européen et non un processus national. La politique allemande doit être coordonnée non seulement avec les grandes puissances, mais aussi avec toutes les autres nations européennes* ». Le dirigeant du SPD s'est notamment déclaré hostile à une union monétaire trop rapide entre les deux Allemagnes. Quant à la neutralité de l'Allemagne, « *il ne peut pas en être question*, a affirmé M. Lafontaine, *mais il ne peut pas être question non plus de stationner dorénavant des troupes de l'OTAN sur des territoires ayant adhéré au pacte de Varsovie* ». Il s'est également prononcé en faveur d'une « *intégration des systèmes défensifs européens* » et a souhaité que, sur le modèle de la brigade franco-allemande, soit créée une brigade germano-polonaise.

« Chez nous c'est plus discipliné »

Estimant que « *l'État-nation* (était) *une catégorie politique historiquement dépassée* » dont il fallait empêcher la « *renaissance* », M. Lafontaine a observé que « *l'union des Allemagnes* (devait) *accélérer le processus d'union européenne* », en soulignant sur ce point son « *accord* » entier avec M. François Mitterrand. Le dirigeant du SPD a également prôné une « *accélération* » de l'union politique de l'Europe, qui doit devenir « *bien plus qu'un simple marché, un véritable espace social* »

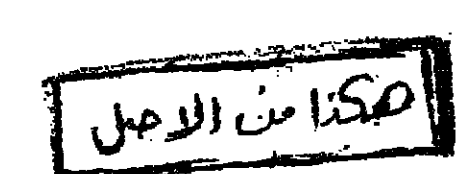
Les représentants des délégations de l'Est avaient été priés pour leur part, de faire court. Et même, suprême ironie au congrès de Rennes, de réussir la... synthèse de leurs messages. Les délégués du tout nouveau parti social-démocrate lituanien qui espéraient prendre la parole ont donc dû se raviser. La « synthèse » là-aussi ne fut pas chose facile. Le texte lu à la tribune par M. Sergiu Cunescu, président du Parti social-démocrate roumain, a été finalement rédigé en accord avec ses homologues bulgares, polonais, tchèques et hongrois, mais excluait notamment le PDS est-allemand.

Rappelant que la liberté à l'Est aujourd'hui avait été « *obtenue et conquise par la lutte contre la dictature communiste qui nous a oppressés pendant près d'un demi-siècle* », M. Cunescu a observé que la désorganisation de l'économie dans ces pays, « *pesait encore lourdement sur le processus démocratique* ». « *Nous comptons sur l'expérience des pays socio-démocrates de l'Ouest qui restent pour nous une référence majeure* » a ajouté M. Cunescu.

Cette limitation de leur temps de parole n'a toutefois pas semblé offusquer les délégués des pays de l'Est, qui ont observé avec intérêt les débats internes au PS. « *Pour moi, c'est assez inhabituel*, observait le représentant du parti social-démocrate d'URSS, *chez nous, c'est plus discipliné. Mais les Français sont des gens d'émotion* ».

Quant au délégué du PDS est-allemand, qui avait soigneusement pris note des débats, il se disait particulièrement intéressé par trois thèmes évoqués pendant le congrès : le rôle d'un parti et sa modernisation quand il est au gouvernement, la contrainte de la gestion quotidienne de l'économie et surtout – déclarait-il en évoquant les nationalismes dans les pays de l'Est – la question de la lutte contre l'extrême-droite, à travers une politique sociale. Mais, confiait-il en choisissant ses mots, « *j'ai l'impression que le débat d'idées a été un peu... submergé* ».

P. R. – D.



هكذا من الأصل

de manœuvre

Le plus difficile, quand on s'appelle I.C.I. c'est de faire comprendre qu'on est partout.

Pensez à un objet, n'importe lequel. I.C.I. y est sûrement pour quelque chose. Pensez à un secteur d'activité. I.C.I. y est sans doute présent. Parce qu'I.C.I. est l'un des grands leaders de la chimie mondiale, I.C.I. est partout et les produits d'I.C.I. ont des milliers d'applications que nous rencontrons dans notre vie quotidienne : dans l'agriculture, l'aérospatiale, l'automobile, la médecine, l'électronique, les cosmétiques, l'habillement, l'agro-alimentaire, le bâtiment. Le champ d'application de ses activités et sa puissance de recherche placent I.C.I. à la croisée de toutes les nouvelles technologies et de toutes les grandes découvertes industrielles.

I.C.I. mène les recherches sur l'identification génétique utilisée aujourd'hui dans la lutte contre la criminalité, qui débouche déjà dans la détection des maladies génétiquement transmissibles. Nos médicaments aident 4 millions de cœurs à faire courir 8 millions de jambes. Dans 75 % des programmes satellites internationaux, on trouve des composites I.C.I. Fiberite.

L'inventaire des produits d'I.C.I. ne peut être exhaustif, car I.C.I. est bien partout. Partout, ça veut dire aussi qu'I.C.I. fabrique ses 15 000 produits dans 40 pays et les vend dans plus de 150. Et l'autre difficulté, quand on s'appelle I.C.I., c'est de faire comprendre qu'on est aussi là-bas.





Les produits I.C.I. sont fabriqués dans 40 pays et vendus dans plus de 150. Les principales sociétés I.C.I. en France sont : I.C.I. France, I.C.I. Francolor, I.C.I. Pharma, Sopra, Valentine...

POLITIQUE

Le congrès du CNI

Les indépendants veulent traiter l'immigration « sans laxisme et sans racisme »

LYON

de notre bureau régional

Le Centre national des indépendants a choisi Lyon, la ville dirigée par M. Michel Noir (RPR), *« une municipalité dont la couleur politique est devenue floue »*, pour organiser, samedi 17 mars, son conseil national consacré à « l'identité nationale et l'immigration ».

Mais avant d'aborder ce thème, le CNI a dû régler des problèmes internes. Pour couper court à certains flottements dans la direction du mouvement, son président, M. Yvon Briant, a remis en jeu son mandat. Le comité directeur, qui compte une centaine de membres, lui a renouvelé sa confiance, par un vote à bulletin secret : 82 voix sur les 87 exprimées. Deux suffrages se sont reportés sur le général Jeannou Lacaze. Insatisfait du poste de président délégué qui lui avait été proposé, l'ancien chef d'état-major des armées, député européen élu sur la liste de M. Valéry Giscard d'Estaing, n'est pas allé à Lyon, ainsi qu'il l'avait annoncé.

Les cinq cents militants et élus ont pu entendre ensuite une pléiade d'orateurs passer en revue *« les tabous »* de l'immigration, que le CNI affirme vouloir traiter *« sans laxisme et sans racisme »*, en se démarquant des *« outrances »* du Front national.

Les situations décrites ainsi que le montage audiovisuel qui ponctuait les interventions ont dressé un tableau d'une *« nation menacée »* par des prestations sociales qui *« encouragent la polygamie »*, par *« l'évidente surdélinquance des étrangers »* ou par les tensions dans les cités liées *« aux musiques trop typiques, aux odeurs de cuisine qui indisposent les voisins »* ... M. Briant a rejeté la responsabilité de ce *« péril insidieux »* sur les socialistes, mais aussi sur l'opposition qui *« a laissé sans réponse les interrogations des Français »*.

Situant *« l'identité nationale »* au cœur du politique, le président du *« parti de la droite de convictions »* a rappelé que son mouvement souhaitait l'organisation d'une confédération rassemblant *« du CDS au CNI, en passant par l'UDF et le RPR »*. Si aucun élu UDF n'était présent à ce conseil, MM. Alain Madelin et Charles Millon ne s'étant pas finalement déplacés, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, est venu apporter son *« signe d'amitié pour une vieille famille politique traditionnelle »*. A son entrée dans la salle, il a cependant été accueilli par quelques sifflets et huées. Tout comme le maire de Lyon, chaque fois que son nom ou sa décision de construire une mosquée étaient évoqués.

Les deux invités qui ont eu le plus de succès auprès de l'assistance furent M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement RECOURS, qui s'est prononcé pour *« la préférence nationale »*, et le maire de Montfermeil, M. Pierre Bernard. Celui-ci, présenté comme *« l'expression du courage politique »*, a précisé qu'il n'appartenait à aucun parti, mais qu'il voulait *« rendre la place qu'il mérite à celui qui avait soulevé les problèmes d'immigration »*, M. Jean-Marie Le Pen.

BRUNO CAUSSÉ

Six élections municipales partielles

Recul de la gauche et progrès du Front national

Les deux seconds tours d'élections municipales partielles, organisés dimanche 18 mars, se soldent pour le PS par la perte de la mairie de Lodève (Hérault) et par un nouvel échec à Sarcelles (Val-d'Oise). Dans les quatre autres communes où avaient lieu des premiers tours, les résultats ne sont pas de nature à compenser ces revers.

A Ollioules (Var) et à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le PS présentait une liste autonome contrairement aux précédents scrutins où il était allié dès le premier tour avec le PCF. Dans le premier cas s'il arrive bien en tête de la gauche, son score ne lui permet guère d'espérer une victoire au deuxième tour ; dans le second, il arive en cinquième et avant dernière position derrière la liste du PC, celles du FN, du RPR et d'anciens socialistes alliés aux Verts.

A Sarcelles, 49 voix séparaient M. Lamontagne (RPR) de M. Strauss-Kahn (PS) au premier tour. Le premier a confirmé son avantage avec 276 suffrages d'avance. Le député socialiste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, n'a pu refaire son handicap du premier tour, dû à la démobilisation de l'électorat communiste mais également socialiste. Il y a un an la triangulaire avec maintien du PC avait favorisé M. Lamontagne ; cette fois, la triangulaire avec le maintien du FN n'a pas avantagé la gauche. Le maire invalidé a même réussi à faire la démonstration que le vote « utile » était plus fort que les consignes d'état major : le FN régresse d'un tour à l'autre.

Unie derrière un chef de file communiste comme c'était le cas à Colombes (Hauts-de-Seine) et à Pantin (Seine-Saint-Denis); la gauche recule d'environ trois points de pourcentage. Une partie de ces pertes peut s'expliquer par la présence de listes écologistes qui elles-mêmes mordent sur l'électorat de la droite classique. Cette dernière régresse plus nettement encore que la gauche : – 6,22 points à Colombes et – 6,76 à Pantin. En bénéficie le FN qui gagne 3,44 points à Colombes (et ce malgré une liste dissidente) et 2,72 à Pantin. Le parti lepéniste trouve surtout un motif de satisfaction à Clichy-sous-Bois où, arrivé en seconde position, il devance nettement les deux listes de droite.

A. Ch.

HAUTS-DE-SEINE : Colombes (1er tour).

Inscr., 45 632 ; vot., 28 704 ; abst., 37,09 % ; suffr. expr., 28 393. Liste d'union de la gauche conduite par M. Dominique Frelaut (PC), anc. dép., 13 444 voix (47,34 %) ; liste d'union de la droite conduite par M. Alain Aubert (RPR), 9 019 voix (31,76 %) ; liste du Front national conduite par M. Jean-Yves Le Gallou, cons. rég., 4 341 (15,28 %) ; liste des Verts, conduite par Mme Eveline Matet, 720 (2,53 %) ; liste écologiste conduite par Mme Devorah Azoulay, 499 (1,75 %) ; liste dissidente du FN conduite par M. Alain Debionne, 370 (1,30 %). *Il y a ballottage.*

[Le Conseil d'Etat avait annulé le scrutin de mars 1989 en raison de la distribution d'un tract diffamatoire à l'encontre de M. Georges Tranchant, député RPR qui figurait en deuxième position derrière M. Aubert.

Avec 47,34 % des voix, soit un recul de près de trois points par rapport à la dernière élection, la liste de gauche, conduite par M. Frelaut, ne fait pas le plein des voix qui lui avaient permis de l'emporter dès le premier tour en mars dernier. Son adversaire RPR, M. Alain Aubert, perd plus de six points (31,76 % au lieu de 37,98 % en mars 1989). Le candidat du Front national, M. Jean-Yves Le Gallou, est en progression de plus de trois points (15,28 % au lieu de 11,84 %). La liste d'union de la gauche conduite par M. Frelaut avait emporté dès le premier tour avec 14 499 voix (50,16 %) 37 sièges (19 PC, 13 PS, 4 div. g. et 1 écol.). Avec 10 980 voix (37,98 %), la liste de M. Aubert avait eu 9 élus (3 UDF, 5 RPR et 1 div. d.) et M. Le Gallou, avec 3 424 voix (11,84 %) 3 sièges.]

HERAULT : Lodève (2e tour).

Inscr., 5 395 ; vot., 4 408 ; abst., 18,29 % ; suffr. expr., 4 257. Liste d'union de la droite conduite par M. Daniel Mallet (UDF), 2 140 voix (50,27 %), 22 Elus ; liste d'union de la gauche conduite par Mme Geneviève Siébénaler (PS), 2 117 (49,72 %), 7 Elus (1 PC, 6 PS).

[Le Conseil d'Etat avait confirmé, mercredi 17 janvier, l'annulation des élections municipales de mars 1989, prononcée par le tribunal administratif le 6 juin 1989. Il avait considéré que M. Claude Allègre (PS), adjoint au maire n'était pas éligible au moment du scrutin car il n'était ni électeur de la commune ni inscrit au rôle des contributions directes de celle-ci au 1er janvier 1989. Mme Siébénaler a annoncé qu'elle déposera un recours en raison du faible écart (23 voix) la séparant de son adversaire et des tracts qui selon elle auraient été diffusés dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 mars dans les boites à lettres de Lodève.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 395 ; vot., 4 013 ; abst., 25,61 % ; suffr. expr., 3 915. Liste d'union de la droite conduite par M. Daniel Mallet (UDF), 1 765 voix (45,08 %) ; liste de la majorité présidentielle conduite par Mme Geneviève Siébénaler (PS), 1 492 (38,20 %) ; liste du Front national conduite par M. Louis Pascal, 373 (9,52 %) ; liste du PC, conduite par M. Jean-Louis Miquel, 285 (7,27 %).

Au second tour des élections municipales de mars 1989, la liste d'union de la gauche conduite par Mme Geneviève Siébénaler était arrivée en tête avec 1 965 voix (46,94 %) et avait gagné 22 sièges (3 PC, 18 PS et 1 maj. p.). Celle d'union de la droite conduite par le maire sortant UDF, M. Mallet avait obtenu 1 880 voix (44,91 %) et six sièges (4 UDF, 1 RPR et 1 div. d.) et celle du FN, conduite par M. Louis Pascal, 341 voix (8,14 %) et un siège. Il y avait eu 4 186 suffrages exprimés et 4 286 votants (soit 20,09 % d'abstention) sur 5 364 inscrits.]

SEINE-SANT-DENIS : Clichy-sous-Bois (1er tour).

Inscr., 10 174 ; vot., 5 452 ; abst., 46,41 % ; suffr. expr., 5 362. Liste du PC conduite par M. André Déchamps, 1 723 voix (32,13 %) ; liste du FN conduite par M. Laurent Daffos, 1 344 (25,06 %) ; liste du RPR conduite par M. Gérard Boutillier, 1 016 (18,94 %) ; liste div. g. – Verts, conduite par M. Léon Testé (div. g.), 555 (10,35 %) ; liste du PS conduite par M. Guy Depelley, 481 (8,97 %) ; liste UDF conduite par M. Christian Iriart (UDF-CDS), 243 (4,54 %). Il y a ballottage.

[Le Conseil d'Etat avait confirmé le 2 février dernier le jugement du tribunal administratif de Paris qui le 21 juin avait annulé le scrutin de mars 1989. Les délégués de la liste de gauche avaient relevé, au second tour, le nom des électeurs qui n'étaient pas encore venus voter, afin que leurs amis puissent mobiliser ces abstentionnistes potentiels avant la clôture du scrutin.

Le PS avait refusé de faire liste commune avec M. Déchamps, maire communiste sortant, en raison de la diminution du nombre de places qu'il lui proposait sur sa liste. Avec 8,97 %, le PS arrive en avant dernière position et il est devancé par d'anciens socialistes qui, il y a un an, avaient décidé de constituer une liste autonome et s'étaient maintenus au second tour. Ces derniers s'étaient alliés, cette fois aux Verts. Ils subissent une légère érosion de leurs positions.

Le FN arrive en seconde position. Avec une progression de 8,93 points par rapport à mars 1989, il devance les deux listes de droite. Unis en 1989, le RPR et l'UDF présentaient cette fois, des listes distinctes. Au total, elles obtiennent 23,48 % des voix, soit une perte de 6,87 points par rapport à mars 1989.

Les résultats du second tour des élections municipales de mars 1989 avaient été les suivants : inscr., 10 262 ; vot., 6 145 ; abst., 40,11 % ; suffr. expr., 6 062 ; liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. André Déchamps (PC), 2 638 voix (43,51 %), 26 élus (14 PC et 12 PS) ; liste d'union de la droite conduite par M. Gérard Boutillier (RPR), 2 190 (36,12 %), 6 élus (1 UDF, 3 RPR et 2 div. d.) ; liste du FN conduite par M. Francis Culot, 691 (11,39 %), 2 élus ; liste divers gauche conduite par M. Léon Teste, 543 (8,95 %), 1 élu.

Ceux du premier tour avaient été les suivants : inscr., 10 253 ; vot., 6 121 ; abst., 40,30 % ; suffr. expr., 5 999 ; liste de M. Déchamps, 2 553 voix (42,55 %) ; liste de M. Boutillier, 1 821 (30,35 %) ; liste de M. Culot, 968 (16,13 %) ; liste de M. Teste, 657 (10,95 %).]

SEINE-SAINT-DENIS : Pantin (1er tour).

Inscr., 23 053 ; vot., 11 575 ; abst., 49,78 % ; suffr. expr., 11 450. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jacques Isabet (PC), 5 385 voix (47,03 %) ; liste d'union de la droite conduite par M. Jacques Oudot (RPR), 3 271 (28,56 %) ; liste du FN conduite par M. André Besnard, 1 962 (17,13 %) ; liste des Verts conduite par M. Maurice Krasnobroda, 832 (7,26 %). Il y a ballottage.

[Le tribunal administratif de Paris avait rejeté la requête de M. Oudot tendant à l'annulation de l'élection mais le Conseil d'Etat, saisi en appel, avait estimé qu'un tract signé du CNI et diffusé dans la nuit du vendredi au samedi précédant le second tour avait « été de nature à fausser les résultats du scrutin ». Ce tract annonçait un protocole imminent de fusion de trois listes (RPR-UDF, FN et divers droite) en se réjouissant de l'accord entre la droite parlementaire et l'extrême droite alors que cela était contraire à la réalité locale.

La liste de gauche frôle une victoire dès le premier tour avec un score que les partisans de M. Isabet n'envisageaient pas : elle ne recule que de trois points par rapport à mars 1989, ce qui correspond à une perte de mille voix. La liste de droite conduite par M. Oudot subit un revers et ne bénéficie pas du ralliement de M. Boyer qui figurait en deuxième place après avoir dirigé sa propre liste l'an dernier. Le Front national, qui a proposé, avant le premier tour, une union au RPR que ce dernier lui a refusée, progresse en suffrages et en pourcentage. En ne passant pas la barre des 10%, les Verts, dont c'était la première apparition à Pantin (le dépôt de leur liste a donné lieu à quelques péripéties), ne pourront se maintenir et ne donneront probablement pas de consigne de vote.

En mars 1989, la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant communiste, M. Jacques Isabet avait, dès le premier tour, obtenu 6 399 voix (50,27 %) et 33 sièges (12 PC, 15 PS, 1 MRG, 4 maj. p. et 1 écol.). Elle avait devancé celle d'union de la droite conduite par M. Jacques Oudot (RPR) qui avec 3 575 voix (28,07 %), avait eu 6 élus (2 UDF et 4 RPR), celle du FN conduite par M. André Besnard qui avec 1 834 voix (14,41 %), avait eu 3 élus et celle de divers droite conduite par M. René Boyer et créditée de 921 suffrages (7,23 %) qui avait obtenu 1 siège. Il y avait eu 12 727 suffrages exprimés et 15 085 votants (soit 44,49 % d'abstention) sur 23 575 inscrits.]

VAL-d'OISE : Sarcelles (2e tour).

Inscr., 26 718 ; vot., 16 039 ; abst., 39,96 % ; suffr. expr., 15 786. Liste d'union de la droite conduite par M. Raymond Lamontagne, 7 293 voix (46,19 %), 33 Elus (4 UDF, 10 RPR, 19 div. d.) ; liste d'union de la gauche conduite par M. Dominique Strauss-Kahn (PS), 7 017 (44,45 %), 10 Elus (3 PC, 7 PS) ; liste du FN conduite par M. Jean Germenot, 1 476 (9,35 %), 2 élus.

[Le maintien au second tour de la liste du FN n'a pas empêché la réélection de M. Raymond Lamontagne, maire sortant invalidé par le Conseil d'Etat, qui l'emporte finalement (46,20 %) avec 276 voix d'avance sur M. Dominique Strauss-Kahn, candidat unique de la gauche (44,45 %). En mars 1989, les deux hommes n'avaient été séparés que de 281 voix. L'augmentation (6,42 %) du taux de participation entre les deux tours a profité à M. Lamontagne qui a gagné 1928 voix, contre 1701 pour M. Strauss-Kahn. Le maire a surtout bénéficié d'un effritement du vote de l'extrême-droite. Le FN, qui fait son entrée dans le conseil municipal, a perdu plus de quatre points (9,35 % au lieu de 13,54 %) entre les deux tours. En net recul par rapport aux élections de mars 1989 (12 points), la gauche a perdu plus de 2 600 voix.

L'apport des voix communistes pour le candidat PS s'est révélé nettement insuffisant. Les bureaux de vote 9 et 10 traditionnellement favorables au PCF ont ainsi enregistré les plus forts taux d'abstention : 49,85 % et 49,40 %. M. Strauss-Kahn a cependant estimé que la démobilisation avait touché tous les électeurs de gauche, tant socialistes que communistes. Il n'a pas exclu le dépôt d'un nouveau recours en annulation après la distribution, la veille du scrutin, d'un faux tract des « Verts ». Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 26 717 ; vot., 14 312 ; abst., 46,43 % ; suffr. expr., 14 094. Liste d'union de la droite conduite par M. Raymond Lamontagne (RPR), m. s., cons. rég., cons. gén., 5 365 voix (38,06 %) ; liste d'union de la gauche conduite par M. Dominique Strauss-Kahn (PS), dép., cons. mun., 5 316 (37,71 %) ; liste du Front national conduite par M. Jean Germenot, 1 909 (13,54 %) ; liste des Verts conduite par M. Pascal Boucot, 720 (5,10 %) ; liste divers droite conduite par M. Jean-Pierre Urviez, UDF-CDS diss., adj. au m. s., 341 (2,41 %) ; liste d'extrême droite conduite par M. Jean Darrigues, 260 (1,84 %) ; liste d'extrême gauche conduite par M. Guy Gioubly, 183 (1,29 %).

***Au second tour de mars 1989*, la liste d'union de la droite conduite par le maire sortant RPR, M. Lamontagne avait enlevé 33 sièges (4 UDF, 10 RPR et 19 div. d.) avec 7 424 voix (43,54 %) devant la liste menée par le député socialiste, M. Strauss-Kahn qui avec 7 143 voix (41,89 %), avait obtenu 9 sièges (8 PS et 1 maj. p.) et celle du sénateur communiste, Mme Marie-Claude Beaudeau qui avec 2 481 voix (14,55 %) avait eu 3 élus (3 PC). Il y avait eu 17 048 suffrages exprimés et 17 404 votants (soit 35,19 % d'abstention) sur 26 858 inscrits.]**

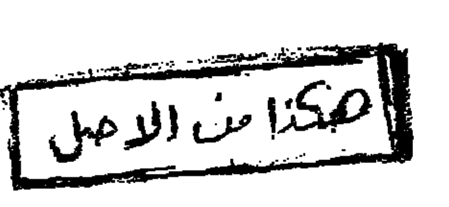
VAR : Ollioules (1er tour).

Inscr., 6 969 ; vot., 4 828 ; abst., 30,72 % ; suffr. expr., 4 775. Liste d'union de la droite conduite par René Arnoux (UDF), 2 349 voix (49,19 %) ; liste PS conduite par M. Guy Durbec, 1 354 (28,35 %) ; liste du FN conduite par M. Pierre Colin, 391 (8,18 %) ; liste des Verts – Occitans conduite par M. Serge Callenes, 391 (8,18 %) ; liste du PC conduite par M. Lucien Miragliese, 290 (6,07 %). Il y a ballottag.

[Le scrutin de mars 1989 avait été annulé le 16 mai suivant par le tribunal administratif de Nice en raison notamment de procurations irrégulières et d'anomalies dans les bureaux de vote.

M. Arnoux ne retrouve pas son score de l'an dernier qui lui avait permis d'être élu au premier tour. Sa liste d'union de droite perd 211 voix et 1,3 point mais M. Arnoux augmente son avance sur son second, M. Durbec (PS) qui conduisait une liste séparée du PCF contrairement au scrutin de 1989 : les deux listes de gauche perdent au total sept points par rapport à la liste d'union. N'ayant pas franchi la barre des 10 %, aucune des trois listes suivantes (FN, Verts et PCF) ne pourra se maintenir au second tour. C'est donc du report de ces voix que dépendra l'ampleur de la victoire quasiment assurée de M. Arnoux au second tour.

Les résultats du premier tour de mars 1989 avaient été les suivants : inscr., 6 894 ; vot., 5 211 ; abst., 24,41 % ; suffr. expr., 5 070 ; liste d'union de la droite conduite par le maire sortant, M. René Arnoux (UDF), 2 560 voix (50,49 %), 22 élus (4 UDF, 8 RPR et 10 div. d.) ; liste d'union de la gauche conduite par M. Guy Durbec (PS), 2 103 (41,47 %), 6 élus (1 PC, 4 PS et 1 div. g.) ; liste du FN conduite par M. Jean-Pierre Barlatier, 407 (8,02 %), 1 élu.]



14 Education : bilan de la conférence mondiale
15 Polémique sur la découverte du virus du sida
16 Voile : la course autour du monde en solitaire
17 Mode : jeux d'adresse
18 Opéra-Bastille : pari gagné
19 La télévision de Leningrad, chaîne de la perestroïka

Un lit dans « la rue des pauvres »

2 000 immigrés vivent à Gennevilliers dans des meublés clandestins qui, faute de solution, sont tolérés

Dans la vie des mal-logés (*le Monde* du 17 mars), le meublé, clandestin ou non, est souvent un passage obligé. Les autorités tolèrent souvent ces logements qui ne sont pas déclarés auprès de la préfecture et qui ne respectent pas les règlements d'hygiène. Pour les faire disparaître il faut quelquefois un accident : c'est le cas d'un meublé clandestin de la rue Arsène-Houssaye, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), qui avait explosé le lundi 19 février (deux morts). Il est aujourd'hui complètement détruit, mais la rue abrite encore de nombreux garnis où logent des travailleurs immigrés « isolés » dans de petites pièces insalubres. Ils sont 2 000 dans ce cas à Gennevilliers.

Il promène sa vie dans un grand sac à rayures rouges et bleues : une veste qu'il avait sur lui le jour de l'explosion, des papiers d'identité dont il ne se sépare jamais et un *pull retrouvé au fond de son casier*, dans l'atelier où il se rend tous les matins. Tout le reste a disparu sous les décombres. Les photos, le poste de radio, les vêtements et le réchaud sont enfouis sous les gravats du meublé insalubre de la rue Arsène-Houssaye qui a explosé *lundi 19 février*.

Depuis, Farid dort à deux pas de son *ancien* logement, chez un ami qui loue une chambre au 8 de la rue Arsène-Houssaye. Un autre garni. Un petit immeuble défraîchi où s'entassent déjà près d'une vingtaine d'immigrés. *« La mairie de Gennevilliers m'a proposé une chambre dans un foyer mais je ne veux pas m'éloigner de mon travail*, explique-t-il. *De toute façon, je préfère rester ici. Je connais bien le quartier. »*

Farid habitait au 28 depuis juin 1986. Il payait 400 francs par mois pour une chambre de deux mètres sur trois qu'il partageait avec un retraité algérien. Deux lits en fer, deux chaises, une petite table et un placard. Le propriétaire avait installé *un robinet d'eau froide dans le* couloir et des WC au fond de la cour. Farid achetait lui-même le charbon pour le poêle dressé dans un coin de la chambre. *« Il n'y avait aucun confort mais je n'ai pas le choix*, soupire-t-il. *Je gagne 4 550 francs par mois dans une entreprise de métallurgie d'Asnières mais je fais vivre onze personnes en Algérie : ma mère, ma femme, ma tante et mes huit enfants ! J'envoie tout ce que je peux tous les mois. »*

Farid est arrivé en France en 1961, à l'âge de vingt et un ans. Depuis, il n'a pas quitté la rue Arsène-Houssaye. Farid a habité quelques années au 15, avant de s'installer au 7, au 26 *bis*, et enfin au 28. Une vie entière d'errance à Gennevilliers, de meublé en meublé. Toujours en chambre collective. Toujours dans des immeubles insalubres.

L'adresse lui avait été donnée par un voisin de Sétif venu en France l'année précédente. Cette adresse, Farid l'a lui-même donnée à d'autres amis de Sétif qui *venaient travailler en France. « Il y a des meublés où des étages entiers viennent de là-bas*, plaisante-t-il. *On se voit ici, à Gennevilliers, pendant l'année, et on se retrouve en été à Sétif, sur le marché. »*

Farid ne connait ni Paris, ni la province, ni les autres banlieues de la petite couronne. Ses voyages l'ont mené d'Asnières à Gennevilliers : uniquement des entreprises et des meublés. *« Je change de chambres quand j'en ai marre, mais je n'ai jamais quitté la rue Arsène-Houssaye*, explique-t-il. *Quand je n'en peux plus, je vais en face. »* Farid prend alors sous son bras son réchaud, sa couverture, sa valise et son poste de radio : les propriétaires de meublés ne fournissent que le lit.

Tajines sur commande

Tous les immeubles de la rue *Arsène-Houssaye ont la même histoire*, ou presque. Tous sont des garnis. Tous cachent derrière leurs façades, dans des cours étroites des constructions transformées en hôtels au début des années 60. *« A l'époque, ici, il y avait beaucoup de monde*, note Rachid, qui est arrivé à Gennevilliers en 1963. *On payait 30 francs par mois. Toutes les maisons de la rue étaient des meublés et il y avait neuf cafés. Les chambres n'avaient pas de chauffage et on était souvent cinq ou six. Ils collaient les lits les uns contre les autres pour avoir plus de clients. On pouvait à peine bouger. »*

Depuis ces années-là, beaucoup d'immigrés sont repartis. Certains garnis ont fermé, d'autres, abandonnés, se sont fissurés. Aujourd'hui la rue compte encore de nombreux meublés mais il ne reste plus que deux cafés : le Palmier, qui sert des tajines « sur commande » et du couscous tous les vendredis, et le Café des Amis, installé au *19*, juste en face de l'immeuble qui a été détruit. Sous le coup de l'explosion, la véranda du premier étage a été soufflée et toutes les vitres se sont brisées. *Ebranlé*, l'immeuble est aujourd'hui frappé d'un arrêté d'interdiction d'habiter.

Ici comme ailleurs, les clients payaient en liquide, aux alentours du 20 de chaque mois. 500 francs l'hiver, 400 francs l'été, pour des chambres de dix mètres carrés dotées, en tout et pour tout, d'un lit en fer et d'une prise d'électricité. *Avec le temps, certains clients* avaient fini par bricoler, dans leurs chambres, de petits « coins cuisine » : un réchaud à gaz et un réfrigérateur coincé au pied du lit, *près de la porte d'entrée. « Ils achètent eux-mêmes leurs bonbonnes de gaz*, précise toutefois le propriétaire du garni du *« 19 »*, Antonio Granozio. *Pour le frigo, je laisse faire. Et je ne leur fais pas payer de supplément pour l'électricité. »*

Trois chambres au fond de la cave

Antonio Granozio, qui a soixante-quinze ans, possède l'immeuble du 19 depuis 1946 : le Café des Amis, au rez-de-chaussée, est placé en gérance et le reste de l'immeuble est loué à des travailleurs immigrés. Vingt-huit chambres réparties sur trois étages. Quarante-huit « locataires » qui paient en moyenne 400 francs par mois. Le moindre mètre carré est utilisé : Antonio Granozio loue *trois chambres au fond de la cave*, qu'il préfère appeler *« le sous-sol »*. Cinq Algériens habitent là, au pied d'un escalier en ciment. L'hiver, ils paient un supplément *pour le « chauffage ». « Ils n'ont pas froid*, explique le propriétaire, qui habite au Blanc-Mesnil. *Le sous-sol est traversé par les tuyaux du chauffage central. Cela les réchauffe. »*

A côté de ces « chambres », au fond de la cave, le propriétaire a *installé une « mosquée »* : une petite pièce dotée d'une porte fermant à clé. Les habitants de l'immeuble ont apporté des tapis qu'ils ont posés eux-mêmes sur le *sol en ciment. « La mosquée est gratuite*, précise toutefois Antonio Granozio. *Je ne leur demande aucun supplément. »*

Antonio Granozio, qui était entrepreneur, possède, aussi, des immeubles à Clamart et au Blanc-Mesnil. *« Des vrais*, précise-t-il. *Des appartements qu'on peut louer 2 000 francs par mois. »* Ici, il ne fait pas fortune, dit-il. *« C'est la rue des pauvres. »* Où vont les revenus *de ce meublé non déclaré qui* abrite pourtant quarante-huit locataires ? Antonio Granozio refuse de répondre. Un simple calcul permet toutefois d'arriver à un revenu mensuel d'environ 20 000 francs. En liquide et sans impôts. *« Ça ne rapporte pas grand-chose*, s'obstine pourtant le propriétaire. *Je m'en occupe à peine. »* En quarante-quatre ans, il n'a pas investi un sou dans l'immeuble. *« On ne plante pas des légumes dans un terrain plein de cailloux. »* Les chambres, qui étaient déjà dégradées dans les années 60, sont aujourd'hui totalement insalubres. Le confort est inexistant. Les conditions sanitaires déplorables. *« Il sait que nous n'avons pas le choix »*, soupire Farid.

ANNE CHEMIN



Les difficultés du relogement

Que faire contre les meublés clandestins qui abritent, à Gennevilliers, près de 2 000 travailleurs immigrés, le plus souvent isolés ?

Les services d'hygiène de la mairie, qui avaient inspecté certains des immeubles de la rue Arsène-Houssaye ces dernières années, connaissaient l'insalubrité des bâtiments, mais les procès qui sanctionnent le non-respect des règlements sanitaires sont peu dissuasifs : les amendes vont de 300 à 800 francs. *« La contrainte financière est insuffisante, explique-t-on aux services* d'hygiène de la mairie de Gennevilliers. *En cas de récidive, les tarifs sont un peu plus élevés, mais cela ne suffit pas pour inciter les propriétaires à faire des travaux. »*

Si l'immeuble est très endommagé, la mairie peut toutefois constituer un dossier afin d'obtenir de la préfecture un arrêté d'interdition d'habiter qui empêche le propriétaire de louer ses chambres. Le bâtiment doit alors être totalement vidé de ses habitants. Certains des immeubles de la rue Arsène-Houssaye méritaient une telle procédure, mais elle n'a pu être engagée faute de possibilités de relogement. *« La réglementation est là, mais nous ne pouvons pas l'appliquer aveuglément*, explique-t-on aux services d'hygiène de Gennevilliers. *Nous ne pouvons pas mettre tous les habitants dehors du jour au lendemain. »*

Car, ici comme ailleurs, le relogement est difficile. La mairie de Gennevilliers dispose des 6 000 logements de l'office municipal HLM et de 400 réservations dans des immeubles appartenant à des sociétés HLM privées, mais l'ensemble est insuffisant : plus de 1 500 demandes attendent aujourd'hui sur les bureaux de la mairie.

Appel à l'Etat

Les places en foyer manquent, elles aussi : la ville de Gennevilliers dispose de 1 800 lits — le quart des places offertes dans le département des Hauts-de-Seine, — mais ils ne suffisent pas. Et dans ce domaine la ville n'a aucun pouvoir d'attribution.

Aujourd'hui, la mairie de Gennevilliers demande donc l'intervention de l'Etat. *« Il est plus que temps que cette situation soit résorbée*, explique le maire communiste de Gennevilliers, M. Jacques Brunhes, dans une lettre adressée le 22 février au ministre de l'intérieur, Pierre Joxe. *C'est de la responsabilité de l'Etat. Depuis des années, la municipalité de Gennevilliers ne cesse d'alerter le gouvernement et le préfet des Hauts-de-Seine sur la nécessité de mettre en œuvre une politique de logement adaptée et de prendre des mesures — y compris judiciaires — pour en finir avec la prolifération des taudis et des logements clandestins. »* La mairie souhaite que la loi de 1973 sur l'hébergement collectif soit appliquée : dans ces meublés qui ne sont pas déclarés, elle autorise le préfet, par arrêté, à imposer des *« mesures appropriées »*. En cas d'urgence, le préfet peut même ordonner la fermeture du local. Pour le relogement, M. Bruhnes demande un *« véritable plan d'urgence »*, comprenant la construction de nouvelles places de foyer et une politique de logement social *« qui s'accorde les moyens de résorber les taudis et les logements insalubres »*.

A. C.

La coopération européenne contre le trafic de stupéfiants

Convois d'héroïne sur la « route des Balkans »

Réunis à Rome samedi 17 mars, les ministres de l'intérieur de dix pays européens se sont engagés à renforcer leur coopération dans la lutte contre le trafic d'héroïne par la « route des Balkans ». Représentants des pays destinataires, les ministres du « Club des cinq » — France, RFA, Italie, Autriche, Suisse — rencontraient à cette occasion leurs homologues des cinq pays par lesquels transite cette filière : Turquie, Grèce, Bulgarie, Hongrie, Yougoslavie.

La « route des Balkans » est *considérée comme la* première voie d'importation d'héroïne en Europe occidentale. Pas une semaine sans qu'un camion y soit intercepté, avec une trentaine de kilogrammes à bord. Mais contrôler le millier de poids lourds du transport routier international (TIR) qui, jour après jour, *franchissent les frontières* entre la Turquie et l'Europe de l'Ouest relève de la mission impossible. Et la coopération entre les divers pays traversés par la noria des camions est, aux dires de spécialistes occidentaux, un vrai casse-tête.

La réunion de Rome du « Club des cinq » a été l'occasion d'une première rencontre de l'ensemble des pays concernés par la « route balkanique ». M. Pierre Joxe a salué *« ce mouvement de retrouvailles entre pays européens de l'Ouest et de l'Est (...) permettant d'inscrire notre action dans le cadre d'une Europe multiséculaire »*. Les ministres ont décidé d'améliorer les contrôles des véhicules empruntant la « route des Balkans » et d'accroître les échanges d'information entre pays concernés. *Chacun d'entre eux* désignera un correspondant unique chargé de recueillir et de transmettre les informations sur cette filière.

La principale menace

Conscientes du rôle-pivot joué par la « mafia » turque dans le trafic d'héroïne, les autorités d'Ankara se sont inquiétées d'avoir *récemment démantelé plusieurs* laboratoires clandestins sur leur territoire. Maillons centraux, les ministres de l'intérieur de Hongrie et de Bulgarie ont souligné leur volonté de collaborer avec le reste de l'Europe car, a souligné le ministre hongrois, *« nous y sommes bien obligés : la drogue, tout à fait marginale jusqu'à maintenant, est en train de se répandre chez nous rapidement »*. *« De pays de transit, nous sommes en train de devenir pays destinataire »*, a confirmé son homologue bulgare. Quant aux responsables yougoslaves, ils désignent un *« cartel du Kosovo »*, accusé d'organiser le trafic et, selon Belgrade, animé par les nationalistes albanais de *cette province en proie à de fortes* turbulences.

L'héroïne constitue encore en Europe la principale menace en matière de stupéfiant, avant la cocaïne. Produite dans le « Croissant d'or » (Iran, Afghanistan, Pakistan), au Liban ou en Turquie, la drogue qui transite par les Balkans est de grande qualité. Tombée en désuétude après avoir alimenté jusqu'au milieu des années 70 les laboratoires marseillais de la *« French Connection »* en morphine-base, cette filière a été réactivée depuis 1983. Près de 80 % de l'héroïne importée en Europe transiterait par cette route qui, selon les policiers français, représenterait 30% des quelque deux tonnes d'héroïne importées chaque année en France.

En 1989, plus de soixante-douze kilos d'héroïne en provenance des Balkans ont été saisis en France dans le cadre de six affaires distinctes. L'Office central de répression contre le trafic illicite des stupéfiants (OCTRIS) dispose d'une antenne à Chypre (deux personnes) et de deux autres au Pakistan (Islamabad et Karachi). En avril, une nouvelle réunion, rassemblant cette fois les policiers de terrain, se tiendra sur ce sujet à Lyon, au siège d'Interpol.

E. In.

SOCIÉTÉ

Le bilan de la conférence mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien en Thaïlande

Priorité à l'enseignement primaire et à l'alphabétisation

Manque de compréhension sur les objectifs, espérances placées trop haut, beaucoup des délégués de pays en développement, et plus particulièrement de l'Afrique, s'en sont allés un peu déçus et frustrés à l'issue de la conférence mondiale sur l'éducation pour tous qui a eu lieu du 5 au 9 mars à Jomtien, en Thaïlande.

JOMTIEN (THAILANDE)
de notre envoyée spéciale

Dans l'esprit des organisateurs (l'UNICEF, l'UNESCO, le PNUD – Programme des Nations unies pour le développement – et la Banque mondiale) il s'agissait d'amener le plus possible de pays donateurs, d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales, d'organismes prêteurs, voire de grosses entreprises privées à reconnaître, avec les pays en développement, l'importance de l'éducation fondamentale.

Leurs motivations étaient bien sûr différentes aux deux extrêmes, d'un côté la Banque mondiale tenant un discours purement économique et voyant dans l'éducation fondamentale un outil de développement, et de l'autre l'UNESCO, pour qui, a expliqué son directeur général, M. Frederico Mayor, *« l'éducation doit être aussi la possibilité pour chaque homme et chaque femme de développer sa créativité, de participer à la vie publique et de bâtir un système de liberté et de démocratie »*. Mais, aux yeux de tous, Jomtien devait servir à amorcer une mobilisation internationale.

Même si elle n'a pas satisfait toutes les attentes, cette conférence a permis une avancée dans ce sens. Qui aurait en effet imaginé, il y a quelques années, de voir réunis dans une même salle Banque mondiale, UNICEF, UNESCO, PNUD, donateurs et pays en développement pour réfléchir sur l'éducation ? Autre point positif, chacun des organisateurs s'est engagé, au-delà des mots, à au moins doubler, qui l'enveloppe des prêts, qui ses programmes d'intervention, en faveur de l'éducation. Les documents finaux : la *« déclaration mondiale sur l'éducation pour tous »* et le *« cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux »*, même en étant le fruit d'un compromis, représentent une bonne base de travail.

Dans ces textes, les pays en voie de développement procèdent à une autocritique et s'engagent à élaborer de véritables politiques d'éducation avec des objectifs précis et une planification à tous les niveaux. Même s'ils ont eu l'impression de s'être fait forcer la main par l'UNICEF, les pays les moins avancés ont finalement accepté l'objectif de l'universalisation de l'éducation primaire d'ici à l'an 2000. Selon M. James Grant, pour y parvenir, il faudra trouver des financements nouveaux d'une valeur de 50 milliards de dollars, soit 5 milliards par an pendant dix ans. Ces fonds devront être dégagés en partie par les pays en développement eux-mêmes, mais les pays industrialisés devraient également et de façon significative y pourvoir.

Des connaissances sur la santé et l'environnement

« La somme est importante mais pas impossible à réunir », a souligné M. Grant, qui a procédé à des comparaisons : *« Cela équivaut à deux semaines de dépenses militaires dans les pays en développement, c'est également le montant des dépenses soviétiques en vodka en deux ans ou deux années de budget publicitaire pour les cigarettes aux Etats-Unis... »*

Aux termes « éducation de base » proposés dans les documents de travail, les délégués ont préféré « éducation fondamentale ». Et ils en ont donné une vision élargie, comprenant non seulement l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, mais aussi des connaissances dans les domaines de la santé, de l'environnement... En prise avec les réalités pratiques et les besoins du pays, cette éducation fondamentale devrait être, chaque fois que cela sera possible, dispensée dans la langue maternelle. Il appartient bien évidemment à chaque pays, ne serait-ce qu'à cause de l'hétérogénéité des situations, d'en définir avec plus de précisions le contenu et les modalités d'application.

Les délégués ont insisté sur la nécessité de prendre des mesures spéciales pour qu'aucun enfant ne soit laissé sur le chemin (personnes déplacées, handicapées...), et une attention particulière a été portée sur les filles, que les parents hésitent à envoyer à l'école, surtout passé l'âge de la puberté, ou qui sont rappelées au foyer pour garder leurs cadets. Bien que s'adressant en priorité aux moins de onze ans, cette éducation fondamentale devra également être offerte à tous ceux qui n'ont pas eu la chance d'en profiter, adolescents ou adultes. Les délégués ont tenu à souligner qu'ils ne voulaient pas que cette éducation fondamentale soit une fin en soi, mais plutôt un tremplin vers d'autres formations possibles. De même l'accent a été mis, à la suite de plusieurs amendements, sur la formation technique et technologique. Des représentants de pays latino-américains ont dénoncé les dangers d'un enseignement technique trop dépendant des entreprises privées. Et les membres des organisations non gouvernementales ont veillé à ce que les enseignants conservent un rôle prépondérant.

La tâche qui attend les pays en voie de développement, et plus particulièrement les moins avancés, est immense. D'autant plus immense que ces pays souffrent non seulement d'une pénurie de livres et de fournitures scolaires, mais aussi de toutes sortes d'ouvrages, bandes dessinées, romans, etc. et ne possèdent qu'une presse embryonnaire. Comment, dans ce contexte, entretenir les connaissances qui seront acquises, notamment en lecture ?

Des évaluations régionales et nationales

Ce ne sera en fait que dans quelques années que l'on pourra dire si Jomtien a été vraiment un succès. M. James Grant fait un parallèle entre cette conférence et celle qui s'est tenue sur la santé, selon le même schéma, à Alma-Ata (URSS) en 1978. A l'époque les Etats avaient reconnu que leurs choix de santé pourtant vers des grosses structures, n'avaient pas obtenu les résultats escomptés et grevaient lourdement leurs budgets. Ils avaient donc décidé de faire porter leurs efforts sur des « soins de santé primaires », moins onéreux, permettant d'offrir des services simples de vaccination, et de soins d'urgence en même temps que la surveillance des nouveau-nés. Ceux-ci ont été placés sous la responsabilité d'agents de santé dont la formation très courte permet d'exécuter des gestes simples, et de prendre part à l'éducation des villageois sur les problèmes sanitaires.

A Jomtien, les délégués ont reconnu l'importance de l'éducation fondamentale (enseignement primaire et alphabétisation élargie, pour les adolescents et adultes), ils ont même décidé de porter tous leurs efforts dans ce secteur. Mais ils ont aussi bien souligné qu'ils ne voulaient pas le faire au détriment de l'école secondaire et du supérieur, qui leur fournissent leurs cadres.

En fait, Alma-Ata a surtout réussi quand les donateurs ont décidé de concentrer leur aide sur la vaccination. M. Grant suggère d'aiguiller, cette fois, l'aide sur des bâtiments scolaires solides mais construits à moindre coût, et sur le matériel pédagogique. L'UNICEF, soutenue en cela par l'UNESCO, aurait souhaité plus d'enthousiasme sur les moyens de communication moderne qui pourraient dispenser un enseignement à des personnes vivant dans des villages isolés. Le coût et l'insuffisance de résultats probants en la matière ont peut-être effrayé les délégués. De même la protection de l'environnement, thème auquel tenait le PNUD, n'a été qu'effleurée.

Afin que la conférence de Jomtien ne reste pas sans lendemain, il a été décidé que les pays feraient régulièrement leurs propres évaluations, nationalement et régionalement. Au niveau national, le suivi devait naturellement revenir à l'UNESCO, puisqu'elle est la structure des Nations unies qui est chargée de promouvoir l'éducation, la culture et les sciences.

Une rencontre annuelle de coordination

En fait, très vite s'est installé un rapport de forces entre, d'un côté, principalement les Etats-Unis, qui ont quitté (avec la Grande-Bretagne) cette organisation en 1980, et la Banque mondiale, et, de l'autre, des pays européens, la France en tête, qui ne souhaitent pas voir les Américains prendre le leadership comme cela s'est passé pour le suivi d'Alma-Ata. Un compromis a finalement été trouvé. Dans l'article 44 du cadre d'action, la mission spécifique de l'UNESCO en matière d'éducation est soulignée.

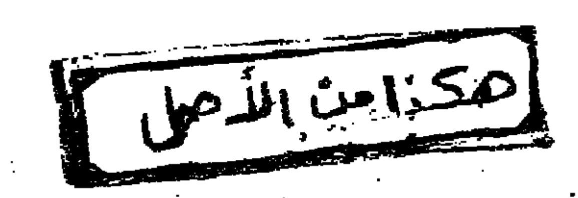
Le texte lu à la fin de la conférence sur le suivi est cependant bien en retrait de ce qu'espéraient la France, l'UNESCO et même l'UNICEF. On lit : *« Le PNUD, l'Unicef, l'Unesco et la Banque mondiale ont décidé d'augmenter leur soutien à l'éducation fondamentale... A cette fin, ils ont décidé de se rencontrer chaque année pour coordonner leurs activités... Il est souhaité que les représentants des pays, des agences bi- ou multilatérales et des ONG prennent part à une assemblée consultative qui travaillera pour la concrétisation de l'éducation pour tous... L'UNESCO a offert de procurer les services appropriés pour faciliter le suivi de la conférence. »*

Rien n'est donc complètement réglé, et il appartient à chacun de peser de son poids pour que cet immense enjeu lancé par la conférence ne lui échappe pas. Il est bon de souligner qu'Alma-Ata a été décisif dans les politiques de santé adoptées par le tiers-monde cette dernière décennie. Dans ce contexte, l'attitude de la France avant la conférence a été très critiquée, notamment par des pays africains qui n'ont pas compris pourquoi elle ne cosponsorisait pas la conférence, contrairement aux pays scandinaves, ou aux Etats-Unis, par le biais de USAID. Le secrétaire de la conférence avait pourtant sollicité la France par écrit. Celle-ci n'a pas répondu.

D'autres rendez-vous importants devraient permettre d'approfondir les travaux de la conférence de Jomtien : le congrès international de la planification de l'éducation qui aura lieu à la fin mars au Mexique ; la conférence internationale sur l'éducation organisée par l'OIE (Office international de l'éducation) à Genève en septembre et, toujours ce même mois, à New-York, sur une initiative de l'UNICEF, le sommet pour les enfants.

CHRISTIANE CHOMBEAU

هكذا من الاصل



SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La polémique sur la découverte du virus du sida

Le gouvernement américain aurait dissimulé un rapport mettant en cause le professeur Gallo

Selon une enquête publiée dimanche 18 mars par le *Chicago Tribune*, le gouvernement américain serait en possession depuis plus de quatre ans d'un rapport confidentiel établissant que le professeur Robert Gallo, du National Cancer Institute (NCI), n'est pas le « codécouvreur » du virus du sida. Ce document, établi sur la base d'une enquête effectuée par le docteur Peter J. Fischinger, à l'époque codirecteur du National Cancer Institude des Etats-Unis, n'avait jamais été versé au dossier rédigé par les responsables fédéraux du ministère de la santé et ceux de l'Office américain des brevets.

***Dans un entretien qu'il avait accordé au Monde* vendredi 16 mars, soit deux jours avant la publication de l'enquête du quotidien de Chicago, le professeur Gallo avait déclaré *« avoir la preuve qu'il avait bien, lui aussi, découvert le virus du sida »*, et qu'il se réservait de la produire lors de sa prochaine audition par la commission d'enquête mise en place il y a quatre mois environ par le National Institute of Health (NIH) *(le Monde* des 25 novembre 1989 et 1er mars 1990).**

L'histoire de la découverte du *virus du sida va-t-elle* dégénérer en une espèce de « sida-gate » ? Après avoir mis en cause gravement le professeur Robert Gallo dans une volumineuse enquête publiée le 19 novembre 1989 dans le *Chicago Tribune*, l'accusant entre autres choses d'avoir voulu récupérer à son profit la découverte du sida (en réalité découvert par l'équipe du professeur Luc Montagnier à l'Ins*titut Pasteur de Paris*), *le* journaliste américain John Crewdson apporte de nouveaux éléments, mettant cette fois gravement en cause le gouvernement des Etats-Unis.

John Crewdson, en effet, dit être en possession de ce rapport,qui prouve que le professeur Gallo n'aurait pas découvert le virus du sida, mais le dérivé d'un échantillon de virus que lui avait adressé peu avant l'équipe du professeur Montagnier. Le document avait été établi en septembre 1985 par le codirecteur du National Cancer Institute, le docteur Peter Fischinger. Classé « administrative confidential », il était fondé sur l'examen par le docteur Fischinger des carnets de laboratoire du professeur Gallo ainsi que sur le compte rendu de plusieurs conversations que le codirecteur du NCI avait eues avec le professeur Gallo et le chef du département de virologie *de son laboratoire, le docteur* Mikulas Popovic.

L'accord de 1987

Adressé dans un premier temps à M. Lowell Harmison, un des *responsables fédéraux des Human* and Health Services, il n'avait jamais – contrairement à ce qu'impose le Freedom of Information Act – été remis aux avocats de l'Institut Pasteur, auxquels pourtant le gouvernement américain avait promis de remettre toutes les informations relatives à la découverte du virus du sida en sa possession. Selon le *Chicago Tribune*, *« quand on examine de façon chronologique l'ensemble des documents publics et confidentiels* [sur l'affaire] *on obtient l'image d'une enquête dans laquelle beaucoup des éléments essentiels sur ce qui s'est passé dans le laboratoire du professeur Gallo ont été falsifiés ou supprimés au fur et à mesure que l'information remontait la hiérarchie du NIH puis du département de la santé et enfin du département de la justice »*.

On mesure bien la gravité de l'accusation quand on se souvient que l'accord mettant un terme à la polémique qui avait opposé l'Institut Pasteur au NIH avait été signé, le 31 mars 1987 à Washington, *par* le président Ronald Reagan et par M. Jacques Chirac, alors premier ministre. Rappelons qu'initialement le contentieux portait sur l'antériorité de la découverte du virus du sida. En décembre 1983, l'équipe du professeur Montagnier avait déposé une demande de brevet *visant à protéger aux Etats-*Unis les applications industrielles résultant de la découverte à l'Institut Pasteur du virus du sida.

En avril 1984, les autorités américaines décidaient malgré tout de ne retenir que la demande de brevet du professeur Gallo, bien que celle-ci ait été postérieure à la demande française. Après de longues négociations et une série de procédures judiciaires, un accord de principe était signé le 6 mars 1987 à Paris, *reconnaissant « les contributions des deux chercheurs sans donner l'avantage à l'une ou à l'autre »*. L'accord de Washington prévoyait la reconnaissance des brevets français et américains et précisait la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage. Une fondation franco-américaine était créée à cet effet (*le Monde* du 1er avril 1987).

Les révélations du *Chicago Tribune* vont-elles remettre en cause cet accord ? A la suite de sa pre*mière enquête publiée, en novem*bre dernier, le National Institute of Health avait mis en place une commission d'enquête destinée à éclaircir les conditions exactes dans lesquelles le virus du sida avait été découvert. Le professeur Gallo avait alors simplement déclaré qu'il *accueillait favorablement* cette initiative, ajoutant qu'*« il n'avait rien fait de mal, et qu'il n'avait aucune appréhension ou anxiété quant aux conclusions de cette enquête »*.

Nous recevant vendredi dernier à l'occasion d'un passage à Paris, il nous avait déclaré *« avoir la preuve »* que le virus du sida découvert dans son laboratoire n'était pas le produit d'une contamination accidentelle obtenue à partir du virus isolé peu de temps auparavant à l'Institut Pasteur et que le professeur Montagnier, dans le cadre classique de la coopération scientifique *internationale, lui* avait adressé en septembre 1983. *Le professeur Gallo nous avait* confié que *« toute cette histoire visait en réalité à* [le] *détruire,* [lui et ses] *collaborateurs du National Cancer Institute »*. S'agissant du laboratoire où ont été découverts *« la plupart des rétrovirus humains »*, il s'agit, nous disait le professeur Gallo, *« d'un mauvais coup porté à la science »*. Affirmant vouloir réserver la teneur du document prouvant l'inexactitude des *« allégations proférées par John Crewdson »* à la commission d'enquête du NIH, il se disait *« meurtri par tout ce qui lui arrive »*. Pour sa part, le professeur Montagnier se refusait, lundi 19 mars, à tout commentaire, préférant visiblement attendre que la direction de l'Institut Pasteur, voire le gouvernement français, réagisse aux révélations du *Chicago Tribune*.

FRANCK NOUCHI

La CSMF rejette la nouvelle convention médicale

L'assemblée générale de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) – la première organisation de médecins libéraux, – réunie dimanche *18 mars à Paris*, a *décidé de ne pas* signer la nouvelle convention médicale. Le texte a été rejeté par 80 % des votants. La CSMF a notamment jugé que *« le compromis conventionnel est mauvais et fermé sur l'avenir »*. La nouvelle convention signée pour quatre ans, le 9 mars dernier, par la Fédération des médecins de France, le plus petit des syndicats médicaux, et les trois caisses d'assurance-maladie n'est pas remise en cause. Mais le refus de la CSMF, qui fait suite à celui du Syndicat des généralistes MG-France, pourrait en compliquer l'application.

Records de chaleur sur la France

Plus de 24 degrés un *17 mars à Paris, les météoro*logues n'avaient jamais vu cela *depuis qu'ils ont installé un* observatoire dans le parc *Montsouris, en 1873. D'autres* records absolus de chaleur ont *été battus durant le dernier* week-end dans l'Ouest : à Cherbourg 20,9 degrés, à Rennes 21,9 degrés et à Caen 22,1 degrés. Les raisons de cet été précoce tiennent à la persistance exceptionnelle depuis pratiquement quinze mois d'une zone de hautes pressions sur l'Ouest européen qui empêche les pluies de se déverser sur la France.

La sécheresse qui sévit depuis l'an dernier va donc s'aggraver surtout dans l'ouest et le sud du pays et avec elle les restrictions d'eau (déjà commencées à Toulouse, par exemple) et les incendies de forêts.

FAITS DIVERS

Après des arrestations rue Saint-Denis à Paris

Deux policiers inculpés pour leurs relations avec des proxénètes

Treize personnes, dont deux policiers – un inspecteur du Quai *des Orfèvres et un commissaire* retraité, – ont été inculpées, samedi 17 mars, après un coup de filet dans le milieu de la prostitution de la rue Saint-Denis à Paris. Cette opération d'envergure, sans précédent récent, a mobilisé une centaine de policiers.

Les plus grosses « prises » sont celles de deux « caïds » de la prostitution, Henri Laporterie, âgé de soixante-quinze ans, et Daniel Asse, dit le Grand Daniel, quarante-quatre ans. Ils ont été inculpés de proxénétisme, et écroués, *ainsi* que six des huit femmes, inculpées de *« mise à disposition de studios en vue de la prostitution »*. Elles étaient chargées de la collecte de l'argent des loyers des studios par ces deux hommes. Ceux-ci s'élèvent à 2 500 francs par mois et par prostituée, soit 10 000 francs par studio, plusieurs prostituées utilisant le même.

C'est en s'intéressant à ces deux « caïds » que les policiers sont tombés sur deux de leurs collègues. André Pommarède, âgé de cinquante-quatre ans, chef inspecteur divisionnaire à la Brigade de répression du proxénétisme (BRP), surnommée dans le passé la Mondaine, a *été interpellé* en compagnie de l'un d'eux, que les *enquêteurs avaient « piégé »*. Dans la foulée, Raymond Pasteau, soixante-quinze ans, ancien commissaire adjoint de la Mondaine, était arrêté à son tour. Tous deux ont été inculpés de *« complicité de mise à disposition de studios en vue de la prostitution »*. André Pommarède a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire. En revanche, le commissaire retraité a été écroué. Le treizième inculpé se nomme André Francescoli, inconnu des services de police.

L'instruction est conduite par M. Roger Ribault, juge d'instruction parisien. Elle crée un certain émoi au Quai des Orfèvres en raison de *la* personnalité d'André Pommarède, affecté depuis une *vingtaine d'années* à la Mondaine, qui passait auprès de ses collègues pour un *« flic modèle »*.

A Marseille

Deux suspects présentés au parquet après l'attaque d'un transport de fonds

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Deux personnes, soupçonnées d'avoir participé à l'attaque d'un fourgon blindé le mardi 13 mars à Marseille, au cours de laquelle deux convoyeurs ont été tués, ont *été présentées le lundi 19 mars* dans la matinée devant le juge d'instruction chargé du dossier, Mme Béatrice de Valon. Il s'agit de Serge Giudicelli, trente-quatre ans, fiché au grand banditisme, et de Jean Albou, trente-cinq ans, attaché *commercial dans une société* cannoise de menuiserie aluminium, qui *avait été arrêté samedi 17 mars* à Cannes. Huit autres personnes, également interpellées dans les Alpes-Maritimes et placées en garde à vue à Marseille, ont été remises en liberté.

Serge Giudicelli, un malfaiteur déjà impliqué dans une autre attaque similaire de fourgon blindé *commise en 1984 à Marseille*, aurait été dénoncé par un correspondant anonyme auprès de la brigade des stupéfiants du SRPJ de Marseille. Il avait élu domicile dans un petit appartement de l'avenue du Maréchal-Juin à Cannes, mais c'est en pleine zone piétonne, au centre de la ville, qu'il a été *interpellé en douceur samedi*, en début d'après-midi. Il aurait pu être le pourvoyeur d'armes du gang qui a attaqué le fourgon blindé de la Sécuripost. Une de ses armes, un fusil à pompe, avait été abandonnée sur les lieux par les malfaiteurs. Les policiers ont pu établir qu'elle avait été fabriquée en Italie et vendue par un armurier d'Hyères à un client cannois.

Jean Albou, lui, l'un des proches de Giudicelli, aurait été formellement reconnu par un témoin comme étant le chauffeur d'une des voitures dont *s'étaient* servies les malfaiteurs pour prendre la fuite. Ce véhicule, une Renault Espace, avait été volé sur le parking de l'aéroport de Nice. Les enquêteurs avaient d'autre part retrouvé sur les lieux un pain de *plastique enveloppé dans une gaine* en aluminium du même type que les matériaux utilisés par la société employant Albou. Les deux hommes nient toute participation au hold-up et ont fourni des alibis aux policiers.

Le 13 mars, peu avant 6 heures, le fourgon de la Sécuripost, qui transportait 5 millions de francs, avait été attaqué par un commando *composé d'au moins* sept hommes. Après une fusillade nourrie, les malfaiteurs avaient *posé* un explosif sur la porte arrière du véhicule. Deux convoyeurs avaient été tués par des éclats de métal, et un troisième avait été grièvement blessé. Le gang avait pris la fuite en emportant six des douze sacs que contenait le camion.

G. P.

A Montpellier

Mandat d'arrêt international après le meurtre d'une fillette

MONTPELLIER
de notre correspondant

L'autopsie pratiquée à l'institut médical de Montpellier sur le corps *de Cécile Rousset, cette fillette* de onze ans retrouvée morte à Juvignac près de Montpellier, le 16 mars dernier, neuf jours après sa disparition à la sortie de son cours de piano (*le Monde* daté 18-19 mars), a révélé qu'elle avait subi des violences sexuelles. Le juge chargé du dossier, Mme Nadine Ilhe-Delannoy, a précisé que l'enfant avait été étranglée avec un lien. La *mort remontait*, semble-t-il, à plusieurs jours, mais le corps ne devait pas se trouver dans la garrigue depuis plus de quarante-huit heures.

Le juge a lancé un mandat d'amener international, afin de rechercher un homme d'origine marocaine, Mamoud Belkifh, trente et un ans, étudiant à l'université Paul-Valéry de Montpellier, sans domicile fixe, marié à l'ex-baby-sitter de la famille Rousset, qui reprochait à celle-ci de ne pas lui avoir réglé la somme de 900 francs qu'il estimait lui être due, après avoir *réalisé* des travaux au noir à leur domicile. A l'inté*rieur de sa voiture, retrouvée dans* le Gard, les policiers ont découvert les attaches des partitions de piano de Cécile, indice permettant de penser que l'homme, la connaissant de longue date, n'aurait eu aucune peine à la faire monter dans le véhicule. Le fort accent étranger de l'interlocuteur anonyme du couple Rousset et la subite disparition de Mamoud Belkifh renforcent les policiers du SRPJ de Montpellier dans leur conviction de détenir une piste très *sérieuse. L'homme* aurait fui en direction de l'Espagne et *peut-être du Maroc.*

JACQUES MONIN

□ **ESPACE : une sonde japonaise autour de la Lune.** – En réussissant, dimanche 18 mars à 21 heures (*heure française*), la mise en orbite autour de la Lune (25 000 km × 17 000 km) de la petite sonde Hagoromo (Robe d'ange) à partir d'un vaisseau porteur de 182 kilos, les Japonais sont devenus la troisième puissance spatiale après les *Etats-Unis* et l'*Union* soviétique à avoir réalisé un tel exploit. L'engin, certes, est de dimensins modestes puisqu'il ne pèse que 13 kilos. Mais la performance qu'il vient d'accomplir va donner au Japon une formidable image de *marque* au *moment* même où ce pays cherche à séduire les propriétaires de satellites dont il espère bien demain lancer les engins. – *(AFP, UPI.)*

JUSTICE

L'affaire des fausses factures de Nancy

Le maire de Toul accuse André Gusaï de chantage

NANCY
de notre correspondante

Détenu depuis le 15 décembre 1989 pour l'affaire des fausses factures de Nancy, M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul, vient de déposer une plainte auprès du procureur de la République pour chantage et extorsion de fonds. Cette plainte vise l'ancien ami de M. Gossot, l'entrepreneur en bâtiment André Gusaï dont les révélations ont permis au juge d'instruction Gilbert Thiel d'inculper et d'écrouer le maire de Toul.

Aujourd'hui, par l'intermédiaire de Me Behr, *son avocat*, le maire de Toul soutient que *« lorsque André Gusaï était détenu à l'hôpital central de Nancy, sous surveillance policière, il serait venu jusqu'à Toul dans la nuit du 10 au 11 mai 1988 pour lui demander 500 000 francs afin de garder le silence »*. Le maire de Toul dit encore que ce chantage se serait intensifié lors de la seconde incarcération d'André Gusaï, en mai 1989, dans le cadre d'une autre affaire. Face à ces accusations, André Gusaï a *menacé « d'en dire encore davantage dans cette affaire »*.

D'autre part, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy vient de rejeter la cinquième demande de mise en liberté déposée par M. Gérard *Bouthier, ancien secrétaire général de* la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, impliqué lui aussi dans l'affaire des fausses factures. M. Bouthier est détenu depuis le 20 décembre 1989, sous l'inculpation de corruption active de citoyen chargé *d'un ministère de service public.*

Il doit être confronté prochainement à André Gusaï, qui affirme que M. Bouthier, compte tenu de sa situation à la chambre de commerce *« usait de son influence à la commission départementale d'urbanisme commercial pour obtenir des autorisations d'implantation ou d'extension de grandes surfaces en échange de contre parties financières et cela en liaison avec M. Gossot, maire de Toul »*.

MONIQUE RAUX

ENVIRONNEMENT

Opposition à la décharge d'Izeaux

Fort de l'*appui* d'un *député* (M. Yves Pillet, PS) ainsi que sept conseillers généraux de l'Isère et de la Drôme qui, peu de jours auparavant, avaient exprimé leur opposition au projet d'ouverture d'une décharge industrielle à Izeaux (Isère), un millier de personnes ont, en guise de protestation, bloqué pendant plus d'une heure, samedi 17 mars en début *d'après-midi*, la *voie ferrée* Lyon-Grenoble et la nationale 85 Lyon-Grenoble. Deux TGV *ont ainsi été* stoppés. Dans l'un d'eux se trouvait M. Georges Marchais, qui se rendait à Grenoble pour un meeting du PCF.

La décharge, d'une superficie de 21 hectares, doit occuper une ancienne carrière mais les élus et la population redoutent que des infiltrations ne polluent la nappe phréatique qui alimente en eau potable une trentaine de communes.

□ **Manifestation en Espagne contre un projet d'urbanisation.** – Près de dix mille personnes se sont rassemblées dimanche 18 mars à Matalascanas, dans le sud de l'Espagne, pour protester contre un projet d'urbanisation à proximité du parc naturel de Donana, le plus grand espace protégé d'Europe. – *(AFP.)*



SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Nouveaux regards

Jean-Luc Van den Heede *(3615-Met)* a pris, dimanche 18 mars aux Sables-d'Olonne, la troisième place du Vendée Globe Challenge, avec un retard de 2 jours, 16 heures, 26 minutes, sur le vainqueur, Titouan Lamazou *(Ecureuil-d'Aquitaine)*.

LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial

« Quand on a côtoyé si longtemps les grandes étendues jusqu'aux étoiles, plus loin que les étoiles, on revient avec d'autres yeux », écrivait Bernard Moitessier dans *la Longue Route*, sur laquelle il avait précédé, en 1968, les concurrents de la course autour du monde sans escale. La chose la plus étonnante lorsque ces derniers remettent pied à terre est, en effet, leur regard.

L'excitation des dernières nuits de veille, l'agressivité et les bousculades qui les attendent sur le ponton d'arrivée, les rougeurs provoquées par la fatigue et la réverbération du soleil, pourraient expliquer ces regards effarés, presque hallucinés, d'extra-terrestres débarquant sur une planète d'agités. Mais le plus surprenant est encore leur difficulté, voire leur incapacité, à croiser et à fixer le regard des autres.

Depuis leur départ des Sables-d'Olonne le 26 novembre, le monde a, certes, bien changé. Les républiques démocratiques de l'Est ont rejeté le communisme. Nicolas Ceausescu a été exécuté, et Nelson Mandela libéré. L'URSS a son premier président, et l'Allemagne prépare sa réunification. Mais, dans le même temps, la plus profonde transformation s'est opérée en eux-mêmes.

Trois mois et demi de solitude dans la seule nature qui n'a pas évolué depuis des millénaires ont ramené ces hommes à quelques valeurs fondamentales : l'émerveillement ou l'inquiétude devant l'infini, la peur et l'instinct de conservation dans ces mers du Sud piégées d'icebergs. Confrontés pendant plusieurs semaines à des océans d'une sauvagerie d'aube du monde, ces solitaires ne peuvent s'empêcher à leur retour de considérer avec distance ou dérision les querelles politiciennes ou les petites manies de nos sociétés.

« Ridicule » a été le premier mot de Titouan Lamazou lorsqu'il a appris qu'il devrait défiler sur les Champs-Elysées dimanche après-midi. *« Heureusement que Loïck* [Peyron] *sera arrivé. A deux, on aura peut-être l'air moins cons. »* Tous deux auraient sans doute préféré rester pour accueillir celui qui a su si bien animer ce premier Vendée Globe Challenge.

Inconnu au départ, malgré sa participation sur l'un des plus petits bateaux, au dernier BOC challenge (course autour du monde en solitaire en quatre étapes), Jean-Luc Van den Heede a été accueilli en héros par les centaines de milliers de personnes qui avaient afflué dimanche après-midi sur les plages et le chenal des Sables-d'Olonne.

Une forêt d'icebergs

« J'ai dû faire cette course avec de faibles moyens. Peut-être que tous ces gens se sont un peu identifiés à moi », disait-il ému par cet accueil. Des treize concurrents au départ, ce professeur de mathématiques et d'électro-technique au lycée d'enseignement professionnel de Lanester (Morbihan) était le seul à ne pas avoir trouvé de commanditaire. Son budget, essentiellement réuni grâce aux initiatives de l'Association bretonne pour la course autour du monde (*le Monde* du 13 janvier), était limité à 2,5 millions de francs alors que ceux de plusieurs de ses adversaires dépassaient les 10 millions de francs.

Face aux puissants bateaux des favoris (12 tonnes de déplacement ; 5,50 mètres de large en moyenne avec des ballasts pouvant embarquer jusqu'à 4 tonnes d'eau de mer), Jean-Luc Van den Heede avait opté pour une « torpille » en aluminium de 3,50 mètres de large et 8,5 tonnes de déplacement, sans ballasts et sans enrouleurs.

La rusticité de ce voilier, sans chauffage ni protection du cockpit, conçu esentiellement pour les allures portantes, n'a pas empêché le skipper de *3615-Met* de rester jusqu'à dix-huit heures par jour à sa barre franche pour porter plus de toile et s'aventurer bien au-delà des « quarantièmes rugissants » ou des « cinquantièmes hurlants » pour contourner la banquise au plus près.

Après avoir abordé les mers du Sud en sixième position à près de 700 milles de Titouan Lamazou, Jean-Luc Van den Heede s'est retrouvé deuxième en descendant, au-delà du soixantième parallèle, par 61°54 sud où il a connu la grande peur de sa vie. *« Je me suis retrouvé dans une forêt d'icebergs,* raconte-t-il. *Je ne voyais plus de passage et j'avais même préparé mon bateau pour revenir au près. »*

Ce 1er février, la voix toujours enjouée du skipper de *3615-Met* est devenue exceptionnellement grave lors de la vacation radio. *« J'avais prévu de descendre jusqu'à 64° et même 65° sud pour tenter de passer en tête au cap Horn,* dit-il. *Ça a été un des tournants de l'epreuve. Je me suis dit que la course était en jeu mais que je ne pouvais pas jouer avec la sécurité. Je suis remonté pour suivre Titouan. »*

C'est aussi au même moment, peu avant le cap Horn, qu'il a pris la grande décision de sa vie. *« J'étais parti sans savoir ce que j'allais faire au retour,* dit-il. *Je voudrais éviter de me retrouver derrière un tableau noir. Il me reste à trouver un commanditaire. »* A quarante-cinq ans, Jean-Luc Van den Heede a décidé d'écrire le récit de son aventure et de rejoindre le milieu des skippers professionnels pour préparer, notamment, la deuxième édition de cette course autour du monde dans trois ou quatre ans.

GÉRARD ALBOUY

HIPPISME : dix-neuf cas de dopage en 1989

Dose de cheval

Les services vétérinaires de la Fédération nationale des sociétés de courses en France ont procédé, l'an dernier, à 7 190 contrôles antidopage pour déceler la présence éventuelle de produits prohibés chez les compétiteurs après l'arrivée. Dix-neuf chevaux seulement ont été décelés positifs ; il y en avait eu vingt-huit en 1988. Cette diminution indique-t-elle *que le dopage est en régression ?*

Depuis quelques années, l'arsenal de la lutte contre le dopage s'est développé et affiné. Le laboratoire de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) est doté des techniques les plus fiables et les plus modernes, principalement d'ordinateurs hypersensibles qu'on « nourrit » au fur et à mesure de l'apparition sur le marché de toutes les molécules susceptibles, selon les termes du code des courses, de *« modifier le comportement du cheval »*.

La liste de ces produits a été récemment publiée ; elle comporte principalement les substances agissant sur le système nerveux, cardio-vasculaire, respiratoire, digestif, urinaire, reproducteur, immunitaire, endocrinien ; sur la circulation sanguine ; les substances anti-infectieuses (y compris antiparasitaires), analgésiques et anti-inflammatoires, ainsi que cytotoxiques.

En cas de litige, à partir du *début de cette année, la contre-*expertise est effectuée par le laboratoire privé CEPHAC à Poitiers. C'est une garantie suppplémentaire que demandaient depuis longtemps les assujettis (propriétaires et entraîneurs), de même que les sportifs d'ailleurs, qui, eux, n'ont pas obtenu satisfaction sur ce point *(voir l'entretien avec Laurent Fignon dans le Monde* du 27 février).

Pour les courses fonctionnant avec le pari mutuel urbain (PMU), les gagnants de chaque épreuve sont automatiquement testés. Pour les tiercés, quartés et quintés, les investigations sont poussées jusqu'au deuxième, troisième, quatrième et cinquième cheval. De plus, des sondages sont régulièrement pratiqués aussi sur un concurrent désigné par tirage au sort.

En province, on procède maintenant fréquemment à des opérations dites « coups de poing ». Les vétérinaires arrivent en cours de journée sans prévenir. *Auparavant, ils étaient annoncés* la veille, et on assistait à des épidémies de « non- partants » tandis que des favoris se cachaient dans le peloton pour éviter le contrôle.

Une jument fumante

Le 3 juillet 1989, un fait divers tragi-comique a eu lieu à Castera-Verduzan, un petit hippodrome du Sud-Ouest. La modeste jument Cher Mistress, désignée pour passer au salivarium, refusait obstinément d'uriner, les reins bloqués, déshydratée par une chaleur étouffante. Le vétérinaire s'absentait un moment pour aller chercher une *seringue et pratiquer*, en compensation, un prélèvement sanguin. A son retour, il constatait que l'éprouvette était pleine. Il expédiait un flacon au laboratoire. A l'analyse, les experts constataient avec stupéfaction la présence d'une dose élevée de nicotine...

Les commissaires de la Société d'encouragement, saisis du dossier, ouvraient une enquête et aboutissaient vite à une conclusion toute simple : le lad accompagnateur, gros fumeur, était fatigué par une dure journée, avec la perspective de plus de cent kilomètres pour rentrer au centre de son patron, Jean-François Bernard à La Teste, près de Bordeaux. Aussi, pour gagner du temps, il avait lui-même rempli l'éprouvette en cachette. Sans pitié, les dirigeants *distançaient* Cher Mistress et infligeaient 30 000 francs d'amende à l'entraîneur, considéré comme responsable.

Les effets du clenbuterol

Quelques mois plus tôt, début janvier 1989, les responsables du trot *s'étaient* montrés beaucoup moins sévères pour leurs ressortissants dans une affaire plus grave pourtant.

En quelques jours, à la veille du Prix d'Amérique, huit chevaux, gagnants ou placés à Vincennes, étaient déclarés « positifs » au clenbuterol. Un produit très actif, jamais endogène, composé de ventipulmine, médicament utilisé en cas de troubles respiratoires ; auxiliaire aussi de la méforme, car également stéroïde anabolisant fortifiant le cheval, tout en enrayant son essoufflement.

Dans un premier temps, les professionnels étaient condamnés à une amende de principe et leurs chevaux déclassés ; ensuite, les sanctions étaient levées devant la bronca des syndicats d'entraîneurs. Ils affirmaient qu'il y avait eu soit malversation — le produit pouvant être très facilement administré, par exemple avec une éponge imbibée sous les naseaux du cheval — soit erreur de verdict ; soit contamination pendant le transport ; et que, de toute façon, une telle coïncidence était impossible, les « accusés » étant au-dessus de tout soupçon.

Pratiquement désavoués par les organisateurs, les vétérinaires sont restés amers, mais fermes sur leurs conclusions.

Le départ de M. Fustok

Quelques mois plus tôt, aucune concession n'avait été consentie à l'entraîneur de galop Georges Mikalhidès. Pour la même détection de clenbuterol, aggravée toutefois de *récidive*, il était suspendu de licence pour un an. Après confirmation en appel, son propriétaire, le richissime saoudien Mahmoud Fustok — beau-frère du roi — supprimait d'abord toute son aide de sponsoring aux courses de galop, avant de liquider son écurie et son élevage en France.

Sont frappés, au total, presque exclusivement des petits contrevenants, qui ont, par exemple, frictionné leurs chevaux avec une pommade antirhumatismale, sans savoir qu'ensuite elle pénètre dans le sang. L'affaire Fustok n'aurait été qu'un épiphénomène, une bavure.

Les grands propriétaires, pour la plupart, se sont attachés les services des meilleurs vétérinaires équins du monde entier. Ceux-ci, à plein temps, étudient toutes les molécules nouvelles et les médications. Ils les essaient très probablement sur des chevaux cobayes. Il savent quand on doit arrêter le traitement pour qu'il ne transparaisse pas après la course. Ils jouent au chat et à la souris avec les analystes. Et la peur du gendarme suscite surtout des apprentis sorciers.

GUY DE LA BROSSE

Les résultats

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(vingt-neuvième journée)

La vingt-neuvième journée du championnat de France de football de première division a été marquée par le succès de l'Olympique de Marseille face à Toulon (3-0) grâce à trois buts de l'avant-centre de l'équipe de France, Jean-Pierre Papin. L'OM, qui compte un *match en retard à disputer contre Saint-*Etienne, revient ainsi à un point du premier, Bordeaux, tenu en échec par Monaco (0-0) jeudi 15 mars. Le plus gros score de la journée revient au Paris SG, vainqueur de Cannes (5-1). Cette rencontre, disputée au Parc des Princes, a donné lieu à des incidents. En première période, quelques dizaines de supporters du Paris SG regroupés dans la tribune Boulogne ont arraché des sièges qu'ils ont jeté sur les spectateurs installés dans la tribune inférieure. Seule l'intervention des CRS a permis de calmer les esprits.

*Bordeaux et Monaco	0-0
*Marseille b. Toulon	3-0
*Toulouse et Sochaux	0-0
*Lyon b. Brest	4-0
*Paris SG b. Cannes	5-1
*Nantes b. Lille	1-0
*Auxerre b. Saint-Etienne	2-1
*Mulhouse et Caen	0-0
*Metz b. Montpellier	1-0
*Nice b. RP 1	2-0

Classement. 1. Bordeaux, 42 pts ; 2. Marseille, 41 ; 3. Monaco, 35 ; 4. Sochaux, 33 ; 5. Lyon, 32 ; 6. Paris SG, 31 ; 7. Nantes, 30 ; 8. Toulouse, 29 ; 9. Caen, 28 ; ; 10. Auxerre, Metz, Saint-Etienne, 27 ; 13. Brest, 27 ; *14. Lille, Cannes, Toulon, 25 ; 17. Montpellier*, RP 1, 24 ; 19. Mulhouse, Nice, 23.

Deuxième division
Groupe A
(vingt-septième journée)

Nancy b. *Orléans	3-2
*Annecy b. Strasbourg	2-0
*Istres et Alès	0-0
*Nîmes b. Chaumont	2-0
*Reims b. Martigues	3-0
*Bastia b. Gueugnon	4-1
Grenoble b. *Louhans-Cuiseaux 71	2-1
Avignon b. *Red Star 93	2-1
Dijon b. *Montceau	3-2

Classement. — 1. Nancy, 43 pts ; 2. Strasbourg, 34 ; 3. Nîmes, Alès, 33 ; 5. Bastia, 32 ; 6. Martigues, 31 ; 7. Reims, 30 ; 8. Avignon, 27 ; 9. Istres, 26 ; 10. Louhans-Cuiseaux, Annecy, 25 ; 12. Gueugnon, Dijon, Chaumont, 23 ; *15. Orléans, Grenoble, 21 ; 17. Red* Star 93, 19 ; 18. Montceau, 17.

Groupe B

*Le Havre b. Rennes	2-0
Valenciennes b. *Quimper	2-1
*Lens b. Laval	1-0
*Créteil et Niort	1-1
*Tours b. Beauvais	1-0
*Rouen b. *Guingamp*	1-0
*Saint-Seurin b. Angers	2-1
*Dunkerque et La Roche-s.-Yon	0-0
*Abbeville b. Lorient	3-0

Classement. — 1. Rennes, 35 ; 2. Valenciennes, 34 ; 3. Le Havre, 32 ; *4. Laval, Rouen, Niort, 31 ; 7. Beauvais*, 30 ; 8. Créteil, Lens, Dunkerque, 28 ; 11. Angers, 27 ; 12. Abbeville, 23 ; 13. Saint-Seurin, Guingamp, Lorient, 22 ; 16. Tours, La Roche-sur-Yon, 21 ; 18. Quimper, 20.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
nationale 1 A
(trente-deuxième journée retour)

*Villeurbanne b. Gravelines	92-90
*Limoges b. Antibes	106-105
*Cholet b. Nantes	81-80
*Reims b. Racing Paris	84-83
*Monaco b. Montpellier	102-79
Tours b. *Saint-Quentin	58-57
**Caen b. Lorient*	79-76
*Pau-Orthez b. Roanne	111-88
*Mulhouse b. Avignon	93-69

Classement. — 1. Limoges, 63 pts ; 2. Antibes, 57 ; 3. Pau-Orthez (+ 2), Cholet (− 2), 55 ; 5. Mulhouse, 53.

SKI ALPIN

DERNIÈRES ÉPREUVES DE LA COUPE DU MONDE A ARE (SUÈDE)

La Suissesse Vreni Schneider a conservé la Coupe du monde de slalom en remportant, dimanche 18 mars, à Are (Suède) la dernière épreuve de cette compétition. Elle s'est imposée devant la Française Patricia Chauvet et la Suédoise Pernille Wiberg. Au classement général final toutes spécialités confondues, l'Autrichienne Petra Kronberger était déjà assurée de la première place. Chez les messieurs, le Norvégien Atle Skaardal a remporté l'épreuve de descente, l'Autrichien Helmut Hœflehner a enlevé la Coupe du monde de la spécialité et le Suisse Pirmin Zurbriggen, dont c'était la dernière course, a terminé en tête du classement général final.

ATHLÉTISME

NOUVEAU RECORD DU MONDE DE SAUT A LA PERCHE EN SALLE

Le Soviétique Sergueï Bubka a battu son propre record du monde du saut à la perche en salle en franchissant 6,06 m, *samedi 17 mars, lors d'un concours qu'il* organisait dans sa ville à Donetsk (URSS). Bubka a ainsi amélioré de 2 centimètres sa précédente performance (6,03 m) et établi son dix-neuvième record du monde.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(onzième journée)
Groupe A-Poule 1

*Colomiers b. Auch	32-18
*La Rochelle b. Grenoble	20-15
*Dax b. Blagnac	64-25
Chalon b. *PUC	23-15

Classement. — 1. Dax, 33 pts ; 2. Grenoble, 29 ; 3. Colomiers, 27.

Poule 2

Racing b. *Biarritz	36-6
*Bègles b. Montferrand	38-17
*Voiron b. Bayonne	24-15
**Bourgoin b. Graulhet*	*24-19*

Classement. — 1. Bègles, 28 pts ; 2. Racing, 26 ; 3. Montferrand, 25.

Poule 3

*Lourdes b. Nice	13-12
Béziers b. *Cognac	22-12
**Nîmes b. Agen*	*18-13*
*Toulon b. Hagetmau	33-0

Classement. — 1. Toulon, 30 pts ; 2. Agen, 28 ; 3. Béziers, 26.

Poule 4

*Castres b. Tyrosse	6-3
*Toulouse b. *Perpignan*	32-3
Tarbes b. *Rumilly	16-6
*Narbonne b. Brive	7-6

Classement. — 1. Toulouse, 31 pts ; 2. Narbonne, 27 ; 3. Tarbes, 23.

RUGBY A XIII

LA GRANDE-BRETAGNE BAT LA FRANCE (8-4)

L'équipe de France de rugby à treize s'est *inclinée* devant celle de Grande-Bretagne (8-4) en match amical, *dimanche 18 mars, à Perpignan.*

TENNIS

TOURNOI DE KEY-BISCAYNE (FLORIDE)

Le Français Yannick Noah a été éliminé dès le deuxième tour du tournoi de tennis de Key-Biscayne (Etats-Unis) en s'inclinant, dimanche 18 mars, face à l'Australien Mark Kratzman (6-4, 2-6, 7-6), soixante-quatrième joueur mondial. Guy Forget s'est quant à lui imposé au second tour face au Soviétique Andreï Chesnokov (6-7, 6-3, 6-3). Les joueuses françaises ont connu plus de réussite. Nathalie *Herreman, qui a dominé* l'Italienne Cathy Caversazio (6-4, 6-4), et Nathalie Tauziat, qui a pris le dessus sur la Japonaise Nana Miyagi (6-1, 6-4), se *sont qualifiées pour le quatrième tour, de* même que Julie Halard, *dix-neuf ans*, victorieuse de l'Américaine Audra Keller (6-3, 4-6, 6-0). Samedi 17 *mars*, Julie Halard avait créé la sensation en éliminant au second tour l'Américaine Zina Garrison (2-6, 6-3, 6-4), tête de série numéro deux.

RUGBY : Tournoi des cinq nations

Le troisième grand chelem écossais

L'équipe d'Ecosse de rugby a remporté le Tournoi des cinq nations 1990 et réussi par la même occasion le troisième *grand chelem de son histoire* (1925, 1984, 1990) en dominant l'Angleterre, samedi 17 mars, à Edimbourg (13-7). Les Ecossais, qui avaient auparavant battu l'Irlande à Dublin (10-13), la France à Edimbourg (21-0) et le Pays de Galles à Cardiff (9-13), se sont imposés sur leur pelouse de Murrayfield au terme d'une rencontre très intense.

Avant le coup d'envoi de cette finale du tournoi disputée devant cinquante-quatre mille spectateurs, les Anglais, impressionnants depuis le début *de la compétition* (83 points en trois matches, dont 26 contre les Français à Paris), étaient donnés favoris, mais ils n'ont jamais su trouver la faille dans une défense écossaise héroïque, notamment en troisième ligne.

A la mi-temps, les joueurs du Chardon menaient déjà à la *marque (9-4), leur demi* d'ouverture Craig Chalmers ayant réussi trois pénalités contre un superbe essai du rapide trois-quarts centre anglais Jeremy Guscott. Dès la reprise, les Ecossais accentuaient leur avance : sur un coup de pied à suivre de l'arrière Gavin Hastings, l'ailier d'origine néo-zélandaise Tony Stanger inscrivait le seul essai de son équipe.

Dynamique et courageuse à défaut d'être véritablement talentueuse, l'Ecosse succède ainsi à la France, victorieuse des cinq *précédentes* éditions de l'épreuve. Elle remporte du même coup la Calcutta Cup (décernée chaque année au vainqueur du match Angleterre-Ecosse).

CYCLISME : Milan-San-Remo

Bugno vainqueur à domicile

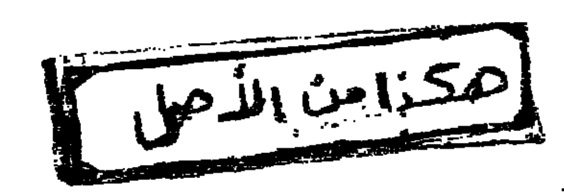
Pour gagner la course Milan-San-Remo, il faut de préférence passer seul en tête au sommet du Poggio, un piton situé à moins de 5 kilomètres de l'arrivée. La méthode avait réussi naguère à Eddy Merckx, à Francesco Moser, puis à Laurent Fignon, vainqueur deux années de suite (1988 et 1989), et elle a permis à Gianni Bugno d'obtenir samedi 17 mars la plus grande victoire de sa carrière.

Cet Italien de vingt-six ans n'est pas un inconnu. Il s'est notamment illustré dans le Tour de France, dont il avait remporté en 1988 l'étape Ruelle-Limoges, mais il recherchait un succès de prestige à la dimension de sa valeur. Son audace et son esprit offensif, qui *sont à l'origine de sa réussite, ont* par ailleurs condamné les principaux favoris, en particulier Fignon, Lemond et Kelly, pris au piège d'une échappée au long cours déclenchée avec la complicité du vent favorable dès le quarantième kilomètre d'une course qui en comportait près de 300.

Compte tenu de l'allure extrêmement rapide (45,800 kilomètres à l'heure de moyenne), les coureurs distancés au pied du Turchino, c'est-à-dire avant Gênes, furent dans l'impossibilité de rétablir le contact. Ainsi s'explique la *déroute des principaux leaders.* En revanche, les outsiders ont largement tiré profit de la situation, à l'exemple des Français Gilles Delion (troisième) et de Jean-Claude Colotti (sixième), un Savoyard âgé de vingt-trois ans révélé par les compétitions cyclosportives et qui, incorporé à une équipe suisse, s'était déjà classé deuxième du Tour de Lombardie à l'automne dernier.

Grâce à son exploit — la première victoire italienne dans Milan-San-Remo depuis celle de Francesco Moser en 1984, — Bugno a pris la tête de la Coupe du monde.

JACQUES AUGENDRE



MODE

Les journées du prêt-à-porter

Jeux d'adresse

Après Londres et Milan, Paris accueille les défilés de l'hiver 1990-1991

• YOHJI YAMAMOTO : renaissance

La silhouette rembourrée, piquée, ballonnée, évoque les costumes féminins et masculins de la Renaissance. Sans nostalgie, Yohji Yamamoto s'éprend des culottes *bouffantes à la Henri II*, soulève les jupes avec des vertugadins taillés en cônes. Comme à l'époque des faux postérieurs, il invente d'autres artifices : les bords de vestes-pourpoints gonflent en gilets de sauvetage, les tétons artificiels se dressent sous la cotte de mailles. Dans son laboratoire de couture, le styliste japonais découd, recoud et arrondit les pans de ses costumes de ville bleu noir. Cet exercice d'aiguille et de précision est la condition de toutes les expériences. Voir le final rouge avec ses jeux de construction, ses assemblages poétiques de boîtes rigides, de pétales imaginaires conçus comme pour des moments qui n'existent pas encore.

• COMME DES GARCONS : c'est la ouate

Stores bouillonnés, duvets, sacs de couchage, couettes, oreillers, etc. Rei Kawakubo, qui trouait la soie au début des années 80, rêve de literie et de confort. Elle enveloppe le corps, drape la maille comme un drap, resserre les blousons, les parkas avec des cordonnets de polochons. Les tissus sont à eux seuls des éblouissements : robe de mariée en barbe à papa géante, camaïeux de brillances synthétiques, velours de soie à la fois lourd et transparent. Pourtant, au réveil, la question est là : à quelle femme Rei rêve-t-elle vraiment ?

• THIERRY MUGLER : cabaret couture

Cindy Crawford, Estelle Hallyday, Verouchka, les jumelles Kessler (ex-meneuses de revue au Lido) et même Amanda Lear ... Elles étaient toutes là, perchées, zippées, moulées, cloutées et pailletées pour le plus spectaculaire numéro de créateur. Fasciné par ses fantasmes autant que par les années 60-70, Thierry Mugler voit et montre la mode comme une parade de music-hall. Du Casino de Paris à Rio, de *Blade Runner* à *la Guerre des étoiles*, de Cardin à Travolta, il zappe plus vite que son ombre. Chaque passage est une apparition, une planche de BD colorée , de guêpières en vinyle, d'imperméables de Cruella, de barboteuses à strass. C'est la même rengaine, mais il surprend encore à force de trouvailles (des moonboots en plumes vert *fluo*, des boléros en plexi , des grenouillères lumineuses...) adaptées à des coupes et des recherches savantes. *Un imprimé Vasarely devient néon* dans la nuit. La musique est bonne. Les rédactrices applaudissent à tout rompre, pensent à leurs futures photos. A quand un nouveau défilé, public cette fois ?


P. TROVEL

La ligne Montana

• JEAN-PAUL GAULTIER : rue rêveuse

Changement de décor et d'ambiance. Habitué de la Grande Halle de La Villette où se pressent toutes les foules, il a choisi le cadre plus intimiste du Club 78. Une salle des Champs-Elysées étoffée de tentures, de chaises en bois doré. Dans le salon d'un couturier nomade, elles arrivent, reines d'un petit matin blafard, le fourreau pailleté sous le duffle-coat, le bleu à paupière qui « vire », le chignon entortillé sous un fichu. Désaccord parfait : jacquard et Lurex, poil de chameau et crêpe, canadienne et velours de soie, manteau de passagère clandestine avec pour *toute* écharpe un faux boa. Il fait jour la nuit et nuit le jour. Accrochée à son piano à bretelle, Yvette Horner joue une *Procession* de Saint-Saëns *et les Yeux noirs*. Jean-Paul Gaultier chante l'air de Paris : les Simone en paletots tricotés, les Lulu de Doisneau, les princesses des Puces se racontent des histoires comme celles qui pleurent au cinéma. Mais rien de vieux, de rétro dans cette allure. On retrouve les grands classiques avec ses nouveaux *tailleurs à col écharpe*, ses gabardines qui seront sûrement les plus copiées de l'hiver. Avec ses *parkas de taffetas, ses vestes*-smoking en velours cotelé, Jean-Paul Gaultier donne une direction à la *mode*. En quatre-vingt-dix passages, sa rue rêveuse est l'un de ses plus beaux mélos.

• CLAUDE MONTANA : les dompteuses

La transparence et la douceur n'étaient qu'un interlude. Claude Montana revient à ses amours, les années 80 : voici des boléros-boucliers en vison rasé, des manteaux-*igloos et de redoutables fuseaux*. C'est un hiver glacé, pour des espionnes, des écuyères, des dompteuses sanglées dans des vestes en vernis, des motardes de luxe. Les boutons sont invisibles, la faille comme le drap de laine aux couleurs acides se tiennent boules, trapèzes ou sabliers, avec des capuches pointues et des coupes armurées de barrette d'argent. Claude Montana brouille les pistes. Des deux collections montrées cette année (dont une chez Lanvin), celle-ci est d'évidence la plus « couture ». Aurait-il inversé les *cartons à dessins* ?

• ROMÉO GIGLI : Séries limitées.

A la cour d'un grand vizir, Romeo Gigli prépare le trousseau d'une nuit du henné. *Rien* n'est trop beau pour la promise : parkas de moire, petits pantalons de brocart ou de dentelles, caftans brodés de miroirs ou de motifs persans à fils d'or, cagoule et gants de velours orfévrés de pierres. Des couleurs bronze riches et profondes semblent sorties d'un *palais du* Bosphore. Artiste décorateur, Romeo Gigli organise son défilé comme une procession. Il suffit bien sûr d'avoir les moyens d'y croire.

DIRK VAN SAENE : avant-garde

Il a trente ans, il vient d'Anvers. Comme Martin Magela, Walter Beirendonck, Ann Demmeulsmester, il est l'une des figures de l'avant-garde européenne si elle existe. Pour vivre, il dessine des collections commerciales destinées à des industriels et s'entraîne ailleurs, loin des convenances citadines. Il sait faire des vêtements mais évite de jouer au costumier. De récupération en superposition (*caoutchouc, bouts de lacet*, boutons de tissu), ses infirmières de terrain vague dansent, sèment le désordre. *Anguleuses, elles dansent* sur *I wanna be you dog*, relèvent leur jupon de satin, leur maximanteau qui n'a déjà plus de haut, comme pour éviter une flaque de boue. Elles ont aussi des combinaisons trompe-l'œil : de loin, on dirait un collant enfilé sur un jean et une chemise ouverte. Une histoire belge à suivre.

LAURENCE BENAIM

ARTS

Dans un musée de Boston

Onze chefs-d'œuvre de la peinture volés

Dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 mars, onze toiles ont été dérobées dans les locaux du Musée Gardner de Boston, construit au début du siècle pour abriter les collections d'Isabella Gardner. Parmi les chefs-d'œuvre disparus, *le Concert* de Vermeer, trois Rembrandt (un autoportrait, *Dame et un monsieur en noir, Orage sur la mer de Galilée*), cinq Degas *(Sortie de pesage, Cortège aux environs de Florence, Trois Jockeys à cheval, Programme pour une soirée artistique)* et *Chez Tortoni* de Manet. Les *cambrioleurs qui se sont fait* passer pour des policiers avant de maîtriser les gardiens, ont, en outre, emporté une coupe chinoise en bronze de la dynastie Chang (1200 av. J.-C.).

Après un tel vol – le plus important jamais effectué aux Etats-Unis dans un musée, affirment les autorités américaines – on peut s'interroger sur la finalité réelle du cambriolage. Normalement ces œuvres, qui devraient valoir sur le marché de l'art plusieurs centaines de millions de dollars, sont invendables, parce que trop connues. Et les policiers ne croient guère au mythe du « collectionneur fou » capable de débourser une somme considérable pour satisfaire *sa passion solitaire*. S'agit-il alors d'un chantage à l'assurance ? Mais les œuvres déposées dans un musée et d'une telle renommée ne sont pas nécessairement assurées. S'agit-il d'une sorte de prise d'otages avec demande de rançon à la clé ? Pourquoi, alors, dérober onze pièces ?

Les enquêteurs vont certainement orienter leurs recherches du côté du Japon, où un certain nombre de toiles volées en France avaient été écoulées. C'est là aussi que convergeaient les pistes qui menaient à *Impression soleil levant*, l'œuvre célébrissime de Monet, dérobée en *octobre 1985 au Musée* Marmottan de Paris et jamais retrouvée depuis.

E. de R.

CINÉMA

Le jeune homme et la mer

Avec son premier film, « Venus Peter », Ian Sellar plonge dans les rêves d'enfant

Peter est né, à la fin des années 40, dans un petit port de pêche écossais. Le jour de son baptême, l'eau a gelé dans le bénitier. Le bébé a été baptisé à l'eau de mer. Est-ce cela qui en a fait un garçon rêveur, *tourné vers cette* mer qui ramènera, peut-être, son père absent, et sur laquelle navigue *encore la Vénus, bateau de son* grand-père maternel, un pêcheur dont les affaires vont mal ?

Ce premier long métrage de fiction d'un cinéaste écossais, Ian Sellar, fut présenté l'an dernier au Festival de Cannes dans la section officielle, « Un certain regard ». C'est un de ces films vers lesquels le public ne se précipite pas d'emblée, parce qu'ils ne sont pas accompagnés d'un tintamarre médiatique. Le jeune Gordon Strachan, qui joue Peter, est assez proche des enfants que peint Luigi Comencini, et on ne va pas se plaindre que les images soient un peu trop belles lorsqu'elles font découvrir un univers du bout des îles britanniques vu par un garçon à l'imagination débordante, observant ce qu'il croit être le monde, du haut d'une colline, avec un télescope, et se rendant compte peu à peu que la vie n'est pas un rêve. Mœurs, coutumes et préjugés sociaux, personnages pittoresques et attachants, style réaliste et psychologie.

J. S.

Cent ans de témoignages à la Cinémathèque française

La Cinémathèque française accueille du 20 au 27 mars la rétrospective 100 Années Lumière consacrées à l'œuvre documentaire des grands cinéastes français, de Louis Lumière à Raymond Depardon. Parmi les soixante films historiques, sociologiques, des carnets de voyages ou des portraits, 100 Années Lumière présentera notamment *Nuit et Brouillard*, d'Alain Resnais, *A Valparaiso*, de Joris Ivens, *la Jetée*, de Chris Marker et *le Sang des bêtes*, de Georges Franju.

► Tél. : 47-04-24-24.

DISQUES

La métamorphose des dandies

► **Dépêche Mode : *Violator*.** Mute/Virgin

C'est Depeche Mode qui s'est bâti son image de groupe industriel *frivole, qui faisait* danser les masses au rythme des halètements et des chocs entendus ou fantasmés *dans d'hypothétiques usines*, passés au filtre des sons synthétiques, version Top 50 vaguement teintée *de funk de* la musique industrielle, telle qu'elle se crée à la périphérie du rock. Comme de braves petites chenilles, ils ont entrepris leur métamorphose après une absence de trois ans.

Music for the Masses, le dernier album en studio du groupe, date de 1987. Depuis il y a eu *101*, disque *en public*, une tournée, un *best of*, tout ce qui sert à combler l'attente des fans.

Arrive enfin Violator, pochette noire frappée d'une rose rouge à la tige brisée. Depeche Mode n'a pas changé, même musiciens, même univers, mais rien n'est pareil. Comme si l'isolation, le long travail (les deux tiers d'une année), nécessaires à la réalisation du disque avaient transformé la pop un peu pompière de Depeche Mode en une espèce de musique de cour éthérée, le fantôme diaphane et charmant de ce qui fut au moment de la plus grande popularité du groupe. Dans les meilleurs moments du disque (*Sweetest Perfection, Blue Dress*), l'économie des moyens (sonores, lyriques), la retenue des voix, glissent vers une espèce de *transe parfaitement* dessinée.

Tout est calculé, l'inspiration se confond avec la science, les chansons durent trop longtemps pour rester des chansons et deviennent mélopées à danser. Quand ça ne marche pas (*The Policy of Truth*, par ailleurs l'un des seuls textes vraiment ratés de l'album), l'ennui s'installe sans qu'on s'en aperçoive, tant il est proche de son contraire, l'exaltation un peu morose que génère *Violator* dans ses meilleurs moments.

Un dernier mot sur *Personal Jesus*, morceau atypique, sorti en 45 tours à l'automne dernier. Ce blues synthétique, blasphème ambigu qui a failli tomber sous les ciseaux de la censure britannique, ne ressemble en rien au reste de l'album. Ce qui ne l'empêche pas de rester un joli moment de concision et d'humour à froid, et la preuve que, pour Depeche Mode, il y a une vie après *Violator*.

T.S.

L'année du Dragon

► **Bebop Enters Sueden 1947-1949 : Dizzie Gillespie Big Band Monk ; Art Blakey et les Jazz Messengers ; Rollins Trio ; Miles Davis et Sonny Stitt.** Distribution/Dragon. Wotre Music.

Tous, à l'exception de l'immense Monk, sont encore en activité, et souvent plus qu'en vie, en exercice. Tous, à des degrés divers, ont hissé le jazz vers son absolue modernité. Tous, au même moment, de la fin des années 40 au début des années 60, ont sidéré l'Europe. Sous licence *Dragon*, une série de concerts ou d'émissions enregistrés à Stockholm rendent cette période à sa verdeur.

Pour les collectionneurs, la série s'impose par esprit de comparaison, d'analogie ou d'exhaustivité. Pour les amateurs elle est l'évidence d'une collection. Depuis le Big Band de Dizzy Gillespie qui devait défrayer toutes les chroniques européennes en 1948 (le son n'est pas parfait, c'est le moins que l'on puisse dire, mais l'esprit y est) jusqu'aux Jazz Messengers tels qu'en eux-mêmes l'éternité a commencé de les changer, tout est là, dans les brumes du Nord, lumineux : James Moody en sextette, Chano Pozo, que la mort n'a pas encore rattrapé – il est assassiné l'année suivante pour de sombres histoires d'amour ou de sorcellerie, ce qui est un pléonasme. Monk est dans son cadre le plus aérien, avec Frankie *Dunlop et un Charlie Rouse délicat à* l'extrême. Rollins en trio, dans sa rage d'époque, abandonne à Stockholm quelques copeaux de ses ressassements. Et c'est un étonnement : parce qu'il joue extraordinairement au Vanguard de New-York et qu'on n'a pas assez entendu sa fièvre poussée à ce moment-là par Coltrane.

Les Messagers du jazz sont dans une bonne formule, avec Lee Morgan qu'une épouse jalouse n'a pas encore *assassiné* et Wayne Shorter tout jeune. Mais la *session* la plus rare est celle de Miles Davis avec Sonny Stitt, le premier remplaçant de Coltrane. L'enregistrement est bon. Le quintette connaît alors son point de perfection. Miles entame une longue recherche après sa séparation de Coltrane. Il dira même qu'il lui aurait fallu cinq saxophonistes pour faire oublier l'autre. Il n'empêche : Sony Stitt, que l'on tient un peu vite pour une simple reproduction de Charlie Parker, lui donne ici une réplique nette, surprenante et inédite.

FRANCIS MARMANDE

CULTURE

La passion Berlioz à l'Opéra-Bastille

Pari tenu : au jour dit, le public a fait une ovation aux « Troyens » dirigés par Myung-Whum Chung

Dix minutes d'acclamations frénétiques, à l'issue des *Toyens* (avec quelques huées à l'adresse du metteur en scène, pour faire le lien avec le Palais Garnier...), le public parisien a vraiment adopté l'Opéra de la Bastille, samedi soir 17 mars.

S'il a montré poliment ses réserves pour une distribution contestable dans deux des principaux rôles, il a clamé d'entrée de jeu sa confiance à l'égard de Myung-Whum Chung et il en a été récompensé par une merveilleuse interprétation de cette œuvre si souvent meurtrie depuis cent trente ans.

La Bastille a un chef, un superbe orchestre (quand il le veut) et un chœur somptueux (dirigé par Andrea Giorgi), et c'est sur leurs épaules que s'est arc-bouté le triomphe de la nouvelle maison.

Le jeune Coréen, pour cette double « prise de rôle », a su réinventer sans la moindre raideur, l'orchestre berliozien, transparent, aérien, frémissant, étincelant, naïf, juvénile, flexible, où chante le cœur de ce musicien blessé, incertain de son succès, mais qui, au lieu de flatter le public, enclôt dans cette œuvre quasi testamentaire le meilleur de lui-même, les passions de son enfance et de sa jeunesse, le bleu profond de la nuit, la caresse du vent d'été, les parfums exhalés de la terre. C'est l'inestimable Berlioz qui nous est ainsi rendu, à travers l'acoustique lumineuse, joyau de cet Opéra.

L'autre inconnue de la soirée, c'était la machinerie du théâtre. Si le rôdage technique est encore loin d'être achevé et ne permet pas de véritable alternance avant la saison prochaine, les décors monumentaux de Pier Luigi Pizzi ont parfaitement manœuvré, pour de nombreux changements effectués très vite. Seul incident notable : un fragment de mur qui s'est déchiqueté au-dessus du cadavre d'Hector (épargnant heureusement le figurant bien vivant !).

Les visions de Pizzi

Les visions de Pizzi soutiennent admirablement celles de Berlioz, même si le néoclassicisme très strict des décors et costumes est un corset parfois contraignant pour une musique plus bigarée, voire un peu hétéroclite parfois. Mais la tragédie n'en est que plus fortement nouée et la mise en scène adoucit cette rigueur par la suavité des mouvements et des cortèges (qui parfois semblent, par-delà Gluck, retrouver la grâce de l'*Atys* de Lully).

Le paysage urbain de Troie est tout en noir et blanc, à l'image du drame antique ; Carthage y ajoutera la douceur et l'optimisme méditerranéen de l'orange ou de l'ocre, et le rouge impeccable de la passion.

Murs gigantesques de la ville assiégée, démantelés par une foule en liesse (comme celle de Berlin) ; appartement de Cassandre où gisent les amoncellements de livres tombés de la bibliothèque ; vastes escaliers abrupts où se déploient la belle pantomine d'Andromaque et la déploration d'Hector (avec les sublimes déplacements de foules de Pizzi) ; entrée du cheval de Troie comme une bête mythique, qui remplit la scène et dont on ne voit que le ventre, les pattes et la queue ; et puis l'apparition d'Hector, fantôme noir comme fiché dans le mur, ordonnant à Enée de fuir en Italie.

Grace Bumbry admirable Cassandre

Est-il besoin de dire que Pizzi a évité les piège du pompiérisme, qui guette parfois Berlioz, accompagnant par exemple la « Marche troyenne » par une promenade de statues au lieu d'un défilé au pas ? Il résout magistralement l'insoluble « Chasse royale et orage » avec sa cavalerie, ses faunes et ses nymphes : robes rouge sur le décor abstrait d'une toile écarlate. Enée et Didon sont réunis par la main d'Ascagne, pour une scène d'amour muette, pudique et passionnée, qui évoque presque le duo de *Tristan*.

Les décors de Carthage ne sont pas moins beaux : l'étonnant labyrinthe de la ville vue d'avion, comme une maquette de cité chinoise antique, l'imposant bateau à voile d'où débarquent tous ces Troyens gainés de noir avec leurs casques « grecs », l'hypogée gigantesque où Didon et Enée jouent à cache-cache avant de s'unir, ou ce rideau nu devant lequel brûle le désespoir de la reine, dépouillée de tout ce qui l'attache à la vie. Seule la mer en furie, pétrifiée, donne un peu trop à penser que l'action se passe dans une station de sports d'hiver.

Les faiblesses – relatives – du spectacle viennent de la distribution vocale ; elles étaient inéluctables dans le bref laps de temps qui s'est écoulé depuis la décision de monter *les Troyens* après le départ de Barenboïm et l'arrivée de Chung.

Grace Bumbry (magnifique Didon à Marseille en juin dernier), malgré quelques déchirements passagers dans la voix, reste admirable de style et d'intensité en Cassandre avec ce ton de prophétesse si pathétique, planant au-dessus de la joie naïve des Troyens comme un oiseau de mauvais augure.

Si Shirley Verret joue en grande tragédienne une Didon de plus en plus bouleversante, ses beaux cris ne permettent plus de passer sur les ravages d'un timbre qui a perdu toute homogénéité et qui se raccroche à grand-peine à une justesse souvent fort approximative.

On n'accablera pas le brave Enée de Georges Gray, sachant que le rôle est aujourd'hui sans titulaire possible ; il est d'ailleurs modeste, respectueux de ses partenaires et le timbre n'est pas vilain, mais manque totalement de projection, comme son héros de personnalité. La représentation pâlit progressivement à mesure que son rôle devient prépondérant aux deux derniers actes.

Heureusement, les autres voix sont fort honorables : l'Anna au velours sombre de Nadine Denize, l'excellent Narbal de Jean-Philippe Courtis (le seul chanteur qu'on comprenne parfaitement), Donald Laasch, mélodieux Iopas, et le délicieux matelot de Kjell Magnus Dandve, Colette Alliot-Lugaz, Ascagne malicieux, Gregory Reinhart et Philippe Rouillon, etc., l'école française nouvelle s'étant fort bien comportée.

Certains trouvent un peu lourde l'addition de ces cinq actes, quatre heures et demie de musique, une durée « wagnérienne). On a pourtant coupé, sans dommages, dans cette toute première « intégrale parisienne » le ballet du quatrième acte (almées et autres esclaves nubiennes) et on n'a pas repris la scène de Sinon (supprimée par Berlioz en 1861). Mais l'œuvre reste trop mal connue pour qu'on puisse se priver des paroles de Berlioz ; à quand les sous-titres promis, malgré les cris d'orfraie des puristes ?

Pierre Bergé, Georges Hirsch, Dominique Meyer et leur jeune équipe ont gagné leur pari.

JACQUES LONCHAMPT

▶ Prochaines représentations intégrales, les 24, 31 mars et 7 avril : en deux soirées, les 20 et 21, 26 et 27, 28 et 29 mars, 3 et 4 avril.

Autour des « Troyens »

• *Les Troyennes*, d'Euripide, par les élèves du Conservatoire national d'art dramatique, mise en scène de Dominique Quéhec. Le 19 mars, à 20 heures, et le 4 avril, à 14 h 30. Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille.

• Concert Hélène : *Ode à Hélène*, de Iannis Xenakis ; chants traditionnels corses, par U Teatru di musica a testa mora donninsula. Le 5 avril, à 20 heures. Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille.

• Concert Cassandre : œuvres de Iannis Xenakis, Brian Ferneyhough, cantates baroques, par Spuros Sakkas (baryton), Silvio Gualda (percussions), Pierre-Yves Artaûs (flûte). Le 6 avril, 20 heures. Amphithéâtre de l'Opéra-Bastille.

• Intégrale des mélodies de Berlioz, par les élèves des classes de chant du Conservatoire national supérieur de musique de Paris, les 2 et 3 avril, à 20 heures. Studio de l'Opéra-Bastille.

• Présentation de *Schliemann, épisodes oubliés*, opéra de Betsy Jolas, avec Antoine Vitez. Studio de l'Opéra-Bastille.

• *L'Avant-Scène Opéra* publie un numéro sur *les Troyens*, avec un découpage de l'œuvre scène par scène, une analyse détaillée de la partition, la publication du livret intégral, des articles, des études. Une lecture indispensable à qui veut mieux comprendre cette œuvre rare. En vente en librairie, ou aux Editions Premières loges, 15, rue Tiquetonne, 75002. Tél. : 42-33-51-51.

▶ Pour les spectacles, la location est ouverte aux guichets de l'Opéra-Bastille, à partir d'une semaine avant la date de chaque concert, de 11 heures à 18 heures. 50 F et 80 F.

□ **M. Jacques Bourgain succède à Georges Mélot à la BPI.** – M. Jacques Bourgain, conservateur en chef des bibliothèques, a été nommé directeur de la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Georges-Pompidou. Il remplace M. Michel Mélot, nommé vice-président du Conseil supérieur des bibliothèques.

Loin des éléphants

Des stars, du soleil, un escalier, des photographes, des chasseurs d'autographes et des badauds par centaines. Cannes et son bunker ? Non. Paris et son nouvel Opéra. Anouk Aimée sourit, Piccoli aussi. Pierre Bergé n'en a pas la force. Jack Lang n'en a pas encore tout à fait le goût. On ne saura rien de l'humeur de François Mitterrand, beaucoup sont surpris, il est absent.

Plus de cinq cent invitations avaient été lancées dans le monde entier pour fêter l'ouverture, la vraie, enfin, de l'Opéra-Bastille. Il manque quand même quelques fées, on dit aussi des éléphants, parquées à Rennes. Les autres ont acheté leur billet. *« Je suis venu il y quinze jours, je n'ai même pas fait la queue pour décrocher deux places »*, confie un amateur.

Comment fallait-il s'habiller ? Opéra populaire, affiche-t-on. La tenue confortable d'un week-end chic recueillie tous les suffrages : robe légère ou tailleur couleur pastel ; pas de queue-de-pie, des costumes cravatés, ici un nœud papillon... à pois. A peine quelques froufrous, quelques parures, cette curieuse paire de boucles d'oreilles clignotantes : des Américaines en goguette. Les bonnes vieilles habitudes résistent à la transplantation : deux fois plus de – bons – fauteuils qu'à Garnier, deux fois plus de – mauvais – retardataires

Dès l'entracte, l'événement mondain reprend ses droits. Quelques aires de repos imaginées par Carlos Ott ont été transformées en studio de télévision. Eve Ruggieri, rejointe par Patrick Dupont, fait son métier : trois minutes de direct pour le « 20 heures » de la 2. Souveraine, Grace Bumbry, qui vient de mourir en scène, fend la foule sous les applaudissements, la gorge enveloppée dans un plaid écossais. Une minute devant les caméras de FR3, puis s'en va

Les happy few soupent au dernier étage, les autres pique-niquent – sur les petites tables design nichées dans les rondeurs du bâtiment. Les terrasses sont envahies. Une sonnette rappelle les dîneurs à l'ordre. La salle accueille Chung chaleureusement. Un peu comme on vénère un nouveau maître. Plus tard, elle se lèvera pour lui faire fête, la fête qu'il espérait, la fête que Paris espérait.

BENEDICTE MATHIEU

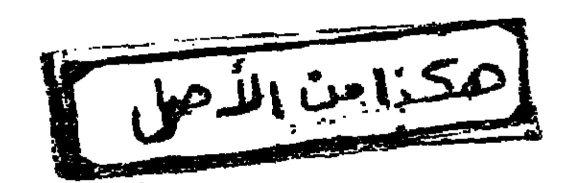
LETTRES

Mort de l'écrivain italien Carmelo Samona

Le romancier et universitaire italien Carmelo Samona est mort samedi 17 mars à l'hôpital Marco-Polo de Rome. Il était âgé de soixante-quatre ans.

[Né en 1926 à Palerme, Carmelo Samona était professeur de littérature espagnole et responsable du département hispanique de l'université la Sapienza à Rome. Auteur d'études sur le théâtre baroque et sur le genre narratif au quinzième siècle, critique littéraire écouté (notamment au quotidien *la Repubblica*), Carmelo Samona avait publié son premier roman, Fratelli (Frères), en 1978. Traduit deux ans plus tar chez Flammarion, cet inquiétant récit met en scène deux frères, dont l'un est atteint d'une maladie qui n'est jamais nommée. Dans l'atmosphère confinée d'un vieil appartement au cœur de la ville s'affrontent deux langages, deux attitudes, avec leurs codes et leurs logiques propres, ceux de l'aliénation et ceux de la « normalité ».

En 1983, Samona faisait paraître, avec un même succès, un second roman, *Il Custode* (le gardien), qui posait également le problème de la communication au sein d'un enfermement invisible. – P. Ke.]



COMMUNICATION

La télévision de Leningrad, chaîne de la perestroïka

Avec ses magazines offensifs suivis par 40 millions de Soviétiques et son souhait de s'ouvrir à la publicité, elle est devenue la troisième chaîne d'URSS et représente, de plus en plus, une solution « alternative » à la chaîne nationale de Moscou

LENINGRAD

de notre envoyé spécial

Cité impériale dont les immeubles décrépits portent encore beau, Saint-Pétersbourg devait, selon le vœu de son fondateur Pierre le Grand, être *« une fenêtre de la Russie sur l'Europe »*. Près de trois siècles après son règne, Leningrad a profité de la perestroïka pour transformer sa télévision en fenêtre ouverte sur les événements qui bouleversent l'URSS. Non sans tensions ni contradictions d'ailleurs.

Le bâtiment à la lourdeur toute stalinienne qui abrite les locaux du Comité de télévision et de radio de Leningrad ne laisse rien filtrer de cette révolution en images. Dans le hall d'entrée, surveillé en permanence par une matrone, des photos d'équipes sportives jouxtent des canapés de Skaï sans âge et des plantes vertes poussiéreuses. Les couloirs lugubres, tapissés de mauvais linoléum, donnent accès aux portes des salles de régie dont les couches de peinture sont l'unique rempart contre les bruits extérieurs. C'est pourtant là, sur des consoles de montage vieillottes et massives, dont le maniement use les nerfs des techniciens, que sont concoctés les magazines et les reportages qui font la réputation frondeuse de la télévision de Leningrad.

L'ancienne capitale impériale, berceau de l'intelligentsia décimée par les procès staliniens, après avoir été le creuset de divers mouvements révolutionnaires, ne pouvait faillir à la tradition. La cité des cinq cents ponts fut d'ailleurs le théâtre d'un spectacle inhabituel pour les téléspectateurs en mai 1985 : comme n'importe quel autre chef d'Etat occidental, Mikhaïl Gorbatchev choisit une visite officielle à Leningrad pour prendre un bain de foule. Ce qui sema une belle pagaille parmi les cameramen accoutumés à de sempiternels plans fixes et tétanisa les professionnels du petit écran.

Des écoliers battus à la critique du KGB

Depuis, la télévision de Leningrad a chaussé les bottes de sept lieues de la perestroïka cathodique. Aujourd'hui, les programmes de cette chaîne régionale, virtuellement promise à une diffusion nationale, concurrencent les émissions de Moscou, dament le pion à la seconde chaîne bâtie à l'aide de programmes culturels et de divertissements, et laissent loin derrière eux la quatrième chaîne, scolaire et éducative.

Si la télévision de Leningrad ne bénéficie pas, comme la chaîne nationale moscovite, du satellite Gorizont qui lui permet d'arroser 90 % du territoire, elle n'en est pas moins reçue bien au-delà de ses murs. En Russie, en Biélorussie, dans les Etats baltes, etc., les images de Leningrad font partie du menu de plus de quarante millions de téléspectateurs.

Son antenne ouvre à 17 h 45 et va au-delà de minuit. Comme celle de Moscou, la télévision de Leningrad est friande d'informations. Mais ici, pas de journal télévisé à la manière de « Vrémia », la grand-messe diffusée chaque soir par Moscou à partir de 21 heures pour au moins quarante-cinq minutes. « Le fait », le journal de Leningrad programmé en soirée, occupe une quinzaine de minutes. Mais un futur rendez-vous informatif de minuit est en préparation.

L'originalité de la chaîne de Leningrad tient surtout à la densité de ses magazines. En partie inspirés du fameux « Vzglad » (« Le regard »), émission-vedette de Moscou qui conquit des millions de téléspectateurs grâce à des sujets chocs (le sida, la corruption, les voyous du métro, etc.), à partir de 1987, ils sont légion. « VTS » traite des problèmes des seize-vingt ans, des écoliers battus aux manifestations du 1er mai, à raison de deux heures par semaine. « Alternative » se consacre, pendant deux heures également, à des sujets critiques à l'égard du KGB ou des « partocratiques » et offre son espace aux élus qui ne sont plus en odeur de sainteté à Moscou, comme ce fut le cas récemment pour Boris Eltsine. « Avis public » rend compte en trois heures des débats et des événements politiques et sert de tribune à des députés mettant en cause le comité central, en écho à des reportages et des documents réalisés par les deux journalistes responsables. *« Toutes ces émissions vont dans le sens de la perestroïka »*, souligne Tamara Maximova, d' « Avis public ». Mais les fleurons de la télévision de Leningrad restent « 600 secondes » et « La cinquième roue ».

Sur la corde raide

Ils doivent sans doute leur succès à la forme qu'ils ont choisie mais aussi aux deux stars qu'ils ont propulsées : Alexandre Nevzorov, de « 600 secondes » et Sergueï Cholokov, de « La cinquième roue ». Tous deux ont à peine la trentaine.

« 600 secondes » est diffusé chaque soir depuis deux ans, après le journal télévisé. L'émission consiste en dix sujets, préparés et montés dans la journée, qui défilent à l'écran, tandis qu'Alexandre Nevzorov les commente d'une voix saccadée et qu'une horloge, en haut de l'écran, décompte les dix minutes qui s'écoulent. Au sommaire, les scandales liés à la vie quotidienne, comme cette usine de viande avariée ; les faits divers, comme ce crime commis dans un appartement. Gros plans, entretiens acides et images chocs.

Grâce à sa concision et à son rythme, grâce au ton acerbe employé par Alexandre Nevzorov, « 600 secondes » est devenu l'un des magazines les plus populaires de la télévision de Leningrad. Ce qui n'évite pas à son animateur, un admirateur inconditionnel de la famille Romanov, qui rêve, dit-on, de ressusciter l'Ecole des cadets du tsar et qui entretient une véritable lune de miel avec le KGB, d'essuyer les critiques de l'intelligentsia soviétique.

Par comparaison, « La cinquième roue » semble plus sereine. Huit producteurs, versés dans le cinéma, la littérature, la peinture, etc., ont fait de ce magazine culturel un véritable manifeste télévisuel de la glasnost. Les sujets puisés dans le domaine artistique servent de tremplin à des reportages et à des entretiens. Ainsi, Sergueï Cholokov a enquêté sur les sévices infligés aux « bleus » dans l'armée, à partir de la sortie du film *la Garde*. « La cinquième roue » a également enquêté sur la fortune de chefs locaux du parti (datchas et Mercedes), suivi des grèves, présenté un sujet sur le mouvement anarchiste, etc. Le magazine, avant tout autre, a traité de l'indépendance lituanienne et s'est entretenu avec l'académicien Andreï Sakharov. Selon l'Institut de recherches sociologiques de Leningrad, qui mène des enquêtes d'audience par téléphone et dans la rue, cette émission bihebdomadaire de deux heures et demie bénéficie de trente-cinq millions de téléspectateurs.

Des télévisions étrangères, dont Antenne 2, lui ont proposé des échanges de sujets. Cela n'empêche pas Bella Kourkova, rédactrice en chef et productrice de « La cinquième roue », de se sentir toujours sur la corde raide. *« Nous avons peur que le temps nous manque et qu'on coupe ce canal de la glasnost*, explique-t-elle. *Le risque est permanent, du fait de l'instabilité politique. Nous sommes la bête noire de la direction. »* Afin de parer à toute attaque, Bella Kourkova s'est portée candidate à Leningrad sur la liste du groupe interrégional du Parlement. Son élection, acquise le 4 mars, *« donnera plus de solidité au magazine »*, assure-t-elle.

La perestroïka a beau être à l'ordre du jour, cinquante-deux ans de contrôle du petit écran n'ont pas chassé les démons anciens. Tout en mettant en avant *« le courage »* et *« la qualité des émissions de sa chaîne »*, Victor Senine, ancien correspondant de la *Pravda* à Leningrad, nommé directeur des programmes de la télévision il y a un an, prêche pour une certaine prudence.

Pour cet apparatchik du petit écran, dont le bureau s'orne d'un portrait en noir et blanc de Lénine et d'un autre, en couleurs, de Gorbatchev, la liberté de diffusion s'arrête là où commence l'illégalité. *« Je ne dépends d'aucun comité éditorial, je suis un professionnel*, fait-il remarquer. *Il y a cinq ans, nous n'aurions jamais pu évoquer des sujets comme ceux de « La cinquième roue ». Mais il faut être prudent, éviter d'aller vers le chaos et l'anarchie. Notre tâche est d'informer les gens, pas de démolir les institutions. »*

Cette prudence irrite de nombreux journalistes et réalisateurs, qui jugent le directeur des programmes *« peu progressiste »*. Mais Victor Senine n'en a cure. *« Je ne suis pas toujours d'accord avec certains sujets traités, mais mes collaborateurs ont droit à leur propre point de vue. Ce qui compte, c'est le respect de l'Etat et de la loi. Pour cela, il faut une autorité, que je représente. Ma nomination correspond à la nécessité de porter des non-conservateurs à des postes de responsabilité où ils pourront prendre des mesures décisives, et tout de suite. »*

De 6 à 8 millions de roubles de pub

L'interdiction de sujets qui ne seraient pas « dans la ligne » ne semble plus de mise. Mais des conseils « avisés » la remplacent parfois. *« La direction nous a incités à réduire le rythme et le volume de nos émissions, en nous faisant miroiter qu'ainsi nous aurions davantage de matériel à notre disposition »*, raconte un producteur.

Car la télévision de Leningrad n'est pas riche. Ses mille cent salariés, dont cinq cent soixante-dix journalistes et réalisateurs, travaillent avec des caméras qui ne sont plus de première jeunesse. Les studios de tournage sont en nombre insuffisant. Supervisée par le Comité d'Etat pour la radio et la télévision, le Gostelradio, la chaîne dispose d'un budget annuel de 21 millions de roubles (1).

Cette tutelle, tant sur le plan des programmes que sur le plan financier, est jugée aujourd'hui encombrante. En 1990, le Gostelradio a autorisé la télévision de Leningrad à diffuser trois cent cinquante heures de plus par an, alors qu'elle est prête à ouvrir son antenne dix-sept heures par jour. *« Je suis persuadé que Leningrad peut avoir une couverture nationale »*, affirme Victor Senine. La chaîne a déjà conclu par son biais des accords avec des télévisions de Los Angeles, Seattle et Boston. De nouveaux programmes, « à l'occidentale », comme « Alexandra », une chronique mondaine teintée d'érotisme, ou « Tasse de thé », un spectacle musical nocturne, mûrissent dans les cartons. Le financement, assuré majoritairement aujourd'hui par le Gostelradio, pourrait l'être par la publicité. Comme la télévision de Moscou à laquelle Silvio Berlusconi a offert les services de sa régie publicitaire Publitel, Leningrad réfléchit à la création de sa propre régie en profitant, cette fois-ci, des expériences finlandaise, ouest-allemande et américaine. Mais déjà une émission intitulée « Treize » diffuse en soirée des messages publicitaires émanant de magasins, de théâtres et d'entreprises. Plus proches du publireportage que des spots occidentaux, ils ont drainé l'an dernier 500 000 roubles de recettes. Mais la direction espère multiplier ce chiffre et recueillir prochainement de 6 à 8 millions de roubles. A condition que les annonceurs existent et que la télévision câblée de Leningrad, lancée à l'été 1989 et qui dispose déjà de cent mille foyers équipés, ne devienne pas une concurrente sérieuse.

En attendant, la relative pauvreté de la télévision de Leningrad, qui fait de plus en plus figure de chaîne « alternative » par rapport à celle de Moscou, n'est pas toujours ressentie comme un handicap. *« Les technologies modernes nous manquent mais la qualité de nos programmes est reconnue »*, se félicite Victor Senine. Ce qui ne l'empêche pas de rêver à un nouvel habillage de sa grille et de souhaiter pouvoir bientôt *« recruter de plus beaux présentateurs »*...

« Le jour où nous en aurons les moyens, affirme-t-il, *nous battrons les télévisions occidentales dont la programmation est trop prudente. » « Nos maladresses deviennent des qualités*, souligne pour sa part Iakov Ioskevitch, professeur de sociologie à l'Institut d'Etat de la musique, du théâtre et du cinéma de Leningrad (LGITMIK) et producteur de « La cinquième roue ». *« Nous montrons les événements et les hommes tels qu'ils sont, et la télévision retrouve son rôle de révélateur. Même si elle se bâtit dans l'urgence. »*

YVES-MARIE LABÉ

(1) Au cours officiel, 1 rouble équivaut à 10 francs.

Un bulletin trimestriel sur les médias ouest-allemands

A l'heure européenne, les médias ouest-allemands inspirent toujours une certaine crainte, alimentée par l'« invasion » des magazines d'outre-Rhin en France, et la toute-puissance de l'empire Springer. Cette méfiance, due en partie au fait que peu de spécialistes des médias maîtrisent la langue de Goethe, devrait être peu ou prou battue en brèche par *CIRAC-Média*.

Ce bulletin trimestriel édité par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC), que préside M. Alfred Grosser, propose dans sa première livraison une série d'informations et d'analyses sur les médias écrits et audiovisuels publiés dans la presse allemande.

De l'appel de candidatures à TV SAT 2 à la création d'une télévision privée féminine en Nord-Wesphalie et en Rhénanie-Palatinat, du marché allemand du livre à la croissance publicitaire, les lecteurs de *CIRAC-Média* se rendront compte, au gré des rubriques « cinéma », « droit et politique des médias », « publicité et marketing », « Europe », etc. — conçues et rédigées par Mme Isabelle Bourgeois, ancienne responsable des questions audiovisuelles à l'ambassade de France à Bonn — que le paysage médiatique ouest-allemand n'a rien à envier au nôtre en matière de bouleversements...

► **CIRAC-Médias, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris, tél. : 16 (1) 42-25-95-64. Abonnement annuel : 620 francs et 650 francs *pour l'étranger*.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-00 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Mme Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

AGENDA

LUNDI 19 MARS

CINÉMA

LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU AU FAUX PARADIS (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE BAL DU GOUVERNEUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ET LA LUMIÈRE FUT (Fr.-All.-It.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE FANTOME DE L'OPÉRA (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA GUERRE DES ROSE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HAITIAN CORNER (haïtien, v.o.) : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

JOHANNA ET LA SORCIÈRE (Autr., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAMAN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MERY POUR TOUJOURS (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MILOU EN MAI (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

MON PÈRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MONSIEUR (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MORTU NEGA (bissauguinéen, v.o.) : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NÉ UN 4 JUILLET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

NOUS NE SOMMES PAS DES ANGES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

OUBLIER PALERME (It.-Fr., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PAS NOUS, PAS NOUS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE REPAIRE DU VER BLANC (*) (Brit.-A., v.o.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEA OF LOVE (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

SIMETIERRE (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

STAN THE FLASHER (*) (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

VALMONT (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

ALWAYS. Film américain de Steven Spielberg, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

BERLIN JÉRUSALEM. Film franco-israélien d'Amos Gitai, v.o. : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR. Film polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE. Film polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES. Film britannique de Thom Eberhardt, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

LA FÊTE DES PÈRES. Film français de Joy Fleury : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA FILLE DES COLLINES. Film français de Robin Davis : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

POURQUOI BOHDI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? Film coréen de Bae Yong-Kyun, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

UN HÉROS COMME TANT D'AUTRES. Film américain de Norman Jewison, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VENUS PETER. Film britannique de Ian Sellar, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE VISITEUR DU MUSÉE. Film soviétique de Constantin Lopouchanski, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

THÉATRES

ATALANTE (46-06-11-90). ◇ Naître coupable, naître victime : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Popkins : 21 h.

BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.

THE SWEENEY (46-33-28-12). ◇ Still Life : 20 h.

THÉATRE EN ACTES (43-57-42-14). ◇ Vive Valeque (Vis et porte-toi bien) : 19 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). La Drague : 21 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

ABOLI-BIBELOT : LE MONDE EST ROND. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, lundi) 20 h 30 ; dim., 17 h (14).

LES PIERRES DE CALAMITE. Cartoucherie. Atelier du Chaudron (43-28-97-04) (dim. soir, lun., mar.), 20 h 30 ; dim., 16 h (14).

MADAME L'ABBÉ DE CHOISY. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim., 17 h (14).

NAITRE COUPABLE, NAITRE VICTIME. Atalante (46-06-11-90) (dim. soir, mar.), 20 h 30 ; dim., 17 h (14).

LA BONNE AME DE SET-CHOUAN. Gennevilliers. Théâtre de Gennevilliers (47-93-26-30) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (14).

GREEK (A LA GRECQUE). Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (dim. soir, lun., jeu.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30 (14).

JOKO FÊTE SON ANNIVERSAIRE. Théâtre national de l'Odéon (43-25-70-32) lun., 18 h 30 (15).

MINNA VON BARNHELM. Sceaux. Orangerie de Sceaux (46-61-36-67) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 17 h (15).

NARCISSE OU L'AMANT DE LUI-MÊME. AUGUSTINE DE. Théâtre du Tambour-Royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30 (15).

CE QUE VOIT FOX (« FALL »). Théâtre Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim., 15 h (15).

ENCORE UNE HEURE SI COURTE. Pavillons-sous-Bois. Espace des arts (48-48-10-30) : ven. et sam., 20 h 30 ; dim., 15 h (16).

LA PARISIENNE. Salle Valhubert (45-84-30-60) : ven., sam. et mar., 20 h 45 ; sam. et dim., 15 h (16).

LE MALADE IMAGINAIRE. Châtelet. Théâtre musical de Paris (40-28-28-40) : (dim. soir, lun.), 20 h ; dim., 14 h 30 (17).

L'ÉCOLE DES FEMMES. Ivry-sur-Seine. Théâtre d'Ivry (46-70-21-55) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 16 h (20).

CABARET BERLIOZ OU LA VIE PRIVÉE D'UN ROMANTIQUE. Théâtre Montorgueil (42-33-80-78) (dim., lun.), 20 h 30 (20).

L'AMANT ET PREMIÈRE NUIT. T.L.D. Les Déchargeurs (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; dim., 17 h (20).

LES PROPHÉTIES DE CASSANDRE. Cité internationale universitaire (45-89-38-69). La Resserre (dim. soir, lun.), 20 h 30 (20).

RUY BLAS. Sartrouville. Espace Gérard-Philipe (39-14-23-77) (dim. soir) 16 h et 21 h (20).

LENZ. La Vieille-Grille (47-07-22-11) (dim. soir, lun.), 22 h 30 (20).

LETTRES AUX ACTEURS. Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) (dim. soir, lun.), 20 h 30 (20).

BERRY (43-57-51-55). ◇ Voyage au bout de la nuit : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). C'est dingue : 19 h 30. Quinte flush : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Britannicus : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◇ Bridaine, sermon sur la mort : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Diamant rose : 21 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31). ◇ Festival de café-théâtre : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Les Maxibules : 20 h 45.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Apostrophons-nous : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Dialogues de sourds : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Petite salle. La Chorale : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. ◇ L'Etranger : 20 h. Huis clos : 21 h 45. Théâtre rouge. Performances : 20 h. La Terre est une pizza : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). ◇ Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Un auteur en quête de personnages les Rencontres du Palais Royal : 20 h 30.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Céline ou l'Extraordinaire Epopée de Ferdinand Bardamu : 20 h 30.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-78-75-00). Zingaro : 20 h 30.

CONCERTS

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Pierre Charpy. 20 h 30 lun. Perc. Concert de percussions. Mahmud Tabrizi-Zadeh, Madjid Khaladj.

CHATELET. THEATRE MUSICAL DE PARIS. (40-28-28-40). Trio Tchaïkovski. 12 h 45 lun. Œuvres de Tchaïkovski.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre de chambre Bernard Calmel. 21 h, mer. Dir. Bernard Calmel. Martine Derel (soprano), Catherine Thuel (alto), Yves Coudray (ténor), Fernand Bernardi (basse). Ensemble vocal Marielle Rousseau. Magnificat de Bach. Tél. loc. 42-62-40-65.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Ensemble instrumental de Dugny. 20 h 30, lun. Dir. Françoise Vuillermoz. Devy Erlih, Thomas Prele, Takeshi Takezawa, Franck Agier (violons). L'Estro Armonico de Vivaldi. Tél. loc. : 48.38.91.25. P : 1210.

Sigiswald Kuijen. 20 h 30, mar. Violon. Œuvres pour violon seul de Bach. Dans le cadre du Festival des instruments anciens. Tél. loc. : 42-33-43-00.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble-Stringendo. 20 h 30, mar. Dir. Jean Thorel. Chorale Arioso, dir. Huguette Calmel. Requiem de Mozart. Tél. loc. : 45-23-18-25.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Ensemble Sharki, 20 h 30, lun. Bekir Sitki Sezgin, Icin Cayirli (chant). Chant classique ottomans. Musiques d'Istanbul.

Derviches Kadiri d'Istanbul, 20 h 30, mar. Rituel soufi. Musiques d'Istanbul.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Quatuor de Manhattan. 20 h 30, mar. Œuvres de Chostakovitch, Leguay. Dans le cadre du cycle Chostakovitch et ses contemporains. Grand auditorium.

Ensemble Kaléidocollage. 18 h 30, mar. Œuvres de Roslavetz, Ravel, Denissov, Roque-Alsina. Dans le cadre du cycle Chostakovitch et ses contemporains. Grand auditorium.

Paul Grossley. 22 h 30, mar. Piano. Œuvres de Tippet, Beethoven. Dans le cadre du cycle Chostakovitch et ses contemporains. Grand auditorium.

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Suzanna Ruzickova, Quator Dolezal. 20 h, lun. Clavecin. Œuvres de Martinu, Bach, Dvorak.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Dejan Mladjenovic, Victor Letter, Frédéric Alcaraz. 21 h, lun. Alto, tuba, ctb. Mobilis in mobili.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble d'archets européen. Les 20, 22, 24, 27, 29, 31 mars, 3, 7, 9, 11, 13, 15, 16, 18, 21, 26, 28 avril. 21 h, mar. Dir. Erick Fajeau. Mari Yasuda ou Philippe Aiche (violons). Œuvres de Vivaldi, Mozart. Tél. loc. : 46-61-55-41.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Orchestre de chambre d'Europe. 20 h 30, lun. Murray Perahia (piano). Œuvres de Mozart.

Patrice Fontanarosa, Bruno Rigutto. 20 h 30, mar. Violon, piano. Œuvres de Bach, Beethoven, Schuman, Ravel.

UNIVERSITÉ PARIS-III CENSIER (). Radoslav Kvapil. 20 h lun. Piano. Œuvres de Dvorak, Liszt, Janacek, Martinu. Dans le cadre du Festival Bohuslav Martinu. Téléphone location : 45-87-40-65.

OPÉRA DE LA BASTILLE (40-01-16-16). Les Troyens. Les 20, 26, 28 mars, 3 avril. 19 h 30 mar.

Opéra de Berlioz, actes I et II « la Prise de Troie ». Mise en scène Pier-Luigi Pizzi. Orchestre et Chœurs de l'Opéra de Paris, dir. Myung-Whun Chung. Avec Grace Bumbry (soprano), Colette Alliot-Lugaz (mezzo-soprano), Gary Bachlund, George Gray (ténors).

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (42-86-88-83). Idoménée. Les 8, 10, 13, 15, 17, 18, 20 mars. 19 h 30 mer.

Opéra de Mozart. Mise en scène Simone Amouyal. Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kantorow. Avec David Rendall, Brigitte Desnoues, Michèle Legrange, Danièle Borst.

PARIS EN VISITES

MARDI 20 MARS

« Les francs-maçons du cimetière Montparnasse », 10 h 30, entrée, 3, boulevard Edgard-Quinet (V. de Langlade).

« Salon d'honneur, apothicairerie et laboratoire de Parmentier aux Invalides », 15 heures, grille d'entrée, sur l'esplanade. Tél. : au 45-55-87-93 pour confirmation de la visite (D. Bouchard).

« Versailles : le quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur », 14 h 30, à l'entrée (M.-C. Lasnier).

« Ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et place Furstenberg », 14 h 30, devant l'église (E. Romann).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER Défense, sortie L (Tourisme culturel).

« Cours et passages pittoresques du Faubourg-Saint-Antoine », 14 h 30, 4, rue de la Roquette (Mme Cazes).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le village de Passy et le Musée Balzac », 14 h 45, métro Passy (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Saint-Sernin de Toulouse : deux siècles de restauration : 1802-1989 », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Jardins et secrets de Saint-Germain-des-Prés, vestiges romans, etc. », 15 heures, sous la tour d'entrée de l'église (M. Hager).

CONFÉRENCES

55, rue des Francs-Bourgeois, 14 heures : « L'art du verre en France, 1860-1914 », par J. Bloch-Dermant (Crédit municipal de Paris).

11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « L'enseignement de la couleur de Bauhaus », par A. Scherf (Musée d'art moderne).

Bibliothèque, 15 *bis*, rue Buffon (5e étage), 14 h 30 : « Victor Hugo à Guernesey », par G. Poisson (Nos amis les écrivains).

9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « La Sicile grecque. Syracuse », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Maison de la communauté, 17, avenue Paul-Langevin, 92260 Fontenay-aux-Roses, 14 heures : « La femme argentine dans la musique », (avec diapositives et audition de musique argentine), par Juana Guinsburg (Coopération féminine).

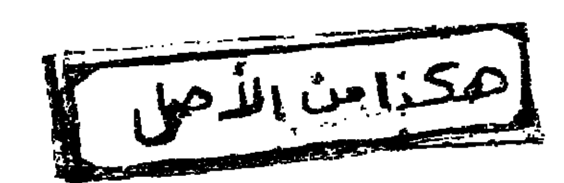
28, avenue George-V, 15 heures : « Tchaïovski ou la Symphonie pathétique », par M. Meunier-Thouret (Paris et son histoire).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « Initiation à l'astronomie ».

1, rue des Fossés-Saint-Bernard (auditorium), 18 heures : « Le monde méditerranéen après l'apparition de l'islam », par A. Miquel. Entrée libre (Institut du monde arabe).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Albert Schweitzer, un précurseur de l'Europe », par Henry Babel (Maison de l'Europe).

55, rue du Cherche-Midi, 18 h 30 : « L'idée constructive : la notion de structure », par A. Picon (Société française des architectes).



AGENDA

ARMÉE

Grâce à l'informatique

Un service militaire à la carte dans deux ans

Les appelés du contingent pourront, probablement dans deux ans, choisir – dans la *mesure des possibilités* – la date, le lieu de leur incorporation et l'emploi qu'ils devraient occuper durant leur service militaire. C'était déjà un peu le cas. Mais, grâce à une informatisation accrue de la direction centrale du service national, ce pourrait devenir plus fréquent si l'on en croit les propos, au « Club de la presse » du ministre de la défense, qui veut moderniser un service militaire dont la durée sera maintenue.

A Europe 1, dimanche soir 18 mars, M. Jean-Pierre Chevènement a répété qu'il avait proposé au premier ministre de moderniser *« en profondeur »* le service militaire. *« Grâce à l'informatique,* a-t-il expliqué, *nous allons faire en sorte que les appelés puissent choisir, avec un système de bornes informatiques, la date de leur incorporation, avec la possibilité de la reculer d'un an, le lieu et l'emploi qu'ils exerceront. »* Mais le ministre de la défense a aussitôt ajouté que cette possibilité sera ouverte aux recrues *« dans la limite des capacités offertes par les armées ».*

« Ce sera un système de réservation un peu copié sur celui de la SNCF », a promis M. Chevènement qui, sans reprendre exactement la formule, évoque la perspective d'un service militaire à la carte.

En réalité, la direction centrale du service national pratique déjà, avec plus ou moins de succès, une politique qui consiste à tenir compte des vœux émis, dans les centres de sélection, par les quelque 275000 jeunes Français qui composent réellement le contingent en uniforme, après retrait des exemptés, dispensés, engagés et autres bénéficiaires des formes civiles du service.

Ainsi, pour l'année 1988 (dernière statistique connue), près de 80 % des appelés ont choisi leur date d'appel sous les drapeaux, avec un préavis de deux à quatre mois seulement. Compte tenu des volontaires pour un appel avancé à dix-huit ans et des demandes de report d'incorporation (les anciens « sursitaires ») pour études, les jeunes Français en uniforme s'étagent entre dix-neuf et vingt-sept ans, avec une majorité d'entre-eux incorporés entre dix-neuf et vingt et un ans.

Une « bourse aux emplois »

Si donc les vœux concernant le moment de leur service de la plupart des appelés sont déjà plus ou moins exaucés, il n'en est pas de même du choix du lieu de garnison et, par là même, de l'emploi militaire occupé par la recrue. Et cela s'explique. L'implantation des armées est plutôt tournée vers le nord-est de la France, et donc excentrée par rapport à l'ensemble du pays, et les emplois civils et militaires ne coïncident pas toujours.

Ainsi, concernant la répartition géographique du contingent, la plupart des appelés doivent accepter de s'éloigner de leur lieu de résidence. Sur cent jeunes habitant la région parisienne, par exemple, trente y restent durant leur service, mais quinze iront servir outre-Rhin et quarante-cinq dans l'est de la France. Les dix autres restants vont dans la marine et l'aviation.

De même, concernant l'emploi tenu pendant le service, il est difficile de donner satisfaction à toutes les recrues. Parce que plus les appelés partent jeunes sous les drapeaux, moins ils sont généralement qualifiés. Parce que la nature de certains emplois militaires est loin d'être identique à celle de métiers civils. Par exemple, la ressource fournie par le contingent est déficitaire pour des postes militaires à caractère professionnel comme les conducteurs d'engin, les mécaniciens radio, les spécialistes diésélistes, qui forment autant d'emplois dans lesquels un jeune incorporé qualifié a toutes les chances de servir s'il en fait la demande lors des opérations de sélection.

Une gestion informatique du service militaire pourra améliorer la situation en instaurant une « bourse aux emplois » avant l'incorporation. M. Chevènement s'est donné deux ans pour y parvenir, *« dans la limite des capacités des armées ».*

J. I.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du du dimanche 18 mars 1990 :

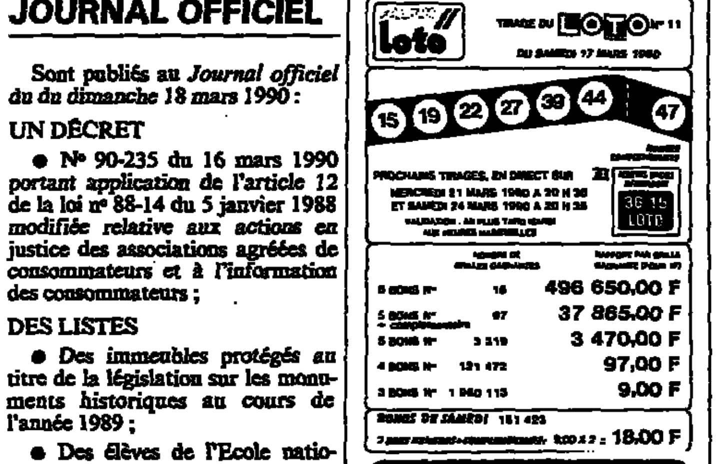
UN DÉCRET

● Nº 90-235 du 16 mars 1990 portant application de l'article 12 de la loi nº 88-14 du 5 janvier 1988 modifiée relative aux actions en justice des associations agréées de consommateurs et à l'information des consommateurs ;

DES LISTES

● Des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 1989 ;

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'électrotechnique, d'électronique, d'informatique et d'hydraulique de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.





CARNET DU *Monde*

Naissances

– M. Jean-Marc GUILLEMIN et Madame, née Marie-Christine RICOSSÉ, laissent à

Anne

la joie d'annoncer la naissance de sa sœur

Marie,

le 23 février 1990.

283, rue des Pyrénées,
75020 Paris.

– Alain et Véronique STIBBE, née Mennet-Guilband, ont la joie d'annoncer la naissance de

Clara,

le 4 mars 1990.

2, rue de Staël,
75015 Paris.

Mariages

LI Baiping et Carol BUSCARLET

ont la joie de faire part de leur mariage,

le samedi 24 mars 1990
à la mairie de Cannes, 10 h 45.

8, rue Forville,
06400 Cannes.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Claude ARRIEU,
compositeur,
chevalier de la Légion d'honneur,

à Paris le 7 mars 1990.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

– Mme Jean Audoin,
Jean-Marc Audoin,
Michèle Blanchard,
Elie,
Ainsi que toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean AUDOIN,
Inspecteur général honoraire de l'aviation civile,

survenu le 13 mars 1990.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 16 mars à Limoges dans la plus stricte intimité.

– Michèle et Roger Haddad,
Sylvie et Gaëtan Boublil,
Annabel, Léonard,
Daniel, Benjamin,
Et toute la famille,
ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Stella BOUBLIL,

le 18 mars 1990.

– Les membres du Collège de biochimie hors-CHU,
L'Association des anciens internes en pharmacie des hôpitaux de Lyon,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean DORCHE,
professeur honoraire des Universités,
biologiste honoraire des hôpitaux,

survenu à Lyon, le 11 mars 1990.

Marie,

a quitté les siens, le 16 mars 1990.
Même si elle les laisse dans la peine et la détresse, ils comprennent et respectent son choix.

Qu'elle trouve la paix.

De la part de
Miloslav et Nicole KEPKA,
ses parents,
De sa famille et de ses amis.

Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

146, rue Emile-Zola.
92600 Asnières.

– Paris.

Mme Bernard Layer,
son épouse,
M. et Mme Yvon Layer
et leurs enfants,
M. et Mme Raymond Layer
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Layer
et leurs enfants,
M. Francis Layer,
ses enfants et petits-enfants,
M. Georges Layer
et ses enfants,
son frère, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-sept ans, de

M. Bernard LAYER,
trésorier-payeur général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite.

Les obsèques ont eu lieu le 12 mars 1990 dans l'intimité familiale au cimetière du Père-Lachaise.

– Paris-Ferney-Voltaire.

M. Philippe Jaworski,
Mme Genia Israeli,
Et tous les membres de la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Simone Salomé JAWORSKI,

survenu le vendredi 16 mars 1990 à Ferney-Voltaire (Ain).

– Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Albert SESQUIN,
pharmacien,

survenu à Paris le 15 mars 1990 à l'âge de quarante-six ans, à la suite d'une longue maladie.

Mme veuve Dina Sesquin,
sa mère,
Mme Catherine Sesquin,
son épouse,
Jérôme, Stéphane, Claire Sesquin,
ses enfants,
Ainsi que les familles Saint-André, Zysman, Yechilzuke,
sa belle-famille, ses sœurs, belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces, cousins et cousines.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Bagneux, le mardi 20 mars 1990.

On se réunira à la porte principale du cimetière à 10 h 15, 45, av. Marx-Dormoy, Bagneux.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– *Il y a cinq ans,*

Georges KRÉMER,

quittait les siens.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé ainsi que

Nadège VERDUN,

son épouse, dont le souvenir est également rappelé.

– *Le 20 mars 1989,*

France POUMIRAU,

mourait à l'âge de quarante ans.

Qui pourrait l'oublier ?

Les buissons n'eurent
[jamais vert si sombre
Qu'en ce long soir de la saison
[des pluies.
Rainer Maria Rilke.

– Il y a un an, le 19 mars 1989, disparaissait accidentellement

Valérie QUENNESSEN,

à l'âge de trente et un ans.

Que tous ceux qui l'ont connue et l'aimeront toujours se joignent à nous dans son souvenir lumineux.

De la part de
Marie, Jean-Louis, Stéphanie, Antoine, Elsa-Louise, François,
Et de tous ceux qu'elle ensoleillait.

– Nancy.

En ce quatrième anniversaire de sa disparition,

sa famille et ses amis pensent à

François-Frédéric

et à son père

Claude SOURDIVE

Messes anniversaires

– A l'occasion du quarantième anniversaire de

Emmanuel MOUNIER,

une messe sera célébrée à Saint-*Germain-des-Prés, jeudi 22 mars 1990* à 12 h 15, par Monseigneur Pezeril, évêque auxiliaire de Paris.

Communications diverses

– **Cahiers Bernard LAZARE,**

L'expression passionnelle en politique et en religion,

samedi 24 mars 1990 à 10 h 30,
dimanche 25 mars à 10 h 30.

Les termes de l'expression passionnelle. Les mécanismes actuels de fanatisation des foules. Les utopies...

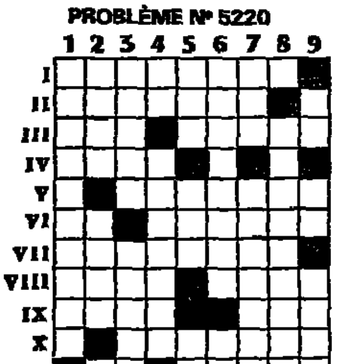
Avec
M. Abensour, L. Balbont, R. Cohen, A. Derczansky, A. Dieckhoff, J. Hassoun, N. Hansson, D. Kessler, S. Leclaire, D. Lindenberg, M. Loewy, O. Mongin, U. Ratzman, M. Revault d'Allonnes, C. Sahel, G.-E. Sarfati, J.-L. Schlegel, J. Tarnero.

Suite et fin du colloque dimanche 8 avril.

C.B.L., 10, rue Saint-Claude,
75003 Paris. Tél. : 42-78-07-30.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5220



HORIZONTALEMENT

I. Peut être mangée quand on n'a pas de cervelle. – II. Comme un « compositeur » qui a beaucoup de talent pour faire des arrangements. – III. Suscita des méditations. Un endroit agréable. – IV. Dans la gueule du loup. – V. Le cordon de la bourse. – VI. Bande d'étoffe. Dévidoir. – VII. Préparés comme certaines toiles. – VIII. Un pays de savanes. Maison d'Italie. – IX. Plat, en Provence. Chambre. – X. Pour ceux qui aiment les fables. – XI. Protège une phalange. On ne fait rien quand on l'a.

VERTICALEMENT

1. *C'est dans la poche pour* ceux qui veulent régler leurs comptes. – 2. Fit de nombreuses conquêtes. Prouve qu'on a été touché. – 3. Son herbe est bonne à brûler. Rend moins sombre. – 4. Possessif. Leurs filets relèvent souvent des poissons. – 5. Vit au Nigéria. C'est un triste sire quand il est mélancolique. Parler du Sud. – 6. Une femme qui peut avoir de beaux « restes ». Coule en Italie. – 7. Qui ont fait leur apparition. Sont impossibles à faire quand il n'y a pas mèche. – 8. Qui n'ont *donc pas écrit pour la postérité.* – 9. Point d'honneur. Conjonction. *Parfois piquée dans la culotte.*

Solution du problème nº 5219

Horizontalement

I. Bijoutier. Lente. – II. Acerbe. *Minuteur.* – *III. Gâteau. Os. Ta.* Té. – IV. Ars. CFDT. Etire. – V. Gê. Tétine. Oui. – VI. *Empesé.* Turc. – VII. Site. Usurière. – VIII. Ta. Refus. Lue. Ob. – IX. Espar. Iéna. Saie. – X. Soin. Essorer. – *XI. Risotto.* Ara. – XII. Asie. Néant. Iso. – XIII. Io. Niort. Epée. – XIV. Guenon. Inter. Na I – XV. Assener. Réussir.

Verticalement

1. Bagagiste. Taïga. –2. Icare. Iasi. Sous. – 3. Jets. Et. Ri. Es. – 4. Ore. Amérasienne. – 5. Ubac. Eros. Ion. – 6. *Teuf-teuf.* Ionone. – 7. Dessuinter. – 8. Emotteuse. Tati. – 9. *Ris. Néon.* Nr. – 10. Ensilas. Tête. – 11. Lutte. Eu. *Sa. Peu.* – 12. *Etai. Trésoriers.* – 13. Né. Roue. Arase. – *14. Tuteur. Oie.* Ni. – 15. Ere. Iceberg. Bar.

GUY BROUTY

CAMPUS

4 000 thèses pour Craïova

L'université de Montpellier-2, sciences et techniques du Languedoc, a chargé, parmi des médicaments dans deux camions affrétés par l'association Pharmaciens sans frontières, 4 000 thèses destinées à garnir les bibliothèques de la faculté des sciences de Craïova, en Roumanie. Il y a là l'ensemble des thèses soutenues depuis 1970 dans la faculté montpelliéraine portant sur des disciplines scientifiques classiques, telles que mathématiques, biologie, physique, chimie, mais aussi d'autres plus récentes comme l'informatique, la robotique, l'électronique. *Autant d'objets de recherche qui font cruellement défaut à cette* petite université de douze mille étudiants, fondée en 1962 sur décision de Ceausescu, qui fut lui-même secrétaire du Parti communiste local dans les années 50.

Pour Georges Bouix, vice-président de Montpellier-2, *« sur le nombre de thèses expédiées à Craïova, quelques-unes auront sans doute des effets déterminants pour le renouveau de l'enseignement scientifique roumain ».* Craoïva est, pour l'instant très axée sur la formation technique, en liaison avec l'industrie. La prochaine étape passera, comme beaucoup s'y emploient, par la mise en place de missions de support pédagogique de professeurs montpelliérains à Craïova, puis des échanges d'enseignants et d'étudiants. – *(Corresp.)*

J. M.

Santé publique

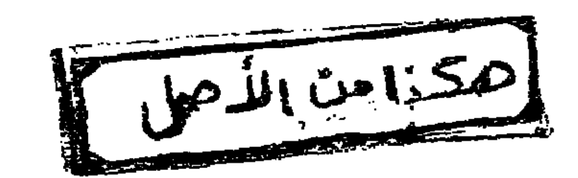
Une UFR de santé publique a été créée à l'université de Bordeaux-2. Elle délivre aux étudiants en médecine mais aussi en pharmacie, sciences sociales et psychologie, des diplômes en ergonomie et optimisation du travail, prise en charge des sujets VIH positifs, soin aux personnes âgées, épidémiologie appliquée et médecine pénitentiaire.

▶ UFR Santé publique. Directeur : professeur Jacques Beylot, 146, rue Léo-Saignant, 33076 Bordeaux Cedex. Tél : 56-90-91-24.

Enseignement de la gestion

La FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) va lancer, avec la Chambre de commerce et d'industrie du Nord-Pas-de-Calais, des sessions courtes de formation à la pédagogie pour les cadres et dirigeants d'entreprise qui désireraient assurer des enseignements de gestion dans les grandes écoles et les universités.

▶ FNEGE. 2, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 47-66-03-08.



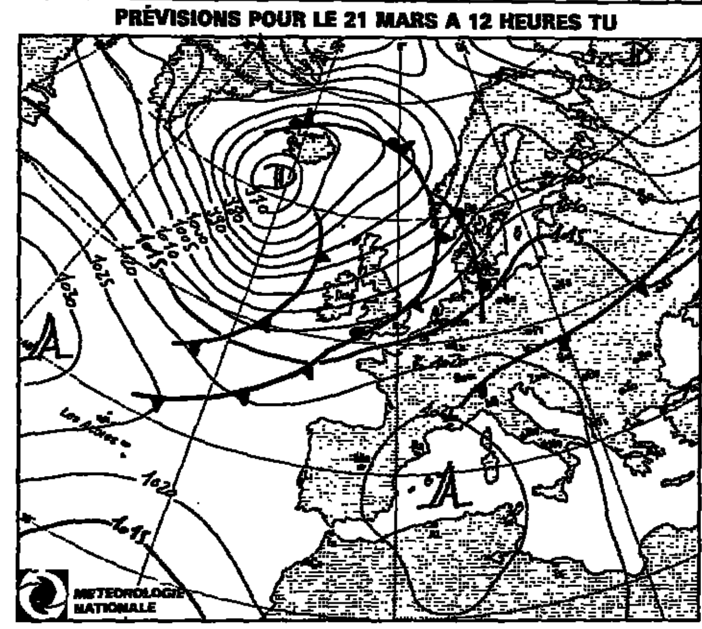
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 MARS A 0 HEURE TU

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 mars à 0 heure et le mardi 20 mars à 24 heures.

Le champ de pression baissera inexorablement au cours de la période, permettant ainsi à une perturbation océanique de traverser le pays.

La plupart des régions connaîtront donc un passage pluvieux dans la journée de mardi : seules les régions les plus méridionales seront épargnées.

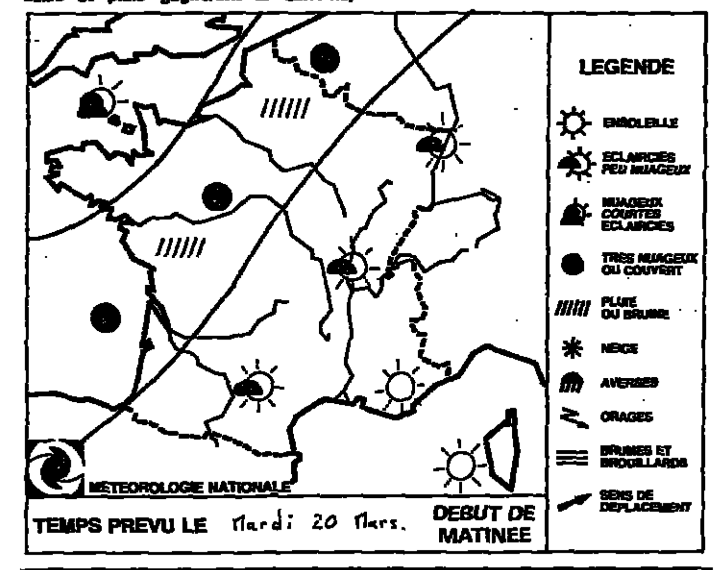
Mardi : passage pluvieux.

Au lever du jour, un temps gris et pluvieux s'étendra du Pas-de-Calais et *des Ardennes au Centre, aux Pays de* Loire, au Limousin et au Poitou-Charentes ainsi qu'à l'ouest de l'Aquitaine. Bretagne et Cotentin, en revanche, bénéficieront déjà de belles éclaircies rarement entrecoupées d'averses. Les autres régions, du Nord-*Est au Centre-Est et au Sud-Est*, se réveilleront sous un ciel clair et peu nuageux.

Dans le courant de la matinée, grisaille et pluie gagneront la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, le Lyonnais, le Massif Central et l'ensemble de l'Aquitaine. *Amélioration en revanche du* Nord à l'Ile-de-France et aux Pays de *Loire avec le développement d'éclaircies*. De rares averses restent possibles près des frontières du Nord. Persistance du soleil de Midi-Pyrénées à la Provence-Côte d'Azur et à la Corse.

Dans l'après-midi, les éclaircies du Nord gagneront également le Centre et la Lorraine tandis que le ciel deviendra plus nuageux sur le Sud-Est. Le ciel restera chargé de nuages de l'Aquitaine au Massif Central, à Rhône-Alpes et à l'Alsace, mais les pluies se feront plus rares.

Les températures minimales seront voisines de 11 dégrés sur le nord, le nord-ouest et le sud-ouest du pays, 4 degrés du Nord-Est au Centre-Est, *7 degrés sur le Sud-Est. Les températures* maximales varieront entre 14 et 18 degrés du Nord au Sud. Le vent sera généralement modéré de secteur sud-ouest.



TEMPÉRATURES *maxima - minima et temps observé*
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-3-1990 à 6 heures TU et le 19-3-1990 à 6 heures TU — le 19-3-1990

FRANCE

	max	min	temps
AJACCIO	18	6	N
BIARRITZ	22	11	D
BORDEAUX	21	9	D
BOURGES	20	3	D
BREST	17	12	C
CAEN	21	11	D
CHERBOURG	19	10	C
CLERMONT-FER	19	4	D
DIJON	18	1	D
GRENOBLE SMH	19	3	D
LILLE	20	12	N
LIMOGES	17	6	D
LYON	18	3	D
MARSEILLE-MAR	18	10	N
NANCY	19	3	D
NANTES	19	10	N
NICE	16	7	D
PARIS-MONTS	20	11	N
PAU	20	6	D
PERPIGNAN	16	12	C
RENNES	20	11	C
ST-ETIENNE	18	3	D
STRASBOURG	19	4	D
TOURS	20	7	D
TOULOUSE	18	9	D
POINTE-A-PITRE	–	–	–

ÉTRANGER

	max	min	temps
ALGER	26	13	N
AMSTERDAM	20	10	N
ATHÈNES	19	16	D
BANGKOK	36	26	N
BARCELONE	18	9	N
BELGRADE	19	4	D
BERLIN	19	4	D
BRUXELLES	21	11	N
LE CAIRE	–	–	–
COPENHAGUE	14	4	D
DAKAR	29	21	D
DELHI	32	21	D
DJERBA	18	12	N
GENÈVE	17	3	D
HONGKONG	21	17	D
ISTANBUL	15	9	D
JÉRUSALEM	14	3	D
LISBONNE	22	13	C
LONDRES	21	12	C
LOS ANGELES	22	10	B
LUXEMBOURG	17	5	D
MADRID	18	4	D
MARRAKECH	30	13	D
MEXICO	22	8	B
MILAN	17	7	N
MONTRÉAL	12	0	A
MOSCOU	9	4	N
NAIROBI	24	15	C
NEW-YORK	19	8	D
OSLO	14	6	C
PALMA-DE-MAJ.	21	8	C
PÉKIN	16	6	D
RIO-DE-JANEIRO	28	24	D
ROME	17	6	B
SINGAPOUR	33	27	N
STOCKHOLM	16	8	C
SYDNEY	24	18	A
TOKYO	12	6	D
TUNIS	19	8	B
VARSOVIE	18	2	D
VENISE	17	5	D
VIENNE	18	2	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ *Signalé dans « le Monde radio-télévision »* ☐ *Film à éviter* ■ *On peut voir* ■■ *Ne pas manquer* ■■■ *Chef-d'œuvre ou classique.*

Lundi 19 mars

TF 1

20.40 Feuilleton : Raid contre la Mafia. Avec Michele Placido (3e épisode).
22.20 Magazine : Sirocco. De Denis Chegaray, présenté par Carlos, à Cuba.
23.20 Magazine : Minuit sport.
23.55 Journal, *Météo* et Bourse.
0.15 Série : Drôles d'histoires.
1.10 TF 1 nuit.

A 2

20.40 *Variétés : La télé des Inconnus.* Avec Pascal Légitimus, Didier Bourdon, Bernard Campan.
22.15 Documentaire : L'amour en France. De Daniel Karlin et Tony Lainé. 6. On n'est pas des gonzesses.
23.15 Informations : 24 heures sur la 2.
23.30 Météo.
23.35 Magazine : Du côté de chez Fred. Interview exclusive de Siméon II de Bulgarie (1re partie).

FR 3

20.35 Cinéma : Victor Victoria. ■■■ Film américain de Blake Edwards (1982).
22.50 Journal et météo.
23.15 Magazine : Tempsions. Thème : Un écrivain peut-il tout dire ?
23.45 Magazine : Océaniques. Sommaire : La réouverture de l'Opéra-Comique ; L'ouverture de l'Opéra-Bastille ; Extrait de *Madame Butterfly*, par *Renata Scotto ; Le magazine Opéra.*
0.40 Musique : Carnet de notes. *Quatuor op. 92, de Brahms.*

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Saïgon, l'enfer pour deux flics. ☐ Film américain de Christopher Crowe (1987).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Magazine : Lundi sport. Football ; à 22.30, boxe ; à 23.30, basket professionnel américain.
0.30 Cinéma : Invasion USA. ☐ Film américain de Joseph Zito (1985).

LA 5

20.40 Téléfilm : Vengeance aveugle. De *Timothy* Galfas.
22.20. Série : Vendredi 13.
23.20 Magazine : Aparté. De Pierre-Luc Séguillon.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma : La couleur de l'argent. ■ Film américain de Martin Scorsese (1986).
22.40 Téléfilm : Chantage à Washington. De Steven Spielberg.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.30 *Documentaire : Le cinéma en Iran.* De Jean-Luc Léon.
21.00 Cinéma : Ils étaient neuf célibataires. ■■■ Film français de Sacha Guitry (1939).
23.00 Documentaire : Les gitans (1). *De Claude Fléouter et Robert Manthoulis.*

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. L'audiovisuel en France : inventaire avant travaux ? (1re partie).
21.30 Dramatique. Des amours de J.O., de Daniel *Meynard.*
22.40 Cote d'amour.
0.05 Musique : Coda. Concertos pour écritures.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de la salle Gaveau) : Suite pour violes et clavecin nº 2 en la mineur, Pièces de clavecin, premier *livre*, 3e ordre, en ut majeur, Suite pour violes et clavecin nº 1, en mi *mineur, de Couperin, par Wieland Kuijken,* Marianne Muller, violes de gambe, Christophe Rousset, clavecin. A 22.30 Virtuoses, virtuoses : Leyla Gencer. A 23.07, Sonata pian e forte, de Gabrieli ; Noche oscura, cantate pour chœur et orchestre, de Petrassi ; Le secret de Suzanne, intermezzo en un acte, de Wolf-Ferrari.
0.30 Myosotis. Le magazine des oubliettes ; Visuelaudio.

Mardi 20 mars

TF 1

19.55 ▶ Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe (quart de finale, match retour) : Monaco-Valladolid, en direct de Monaco.
22.40 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne. Invités : Florent Pagny. Thèmes : les détenus français à l'étranger ; *Les homosexuels.*
0.30 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.00 Journal et Météo.
20.40 Les dossiers de l'écran : *Les coulisses du pouvoir.* ■ Film américain de Sidney Lumet (1986).
22.35 Débat : L'homme politique *est-il un produit publicitaire ?* Avec Jacques Séguéla, Bernard Brochand, *publicitaires,* Thierry Saussez, conseiller en communication, Sylvie Pierre-Brossolette, journaliste, John Vinocur, directeur de la rédaction française du *Herald Tribune*, Christian Louiton, conseiller en marketing, Julien Dray, député PS.
23.35 Informations : 24 heures sur la 2.
23.50 Météo.
23.55 Magazine : Du côté de chez Fred. Interview exclusive de Siméon II de Bulgarie (2e partie).

FR3

20.05 Jeux : La classe.
***20.30* INC.**
20.35 Magazine : La marche du siècle. L'Allemagne de l'Est, espoirs et inquiétudes, en direct de Berlin.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : Les prédateurs. ■ Film américain de Tony Scott (1983).
0.10 Musique : Carnet de notes. Four outings for brass, de Previn, par le Stockholm Chamber Brass.

CANAL PLUS

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. *Invitée : Anne Parillaud.*
20.30 Cinéma : Daryl. ☐ *Film américain de Simon Wincer (1985).*
22.05 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : September. ■■■ Film américain de Woody Allen (1987).
23.35 Cinéma : Critters. ■ *Film américain de Stephen Herek (1986).*
0.55 Cinéma : Overdose. *Film franco-belge de Jean-Marie Pallardy* (1988).

LA 5

18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Dessin animé : Manu.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Maintenant on l'appelle Plata. ☐ Film franco-italien de Giuseppe Colizzi (1972).
22.20 Série : China beach.
23.15 Magazine : Ciné Cinq.
23.30 Magazine : *Réussites.*
0.00 Journal de minuit.

M6

19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : Le trésor du fantôme. De Gene W. Scott.
21.50 Magazine : Ciné 6.
22.10 *Téléfilm : Au bout du rouleau.* De Claude-Jean Bonnardot.
***0.00* Six minutes d'informations.**

LA SEPT

16.55 Concert : Messe en ut mineur. De Mozart.
18.00 Cinéma : Au-delà du feu ■■ Film iranien de Kianouch Ayyari (1989).
19.30 Court métrage : P comme pélikan. De Parviz Kimiavi.
20.05 Concert : Perahia joue Beethoven.
***21.05 Documentaire : Claude Berri rencontre* Léo Castelli, marchand d'art.**
22.00 Documentaire : Les sentiers de la réussite (1). D'Alain Dhenaut.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.
23.50 Documentaire : Kaltex en Chine.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. *Betsy Jolas. 2. Une adolescente américaine.*
20.30 Archipel science. La vie est-elle tombée *du ciel ?*
21.30 La photographie de presse. *Les nouveaux droits des photographes (rediff.).*
22.40 Nuits magnétiques. Architectures.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Concertos pour écritures.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Quatuor à cordes nº 7 en fa dièse mineur, op. 108. Quatuor à cordes nº 14 en fa dièse majeur, op. 142, de Chostakovitch ; Quatuor à cordes, de Legay ; Quatuor à cordes nº 15 en mi bémol mineur, op. 144, de Chostakovitch, *par le Quatuor de Manhattan* (Eric Lewis, Roy Lewis, violons ; John Dexter, alto ; *Judith Glyde, violoncelle).*
22.30 Récital. Sonate pour piano nº 2, de Tippett ; *Sonate pour piano nº 28, en la majeur,* op. 101, de Beethoven ; Sonate pour piano nº 4, de Tippett, par Paul Crossley, piano.
0.00 Club d'archives. David Oïstrakh en concert ; Otto Ackermann, chef d'orchestre.

Audience TV du 18 mars (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
		7/7	Stade 2	Journal régional	Un couple à la mer	Ecran pub	Culture pub
19 h 22	49,8	15,5	16,0	7,2	3,2	5,1	3,1
		7/7	Maguy	19-20 infos	Ça cartoon	Journal	Murphy pub
19 h 45	57,1	17,5	21,6	8,1	3,5	3,4	3,3
		Journal	Journal	Benny Hill	Ça cartoon	Journal	Cosby show
20 h 16	66,9	21,9	19,1	12,5	4,2	4,4	5,3
		Hôtel de la pl.	5 dernières	Chapiteau 3	September	Little Big Man	Vallée pharaons
20 h 55	67,7	24,8	24,8	2,7	2,5	8,7	6,3
		Hôtel de la pl.	5 dernières	Chapiteau 3	September	Little Big Man	Ecran ...
22 h 08	63,7	22,9	26,1	2.0	0.8	7,9	5,1
		Flash spécial	L'œil en coulisse	Le divan	Thérèse Raquin	Little Big Man	Sortilèges
22 h 44	31,6	10,7	3,3	2,3	0,6	11,4	3,1



هكذا من الاجل

Le Monde

ÉCONOMIE

26 L'allongement du chômage de longue durée — Symposium sur le textile à Bruxelles
27 Capital et intérêts
29 à 32 Champs économiques
44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

BILLET

La tentation du prélèvement à la source

On attendait les droits de succession ; ce fut le prélèvement à la source. M. Michel Rocard a choisi le congrès de Rennes pour lancer l'idée de prélever à la source l'impôt sur le revenu. Pour l'essentiel, les idées des socialistes tournaient autour du thème de la redistribution des richesses par la fiscalité en matière de revenus mais surtout de patrimoine. C'est ainsi que les plus éminents de leurs leaders – M. Louis Mermaz en particulier – avaient lancé l'idée d'un alourdissement des droits de succession et d'un durcissement de l'imposition des plus-values immobilières, notamment sur les résidences principales qui sont actuellement exonérées. Signe des temps, des temps européens qui limitent les marges de manœuvre des pouvoirs nationaux, l'argent risquant de fuir à l'étranger s'il est maltraité ici ? Volonté présidentielle évidente de ne pas toucher aux droits de succession pour des raisons dont on ne sait si elles sont d'ordre philosophique (l'héritage, la famille) ou politiques (le souvenir cuisant des fortes réactions qui avaient suivi, il y a un peu plus de vingt ans une réforme de ces droits) ? Toujours est-il que l'institution d'un prélèvement à la source pour le paiement de l'impôt sur le revenu a, d'une certaine façon, ravi la vedette aux réformes redistributrices. La France aurait certainement avantage à faire comme beaucoup de grands pays étrangers qui demandent à l'entreprise de prélever l'impôt au moment même où le salaire est versé. De faire ce qui est déjà fait pour la Sécurité sociale. Nous y arriverons un jour. Ne serait-ce que pour pouvoir augmenter subrepticement le prélèvement puisque la TVA va beaucoup baisser. L'ennui est qu'en France la moitié des contribuables sont exonérés et qu'il faudra leur rembourser en fin d'année ce qui leur a été prélevé. L'ennui aussi est que l'I. R. est en France extrêmement personnalisé du fait du quotient familial qui aboutit à exonérer beaucoup de foyers *a priori imposables*. L'ennui encore est l'existence de nombreux travailleurs indépendants. L'ennui enfin est l'effacement du système actuel bâti sur le paiement de l'impôt pour les revenus de l'année précédente, alors que le prélèvement à la source se fait chaque mois sur les revenus qui viennent d'être perçu.

L'objectif est certain. Les moyens de l'atteindre le sont moins...

A. V.

INSOLITE

Couvre-chef

Le chapelier de M. François Mitterrand ne fabrique pas les Stetson de J. R., comme nous l'indiquions dans *le Monde* du 28 février, c'est en effet la société Crambes, installée à Caussade, dans le Tarn et Garonne, qui détient depuis 1983 la licence de fabrication et de diffusion du célèbre couvre-chef américain sur le territoire français.

Les quelque mille chapeaux *Western* vendus chaque année en France représentent-il faut le préciser- seulement 5 % des 30 millions de francs dechiffre d'affaires des établissements Crambes. Ceux-ci en effet fabriquent et commercialisent d'autres produits parmi lesquels des feutres et des casquettes, signés eux aussi « *Stetson* »

Un entretien avec M. Sadek Boussena, président de l'OPEP

« Un blocage prolongé des prix peut provoquer un choc pétrolier d'ici 2 ou 3 ans »

La réunion des treize pays membres de l'OPEP à Vienne s'est achevée ce week end en confirmant l'ampleur du retournement intervenu sur le marché pétrolier, désormais orienté durablement à la hausse. Chargés d' examiner les perspectives du marché au second trimestre les ministres du cartel se sont contentés de réaffirmer leur adhésion au système mis en place en novembre dernier.

Pour la première fois depuis le début des années 80 l'essentiel des débats a été consacré à la politique à moyen terme du cartel qui doit être décidée lors de la prochaine conférence prévue le 25 mai. A l'exception du Koweit la plupart des pays membres sont favorables à une augmentation des prix modérée. Comme nous l'explique M. Sadek Boussena, ministre algérien du pétrole et président en exercice de l'OPEP, cette hausse est jugée nécessaire pour permettre à tous les pays de financer les investissements d'exploration indispensables, à moyen terme, et éviter ainsi d'ici quelques années la répétion d'un choc pétrolier. Cette thèse a été défendue par le ministre iranien du pétrole qui a proposé aux membres du cartel soit d'augmenter le prix minimum de référence du baril [actuellement de 18 dollars], soit de modifier la composition du panier de brut servant à calculer ce prix de référence.

« La réunion de l'OPEP qui vient de s'achever à Vienne a été la plus brève et la plus sereine que le cartel ait connu depuis bientôt dix ans. Le marché pétrolier est-il à un tournant?

– La période des grandes disputes est terminée. Si les choses continuent comme elles le font depuis deux ans il y a de fortes chances pour que les capacités [de production] de l'OPEP soient bientôt utilisées à un niveau très élevé. Le marché pétrolier va devenir de plus en plus sensible à des évènements mineurs comme la fermeture d'un oléoduc ou d'une plate forme en Mer du Nord.

- Doit-on craindre un nouveau choc pétrolier à la hausse et quand?

– Nul ne peut répondre avec précision à ces deux questions. Mais nous avons tous les ingrédients d'une tendeance à la hausse des prix. D'abord au niveau de la production de pétrole brut. La demande reprend et, sauf surprise du côté de la croissance mondiale, le problème désormais posé est de savoir si les producteurs, OPEP ou NOPEP, ont les capacités d'y répondre. Les producteurs extérieurs à l'organisation apparement fonctionnent déjà à pleine capacité. Ils auront d'autant plus de mal à répondre à toute nouvelle demande que les deux principaux producteurs mondiaux, les États-Unis et l'URSS pour des raisons diverses voient leur production décroître.

» L'OPEP, de son côté a des réserves prêtes et aisément mobilisables pour répondre à la demande pendant 3 ou 4 ans.. Au-delà elle aura besoin d'investir pour développer et découvrir de nouveaux gisements. La contrainte principale est financière. Au niveau actuel des prix et des revenus, très peu de pays membres ont les moyens de financer ces programmes sur leurs propres ressources : l'Arabie Saoudite, le Koweit et les Emirats Arabes Unis sans doute. Mais en dehors de ces trois pays il sera très difficile de consacrer une part énorme des investissements nationaux pour satisfaire les besoins d'exportation. Sur le pétrole brut à terme il y a donc un problème.

Un problème d'investissement.

» Quant aux produits raffinés on constate depuis un an que l'appareil de production n'est pas adapté à l'évolution de la demande sur le plan qualitatif et même quantitatif. L'été dernier, puis encore cet hiver il a suffi de petits problèmes sur l'essence et le fioul pour que les prix s'envolent sur le marché américain. Là aussi il y a un problème d'investissement.

Si on bloque les prix au niveau actuel trop longtemps cela peut provoquer une situation de clash dans 2 ou 3 ans. Je n'exclus pas non plus à court terme un risque de rechute des prix. C'est pourquoi l'OPEP est intéressée à participer à l'organisation de la transition.

– Mais les compagnies pétrolières peuvent assurer les investissements. Les pays producteurs en difficulté financière pourraient accepter de leur laisser exploiter leur sous sol.

– On a pris du retard dans l'industrie pétrolière au cours des années quatre vingt. On n'a pas vraiment désinvesti mais on a au mieux stabilisé les réserves. Aucun pays de l'OPEP n'a aujourd'hui les capacités de production qu'il avait en 1979. Il faudra investir pour récupérer ces capacités. Actuellement cela devient l'objectif de la plupart des pays.

» Au niveau actuel des prix il faut chercher le pétrole où il se trouve le plus facilement. On a tapé à toutes les portes et on s'est rendu à l'évidence : c'est dans les pays de l'OPEP que sont situées les réserves les moins chères. Du côté des Compagnies on a donc intérêt à y développer de nouvelles ressources. Du côté des producteurs on a intérêt à s'adapter à de nouvelles formes de coopération car les grandes compagnies ont un intérêt structurel : ce sont elles qui trouvent le pétrole à grande échelle.

» Il faut trouver de nouvelles formes de partenariat. Mais cette évolution prend du temps. Politiquement ce n'est pas facile à faire comprendre à l'opinion.

– Certains pays de l'OPEP ne rêvent-ils pas orchestrer un nouveau choc pétrolier ?

– Non. Nous souhaitons que les prix augmentent pour accroître nos revenus. Mais l'augmentation rapide et subite qui tombe du ciel ne peut être une bonne chose. Nous savons désormais que ces hausses sont suivies de baisses tout aussi brutales, sources d'importants dysfonctionnements.

» L'intérêt de l'OPEP est d'organiser un mouvement de prix progressif et non de contrôler le marché. Le voudrait-elle d'ailleurs qu'elle ne le pourrait pas. L'OPEP, ne représente qu'une partie des vendeurs de pétrole. Elle n'a pas intérêt à tenter d'administrer le marché. Mais elle peut avoir une politique à moyen terme pour éviter des fluctuations de prix trop importantes et aider l'évolution à la hausse des prix.

– Ne serait-ce pas le moment d'organiser un dialogue avec les consommateurs ?

– Si vous entendez par là une négociation formelle entre des représentants de pays ou d'organisations assis autour d'une grande table, je n'y crois pas à court terme. Il n'y a pas de volonté claire de part et d'autre.

» Par contre s'il s'agit d'organiser des contacts, d'imaginer une approche commune en matière de prévision, de créer les conditions financières et industrielles du redémarrage, voilà une occasion historique d'organiser la transition. Il faudrait que les grands pays industriels réalisent que le pétrole est une richesse non renouvelable et pensent aux moyens de satisfaire les revendications des pays producteurs en les aidant à organiser la revalorisation de ces ressources.

Tensions à moyen terme.

– Pourquoi?

– A moyen terme, il risque aussi d'y avoir des tensions dans ce domaine. Pour augmenter les capacités de production de brut il faudra des équipements, des services. Or pendant la crise des années 80 l'industrie parapétrolière s'est démobilisée.

– L'OPEP va-t-elle discuter d'une hausse de son prix de référence de 18 dollars lors de la conférence du 25 mai ?

– La question sera débattue. Je ne sais pas si la décision sera prise. Une très large majorité, je dirais même la quasi totalité des pays membres souhaitent augmenter les prix.

– Quel rythme d'augmentation vous parait souhaitable?

– Les pays membres sont raisonnables. Ils pensent qu'une hausse progressive étalée dans le temps est suffisante. Un ou deux dollars par baril de plus ne vont pas changer profondément le marché ni décourager la demande.

– Certains pays, m'a-t-on dit, ont émis l'idée au cours de cette réunion d'indexer à moyen terme le prix du brut sur l'inflation mondiale... On retrouve les débats de 1979 !

– L'OPEP n'est pas capable de se mettre d'accord sur une formule d'indexation. Si l'inflation doit être prise en compte dans la hausse des prix à venir cela se fera naturellement. On ne retrouvera pas la formule de Taïf. On ne peut pas refaire 1979. Les consommateurs auraient tort de paniquer. Les pays de l'OPEP seront sages.

»Encore une fois l'OPEP n'a pas la maitrise du marché. A l'époque les ventes spot, au jour le jour ne représentaient que 3 % des ventes, le marché à terme n'existait pas. L'OPEP souhaite jouer un rôle, elle peut être un facteur d'influence sur le marché mais elle n'est pas un facteur de décision. Son souci est de protéger ses revenus. Ceci dit il est évident que le marché spot est une source d'instabilité des cours, dans la mesure où il amplifie les réactions et joue sur la psychologie. Si les acheteurs s'affolent sans raison comme cela a d'ailleurs été le cas en 1979, l'OPEP ne pourra pas aisément maitriser la hausse des cours.

– On a du mal à croire à une OPEP vraiment raisonnable.

– Tout le monde a tiré les leçons de l'expérience. Avec les revenus du pétrole, l'Algérie achète des produits alimentaires et industriels. Or quand on fait les calculs à postériori on s'aperçoit que les gains réalisés sur les prix du pétrole ont été récupérés très vite. Quand le pétrole a rechuté les prix industriels n'ont pas suivi... Je ne connais pas un seul pays qui dise qu'il faut recommencer le choc de 1979. »

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS

De plus en plus de tankers

Flotte pétrolière mondiale au 30 juin 1989

En milliers de TPL*

TOTAL 246 627

GRÈCE – PANAMA – LIBERIA – R.-U. – FRANCE 3 720

Source : John I. Jacobs

Après dix ans de forte décroissance, la flotte pétrolière mondiale a recommencé à augmenter depuis 1988. Cette progression a surtout bénéficié aux pavillons de la Norvège et du Danemark (ces deux pays ayant pris des dispositions financières particulièrement attractives), des Bahamas et de l'Iran. Mais la flotte est âgée : la moitié a plus de quinze ans. Fin 1989, 452 tankers étaient en commande au lieu de 361 un an avant.

Après l'annonce du plan Collor

Chute brutale de l'activité au Brésil

Le « plan Collor » a eu l'effet, selon un quotidien de Rio, d'un « tremblement de terre ». Deux jours après son annonce, le 16 mars, il provoquait encore la stupeur. Les ventes dans le commerce ont aussitôt chuté et l'activité s'est ralentie dans les grandes villes. La fermeture des banques, décrétée par surprise mercredi, avait déjà raréfié l'argent disponible. Avec le gigantesque coup de main opéré par le nouveau gouvernement sur l'épargne et les dépôts bancaires, l'argent va manquer encore davantage.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les retraits sur les dépôts, faits avant le lancement du plan, étant limités à 25 000 et 50 000 cruzeiros (2 000 et 4 000 francs), on calcule que les trois-quarts des disponibilités bancaires vont être retirées de la circulation pour être gardées pendant dix-huit mois par la Banque centrale. A l'issue de cette période, la restitution se fera en douze fractions mensuelles : autrement dit, la population ne retrouvera la totalité de son épargne que dans deux ans et demi, à condition que celle-ci soit corrigée réellement en fonction de l'inflation.

« *C'est une confiscation, un acte totalement arbitraire* », a déclaré M. Leonel Brizola, leader du PDT (Parti travailliste) et l'un des chefs de l'opposition. Réaction partagée par de nombreux commentateurs, qui parlent d'« *expropriation* » comme seuls en pratiquent les régimes communistes ou assimilés.

Récession temporaire

Passée la première émotion, on se demande si le remède ne sera pas pire que le mal. Personne, dans les partis politiques ou les milieux d'affaires, ne nie que des mesures draconiennes s'imposaient : « *Nous étions en hyper-inflation ; nous allions au chaos économique* », dit-on. Les trois plans de stabilisation lancés par le gouvernement Sarney avaient échoué, faute d'avoir éliminé le déficit public et restreint les flux monétaires : le blocage des prix avait favorisé la consommation, qui avait relancé la spirale inflationniste.

Cette fois, des mesures sérieuses sont prises pour équilibrer les comptes publics et pour « *éponger les liquidités* », comme on dit. « *Nous voulons empêcher les gens d'ucheter* », a reconnu sans fard l'une des têtes pensantes de la nouvelle équipe économique, M. Edouardo Modiano. Le prix d'une telle politique, c'est évidemment la récession.

Une récession temporaire paraît inévitable aux spécialistes. Le problème est de savoir si la brutalité du plan ne la prolongera pas plus qu'il n'est souhaité. A en croire le quotidien *O Estado* de Sao-Paulo, le programme pêche par overdose. Il risque de tuer le patient. Il appartiendra au Congrès (qui doit se prononcer dans un délai d'un mois), d'adoucir le traitement. Plusieurs parlementaires affirment déjà qu'ils ne voteront le plan que si le plafond des livrets bancaires est relevé. Pour le ministre de l'économie, Mme Zelia Cardoso de Melo, il n'en est pas question, du moins tant que l'inflation n'aura pas été réduite à zéro.

Le gouvernement abordera la bataille parlementaire fort des premiers sondages, qui montrent des réactions favorables chez près de 60 % des personnes interrogées. La confiscation de l'épargne ne concerne, en effet, qu'une minorité de la population ; la majorité ne dispose d'aucune réserve monétaire et elle était durement pénalisée par l'inflation : or, celle-ci a toutes les chances de chuter, si l'on en croit les économistes.

Le « *tremblement de terre* » a aussi ses effets dévastateurs sur le plan politique. La gauche est divisée. Bien des mesures adoptées correspondent à ses revendications : l'impôt sur le patrimoine des sociétés et sur les grandes fortunes ; la fin de l'anonymat bancaire, qui permettait aux « spéculateurs » d'échapper au fisc, lequel était inexorable, en revanche, pour les salariés ; la taxation des revenus des exploitants agricoles, lobby puissant entre tous, qui a fait échouer, il y a deux ans, un projet de réforme agraire.

Beaucoup, à gauche, affirment que, pour la première fois, « *le capital va être touché* », opinion nuancée par certains dirigeants politiques, comme M. Brizola, ou certains économistes, qui disent : c'est le petit capital, le petit épargnant qui sera affecté. « *Les grandes fortunes ont pris leurs précautions ; elles sont placées en dollars à l'étranger* ».

A droite, mêmes déchirements. Nombre de mesures satisfont les partisans du libéralisme : la fermeture d'organismes publics, le licenciement de fonctionnaires, les privatisations, l'adoption d'un taux de change flottant, la libération des importations, etc. Si ce programme est mené à son terme, il réduira le déficit public, présenté depuis longtemps par les économistes orthodoxes comme l'ennemi numéro 1 ; il allégera aussi le monstre bureaucratique, en qui les mêmes milieux voyaient le principal obstacle à la modernisation et au dynamisme du marché.

Mais les députés conservateurs et les chefs d'entreprise font la grimace devant le contrôle des prix et la confiscation de l'épargne. Leur porte-parole, M. Roberto Campos, se demande pourquoi un gouvernement qui réduit de façon aussi draconienne les liquidités bancaires ne fait pas confiance aux mécanismes du marché pour résorber l'inflation.

CHARLES VANHECKE

ÉCONOMIE

SOCIAL

Selon une étude du ministère du travail

L'allongement du chômage de longue durée sacrifierait une « génération perdue »

L'allongement de la durée moyenne de chômage s'expliquerait d'abord par l'aggravation de la situation des demandeurs d'emploi les plus anciens, qui représenteraient une « génération perdue ». Telle est du moins la conclusion du cabinet du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, qui, après étude, assure que c'est le maintien dans le chômage des chômeurs de longue durée, arrivés lors des vagues de *restructuration* d'avant mi-1986, puis de 1987-1988, qui sont la cause de ce mauvais indice. Toujours selon le ministère, les chômeurs les plus récents ne souffrent pas du même handicap.

Au point de départ de cette découverte, il y avait la volonté de comprendre un phénomène que tout le monde constate et qui devient *préoccupant pour le gouvernement*. En effet, il apparaît que, au moment où la création d'emplois se confirme, le chômage diminue peu et, plus grave, que le chômage de longue durée se durcit autour d'un noyau. Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente et la *durée moyenne de présence* à l'ANPE s'allonge. Elle atteint maintenant 365 jours, soit 13 de plus que l'an passé.

Que se passe-t-il ? Contrairement à ce que l'on pouvait croire, prétendent les auteurs de l'étude réalisée par le ministère du travail, cet allongement de la durée moyenne de chômage ne serait pas dû au fait que tous les demandeurs *d'emploi inscrits depuis longtemps* restent encore davantage inscrits à l'ANPE. Si cet effet de vieillissement existe, il reste limité, car les différentes catégories ne réagissent pas de la même façon face au chômage. Les taux de sortie des listes diminuent régulièrement *avec l'âge du demandeur et avec* son ancienneté, selon un principe mécanique. A l'inverse, les demandes d'emploi les plus récentes sont plus rapidement placées en raison, *notamment*, du développement des embauches sur des postes précaires, contrats à durée déterminée ou intérim, qui vont principalement aux jeunes. *Dans le cas des plus âgés*, l'extension des programmes de formation pour les chômeurs de longue durée devenus de la sorte des stagiaires de la formation professionnelle a permis de stabiliser l'allongement des durées d'inscription.

« L'effet de structure »

Deux autres facteurs ont exercé une *influence plus évidente*. D'abord ce que les spécialistes appellent l'« effet de structure », responsable de 30 % des augmentations de durée, soit environ 4 jours en un an, et qui provient du poids pris dans le chômage global par des catégories particulièrement sensibles, à savoir les salariés non qualifiés, les femmes et les plus de 50 ans. Par exemple, les durées se sont allongées de 7,6 jours pour *les chômeurs âgés de 25 à 49 ans* et ne sont pas compensées par la diminution enregistrée chez les moins de 25 ans (– 3,9 jours). Les femmes, sauf jeunes, voient toutes leur *situation s'aggraver*, particulièrement celles de 25 à 49 ans, qui sont au chômage 6,9 jours de plus que l'an passé.

Mais cela n'est rien au regard de l'autre explication, qui tient donc dans l'héritage proprement historique de chômeurs licenciés au plus fort de la crise et qui n'ont pas pu retrouver du travail, puis le peuvent de moins en moins. Une fois isolé, leur cas est responsable de l'augmentation de 9 jours de la durée moyenne du chômage, soit de 70 % de la détérioration constatée. Ce sont eux les sacrifiés, qui se « recrutent » chez les 25-49 ans, avec près de 4 jours en plus, et les 50-59 ans, avec 5 jours en plus. Ils sont arrivés en masse à l'ANPE *quand les entreprises licenciaient* beaucoup et ne recrutaient pas. Tant et si bien qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi au début de leur chômage et que, le temps passant, *ils avaient des chances de plus en* plus faibles d'en obtenir un. D'où l'expression de « génération sacrifiée », génération dont le poids relatif pèse aujourd'hui sur les statistiques, selon les spécialistes.

Ces derniers font observer que, à *taux de sortie constant* de l'ANPE, les « classes creuses » de chômeurs d'aujourd'hui sont plus avantagées par rapport au mouvement de reprise de l'emploi que les « classes *fortes* » produites *par les vagues* d'inscription d'avant la mi-1986, totalisant plus de 3 ans de chômage, ou celles de de 1987-1988, qui affichent des durées de 1 à 2 ans. A l'époque victimes des licenciements économiques, ces demandeurs d'emploi forment une poche qui vieillit dans le chômage.

En définitive, concluent les auteurs de l'étude, cet allongement des durées résulterait donc *« de la baisse récente des inscriptions au chômage, de l'arrivée de générations restées nombreuses dans les tranches d'ancienneté élevée, tandis que les taux de sortie du chômage restent à peu près stables »*. Mais, si l'on parvient ainsi à trouver pourquoi le chômage de longue durée se concentre sur des populations précises, il n'en reste pas moins que le nombre de départs de *l'ANPE ne correspond pas au mouvement* de créations d'emploi. Et, sur ce point, les explications manquent aussi.

ALAIN LEBAUBE

COMMERCE INTERNATIONAL

Lors d'un symposium à Bruxelles

Les patrons européens du textile-habillement réclament des règles plus loyales

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

Les quatre cents patrons du textile et de l'habillement européens, réunis le vendredi 16 mars dans un hôtel de Bruxelles, entendaient prouver aux négociateurs de la Commission européenne qu'ils ne laisseraient pas brader leurs intérêts dans le cadre de la négociation de l'« Uruguay Round » *qui doit s'achever à la fin de 1990*. Outre les relations avec les pays en voie de développement, les bouleversements à l'Est ont pesé sur les débats de cette réunion dont le thème était « Un avenir pour les industries européennes du textile et de l'habillement ». Le symposium de Bruxelles a probablement constitué la première manifestation publique de « lobbying » organisée par les représentants d'un secteur industriel. Parrainée par Comitextil (comité de *coordination des industries textiles de* la CEE) et par l'Association européenne des industries de l'habillement (AEIH), elle visait à rappeler les conditions mises par la profession à une libéralisation du *commerce international*. L'AMF (accord multifibres) qui limite, depuis 1974, l'entrée dans les pays européens des fils, tissus, tee-shirts, pantalons et chaussettes en provenance des pays en voie de développement vient à échéance en juillet 1991.

La plupart des orateurs ont insisté sur l'importance de leurs industries pour les douze pays de la Communauté : 100 000 entreprises qui emploient directement 3 millions de salariés et au total 5 millions, en incluant la sous-traitance. Sur un *marché mondial estimé à 600 milliards* de dollars, la CEE représente 150 milliards de dollars. Mais en 1989 la balance commerciale des Douze, dans le domaine du textile-habillement, a *été déficitaire de près de* 10 milliards de dollars. Il n'est donc pas question popur les industriels d'accepter une libéralisation des échanges sans condition. Dans le cadre de la *négociation qui se déroule* à Genève, les pays de la CEE ont mis au point, en juillet dernier, une position commune : l'intégration aux règles du GATT n'est acceptable qu'à la condition notamment d'une élimination des barrières douanières, d'un arrêt des subventions, d'une *lutte contre* le dumping et les contrefaçons. Par ailleurs, des mécanismes spécifiques devraient être mis en place pendant une période transitoire.

« Une position équilibrée et pragmatique »

Devant les industriels européens, M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission, a réaffirmé : *« La position de la CEE est équilibrée et pragmatique »*. Il a, aussi, fermement condamné celle que défendent les *Etats-Unis et le Canada et qui prône* un système dit *« des quotas globaux »*, où d'aucuns voient une volonté de protectionnisme. Cette condamnation sans nuance de la position américaine, dont certains estiment qu'elle est encore négociable, a donné l'occasion à M. Julien Charlier, le PDG du groupe français DMC, d'une intervention musclée. *« Mieux vaut un bon système d'inspiration américaine qu'un mauvais système d'inspiration communautaire »*, a-t-il *lancé* (peu soucieux comme à son habitude de ménager les susceptibilités), en s'exprimant au nom de l'ELTAC, une sorte de club qui rassemble vingt-huit des plus grands *groupes européens du textile et de* l'habillement.

Parmi eux, on trouve les français Chargeurs et Devanlay, l'allemand Steilmann, les italiens Benetton et Marzotto, les britanniques Courtaulds et Tootal, ainsi que d'autres. M. Charlier a d'autre part énuméré les atouts des pays en voie de développement (faible coût de main-d'œuvre) et les contraintes de *l'industrie* européenne (marché unique et intégration de l'Est européen). Il a enfin mis en garde contre des mesures qui accroîtraient les difficultés des industries *des pays de l'Europe du Sud* (Espagne, Portugal et Grèce).

Pour M. Ruggiero, ministre italien du commerce extérieur, qui conduira la négociation à partir de juillet prochain, lorsque l'Italie prendra la présidence de la Communauté européenne : *« Le véritable enjeu du GATT est le renforcement des règles du commerce international. Le système commercial n'est pas une politique d'aide au développement. »* Le ministre italien fait l'unanimité des participants en indiquant qu'il ne pourrait pas y avoir deux régimes transitoires et qu'un accord devrait être trouvé avec les Etats-Unis et le Canada.

Pour appuyer leur démonstration, les fabricants s'étaient assuré – une fois n'est pas coutume – le soutien des *distributeurs : un représentant* de la chaîne britannique Marks & Spencer a expliqué que la protection de l'industrie européenne était nécessaire pour obtenir des produits de qualité. S'exprimant au nom des salariés, M. Keller, président du Comité syndical européen du textile, de l'habillement et du cuir, a rappelé qu'au cours des dix dernières années le nombre de salariés employés en Europe dans ces industries était passé de 4,6 millions à 3,5 millions. Les PME étaient représentées par M. Thygesen, un PDG danois, qui a déclaré qu'il n'y avait pas de divergences d'intérêts entre les grands groupes et les PME. *« Le textile et l'habillement européens doivent parler d'une seule voix pour fournir aux hommes politiques et aux fonctionnaires européens des arguments convaincants pour les négociations à venir »*, a-t-il précisé.

Cette volonté de peser sur les négo*ciations de l'« Uruguay Round »* était sans nul doute commune à tous les participants de ce symposium, qui craignent par-dessus tout que, dans cette vaste négociation commerciale, *leur secteur ne soit pas suffisamment* pris en compte. La plupart des intervenants ont notamment indiqué qu'ils n'acceptaient pas de servir de monnaie d'échange, par exemple pour protéger l'agriculture française. Même si, pour l'instant, leurs manifestations sont plus *pacifiques* que celles des paysans.

FRANÇOISE CHIROT

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRETS

POINT DE VUE

Contrôle fiscal : non la réalité n'est pas rose !

par Jean Bercy

POUR répondre à *certaines* accusations arbitraires qui *fleurissent* à l'encontre du fisc et des vérificateurs, est-il nécessaire de gommer tous les défauts du contrôle fiscal et ceux du fonctionnement du service public ? C'est pourtant une vision idyllique de l'administration fiscale *que voudrait donner le directeur* général des impôts (1). La réalité est bien différente. Elle est d'ailleurs à l'origine de la plus grande grève qu'ait jamais connue l'administration des finances (2) :

« Métier difficile » que celui de *vérificateur ?* C'est *incontestable*. Ne cachons pas la misère de l'administration. Un agent de cette catégorie, pourtant très qualifié, ne perçoit, primes comprises, après dix ans de *carrière*, qu'un peu plus de 11 000 F par mois ! Il est *souvent condamné à écrire à la* main ses « notifications », il paie parfois de sa poche ses photocopies et une partie de la documentation nécessaire à son travail.

Si l'on exclut la formation initiale reçue une fois pour toute, loin de bénéficier de 7 % de formation, l'agent des impôts n'a le droit chaque année qu'à trois ou *quatre jours de formation continue*, c'est-à-dire bien moins que ce qu'accordent certaines entreprises privées à leurs ouvriers !

Quant à la surveillance exercée *par l'administration sur le* « rendement financier du contrôle » M. Lemierre est sans doute encore trop peu au fait des pratiques réelles. Il ignore que la pression *constante exercée sur les brigades* et les agents aboutit à des comportements peu satisfaisants dont la principale vertu est, selon l'expression consacrée *« d'assurer du chiffre »*.

Mais cela ne serait sans doute que secondaire, si en fin de compte le contrôle fiscal était efficace et juste.

Côté efficacité, nous sommes loin du compte, car l'on ne peut se contenter de citer des chiffres bruts de redressements rapportés aux impôts globaux. Il faudrait d'abord tenir compte du taux de recouvrement des sommes, taux qui ne cesse de baisser. *Il faudrait* aussi tenir compte de l'effet méca*nique de l'inflation sur les* comparaisons (3).

Il faudrait enfin apprécier l'effet de la dégradation de la gestion de l'impôt (surveillance du dépôt des *déclarations, correction immédiate* des erreurs et anomalies décelées...), qui forcément accroît automatiquement les résultats de ces paramètres simples. On note, selon une série continue depuis quinze ans, une baisse de l'effica*cité du contrôle fiscal* à peine freinée de 1983 à 1985.

Une baisse de l'efficacité

Côté justice, c'est encore pire. *Nous avons fait la démonstration* que la part du contrôle effectué du bureau relativement au produit des « vérifications sur place » ne cessait d'augmenter. Or le « contrôle sur pièces » est celui qui, par nature, porte sur les plus petits contribuables. Le montant des rappels, ayant pour origine le contrôle exercé à partir du bureau, a augmenté de 60 % entre 1983 et 1987.

Par contre, les vérifications sur place effectuées à l'encontre des contribuables les plus importants *ont régressé de moitié* et les sommes notifiées ont baissé de 14 %. *Si le nombre des* vérifications de comptabilité des entreprises a augmenté, c'est pour l'essentiel en raison d'un effort qui a porté sur les petits dossiers.

A l'autre bout, le recouvrement sur les plus gros redressements se fait plus difficilement, car, comme il fallait s'y attendre, les « *protections instituées en faveur des contribuables* » ont largement été utilisées par les plus importants d'entre eux pour échapper à la règle commune.

La fiscalité et son acceptation *sont un baromètre social et politique*. Que fleurissent aujourd'hui des livres mettant en accusation *le* fisc, il n'y a là rien d'étonnant. Ils sont mensongers pour la plupart. Mais leur succès vient du fait qu'ils peuvent spéculer sur les difficultés de fonctionnement *du* service public et sur un sentiment d'injustice *largement* partagé.

A quoi, sert-il de nier la réalité comme le fait le directeur général des impôts ? Nous allons ainsi vers la « fiscalité zéro » sur le capital au prétexte qu'il s'agirait là du produit de l'épargne. Pierre Bérégovoy *en défend le principe*. Par contrecoup, la fiscalité, mais aussi *le contrôle fiscal*, va continuer à peser essentiellement sur les revenus du travail. Cette évolution sera-t-elle longtemps acceptée ? Là est sans doute la vraie question que *n'a pas posée le directeur* général.

(1) Article de M. Lemierre, directeur général des impôts, *le Monde* du 6 mars 1990.

(2) Grève qui s'est étalée sur plus de six mois en 1989.

(3) Le contrôle fiscal porte en effet sur les années antérieures, d'où lors de comparaison dans le temps, des effets mécaniques et totalement artificiels de gonflement ou de dégonflement des résultats. En période de forte croissance de l'inflation, les résultats, relativement aux impôts d'une année, sont minorés (cas de 1980). Ils sont automatiquement majorés en cas de désinflation (situation de 1987). La comparaison 1980-1987 avancée par le directeur général des impôts souffre *donc de ce biais*.

▶ Jean Bercy est le pseudonyme d'un collectif de vérificateurs et de cadres des impôts : Francine Furman, Pierre Chemla, Jean-Louis Diaferia, Jean-Marc Durand.

Faut-il ou non rester en Bourse ?

Qu'est-ce qu'une entreprise capitaliste ? Cette simple question permet à la *Harvard Business Review* d'offrir un beau débat à ses 290 389 abonnés recensés au mois de décembre 1989. Le coup d'envoi est donné par un article de Michael C. Jensen, « The Eclipse of the Public Corporation ». Dans un pays gourmand de modes managériales, comme le souligne une enquête de *Business Horizons*, *M.C. Jensen* rejoint la coterie des prophètes en management.

Dès 1976, les spécialistes, lecteurs du *Journal of Financial Economics*, découvrent en M.C. Jensen un collègue inventif. Familier des recherches dernier cri en économie, Jensen propose une théorie financière de l'entreprise éclairant les tensions survenant entre les intérêts des actionnaires et les ambitions des managers salariés. Dans la foulée, Jensen joue le rôle d'un avocat des OPA sauvages ou amicales. Le professeur de finance de Harvard tente d'établir la rectitude de telles opérations – quitte à faire appel à une théorie controversée dite des « marchés efficients ». Que cela vous plaise ou non, répètent à l'encan Jensen et ses amis : le destin des firmes doit se jouer sur les marchés boursiers.

L'article de la *HBR* surprend. Aujourd'hui M.C. Jensen infléchit sa position. Il célèbre le mouvement de *« privatisation »* hors de la corbeille des *entreprises*. Outre-Atlantique, l'essor des « LBO » (leverage buy-out) et des « MBO » (*management* buy-out) permet à des firmes de *quitter les arènes boursières*. Ces dernières deviennent des entreprises *privées possédées par un trio de* « propriétaires », dénommé par Jensen « *LBO Association* » : *organismes* spécialistes des montages *financiers, institutionnels*, dirigeants-repreneurs. Cette « *révolution* » *permettra*, entre autres choses, à l'Amérique de regagner son avantage compétitif vis-à-vis du Japon.

Une brillante synthèse passe au scalpel les déviations et les perversions du capitalisme managérial dont se régalaient plutôt jusqu'alors les essayistes de la gauche libérale (Galbraith, Etzioni, etc.) Une litanie de critiques. Les dirigeants salariés des grandes entreprises jouissent de pouvoirs discrétionnaires exorbitants. Les « executives », soutenus par des conseils d'administration indulgents, regardent de haut les intérêts légitimes des actionnaires : dividendes maigrelets, mise en réserve des cash-flows, luxuriance des frais généraux, etc. Qui en douterait ? Plus de 80 % des lecteurs de la *Harvard Business Review* répondant à son initiative n'imputent-ils pas la chute de la compétitivité des Etats-Unis à la mauvaise qualité des dirigeants ?

Selon M.C. Jensen, les configurations de LBO font disparaître ces pathologies. Les nouveaux « investisseurs actifs » sont des « partenaires propriétaires » évaluant, contrôlant la rentabilité de chaque sou investi. Un phénomène impose sans relâche sa discipline : l'endettement – souvent considérable – nécessaire aux rachats. Face aux risques encourus, les prêteurs excellent à mettre au point des contrats de résultats, des mesures de performances et des échéanciers requérant une gestion draconienne. Sans faute.

Armée de ces procédures, une firme vedette spécialiste des LBO Kohlberg, Kravis, Roberts (KKR), contrôle et sanctionne les activités de dix-neuf LBO représentant un chiffre d'affaires de 58,7 milliards de dollars avec une équipe de soixante personnes. M.C. Jensen n'hésite pas à faire une comparaison suggestive : avant son rachat par KKR, le siège social de RJR Nabisco employait quatre cent soixante-dix personnes. Il y a plus : Jensen cite des études soulignant les performances remarquables des LBO. Une étude de John Kitching, consultant spécialisé dans les fusions et acquisitions, confirme les succès des LBO aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

« Des culs-de-sac économiques »

L'agilité rhétorique de Jensen où *s'entremêlent les données factuelles* et les jugements de valeur – comme celui selon lequel les *actionnaires* sont les seuls « propriétaires » *soucieux du destin des entreprises* – ne laisse pas indifférent. Le numéro sui*vant la parution de l'article de Jensen* dévoile un courrier riche en couleurs. Nombre de financiers *et* d'avocats d'affaires applaudissent. *Le* patron de Coca-Cola salue au passage le *« brio d'un exercice universitaire »* avant de dénoncer la vision squelettique de l'entreprise dont se grise le cher professeur. Des collègues universitaires égratignent les analyses juridiques ou les références historiques. Certes, le héros de M.C. Jensen, le grand banquier J. Pierpont Morgan, est un *« modèle d'investisseur actif »*... mais au prix de démêlés avec la justice !

Le débat gagne en sérénité avec l'article d'Alfred Rappaport, « The Staying Power of the Public Corporation ». Ce professeur renommé de Northwestern University n'est pas convaincu par l'argumentation de M.C. Jensen. Le regard fixe de ce dernier sur des critères conjoncturels de rentabilité ne perçoit pas des dimensions importantes de la performance des entreprises comme la recherche de l'innovation. Le LBO est-il une forme durable d'organisation des entreprises ? Rappaport en doute. *« Les LBO sont des culs-de-sac économiques – au demeurant, en général fort rentables. »* Les principaux bailleurs de fonds ne recherchent-ils pas en premier à « faire des coups » ? Plus encore, la firme cotée en Bourse est loin d'être moribonde. De nouvelles méthodes, des procédures inédites de contrôle, décrites par Rappaport facilitent la surveillance de la gestion des « dirigeants ».

Le débat lancé par M.C. Jensen vient à point nommé. Un excellent panorama – lisible par tout un chacun – de l'évolution de la sphère financière dans *Business Horizons* remet en mémoire une évidence : au fil de l'histoire, les transformations du capital perturbent les rapports de pouvoir et de force entre les protagonistes de l'entreprise. La suprématie *sans fard du capital ne comporte-t-elle* pas des risques ? Quoi qu'il en *soit, ce bain de réalisme remet* à leur juste place les bons sentiments des *promoteurs de culture, d'identité et* de projet d'entreprise.

J.-G. PADIOLEAU
(avec la collaboration de l'ESCP)

▶ M.C. Jensen, « Eclipse of the Public Corporation », *Harvard Business Review*, septembre - octobre 1989, nº 5, pp. 61-76.
▶ Letters to the Editor, « The Public Corporation : Viewing the Eclipse », *id.*, novembre - décembre 1989, nº 6, pp. 182-208.
▶ T. Ehrenfeld, « Competitiveness Problem ? HBR Readers Say Yes », *id.*, novembre - décembre 1989, nº 6, p. 222.
▶ J. *Kitching*, « *Early Returns on LBOs* », *id*, novembre - décembre 1989, nº 6, pp. 74-81.
▶ A. Rappaport, « The Staying Power of the Public Corporation », *id.*, janvier - février 1990, pp. 96-104.
▶ *Harvard Business Review*, Soldiers Field, Boston, Middlesex, Mass. 02163.
▶ A. Nimgade, « American Management as Viewed by International Professionals », *Business Horizons*, novembre - décembre nº 6, pp. 2-76.
▶ R.C. Klemkosky and al., « Focus on Finance », *id.*, novembre - décembre 1989, pp. 2-76.
▶ *Business Horizons*, Graduate School of Business, Indiana University, Bloomington, Indiana 47405.

Résultats des sociétés pour 1989

● Finances

□ **Banque Populaire de Lorraine : progession de 16 % du bilan.** – La Banque populaire de Lorraine (BPL), première Banque populaire de province depuis cinq ans, a enregistré en 1989 une progression de 16 % de son bilan total par rapport à 1988, équilibrant celui-ci à 1,5 milliard de francs. Qualifiée par la direction de la BPL de *« très bonne année par rapport à des années exceptionnelles »*, a été marquée par une progression de 15 % des dépôts de la clientèle par rapport à l'année précédente. Ceux-ci s'élèvent à 7,379 milliards de francs.

□ **Banque Chaix : meilleure performance depuis neuf ans.** – La banque à vocation régionale Chaix a enregistré son meilleur résultat net d'exploitation depuis 1981 avec *31,22 millions de francs* en progression de plus de 10 %, a indiqué *M. Pierre Habib-Deloncle, président* de la banque avignonaise. Le poids commercial de la banque n'est pas négligeable puisque le total du bilan a représenté l'an dernier 4 milliards de francs (+12,14 %). Le produit net bancaire (207,8 millions) a augmenté de 2,9 % et sa rentabilité a dépassé les 15 %. Les dépôts à vue collectés ont crû dans le même temps de *10 %. Coté à la bourse de Marseille*, la banque Chaix proposera à *sa prochaine assemblée générale* le versement à son actionnaire d'un dividende de 15,5 francs par actions (+10 %).

□ **Victoire n'en finit plus de consolider.** – Le chiffre d'affaire consolidé du groupe d'assurance Victoire est de 56 milliards de francs. Il intègre les résultats de la principale filiale du groupe, à savoir Colonia, et ceux de filiales moins importantes comme Nieuw Rotterdam. Les actifs aujourd'hui gérés par le groupe atteignent 160 milliards de francs. Le résultat net consolidé n'a pas encore *été établi*.

□ **UBP : baisse de 70,1 % du bénéfice.** – L'Union de Banques à Paris (UBP, groupe CCF), a enregistré en *1989* un bénéfice *net de 60,9* millions de francs contre 203,5 *millions en 1988, soit une baisse* de 70,1 %. Toutefois, selon un communiqué, la comparaison entre les deux exercices en termes de bénéfice est *« sans grande signification »* car le bénéfice de 1988 intégrait les plus-values exceptionnelles réalisées grâce à la cession de deux immeubles parisiens. Le bénéfice net de l'UBP était de 4,6 millions en 1987 et de 36 millions en 1986.

□ **Sogerap : progression de 74 %.** – Sogerap, filiale financière d'Elf Aquitaine, a connu en 1989 une progression de 74 % de ses résultats, le bénéfice net passant de 120,5 millions de francs en 1988 à 209,8 millions de francs. Cette amélioration résulte d'une augmentation des revenus courants *bruts qui s'établissent à 87,8 millions* de francs contre 72,4 millions en 1988, *dont 43 millions pour la* partie des dividendes reçus des sociétés pétrolières (Elf Nigéria, Esso Rep, SDPI). Par ailleurs, les revenus exceptionnels bruts se sont élevés à 174,5 millions de francs (contre 81 millions en 1988), dans lesquels la plus-value sur la vente de 10 % d'Elf Nigéria intervient pour 116,9 millions de francs

● Services

□ **Air Canada ; érosion.** – Air Canada a annoncé un bénéfice net de 149 millions de dollars canadiens pour 1989 (plus de 715 millions de francs), contre 89 millions en 1988. Une progression apparente due à la vente, pour 86 millions de dollars, d'une part des actions d'Air Canada dans GPA Group (*le Monde* du 27 décembre 1989). *Le bénéfice d'exploitation*, de 107 millions de dollars est un peu inférieur à celui de 1988 (108 millions), en raison, selon le PDG d'Air Canada, M. Pierre Jeanniot, de la hausse du carburant au quatrième trimestre et d'une baisse du rendement à partir de la mi-octobre. Sur l'ensemble de l'année, *le* rendement a été de 16,3 % contre 15,7 % en 1988, tandis que *le coefficient d'occupation* a reculé, passant de 71,4 % à 69,7 %.

□ **Swissair : 25 % de mieux.** – La compagnie aérienne Swissair a réalisé en 1989 un bénéfice de 94,7 millions de francs suisses (360 millions de francs français) en hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le chiffre d'affaires atteignait 4 837 *millions de francs suisses* (18,4 milliards de francs français). Swissair a transporté 8,6 millions de passagers (+ 6 %) et 301 000 tonnes de fret (+ 5 %). La compagnie se prépare à augmenter son capital pour accueillir dans son tour de table les compagnies SAS et Singapore Airlines avec lesquelles elle a conclu des accords de coopération privilégiée.

□ **Nouvelles Frontières : à nouveau bénéficiaire.** – L'agence de voyages Nouvelles Frontières a renoué, en 1989, avec les bénéfices. Après un exercice 1988 qui s'était conclu par un déficit de 77 millions de francs, Nouvelles Frontières a réalisé un bénéfice de 27,3 millions pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de francs et 1,04 million de clients (+3 %). A vrai *dire 15* de ces millions ont été apportés à titre d'ac*tifs lors de la restructuration* du groupe en juin dernier avec l'aide de la Garantie mutuelle des *fonctionnaires*. Les pertes considérables enregistrées par la compagnie Corse Air dont Nouvelles Frontières s'était portée garante ne semblent plus devoir mettre l'agence en péril.

● Industrie

□ **Carbone Lorraine : progression de 20 %.** – Le Carbone-Lorraine, filiale de composants industriels du groupe Pechiney, a enregistré l'an dernier une hausse de 20 % de son bénéfice net part du groupe, qui s'est élevé à 102 millions de francs contre 85 millions en 1988. Le chiffre d'affaires a progressé de 11 %, une croissance identique à celle de 1988, et a frôlé les 2 milliards, à 1,939 milliard de francs. *Le groupe*, qui n'a procédé à aucune acquisition l'an dernier, a bénéficié de la croissance *soutenue* des industries de biens d'équipements. Il a également bénéficié d'un changement du régime fiscal au Brésil, où se trouve une de ses plus grosses filiales.

□ **Hurel-Dubois : vive hausse.** – Le groupe d'équipements aéronautiques Hurel-Dubois (groupe Navigation mixte) a enregistré une nette progression de l'activité et des résultats en 1989 et va prochainement procéder à une augmentation de capital de 100 millions de francs. Les données provisoires font apparaître un chiffre d'affaires de 483 millions de francs (contre 278 *millions en 1988*) pour les quatre sociétés du groupe avec des *résultats cumulés* de 14,5 millions contre 2,5 millions en 1988 en tenant compte de la nouvelle société constituée en Grande-Bretagne, lors de la reprise de l'activité inverseurs de poussée de la société Lucas Aerospace.

□ **Salins du Midi : progression de 3,8 %.** – La *Compagnie des Salins* du Midi et des Salines de l'Est a *dégagé en 1989* un résultat net de 103,2 millions de francs, en progression de 3,8 % par rapport à l'exercice précédent, ont annoncé mardi les dirigeants du groupe. La Compagnie a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1,278 milliard de francs, en augmentation de 8,2 %. L'activité sel a représenté 68,2 % du chiffre d'affaires total avec 872 millions, l'activité vin 26,3 % avec 336 millions de francs et le divers a réalisé 41 millions de francs de l'activité.

□ **Cascades : forte baisse.** – Avec 37,2 millions de francs, la filiale *française du géant canadien* Cascades affiche en 1989 un bénéfice net consolidé réduit de moitié par rapport aux 65,1 millions de francs réalisés l'année précédente. Dans un communiqué publié mercredi 14 mars, les dirigeants de la société papetière invoquent leurs deux acquisitions récentes (unité Cascades Duffek en Belgique et Cascades Djupafors en Suède) pour expliquer ce repli. Ces usines auraient grevé les profits consolidés du groupe en accusant des pertes nettes totales de 17 millions de francs. Conséquence de ces acquisitions, le chiffre d'affaires a augmenté de 42 % à 1,48 milliard de francs. A périmètre identique, la *progression* est de 14,4 %

□ **Jacobs-Suchard : baisse du bénéfice de 10,4 %.** – Le confiseur Jacobs-Suchard a enregistré l'an dernier un recul de son bénéfice net de *275 millions* de francs suisses (1,045 milliard de francs) *contre 307 millions en 1988*, soit une baisse de 10,4 % due à une perte opérationnelle de l'ordre de 50 millions de dollars subie par sa filiale de Chicago E. J. Brachs sur le marché américain de la confiserie, Jacobs-Suchard, second groupe suisse de l'alimentation derrière Nestlé, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires en hausse de 4,5 % à 6,67 milliards de francs suisses (25,3 milliards de francs). Le cash-flow a diminué de 5,2 % à 418 millions de francs suisse.



SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN EN 1989

CONFIRMATION DU RÉSULTAT NET DE 4,3 MILLIARDS DE FRANCS DIVIDENDE PAR ACTION AUGMENTÉ DE 11 %

Le Conseil d'administration de la Compagnie de Saint-Gobain, réuni le jeudi 15 mars 1990, a approuvé les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1989.

Les principales **données consolidées définitives du Groupe** se résument ainsi :

En millions de francs	1989	1988	1987 retraité
Ventes	66 093	58 875	54 602
Résultat d'exploitation	8 735	8 026	7 267
Résultat courant	7 354	6 465	5 335
Résultat net du Groupe	4 953	5 061	3 489
Résultat net	4 311	4 044	2 523
Résultat net hors plus-values	3 686	3 077	2 129
Autofinancement	8 179	7 105	6 207
Investissements industriels	6 202	5 367	3 530
Investissements totaux	10 788	12 512	5 535
Total des fonds propres	30 647	24 974	18 950
Dettes financières	9 122	9 493	10 259
Effectifs	87 816	84 689	85 474

Les ventes du Groupe augmentent de 12 % et, à structure comparable, de 9 %. Elles se répartissent ainsi : France marché intérieur 30 %, exportations à partir de la France 13 %, autres pays d'Europe 36 %, autres pays 21 %.

Le résultat d'exploitation s'entend après dotation aux amortissements de 3 566 millions de francs (+ 16 %), et aux provisions de 872 millions de francs (+ 17 %).

Le résultat courant des sociétés intégrées est obtenu après des frais financiers nets (1 156 millions de francs) proches de ceux de l'an dernier et des charges hors exploitation (534 millions de francs) en diminution de 7 % sur celles de 1988.

Le résultat net du Groupe comprend des résultats sur cessions d'actifs (519 millions de francs) inférieurs de près de 600 millions de francs à ceux de 1988 qui avaient enregistré les conséquences d'importantes cessions. Ce résultat s'entend après une provision pour impôts de 2 783 millions de francs, en progression de 12 % sur celle de 1988.

Le résultat net est calculé après déduction de 642 millions de francs revenant aux actionnaires détenant des intérêts minoritaires dans des filiales du Groupe. Ce chiffre est inférieur à celui de l'an dernier (1 017 millions de francs), à la suite notamment du rachat des intérêts minoritaires dans plusieurs filiales importantes.

Ce résultat net atteint 4 311 millions de francs contre 4 044 millions de francs en 1988. **Hors plus-values**, il se monte à 3 686 millions contre 3 077 en 1988, soit une progression de 20 %.

Rapporté au nombre total des titres émis au 31 décembre 1989 (62 056 010), le résultat net représente un bénéfice par action de 69,47 F, contre 70,41 au 31 décembre 1988 (57 433 150 actions). Hors plus-values, il est de 59,4 F en 1989, contre 53,6 F en 1988.

L'autofinancement (+ 15 %) couvre largement les investissements industriels qui, déjà à un niveau élevé, progressent encore de 16 %.

Les investissements en titres restent importants (4 586 millions de francs). Ils couvrent principalement l'acquisition de plusieurs sociétés, notamment en Italie, dont les activités sont complémentaires de celles des principales branches du Groupe.

Le Conseil d'administration a par ailleurs arrêté **les comptes sociaux de la Compagnie de Saint-Gobain**, société mère (holding) du Groupe. Ces comptes se soldent par un bénéfice de 950 millions de francs, contre 839 millions de francs en 1988.

En conséquence, il sera proposé à l'Assemblée générale de la Compagnie de Saint-Gobain qui sera convoquée pour le 15 juin 1990, de distribuer 900 millions de francs, contre 744 millions de francs l'an dernier (+ 21 %). **Le dividende** revenant à chaque action serait ainsi de 14,5 F contre 13 F l'an dernier (+ 11 %). Il s'y ajouterait un avoir fiscal de 7,25 F, **soit un total de 21,75 F par action**, contre 19,50 F l'an dernier. Le dividende serait mis en paiement dans la première quinzaine de juillet. Comme l'an dernier, il sera proposé d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en actions du dividende.

Service des relations avec les actionnaires
Tél. : (1) 47.62.33.33 - Minitel : 36-15 Code GOBAIN



LABORATOIRE DR RENAUD
PARIS

92, rue de la Victoire 75009 Paris
Chaussée d'Alsemberg, 596-Bruxelles

Les LABORATOIRES DR RENAUD Paris et Bruxelles ont été achetés par la société holding SODIPE, dans laquelle on retrouve la société Saulnes-Chatillon, filiale du groupe Paribas, et la société SOFINCO, important groupe français ayant des activités de prestataire de services dans le secteur du transport maritime, terrestre et aérien ainsi que trading. Cette reprise, qui s'est déroulée en début d'année 1989, va permettre aux LABORATOIRES DR RENAUD de consolider leur marque et le développement de leurs traitements et produits de soins dans les instituts de beauté (France et international).



PROGRESSION DE 40% DU RESULTAT NET DU CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE EN 1989.

Confirmant les prévisions déjà données au cours des derniers mois, les différents niveaux de résultat sont en forte croissance :

(en millions de francs)	1988	1989	
Produit net bancaire	1 776	2 079	+ 17%
Résultat brut d'exploitation	693	881	+ 27%
Résultat net	236	332	+ 40%

La très forte expansion de l'activité se traduit au 31 décembre 1989 par :
- un total de bilan proche de 52 milliards de francs,
- des encours de crédit de 33,8 milliards de francs (+21% par rapport au 31.12.1988),
- des encours de collecte, hors titres de créances négociables, de l'ordre de 64 milliards de francs (+ 14% par rapport au 31.12.1988).

Confirmant une politique constante d'association des porteurs de CCI Crédit Agricole d'Ile de France à la progression des résultats, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de servir un dividende brut de 20,25 francs, en augmentation de 17,4%.

SUCCES DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR EMISSION DE CERTIFICATS COOPERATIFS D'INVESTISSEMENT

L'augmentation de capital de janvier-février 1990 a connu un vif succès, marqué par une très forte demande sur les droits de souscription. L'émission a été intégralement souscrite, permettant au Crédit Agricole d'Ile de France d'accroître de 315,7 millions de francs le total de ses fonds propres.

VP RSCH FINANCES

BANQUE FRANÇAISE

Lors de sa réunion du 7 mars, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1989 qui font apparaître une croissance, par rapport à l'exercice précédent, de 41 % des capitaux moyens prêtés aux clients, de 28,7 % des placements gérés, de 40,8 % du produit net bancaire et de 117,6 % du résultat brut courant. Le résultat net quant à lui a triplé.

Ces premiers succès dans la stratégie mise en place avec les actionnaires (MGPTT, MACIF, LB, BMF) qui en 1988 ont rejoint le groupe Fastout dans la Banque Française, ont conduit le conseil à proposer la distribution d'un premier dividende.

AXIAL

Odeville

Le Conseil d'administration de la société Deville a arrêté, lors de la séance du 15 mars 1990, les comptes de l'exercice 1989.

Ceux-ci font apparaître un bénéfice net de	29 264 430 F
après déduction des sommes versées au titre de l'intéressement	
et de la participation de	2 432 333 F
impôt sur les sociétés de	7 417 976 F
et dotation aux amortissements de	5 021 084 F
contre un bénéfice net de l'exercice 1988 de	30 550 081 F
après déduction des sommes versées au titre de l'intéressement	
et de la participation de	8 998 916 F
impôt sur les sociétés de	19 521 813 F
et dotation aux amortissements de	3 200 041 F

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 257 120 516 F contre 258 564 707 F réalisé en 1988.

Le Conseil d'administration proposera un dividende net de 24 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 12 F donnant un total de 36 F.

L'affectation du bénéfice permet de porter le total des réserves et du report à nouveau à 61 980 555 F contre 58 440 925 F pour l'exercice précédent.

L'année 1989 a été caractérisée pour Deville par trois faits marquants :

— la reconversion et la modernisation de sa gamme de produits lui permettant de maintenir son chiffre d'affaires dans un marché déprimé (trois hivers doux consécutifs) ;

— une grande rigueur de gestion se caractérisant par l'allègement sensible de ses stocks ;

— des investissements très importants dans les domaines techniques, commerciaux et financiers, favorisant le développement de la société.

Deville vient d'acquérir 99,9 % du capital des Cheminées « La Chênaie » près d'Angoulême, troisième fabricant français de cheminées en pierre, permettant ainsi d'offrir un produit complet à la clientèle (foyer et cheminée).



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

RÉSULTATS 1989

Le Conseil d'Administration de l'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT, réuni le 15 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Bertrand DAUGNY, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989, qui seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 10 mai 1990.

L'année 1989 s'est caractérisée par une consolidation du chiffre d'affaires qui a atteint 4 112 MF HT contre 4 041 MF HT en 1988.

Le bénéfice net 1989 est de 133,5 MF, en progression de 16 % sur celui de 1988 (115,3 MF) et représente une marge nette de 3,2 %.

Les investissements de la Société pour 1989 en immobilisations corporelles s'élèvent à 189 MF contre 160 MF en 1988. Les investissements incorporels correspondant aux études autofinancières en 1989 se sont élevés à 222 MF contre 211 MF en 1988.

La capacité d'autofinancement de la Société en 1989 est de 459 MF. Corrigée de l'incidence nette de la provision FNE, elle atteint 481 MF, soit 12 % du chiffre d'affaires, contre 464 MF en 1988.

Les commandes prises au cours de l'exercice 1989 s'élèvent à 4 001 MF HT contre 3 956 MF HT en 1988. Le carnet de commandes au 31 décembre 1989 atteint 7 450 MF HT, en progression de 150 MF sur celui du 31 décembre 1988 et représente environ 22 mois de chiffre d'affaires 1989.

Il faut remarquer les très fortes progressions en 1989 :

— des prises de commandes à l'exportation (+ 65 %) = 1 676 millions de francs HT contre 1 016 millions de francs HT en 1988.

— des prises de commandes dans le secteur civil (+ 64 %) enregistrées par la Division ESD AUTOMATISMES = 951 millions de francs HT contre 579 millions de francs HT en 1988.

Les capitaux propres au 31.12.1989 après affectation des résultats telle que proposée par le Conseil d'Administration, seront en excédent de 309 MF par rapport au montant de l'actif net immobilisé. Cet excédent est en progression de 96 MF par rapport à celui du 31.12.1988 (213 MF).

Le Conseil d'Administration soumettra à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 10 mai 1990, le paiement d'un dividende global de 50,8 MF au titre de l'exercice 1989. Compte tenu de la création de 80 770 actions nouvelles en 1989, consécutive aux levées d'options de souscription d'actions effectuées par le personnel, le dividende unitaire brut 1989 sera identique à celui de 1988, soit 16,20 F par action, dont 5,40 F de crédit d'impôt.

LES CABLES DE LYON

FORTES PROGRESSIONS DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 15 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Claude BOVIS pour examiner les résultats de l'exercice 1989 du Groupe LES CABLES DE LYON.

Ces résultats se présentent ainsi :

	CHIFFRE D'AFFAIRES en millions de francs	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE en millions de francs	RÉSULTAT NET PART DU GROUPE en millions de francs	NOMBRE D'ACTIONS	RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION en francs
1989	23.806	817	686	3.186.555	215
1988	18.503	529	457	2.896.814	158
ÉVOLUTION	+ 29%	+ 54%	+ 50%	+ 10%	+ 36%

Au cours de l'exercice 1989, le Groupe a obtenu des succès commerciaux importants, parmi lesquels il y a lieu de signaler :
- des liaisons en fibre optique en Atlantique, dans le bassin méditerranéen, et à Taïwan,
- des câbles Haute-Tension aux USA : en Alaska et à Boston,
- des contrats clés-en-mains en Chine, en Indonésie, à l'Ile Maurice et au Chili.

A périmètre constant, la progression du chiffre d'affaires s'élève à 21%, la hausse des cours du cuivre accentuant de façon significative la croissance en volume.

Le résultat net y compris la part des minoritaires atteint 817 millions de francs et traduit une amélioration sensible du taux de rentabilité mesuré par rapport au chiffre d'affaires et qui s'élève à 3,4% contre 2,9% en 1988.

La part revenant à Câbles de Lyon s'établit à 686 millions de francs et représente un bénéfice par action de 215 francs en progression de 36% d'une année sur l'autre, pour un nombre d'actions augmenté de 10% par suite de la conversion de 284 736 obligations.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée le 21 juin 1990, de distribuer un dividende de 65 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 32,50 francs. Ce dividende, en progression de 30% par rapport à celui de l'exercice précédent, représente une distribution globale de 207 millions de francs contre 145 millions de francs en 1988.

Au cours de cette même Assemblée, l'option sera offerte pour le paiement du dividende en actions.





Résultats 1989

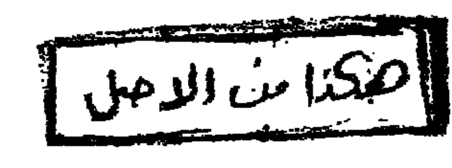
Le Conseil d'Administration de Fimagest, réuni le 22 février 1990 sous la présidence de Monsieur Jérôme Meyssonnier, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989.

Le bénéfice net après impôt s'établir à 3[illegible]88.948,13 F. Il a été réalisé dans un contexte de marché difficile et après des investissements humains et techniques en augmentation.

Les montants gérés ont progressé de façon satisfaisante puisqu'ils atteignaient 19,7 milliards de francs à fin 1989, soit une progression de plus de 23 % par rapport à 1988.

Le Conseil d'Administration soumettra à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, convoquée le 26 Avril 1990, la mise en paiement d'un dividende de 11.970.000 F.

Le dividende net représenterait ainsi 210 F par action auquel s'ajouterait l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 105 F, portant le revenu global d'une action à 315 F.



15, boulevard de l'Amiral Bruix - 75116 PARIS - Tél. : 45 02 79 01

MEDIA-FINANCE

CHAMPS ECONOMIQUES

Afrique : la chimère des matières premières

Ni la spéculation ni les multinationales ne sont en cause. Les denrées tropicales, « trésor » des dirigeants africains, ont fait leur temps

Café Robusta et cacao à Londres
(en livres par tonne longue, 2e échéance)

1987
1988
1989
1990
1644
1426
1423
Café Robusta
Cacao
1229
947
710

ON a parfois comparé l'Afrique à un grand sac au fond duquel seraient tombées toutes les richesses de la Terre. Les experts miniers ont parlé de l'Afrique du Sud comme d'un « *scandale géologique* » avançant *en politique à coups de catastrophes* et en économie à coups de chance. C'est un fait que l'Afrique « blanche » a connu une belle fortune depuis la découverte du diamant en 1867 et des premières pépites aurifères en 1886, dans le Witwatersrand. Le sous-sol a libéré *une profusion de métaux précieux* et stratégiques, de l'or et du platine, du chrome et du manganèse, du zirconium et de l'antimoine.

A elle seule, l'Afrique du Sud *représente* le tiers du PIB du continent noir. Elle est l'unique grande puissance économique mondiale à avoir puisé sa prospérité dans les matières premières non énergétiques. Partout ailleurs en Afrique, les ressources naturelles, végétales ou minérales, sont symbole d'appauvrissement.

Enormes excédents

Jamais depuis 1975 le cacao n'avait été aussi malmené sur les marchés mondiaux. Avant l'éclatement de l'accord international en février 1988, les cours se maintenaient autour de *1100 livres* par tonne de fèves. Deux ans plus tard, les prix étaient tombés dans la zone des 600 livres. S'ils se sont quelque peu redressés, ce n'est pas à la faveur d'un assainissement du marché, toujours en butte à d'énormes excédents (plus de 1 *million de tonnes, soit* l'équivalent d'une demi-année de production).

Il a suffi de cris d'étudiants dans les rues d'Abidjan pour que les *cotations repassent* la *barre* des 700 livres. Il est prévisible que le retour au calme chez le premier producteur mondial de cacao s'accompagnera d'une nouvelle détente sur le marché. Outre la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Ghana sont directement exposés à cette crise, un tiers au moins de leurs recettes d'exportation reposant sur les ventes de fèves.

A écouter le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, qui se présente lui-même à l'occasion comme « *planteur* », le cacao souffre d'une conjuration de méchants Occidentaux qui réunirait les spéculateurs *assidus de Londres*, de New-York et de Paris ainsi que les firmes multinationales, dont il ne cite pas les noms. Ce discours avait longtemps cimenté l'unité sociale ivoirienne, au nom d'un ennemi commun, puissant et invisible, par qui arrivait tout le mal.

C'est en fustigeant ce syndicat des ennemis de la Côte-d'Ivoire que le « bélier de Yamoussoukro » a pu justifier, au début de la dernière campagne (et sous la pression *du FMI), une baisse du prix minimal* garanti au planteur. Mais, à l'analyse, les déboires ivoiriens illustrent davantage un entêtement de l'Afrique et des organisations internationales censées l'aider, à l'égard de matières premières tropicales dont on ne sait plus comment dire qu'elles ont fait leur temps.

En premier lieu, la spéculation internationale n'est pour rien, ou très peu, dans la situation dépri*mée du marché. Depuis plusieurs* années, les fonds spéculatifs d'investissement se sont massivement portés sur des marchés financiers plus alléchants que le cacao, qui chaque jour inscrit la baisse au menu.

Quant aux multinationales, elles ne forment pas un front uni hostile à un soutien des prix. Si les firmes américaines sont en effet attachées à un approvisionnement au prix du marché, Nestlé est explicitement *favorable à une augmentation des* cours (et Jacobs Suchard implicitement), à condition que cette meilleure rémunération garantisse à l'acheteur une stabilité d'approvisionnement et de qualité.

Or, en 1988 et pendant toute une année, la Côte-d'Ivoire s'est volontairement retirée du marché cacaoyer, avec l'espoir de *faire* remonter les prix. Un jeu d'apprenti sorcier qui ne lui a causé que des déboires. Il a fallu à Abidjan le soutien (feutré mais réel) des finances publiques françaises (à hauteur de 400 millions de francs) pour financer en catastrophe *l'écoulement de 400 000 tonnes de* cacao dont elle ne savait plus que faire.

Populations asservies

Dans le même temps, la Malaisie, nouvelle venue sur le marché du cacao, s'est empressée de prouver aux clients traditionnels de la Côte-d'Ivoire qu'elle était un fournisseur fiable. En moins de quinze ans, la production malaise de fèves est passée de quelque 10 000 tonnes à près de 200 000 tonnes, hissant le pays au quatrième rang mondial. Kuala-Lumpur n'accepte *pas* les reproches du ministre français de la coopération, M Jacques Pelletier *selon lesquel les prix du cacao* auraient commencé à baisser fortement du jour où l'Asie du Sud-Est a produit à grande échelle et désorganisé les échanges.

Le problème est ailleurs : si la Malaisie a pu réaliser une telle percée, c'est aussi que l'activité cacaoyère ivoirienne ne remplissait pas toutes les conditions de compétitivité requises *pour supporter* la concurrence élargie à l'Asie. Se plaindre du manque de fair-play des Malais, prompts à casser les prix sur le marché mondial et résolument non membres de l'accord international (au reste en souffrance), n'est pas une stratégie constructive pour l'Afrique cacaoyère.

Elle continuera à perdre de l'argent et des parts de marché tant *que la production* n'aura *pas été* réorganisée sur le terrain dans le sens d'un resserrement des coûts (de la plantation à la livraison), d'une maîtrise de l'offre et d'un relèvement de la qualité. Il y a peu à espérer d'une stratégie commune de commercialisation du cacao africain *si l'on se réfère aux expériences* malheureuses des années 80, qui ont montré l'individua*lisme forcené* de chaque producteur...

Tombé lui aussi à son *plus bas* niveau depuis quinze ans au lendemain de la suspension de l'accord international, le 3 juillet 1989, le café apparaît comme l'autre point noir de l'Afrique. Après être descendus autour de 650 livres en février (soit une baisse de 40 % *en une année*), *les cours du* robusta, la principale variété du continent, sont remontés en mars au-dessus de *700* livres.

L'incertitude sur la politique économique brésilienne, après l'élection du nouveau président, a momentanément soutenu la tendance, ainsi que la perspective d'achat par le Mexique de 500 000 sacs de 60 kilos destinés à alimenter ses usines de décaféiné. Pour le reste, l'inquiétude est *grande de voir encore l'Ouganda*, la République centrafricaine et l'Ethiopie souffrir de l'effondrement des prix de leur principale recette d'exportation. Comment ne pas lier les nouvelles craintes de famine en Ethiopie et la vente à vil prix de son arabica (une variété *d'exception en Afrique*), *même si* la crise de ce pays n'est pas, loin s'en faut, réductible à celle du café ?

L'Afrique ne s'est pas encore remise du mythe du « trésor caché » que les puissances coloniales ont longuement nourri en prélevant denrées tropicales et substances minérales pour le *compte de leur propre développement*. L'arachide du Sénégal, le coton d'Egypte, les phosphates d'Afrique du Nord, l'uranium du *Niger*, *le cuivre* de la *copperbelt* zaïroise et zambienne ont tour à tour pourri les Etats et asservi leurs populations, à force de les avoir fait rêver.

Les responsabilités, bien sûr, sont partagées. Les grandes organisations des Nations unies (Fonds *monétaire international* et *Banque* mondiale) ont tenu pour vertueuses les exportations de matières premières servant à rapporter des devises, à rembourser la dette, à financer les investissements. Mais comment pouvait-on croire sérieusement qu'un décollage économique durable pourrait s'accomplir au beau milieu des turbulences des marchés deS produits de base, même un moment protégés par les fragiles accords de sta*bilisation des prix*. ?

Pourquoi les chefs de gouvernement africains ont-ils persisté dans ces productions de moins en moins rentables (si ce n'est pour leur avantage personnel), alors que s'alourdissait d'année en année leur facture céréalière, expression *chiffrée de leur négligence pour* l'agriculture vivrière ? Comment ces Etats, qui, jusqu'à un passé récent, ne croyaient pas au marché, ont-ils confié leur sort et celui de leurs peuples à quelques cotations fixées à Londres, New-York ou Paris ? N'ont-ils pas été, eux aussi, *des spéculateurs* ?

Le poids des matières premières, certains disent du « *fardeau* », est *l'héritage du passé, la tare du sous*-développement. Les pompiers de haute volée savent que, pour éteindre un puits de pétrole en flammes, il faut y placer de la dynamite. Guérir le feu par le feu. Peut-être faut-il que la crise des denrées tropicales s'aggrave encore pour que tous, chefs d'État, organisations internationales, partenaires occidentaux, cessent de poursuivre la chimère d'une remontée des cours ?

Les économies africaines n'ont-elles d'autres ressources économiques et humaines à offrir que des fèves de cacao, des cerises de café douces-amères ? Parce qu'ils les *ont considérées comme un trésor*, les dirigeants africains ont trop souvent estimé que les matières premières étaient leur bien propre. Le trésor dévalué, c'est la solidité *même des Etats africains qui est* ébranlée.

L'Afrique attend d'autres modes de représentation, d'autres autorités politiques et économiques à des échelons infra-étatiques (locaux) ou supra-étatiques (organisations communes de marchés). L'esprit d'entreprise n'est pas mort sur ce continent, mais seulement le goût d'entreprendre dans un système que les étudiants noirs, d'Abidjan à Libreville, tiennent pour dépassé *et suicidaire*.

ERIC FOTTORINO

La mue du mark

par Patrick Artus et Christian de Boissieu

LE projet d'unification monétaire allemande pose de nouveau la question de la place de la monnaie dans le processus d'intégration économique et politique. Vérité d'un côté, erreur de l'autre ? Le fait est *que les autorités ouest-allemandes*, prudentes lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre les recommandations du rapport Delors *et sûres que* la monnaie unique ne peut être que le couronnement de l'union économique et monétaire de la CEE, adoptent une attitude presque opposée vis-à-vis de la RDA. Malgré les réserves de la Banque centrale, foin des préalables sur la convergence des économies réelles et sur la sagesse des politiques économiques, exigés pourtant pour le Portugal, la Grèce et même quelques pays membres plus avancés !

La nécessité d'enrayer l'hémorragie *de la population active de la* RDA et la force du consensus politique tout à la fois justifient et permettent de faire de la réforme monétaire le point de départ, et non pas d'arrivée, de la réunification allemande. La transformation du deutschemark de monnaie parallèle qu'il est en monnaie légale de la RDA risque de se faire avant même qu'une véritable loi sur la propriété privée ou qu'une réforme majeure – et non le énième ajustement á la marge du niveau et de la structure des prix – aie été mise en œuvre dans ce pays.

L'intégration monétaire de pays ou de régions à forts écarts de productivité, de salaires réels, etc., implique que les ajustements se fassent, non plus par les variations de change, mais grâce aux variables réelles, en particulier grâce à la mobilité des facteurs de production. Exigeantes leçons de l'analyse des zones monétaires « optimales »! Il devient donc légitime de considérer *comme un tout l'économie des* deux Allemagnes.

Ni inflation ni dégradation commerciale

Quelle est la nature du choc auquel est confrontée l'économie *allemande ? Il résulte à court terme* de l'unification monétaire et plus durablement de l'effort de remise à *niveau de la RDA. D'une part, la* conversion en deutschemarks de l'épargne accumulée en RDA constitue *initialement un choc monétaire*, qui assez rapidement va se transformer en un surcroît de demande de biens et de services ; *il en serait* d'ailleurs de même d'un éventuel transfert de revenus ou de prestations au *bénéfice* des Allemands de l'Est.

D'autre *part*, la *disponibilité* d'une main-d'œuvre généralement qualifiée et le besoin de modernisa*tion vont créer durablement* les conditions d'une croissance rapide avec une forte rentabilité de l'inves*tissement. Ces problèmes posés* à l'économie mondiale sont très différents selon le degré et la vitesse de diffusion de ce choc.

Si le supplément de demande peut être satisfait par l'appareil productif ouest-allemand sans tensions exces*sives, le risque de dérapage inflationniste* et de dérive des taux d'intérêt reste modéré. Ce scénario *semble exagérément optimiste en* raison de la saturation des capacités de production en RFA et de l'appel *inévitable à des produits d'autre* origine géographique.

Le refus probable d'une solution qui passe soit par l'inflation, soit par la dégradation du commerce extérieur conduit inéluctablement au relèvement des taux d'intérêt sur le mark. De toute façon, la Bundesbank va à court terme s'efforcer de stériliser les déséquilibres monétaires dus à la réunification. On voit mal qu'elle accepte de sacrifier sa crédibilité.

Le taux de conversion entre les deux marks *polarise l'essentiel* de l'attention. Il faut, semble-t-il, replonger ce débat dans le cadre *plus général du choix* du taux de salaire et du partage de la charge entre la monnaie et le budget. Un taux de change favorable pour le mark est-allemand gonflerait les liquidités, rendrait d'autres formes d'aide moins nécessaires et décourageait l'investissement direct.

Inversement, le désir de favoriser les implantations en RDA par un taux de change défavorable au mark est-allemand serait mis en échec par la tendance à un alignement rapide des salaires. Quelle que soit finalement la répartition de la charge entre les salaires, la monnaie et le budget, la nécessité de freiner l'hémorragie de population contraint à gérer un choc monétaire et réel.

L'évolution de la valeur du deutschemark à court terme sera préservée par la hausse des taux d'intérêt allemands. A moyen terme, elle devrait bénéficier de la remontée de la profitabilité du capital en Allemagne, source structurelle, et non plus liée à la politique monétaire, d'un relèvement des taux d'intérêt, effet qui sera d'autant plus marqué que l'épargne allemande seule serait sollicitée. Un partage international de la charge d'investis*sement* globaliserait la tension sur l'épargne en diminuant ses aspects purement régionaux.

A plus long terme, une fois la modernisation achevée, la question *cruciale* est le degré d'internationalisation du mark. La Bundesbank doit accepter, compte tenu du nou*veau paysage politique*, ce à quoi elle a pendant longtemps rechigné : l'essor international du deustche*mark comme monnaie* véhiculaire et comme monnaie de réserve.

Lire la suite page 31

► **Patrick Artus** est chef du service des études économiques et financières à la *Caisse des dépôts et consignations*.

► *Christian de Boissieu est professeur à l'Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne)*.

CHAMPS ECONOMIQUES

L'épargne-logement, une bombe à retardement

Les banques craignent que la brusque demande des prêts arrivant à échéance n'assèche leurs liquidités

UN mois après le lancement du PEP, le plan d'épargne populaire, les banques considèrent qu'il sera un succès. Or ce produit présente un risque de liquidité qui rappelle le risque de taux contenu dans un autre produit fétiche des ménages : le PEL, le plan d'épargne-logement. Cette épargne-logement est aujourd'hui l'équivalent d'une bombe a retardement.

Sur dix millions de PEL souscrits *de 1979 à 1989, huit sont en* vie, représentant, fin novembre, un *encours brut de 430 milliards* de francs, auxquels on peut ajouter les *118 milliards* des CEL *(comptes* d'épargne-logement). Or, depuis 1988, la *croissance des dépôts* s'est ralentie alors que les versements *sur les plans à moins d'un an* d'échéance ont remonté sensiblement. *Résultat* : les banques craignent que la brusque demande de prêts arrivant à échéance n'assèche leurs liquidités.

Dans un PEL, la banque transforme des dépôts en prêts longs à des conditions hors marché, la sous-rémunération de la phase de dépôt (4,62 %) compensera en partie la sous-tarification du crédit (6,48 %). Comme les taux sont fixés à l'entrée et pour des durées très longues, la mécanique confortable dans une situation de stabilité des taux se transforme en machine infernale dès que ces taux deviennent volatils. Les bonifications ajoutées aux engagements longs et au décalage permanent avec le marché créent une situation délicate.

Quand les dépôts financent les prêts, le système court un risque de liquidité. Actuellement, les PEL dont la durée résiduelle est inférieure à un an peut le faire redouter. Un boom de la demande de crédits conduirait toutes les banques à se refinancer sur le marché à des taux supérieurs aux dépôts. Il en résulte un second risque plus dangereux : le risque de taux.

Risque à la hausse d'abord. La transformation se fait sur des *dépôts à taux variables vers des* prêts à taux fixes de cinq à quinze ans. Or, *plus le taux de marché* monte, plus l'option est intéres*sante à exercer, et c'est précisé*ment dans ces moments que les *dépôts baissent car leurs rende*ments sont trop faibles. Pour leur *redonner de l'attractivité*, les pouvoirs poublics révisent la rémunération à la hausse ; les banques financent alors une masse plus importante de prêts avec des dépôts plus chers au moins pour partie d'entre eux.

Risque à la baisse ensuite. A cette rémunération élevée de l'épargne succède en retour un risque de baisse des taux. On observe en effet un phénomène de génération de taux : les PEL de 1983 à 1985 par exemple paient le dépôt entre 9 et 10 % (dont 3,5 points de prime d'Etat). En présence de taux bas, le PEL est chargé jusqu'à saturation de la prime. C'est le cas depuis 1988, les dépôts augmentent sensiblement sur des plans prorogés.

L'hérésie financière

Le système a ainsi accumulé du risque sans que jamais on prenne la peine de l'évaluer, au moins jusqu'à ces dernières années. Le Crédit foncier avait bien publié une série d'études économiques sur l'épargne-logement. Mais il a fallu attendre décembre 1988 et une communication de Jean-François Boulier à l'AFI (Association française de finance) ; puis octobre 1989 et Pierre-Yves Le Corre pour qu'enfin on dispose d'une valorisation des avantages contenus dans les PEL distribués. Pour que l'on s'aperçoive que les options d'emprunts, le droit à prêt, avaient été cédées presque gratuitement aux souscripteurs : une *hérésie financière* que l'on peut attribuer au cadre réglementaire très particulier du PEL.

Selon Pierre-Yves Le Corre, un PEL *ouvert aujourd'hui* par une mise de 10 000 francs et des *dépôts périodiques de 3 600 francs* permet de lever entre 60 000 et 100 000 francs *selon* la date d'emprunt. L'option a une valeur actuelle au jour de l'ouverture du plan de 8 200 francs. Ou encore, pour un placement de 100, la valeur du PEL dans le cadre d'un comportement rationnel est de l'ordre de 120 dans les conditions d'aujourd'hui. Sur ces 120, l'option représente un peu moins de 30 dont 7 apportés par la prime d'Etat.

Malgré un phénomène de génération de taux qui complique le calcul, Pierre-Yves Le Corre conclut : « *La valeur actuelle totale des options cédées atteint 100 milliards de francs.* » Il s'agit là d'un coût potentiel qui suppose que tous les titulaires exercent leur droit à emprunter. *Mais c'est aussi* un coût d'opportunité car les banques prêteront à *un taux très* éloigné de celui du marché.

Jusqu'à présent le système tient bon. Mais qu'en sera-t-il lorsque « *les bons frères* » exerceront l'option ? Plus brutalement, qu'en sera-t-il lorsque le tiers des détenteurs de PEL qui ne faisaient pas valoir leur droit au prêt le feront ? On peut imaginer, Europe oblige, que des non-résidents séduits par le droit au prêt à taux bonifié viennent souscrire auprès des banques françaises ces produits qui ne pourront leur être refusés.

Les engagements sont tout à fait considérables. De plus, l'Etat verse, via les avantages fiscaux et les primes, quelque 10 milliards de francs chaque année à l'épargne-logement... et l'on entend déjà des remises en cause de l'efficacité sociale de son intervention. Dans le *même* temps, les comportements financiers évoluent et l'expérience *des remboursements* anticipés de prêts immobiliers est encore dans les *mémoires, ce qui revient* à dire que le système bancaire va devoir gérer *une affaire assez complexe*.

Des aspects anormaux

Le circuit fermé de transformation des dépôts en prêts n'échappe pas aux risques classiques de l'intermédiation. Dans le cas des PEL, le problème se complique de la présence d'une option. Comme la valeur de l'option suit la probabilité d'exercice du droit au prêt, il faut envisager une couverture en sensibilité. Mais elle est complexe à mettre en œuvre.

En attendant, il paraît *raisonnable*, aux yeux des financiers, de lier les *taux* de l'épargne-logement à ceux du marché, ce qui revient à abandonner *la fixation a priori du* taux pour des durées très longues. *Quant à la prime d'Etat*, les mêmes financiers verraient d'un œil favorable sa diminution. *Il* semble assez improbable que ces aspects anormaux et dangereux puissent se perpétuer longtemps dans une Europe qui termine ses derniers réglages.

Il reste que la pure logique du marché vient percuter le *droit* au logement. Que la spéculation *immobilière est parvenue* à invalider la pertinence du PEL comme vecteur de *financement*. Que l'arrivée du PEP fait peser de lourdes hypothèques sur les livrets A qui alimentent le logement social. Que les banques *peuvent maintenant* transférer les 100 milliards de risque de taux des PEL sur d'autres supports. La boucle se ferme... Pour combien de temps ?

BERNARD DILLIES

Un risque de 100 milliards de francs

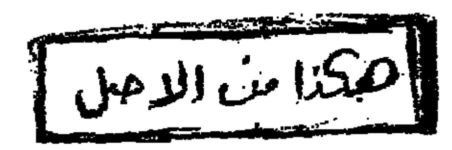
A la direction de la recherche du CCF, Jean François Boulier a étudié et valorisé les options *contenues dans* les PEL. Son modèle permet de tester l'in*fluence d'une variation du taux* du marché sur la valeur de l'option implicite. L'actif sous-jacent est, en effet, particulièrement sensible à la volatilité des taux d'intérêt. A la condition que tous les détenteurs exer*cent l'option en faisant valoir* leur droit au prêt, le modèle de *Boulier rejoint celui de Le Corre* (alors économiste à la Compagnie bancaire) pour converger aux environs de 100 milliards de francs.

A 12 points de volatilité, quand le taux du marché passe *de 9,5 % à 10,5 %, la valeur de* l'option bondit de 19 francs pour *100 francs* à 25 francs pour 100 francs de dépôt actuel et un crédit de dix ans. Autrement dit, pour le système bancaire, la valeur totale des options cédées au travers des 430 milliards d'encours de PEL varie de 81,7 milliards quand le taux du marché est à 9,5 %... jusqu'à 107,5 milliards quand le taux est à 10,5 %.

*L'effet de levier est considé*rable : un « petit » point d'intérêt provoque une hausse de la valeur de l'option de 31 %. On comprend mieux dans ces conditions l'émoi contenu de la profession bancaire. Le coût est à répartir sur l'ensemble des réseaux sans doute, mais l'addition reste douloureuse !

*Les pertes virtuelles concer*nent aussi bien les options *cachées de vente que les rem*boursements anticipés, qui sont *des options d'achat. A des hau*teurs de risque aussi impressionnantes, *« l'affaire » est-elle* encore celle des banques ou de la collectivité tout entière ?

B.D.



POINT DE VUE

La carte et la boussole

Dans un monde brouillé, les Français ont intérêt, plus que d'autres, à davantage réfléchir

par Albert Merlin

ON bataille beaucoup à propos des difficultés de la France à équilibrer durablement ses échanges extérieurs. Sans voir qu'une fois encore le véritable *déficit* n'est peut-être pas tant dans les *listings* des douanes que dans *notre faible capacité* à discerner les points saillants sous la pellicule des statistiques, déficience largement répandue en économie.

D'abord, on nous explique que les entreprises n'ont cessé de perdre des parts de marché au cours des dernières années. Or les calculs régulièrement tenus à jour par l'institut de conjoncture Rexeco montrent que, par rapport aux exportations des quatorze grands pays *industriels*, la part des ventes françaises oscille entre 8,5 % et 9 % *depuis* 1985 *et s'est située* plutôt dans le haut de la fourchette en fin de *période*.

Ensuite, on désigne du doigt les *chefs d'entreprise, réputés* trop timides et piètres conquérants. La *vérité vraie*, c'est que les capacités de production actuelles sont simplement trop courtes quand il s'agit de répondre à une demande doublement forte : à l'intérieur *et* à l'extérieur de l'Hexagone. L'INSEE a récemment rappelé cette exiguïté, séquelle des années difficiles.

Si, sur une question aussi simple et aussi classique (le délai d'ajustement du stock de capital en période de « sortie de crise »), le déficit d'information est si grand chez les Français, comment espérer qu'ils puissent s'y reconnaître dans l'intrication des mécanismes de *l'actuelle* croissance, dans le repérage de ses impératifs et de ses contraintes, *alors que* les cycles ne sont plus ce qu'ils *étaient, que les industries* nouvelles brouillent les cartes, que les *signaux habituels semblent ne plus* fonctionner ?

Qu'importe ce désir de comprendre, vont nous dire les fanatiques de l'action : *« Agissez d'abord, vous réfléchirez après. »* Ainsi raisonnent les auteurs de la littérature sur l'*« excellence »*, née et développée sur la côte ouest des Etats-Unis, avant qu'elle ne suscite une vigoureuse opposition de ce côté-ci de l'Atlantique, chez les tenants de la rationalité.

Franchement, sommes-nous à ce point savants qu'avant d'agir nous puissions refuser de nous informer, d'analyser les faits, les hommes et le paysage, de tenter d'anticiper ? Est-ce vraiment tout ce qu'on a trouvé, alors que les champions de la croissance – les Japonais – sont ceux qui passent précisément le plus de temps à réfléchir avant d'opérer ?

Plus que d'autres, les Français ont encore à progresser sur ce point, et ont un intérêt évident à jouer la *« gauche »* plus que la *« droite »* (il s'agit, naturellement, des lobes du cerveau), c'est-à-dire *à privilégier la démarche rationnelle*. De ce côté, le trop-plein *n'est pas pour demain* !

Un grand ravalement

L'actualité nous sert. Les événements de l'Est *n'illustrent-ils pas* très clairement les dégâts de la *non-information ? Maintes évaluations*, prévisions de marchés et *calculs de performances apparaissent* totalement folkloriques, *quand elles ne relèvent pas du* canular pur et simple. Lorsque se *conjuguent la déficience des données* et le manque de connais*sances des experts, il ne faut pas* s'étonner de cette cacophonie. *Nombre d'entreprises s'exposent* ainsi, sans toujours le soupçonner *à de sévères déconvenues*.

Mais restons pour l'instant sur le versant *ouest du Vieux Continent*. Avant tout, il faut bien repérer *d'où vient notre difficulté à dégager* les ressorts actuels de la croissance : *c'est que nous sommes en face de cycles et de tendances enchevêtrés*.

Premier type de cycle : le grand mouvement de ravalement qui commence à prendre corps en Europe et se superpose au mouvement cyclique traditionnel. Durant les Trente Glorieuses, on a beaucoup construit ; il faut maintenant reconstruire, rénover, remodeler. Cela concerne le logements les *machines, les équipements collectifs*, les équipements ménagers : *beau sujet, grand chantier. Là où* l'affaire se corse, c'est lorsqu'il *faut chiffrer*.

Pendant la phase de premier *équipement, on pouvait se contenter* de raisonner sur des flux annuels (ventes, *productions) ;* aujourd'hui, il nous faut raisonner en termes de stocks, ce qui pose tout de suite des problèmes de mesure, de durée de vie, d'obsolescence, *de détail*, qui constituent désormais les variables de com*mande. Là*, les bons vieux modèles linéaires sont évidem*ment inefficaces*.

Il faut « inventer » une *analyse complexe, où s'entremêlent* les vagues de renouvellement, les *oscillations propres à tout système* « démographique » et leurs *déformations en fonction* des techniques et des modes. Ce qui suppose un sérieux investissement intellectuel et un arsenal statistique dont on n'a pas idée. *Alors*, quand on nous conseille de foncer sans trop regarder, il y a tout de même de quoi s'interroger...

Deuxième type de cycle mal maîtrisé : la naissance, la vie et la mort des produits nouveaux – voire de secteurs nouveaux, – dont le foisonnement et le renouvellement rapide introduisent également une différence majeure avec les années 60 et 70, qui *étaient sur ce plan beaucoup plus* calmes.

Rares sont les auteurs qui intègrent correctement ces secteurs *dans les analyses économiques d'ensemble. Non que la littérature* fasse défaut : l'aérospatial, les *matériaux composites, les technologies* de l'information, la maîtrise de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, tout cela donne lieu à quantité de récits oniriques auprès desquels Aldous Huxley et George Orwell font aujourd'hui figure de grands timides. Mais cherchez des analyses sérieuses, documentées, chiffrées et mises en cohérence avec les projections *macroéconomiques : c'est le désert ou presque*.

On devine la raison : ces *industries* présentent la fâcheuse *caractéristique de ne pas « entrer »* dans nos modèles habituels. Les coefficients d'*élasticité*, les courbes d'Engel censées définir les « lois » d'évolution des consommations, les matrices *input-output* de Léontieff, aucun de ces outils ne marche. Ainsi les économètres et les conjoncturistes de service continuent-ils à nous parler abondamment d'acier, *d'automobile ou d'énergie*, mais rarement de semi-conducteurs, de *pharmacie ou de micro-informatique*. Or ces secteurs ont souvent *des « biorythmes » qui leur sont* propres, et qui, comme tels, déforment l'ondulation conjoncturelle classique.

Des mutations extraordinaires

Deux inconvénients à ces connaissances lacunaires : d'abord, on n'est pas suffisamment attentif au raccourcissement des cycles, très directement lié à la place croissante de ces secteurs new-look. Ensuite, on sous-estime le rythme de l'expansion économique, en termes tendanciels. C'est normal : les produits nouveaux ne sont vraiment bien repérés et soupesés, au plan statistique, que lorsqu'ils commencent à être *mûrs*...

Devant cette déficience, les *« fonceurs »* ont encore une *réponse, toujours la même* : agissons d'abord, nous mesurerons *ensuite (si nous avons le temps)*. Et les virages manqués ? Et les *occasions perdues ? Les* soubresauts de l'informatique comptent-ils vraiment *pour rien* ?

Troisième thème, étrangement absent des débats sur la nouvelle croissance : l'extraordinaire mutation qui se dessine dans le dosage des facteurs de production. Alors que l'on continue à concentrer son attention sur les coûts salariaux, qui ne représentent plus que 25 % des prix de revient dans la majorité des industries, on ne prend pas garde à la montée en force du capital, dont le poids sur *le déroulement des cycles* est pourtant décisif.

Classiquement, on considérait l'investissement comme une *variable instable ; aujourd'hui, l'impératif* technologique est tel que *l'effort d'équipement devient* beaucoup plus régulier en raison *de deux facteurs clés : d'abord*, le foisonnement des techniques, qui conduit à *une sophistication obstinée* des outils et ne permet guère de pause ; ensuite, l'arrivée tonitruante des concurrents venus des nouveaux pays industriels – principalement asiatiques, – avec des avantages comparatifs tels qu'on ne peut guère leur tenir tête qu'en augmentant fortement la dose des investissements « de performance ».

Cela conduit à un mode de production nécessairement plus capitalistique : ce capital, il faudra le trouver et le rémunérer. Qui le dit ? Faut-il accuser le manque d'information ? Oui et non. Le refus de voir les choses en face et d'en tirer les conséquences au plan social pèse au moins aussi lourd, en l'occurrence, que le défaut d'information.

Dernier point, depuis longtemps assimilé chez nombre de nos concurrents mais lent à pénétrer les cerveaux français : la mondiali*sation des marchés* fait que le quantum d'information nécessaire *à tout responsable économique*, public ou privé est incomparablement plus *fort qu'au temps* où nous vivions en semi-autarcie.

Là, nous ne sommes plus au niveau de l'analyse cyclique : il s'agit d'un problème culturel. Que la force principale des entreprises japonaises vienne de leur aptitude à collecter l'information et à la transformer en avantage stratégique, tout le monde en convient. Mais en tire-t-on toutes les consé*quences pratiques* ?

Les entreprises françaises ont certes *développé leurs réseaux* d'informations depuis quelques *années : les banques de données*, les informations accessibles « en *ligne »*, le suivi de la *concurrence*, tout cela progresse. Mais qui peut prétendre rassembler, au niveau d'*une* entreprise, l'ensemble des données dont on peut avoir besoin pour apprécier ses marchés actuels et futurs, les configurations *macroéconomiques* et sectorielles, les conditions d'accès dans *tous les pays du monde* ?

Cela pose, dans une large mesure, un problème collectif. En novembre 1988, le ministre de l'in*dustrie l'exprimait excellemment : « Ce qui se fabrique à Taïwan, ce qui s'invente à Standford, peut poser une question de vie ou de mort pour telle entreprise de Perpignan. Mais en même temps tout s'imprime, tout se sait ou devrait se savoir et tout peut se diffuser... Il n'y a rien à inventer, les Japonais le font. »* A-t-on réellement progressé depuis lors ?

En fait de déficit, celui-là ne saurait se combler en trois mois. C'est un problème d'investissement : dur, long, patient, obstiné. On se souvient de la réflexion fameuse de Talleyrand : *« Doucement, je suis pressé. »* Les Morita et autres Matsushita ne raisonnent pas autre*ment*.

► **Albert Merlin est directeur des études économiques de Saint-Go-**

La mue du mark

Suite de la page 29

La préservation de la valeur de la devise allemande dépendra aussi de l'intensité des flux de retour : quelle fraction des transferts financiers en faveur de la RDA (mais aussi d'autres économies socialistes) va revenir en RFA sous forme d'une demande de placements *financiers auprès des banques* ou sur des marchés de capitaux allemands en pleine phase d'aggiornamento (la RFA est en train de rattraper rapidement son « retard » en matière d'innovation financière) ?

De nombreux exemples suggèrent que la monnaie qui sert de support aux opérations commerciales ou de crédit ne correspond pas toujours à celle qui est demandée pour être détenue. L'écart éventuel entre les deux contribue, avec d'autres facteurs, à la dynamique des taux d'intérêt *et des taux* de change.

Parmi les qualités qui font l'attrait d'une monnaie figurent en bonne place l'étendue de son aire de circulation et la stabilité attendue de sa valeur. Et c'est à propos de cette seconde qualité qu'apparaît le paradoxe de la monnaie internationale, auquel ont été exposés successivement la livre sterling, le dollar et désormais peut-être le deustchemark : une monnaie s'internationalise parce qu'elle fait figure de rempart contre *l'instabilité politique et économique* (un étalon ne doit-il pas être, *par hypothèse, moins volatil* que les grandeurs qu'il sert à mesurer ?), mais elle est d'autant plus exposée à des fluctuations marquées et à la contrainte d'une ratification permanente de sa valeur par les opérateurs de marché qu'elle est internationalisée. Les prérogatives de la monnaie de réserve ne doivent pas occulter les servitudes qui en sont la contrepartie.

Compte tenu des pérégrinations *du dollar et du yen et des* perspectives de croissance du pôle européen, *le* deustchemark pourrait voir ses parts de marché s'accroître sensiblement. *Il* représentait déjà en 1988 plus de 18 % des réserves officielles en devises des pays industrialisés (contre 8 % en 1978), 10 % des émissions brutes sur le marché obligataire international (7 % en 1985).

Une volonté d'expansion

L'ouverture de l'Est *crée* de nouveaux espaces pour le rayonnement *de la devise allemande. Surtout si* le financier suit étroitement le *monétaire, et si le système* bancaire allemand dans son ensemble montre *la* même *volonté* d'expansion à l'Est (pas seulement en RDA) que celle déjà annoncée par la Deutsche Bank, la Dresdner Bank ou même des banques de taille plus modeste.

La RDA va-t-elle fournir un tremplin pour l'essor du deustchemark comme monnaie véhiculaire et de réserve dans les économies socialistes ? Sans doute, mais plusieurs facteurs doivent être considérés. D'abord, la devise allemande est déjà bien implantée en Yougoslavie et dans certaines régions de Tchécoslovaquie, alors que la Pologne, la Hongrie et l'URSS connaissent un phénomène de dollarisation rampante. La concurrence entre le dollar et le deustchemark comme monnaies parallèles *risque de s'aviver*.

L'unité monétaire allemande devrait donc modifier la configuration de l'équilibre dans le schéma tripolaire dollar-yen-deustchemark. La devise américaine est et va rester contestée dans certaines de ses fonctions sans être vraiment remplacée. Mais l'Europe fait figure de suppléant possible au terme d'une transition qui sera de toute façon heurtée.

Clairement, le redéploiement géographique de l'épargne japonaise jouera un rôle crucial dans cet équilibre : l'amorce d'une diversification des placements nippons au-delà des traditionnels habitats préférés (en dollars) signale-t-elle un changement profond, catalysé par l'évolution des différentiels d'intérêt, le regain de croissance en Europe, et d'autres facteurs plus qualitatifs ? Sans doute, mais il ne faudrait pas, par hypertrophie du sentiment européen, sous-estimer la force et la complexité des relations entre les Etats-Unis et le Japon.

Au nouvel équilibre monétaire mondial font écho des perspectives *renouvelées pour le SME. L'inter*nationalisation accrue du deustche*mark et les perspectives d'investis*sement en Allemagne pourraient renforcer l'asymétrie entre la monnaie allemande et les autres devises européennes, surtout si la livre sterling continue à rester en dehors du mécanisme de change. Mais à court terme d'autres éléments doivent être également pris en considération.

Durant la période de transition, le caractère moins vertueux des performances économiques (surchauffe, tensions inflationnistes, déséquilibre budgétaire) et l'augmentation des taux d'intérêt sur le mark qui lui est liée font planer une incertitude sur le fonctionnement du SME. N'est-il pas intéressant de relever que nos voisins d'outre-Rhin, défenseurs à juste titre d'une certaine orthodoxie budgétaire, vont peut-être devoir *contourner les contraintes strictes* sur les politiques budgétaires et fiscales *dont ils ont eux-mêmes exigé* l'introduction dans le texte du rapport *du comité Delors*, et qu'*ils* redécouvrent les vertus des fonds *structurels après les avoir quelque* peu boudés ?

Ces fonds structurels, jusqu'à une date récente, concernés à titre principal par la mise à niveau de l'Europe du Sud (Portugal, Grèce...), doivent logiquement se préoccuper aussi de la RDA en liaison étroite avec la future Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD). Il *est donc* probable qu'au-delà d'une phase *intermédiaire d'incertitude*, la monnaie allemande manifesterait *une tendance à l'appréciation*, mais aussi des fluctuations d'une *ampleur nouvelle, liées* à l'internationalisation.

PATRICK ARTUS
et CHRISTIAN DE BOISSIEU

Et l'écu ?

Compte tenu de la montée *internationale du mark*, une attitude passive de la France paraît pleine de dangers, car elle exposerait aux conséquences financières *négatives de la réunification*, alors que les bénéfices *réels* (croissance tirée par la demande allemande) sont encore difficiles à *évaluer*. Trois axes principaux lui sont ouverts, plus complémentaires qu'alternatifs :

● *Continuer à renforcer sa crédibilité*. Faut-il rêver déjà d'une inversion des primes de *risque inscrites* dans le *différentiel* entre taux d'intérêt français et allemands ? Nous n'en sommes pas là, même si l'augmentation récente des taux allemands nous a permis de grignoter une fraction de ces primes.

Pour la France, le regain de *crédibilité monétaire et budgétaire* doit lui permettre d'aborder *les négociations européennes* dans de meilleures conditions et *d'atténuer un peu les handicaps* liés à l'insuffisance d'épargne et *aux déficits* ;

● *Relancer l'écu*. L'aide bilaté*rale ou multilatérale en faveur de* la RDA, mais aussi des autres *pays socialistes, devrait* utiliser comme support privilégié la *monnaie européenne. Une réactivation* de l'écu dans sa définition actuelle d'un *panier de monnaies* buterait rapidement sur des limites tenant *aux réticences de* certains opérateurs, et poserait la question *du poids du DM dans* le panier.

Avec l'unification monétaire allemande, ne faudrait-il pas logi*quement s'attendre à une augmentation* de la pondération de *la devise allemande, confirmant* ainsi le point de vue de ceux qui *voient dans l'écu actuel un* « faux-nez » du DM ? Les *événements en cours justifiraient* d'une certaine façon le passage *à une définition directe de la* monnaie européenne (l'écu abs*trait ou écu parité ?), qui n'a* cependant elle-même de sens *que si cette monnaie s'adosse à* une banque centrale européenne *et aux autres mécanismes envisagés* dans la troisième étape du *rapport* Delors. *Voilà un bel* exemple de cercle vicieux qu'il *faudrait arriver à rompre ou à* contourner ;

● *Accélérer le passage à la phase institutionnelle de l'UEM* (Union économique et monétaire). Rien n'est acquis ici, comme le montre le débat franco-allemand sur la date de la conférence intergouvernementale. Nous n'avons pas encore atteint le point de non-retour dans le processus de construction de l'Europe monétaire.

Il est clair que chaque pays membre doit faire une partie du chemin et accepter de composer, les uns dans le sens de la rigueur et de la crédibilité, les autres dans la direction d'une moins grande rigidité doctrinale. Ne pourrait-on pas profiter de la souplesse dont fait preuve aujourd'hui la RFA pour accélérer l'application du rapport Delors ?

P. A. et C. de B.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Dévaluer le franc CFA ou pas ?

SELON l'entourage d'un des membres du gouvernement français, *« l'Afrique francophone est en train de s'écrouler sous sa propre masse »*. La cause en est de graves vices de gestion, dont les effets sont de moins en moins masqués par l'apparente stabilité du franc CFA *(voir notre précédente chronique)*. Celui-ci est toujours, sur le papier, grâce à sa libre convertibilité en franc, une monnaie à part entière, échangeable partout dans le monde, bien supérieure, donc, en tant qu'instrument de paiement et de réserve de valeur, aux prétendues « monnaies » de l'Europe de l'Est ou... des pays africains voisins. Cependant, les banques d'Abidjan, de Cotonou, de Dakar, voire de Douala et de Yaoundé, malgré les restes de richesses du Cameroun – *en voie de dilapidation rapide*, – sont complètement ruinées. Leur situation est tellement désespérée que, pratiquement, elles ne peuvent plus exécuter les ordres de transfert.

Comme est obligé de le reconnaître (discrètement, mais sans ambiguïté) le très officiel rapport de la zone franc (publié au troisième trimestre de l'année dernière et relatif à 1988), le secteur d'activité « *informel* » se développe à grande vitesse dans les pays membres les plus importants. Les auteurs du document ne nous disent pas pourquoi. L'incitation la plus puissante tient précisément à l'effondrement du système bancaire et, avec lui, à la quasi-disparition des circuits officiels de règlements.

Si une entreprise accepte de travailler au grand jour, elle sera réglée par un chèque difficile ou impossible à encaisser. L'espoir d'un paiement effectif et immédiat n'est permis que pour les transactions clandestines, qui échappent au fisc et à la douane. Au fur et à mesure que les Etats s'appauvrissent et que le PNB recensé par les statistiques se rétrécit (diminu*tion de 15 % à 30 % depuis deux ans* dans les principaux pays de la zone franc), le prestige du billet de banque CFA croît : c'est lui qui sert d'unique véhicule aux seuls contrats qui ont des chances d'être honorés, ceux dont l'administration n'a jamais connaissance.

Le billet de banque a encore un autre avantage, dont on abuse sans limite : c'est lui, et lui seul qui a gardé, dans les faits, l'incomparable attribut de la convertibilité. Il suffit de le faire passer à l'étranger pour en jouir. C'est un fait avéré que les fuites de capitaux par exportations de billets ont atteint de gigantesques proportions. Pour l'année 1988, le rapport de la zone franc donne les chiffres (noyés dans la masse d'autres indications moins utiles à connaître). Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (Côte-d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Burkina-Faso, Mali, Niger, Togo), le stock des billets émis s'élevait alors à 592 milliards de francs CFA (11 milliards de nos francs), dont *176 milliards, soit 30 % du total*, ont été ainsi exportés. Dans les pays de l'Afrique centrale (Cameroun, République centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad), le pourcentage *a atteint 78 % rapporté à un* stock initial de 350 milliards de francs CFA, soit une exportation de 270 milliards de CFA correspondant à 5,4 milliards de nos francs.

Le Comité monétaire de la zone franc, qui publie le rapport, n'a aucun mal à connaître au franc près, ou peu s'en faut, les montants de ces fuites ainsi que leurs points de chute. Son siège se trouve, 39, rue Croix-des-Petits-Champs, à la Banque de France. C'est cette dernière qui doit racheter, pour maintenir la parité du *franc CFA (1 franc CFA pour* 0,02 centime de nos francs), ces billets provenant, *« principalement, de la Grande-Bretagne, de la Suisse et de la France »*. On dispose ainsi d'une bonne estimation du coût actuel, en devises (1), du soutien à la zone franc : aux quelque 446 milliards de francs CFA « exportés » en billets (176 + 270), il convient d'ajouter le déficit de la balance des paiements courants de l'ensemble des pays africains de la zone, soit 560 milliards de francs CFA. Au total donc, environ *1 006 milliards de francs CFA, soit* 20 milliards de francs français. Cette somme est *grosso modo* couverte indirectement par l'aide dite « publique » apportée aux pays en question par nos partenaires du Club de Paris (Allemagne, Etats-Unis, Japon, etc.).

DEVANT ce déversement, les autorités françaises restent imperturbables. Hier, elles refusaient toute discussion sur le fonctionnement de la zone franc, sous le prétexte qu'on n'avait aucune raison de redouter des complications dans son fonctionnement. Depuis que le système a des ratés, elles s'arc-boutent sur les conventions, règlements, usages en *vigueur pour repousser* avec la dernière énergie tout changement. La raison pourrait bien en être que parler de réformes de la zone franc conduit infailliblement à poser la question du taux de change, dont l'immuabilité passe pour le symbole, mieux (ou pis) pour la substance même de toute la construction. Depuis décembre 1948, la parité franc français-franc CFA n'a pas été modifiée. Or, entre les pays membres, les degrés de développement économique, la qualité de la gestion des affaires budgétaires (talon d'Achille de la zone), l'état des paiements avec l'extérieur, diffèrent beaucoup.

Un des motifs les plus régulièrement articulés, et depuis toujours, *pour ne* pas discuter de la parité est que, à supposer même qu'un changement puisse être considéré comme utile – ce qui est non moins régulièrement nié, comme l'a fait encore *récemment Pierre Bérégovoy, appuyé* en l'occurrence par le directeur général du FMI, Michel Camdessus, – *l'extrême diversité de situations* ne s'accommoderait pas d'un taux de *dévaluation unique. Ç'en serait fait, si* on écoutait les sirènes dévaluationnistes (qu'on entend notamment du côté de la Banque mondiale, laquelle plaide en Afrique en faveur de « politiques actives » du taux de change – concept ô combien dangereux !), de la belle unité de la zone franc. L'émiettement monétaire achèverait en effet, selon toute vraisemblance, la balkanisation déjà très avancée de la zone (quatorze États, dont le plus peuplé a onze millions d'habitants). Mais, au nom de la « solidarité » des membres *de la zone* – principe constamment mis en avant, – on pourrait, si dévaluation il doit y avoir, envisager qu'elle soit la même pour tous (ou la même pour chacune des deux unions, *celle de l'Afrique de l'Ouest et celle* de l'Afrique du Centre).

Il n'est pas dit que la dévaluation soit absolument nécessaire, mais les arguments qu'on peut avancer en sa faveur sont suffisamment forts pour qu'on ne puisse encore longtemps éluder la question. Il serait hypocrite – ou naïf – de soutenir qu'un débat public mettrait le feu aux poudres. Il est difficile d'imaginer une fuite des capitaux plus massive que celle qui existe aujourd'hui (rien ne s'est *arrangé depuis 1988, bien* au contraire). Même si les mobiles qui la provoquent ne tiennent pas tous à la « surévaluation », réelle ou supposée, du franc CFA, le phénomène est, par nature, lié à une telle appréciation.

Quand un pays – ou un groupe de pays – n'est plus capable, pour une raison ou une autre, d'exporter suffisamment de biens ou de services pour payer ses importations, il exporte directement son pouvoir d'achat. Le cas d'école couramment exposé par les économistes à leurs élèves (parce *qu'il est le plus facile à expliquer*, à cause de son caractère tangible) est précisément celui dont les pays de la zone franc donnent actuellement, et à une échelle rarement égalée, un exemple *quotidien : l'exportation du pouvoir* d'achat sous la forme de sacs et de valises ou, plus modestement, de chaussettes et poches dérobées, remplie de billets de banque.

IL est vrai que l'insuffisance des recettes d'exportation peut avoir d'autres origines que le *manque* de compétitivité, lié à un taux de change trop élevé, des biens exportables. Le cacao et d'autres denrées produites par les pays de la zone ont subi une chute énorme de prix. Il est vrai surtout que les déficits publics distribuent un pouvoir d'achat qui a d'autant plus tendance à s'exporter que, à l'intérieur, l'inflation est bloquée par le jeu de la zone franc, et ne *peut donc absorber le pouvoir d'achat* créé sans contrepartie du côté de la production. Les tensions sont encore aggravées parce que les monnaies des principaux pays environnants, le naira nigérian, le cepighanéen, le zaïre du Zaïre, ont été depuis 1983 considérablement dévalués. La zone franc apparaît du même coup comme une zone de produits relativement chers. Conséquence : on note un mouvement très inquiétant de désinvestissement.

Un autre fait troublant a été l'annonce par le gouvernement ivoirien de sa décision d'abaisser de 10 % à 40 % les traitements de ses fonctionnaires. La mise en vigueur de cette mesure a été, sauf pour les plus hauts salaires, plusieurs fois différée, mais il est clair que, dans l'esprit des auteurs du « plan de redressement », mis au point avec les experts du Fonds monétaire, il s'agit d'une de ses *dispositions essentielles*.

Il n'est pas besoin d'expliquer pourquoi aucune politique n'est plus difficile à faire accepter qu'une déflation manifeste. En France, on se souvient encore avec horreur des décrets-lois Laval de 1935, amputant de 10 % la rémunération des agents de l'Etat, même si la situation économique ne *s'est pas améliorée – au contraire* – après l'arrivée au pouvoir du Front populaire, qui en fut probablement la conséquence. Mais là encore, avant de passer jugement, il convient de tenir compte des circonstances locales.

Ce n'est pas à dire qu'une opération monétaire ne comporterait pas d'énormes risques. Le ministère de la coopération avait demandé à un groupe d'économistes d'étudier les effets de la dévaluation dans les autres pays d'Afrique (Nigéria, etc.). Leurs conclusions publiées il y a un an (2) étaient fort prudentes et plutôt négatives. Sauf sur un point, mais sur un point particulièrement sensible. Une dévaluation peut aider *puissamment à apurer une situation budgétaire désespérée*, notamment en permettant de relever les taxes sur les exportations (pour les pays de la zone franc, il s'agirait de les percevoir à nouveau) et *en augmentant la valeur* en monnaie nationale des aides extérieures.

La question n'est pas tranchée pour autant. La France se doit d'en discuter à fond avec ses partenaires africains, quitte à se heurter à la farouche opposition de quelques-uns d'entre eux, dont le président *Houphouët-Boigny*. La *diplomatie* française a longtemps tiré parti de la réussite (relative) de la zone franc. Un échec final porterait un coup sans doute fatal à la crédibilité de la politique d'ouverture *sur le tiers-monde*, à laquelle François Mitterrand, comme *ses prédécesseurs*, tient tant. S'en accommoder serait déshonorant, compte tenu de la confiance faite à notre pays par les peuples d'Afrique.

(1) Même si les francs CFA sont convertis en francs français, cela est assimilable à un soutien en devises, puisque le franc français est convertible en dollar, deutschemark, etc.

(2) *Politiques de change et ajustement en Afrique*, de Pierre Jacquemot, Elsa Assidon..., avec la collaboration d'Adrien Houvo Akanni, 216 pages, La Documentation française.

A TRAVERS LES REVUES — Par MICHEL BEAUD

Vous avez dit « autisme » ?

A certains, le mot a paru trop fort. Utilisé dans ma précédente chronique *(le Monde* du 20 février), il ne visait évidemment aucun auteur évoqué, mais certaines tendances, certaines évolutions à l'œuvre au sein de la science économique. Que dit le Robert ? Autisme : *« détachement de la réalité extérieure accompagné d'une vie intérieure intense. »*

Détachement de la réalité extérieure : parmi les centaines, peut-être les milliers, d'articles publiés chaque mois, une proportion impressionnante se présentent comme essentiellement coupés du monde économique. Et il ne s'agit pas là de la forme (littéraire, mathématique ou économétrique) ni du genre (théorique, analytique ou descriptif). Il s'agit du contenu même du discours : c'est un discours construit par rapport à d'autres discours, au sein d'un édifice de discours tellement complexe que l'auteur serait le plus souvent incapable, si on le lui demandait et s'il le tentait, de reconstruire le fil qui lie au réel sur lequel est censée travailler la science économique.

Et cela s'accompagne effective*ment d'une « vie intérieure intense » :* l'ensemble des domaines et des sous-champs de l'économie sont maintenant caractérisés par une extrême spécialisation, et d'innombrables auteurs travaillent, ici, à modifier une hypothèse, là, à explorer une variante pour des modèles, des fragments théoriques, si possible de haute sophistication, sur lesquels d'autres, déjà, ont élaboré.

Le travail théorique n'est évidemment pas en cause : il est indispensable à différents moments de l'effort scientifique. Ce qui est en cause, c'est le fait que la surenchère dans la sophistication se nourrit d'elle-même : ali*mentée par l'appareil universitaire*. Elle est sans fin, assistée par ordinateur, elle foisonne à l'infini avec, le plus souvent, un divorce croissant par rapport à la démarche scientifique.

De nombreux grands économistes pourraient être appelés à l'appui ; citons Maurice Allais (1) *dont la « Life Philosophy »* est publiée dans le dernier numéro de *The American Economist : « Le critère de la confrontation d'une théorie avec les données de l'expérience est impitoyable (...). Lorsqu'on examine certaines théories contemporaines, on constate, par rapport aux deux exigences de la méthode scientifique – la cohérence logique, la conformité avec les données de l'observation, – deux sortes de déviations : l'inconsistance logique, la négligence des phénomènes réels. »* Et Maurice Allais de récuser à la fois l'imprécision d'un très grand nombre de théories littéraires, le charlatanisme mathématique, l'économétrie sauvage et la spécialisation outrancière.

Ainsi, l'*hyperspécialisation* coupée de tout travail sur le réel constitue une première source d'autisme. Il en est une autre, peut-être plus grave encore : la démarche qui consiste à apprécier et expliquer, toutes les activités humaines (actes quotidiens, mariage, délinquance, vie politique...) à travers la grille de lecture de la microéconomie. Tout domaine devient marché ; tout acteur se réduit à une dimension : maximiser une fonction d'utilité.

Le détachement de la réalité extérieure prend alors une nouvelle forme : l'économiste peut traiter de tout ; il n'a plus besoin ni de l'historien, ni du sociologue, ni du spécialiste de sciences politiques. La microéconomie permet de modéliser tous les aspects de l'activité humaine ; elle se gonfle en une *« praxéologie générale »* qui prend vite la forme d'une *« praxéométrie »* et, chez certains, se mue en *« praxéonomie »* ayant vocation à tout régenter. Et, là encore, la vie est intense...

Ainsi, Donald Wittman, de l'université de Californie, nous explique sur cette base pourquoi les démocraties fonctionnent d'une manière efficace (2). Sa démarche se réfère explicitement aux travaux de George Stigler et de Gary Becker, et donc de l'école de Chicago. D'emblée, il situe sa réflexion par rapport à deux pôles d'analyse – largement reformulés par lui – auxquels il n'adhère pas : *« Les sociologues marxistes croient que marchés économiques et marchés politiques sont caractérisés par des consommateurs et des électeurs mal informés, parfois irrationnels et exploités par des offreurs monopolistes de biens ou de politique, tandis que les économistes (conservateurs) ont tendance à considérer les marchés économiques comme fonctionnant bien (du point de vue de l'efficacité) et les marchés politiques comme étant inefficaces du fait du monopole, de la recherche de rente et de la mauvaise information des électeurs. »*

Puis il expose sa propre thèse : *« J'affirme ici que les marchés politiques comme les marchés économiques fonctionnent bien. Je montre que les marchés politiques démocratiques sont organisés pour promouvoir des résultats maximisant la richesse, que ces marchés sont hautement compétitifs et que les entrepreneurs politiques sont récompensés de leur comportement efficace. »* Il précise cependant en note : *« Cet article est principalement destiné à ceux qui croient que les marchés économiques fonctionnent bien. »*

Un peu dans la même veine théorique, mais avec moins de naïveté et plus d'épaisseur, Sam Peltzman, de l'université de Chicago, examine où en est ce qu'il appelle la *« théorie économique de réglementation »* (celle de l'école de Chicago) après une décennie de déréglementation (3). Se référant, lui aussi, largement aux travaux de George Stigler et de Gary Becker, il s'attache d'abord à récuser l'analyse normative (considérée comme théorie positive) de la réglementation, qui, selon lui, prédomine depuis Adam Smith et selon laquelle les défauts du marché (et au premier rang le monopole naturel) seraient les mobiles majeurs de la réglementation. Pour les économistes de Chicago, l'explication passe par les choix (rationnels) des électeurs, par le comportement des politiciens, qui *maximisent* leur propre fonction d'utilité (avec deux aspects concrets : les votes et l'argent), et par les effets redistributifs des décisions de réglementation.

Sur ces bases, il dégage les conclusions suivantes : la réglementation profite plus aux groupes *« compacts et bien organsisés »* qu'à ceux qui sont *« larges et diffus »* : cela peut créer un biais favorable aux producteurs par rapport aux consommateurs, sans toutefois que ceux-ci soient entièrement exclus des coalitions d'intérêts concernés. Car la politique de réglementation va chercher à préserver *« une distribution politiquement optimale »* des gains au sein de cette coalition. Et c'est finalement le gonflement du poids mort des pertes qui rendra nécessaire la déréglementation.

Sam Peltzman étudie ensuite la situation en matière de réglementation/déréglementation dans différents secteurs d'activité : chemins de fer, transports routiers, transports aériens, télécommunications, secteur bancaire, secteur pétrolier ; on ne peut donc pas lui reprocher de ne pas retourner au réel. Mais on a le droit de s'interroger sur la pertinence d'un effort qui tend à expliquer, avec la seule grille d'analyse de la *microéconomie*, des situations et des évolutions historiques complexes – à la fois économiques, sociales, institutionnelles, politiques...

(1) Maurice Allais, « My Life Philosophy », *The American Economist*, Fall 1989 (Lubin Graduate School of Business, Pace University, Pace Plazza, New York, NY 10038, Etats-Unis). Dans le même numéro, « A Life Philosophy », de Alan Walters, ancien conseiller économique personnel de Margaret Thatcher. Le texte de Maurice Allais avait été publié en français dans la *Revue d'économie politique* de janvier-février 1989.

(2) Donald Wittman, « Why Democraties Produce Efficient Results », *Journal of Political Economy*, december 1989 (The University of Chicago Press, Journals Division, PO Box 37005, Chicago, Illinois 60637, Etats-Unis).

(3) Sam Peltzman, « The Economic Theory of Regulation after a Decade of Deregulation », *Brookings Papers on Economic Activity. Microeconomics*, 1989 (1775 Massachusetts Avenue, NW, Washington, DC 20036, Etats-Unis). Dans le même numéro, deux autres articles traitent du couple réglementation/ déréglementation dans les transports aériens et la production d'énergie électrique.

Kaléidoscope

● Epargne et patrimoines, *dettes et taux d'intérêt, régimes* sociaux et prélèvements publics : un ensemble d'articles publiés par *Economie et prévision*, nº 4, 1989.

● L'espace de l'entreprise : quel modèle ? Quel rôle dans la société ? *Projet*, printemps 1990. Hiérarchie et organisation de l'entreprise, *Revue française de gestion*, janvier-février 1990. Petites et moyennes entreprises et risque de change, *De Pecunia*, février 1990.

● Où va l'agriculture mondiale ? *Futuribles*, février 1990. La compétitivité dans l'agroalimentaire européen, *Economie rurale*, janvier-février 1990.

● Pétrole et gaz aux Etats-Unis et au Canada, *Revue de l'énergie*, décembre 1989. Nouveaux *carburants automobiles* ; débat sur la dette des tiers-nations, *Contemporary Policy Issues*, janvier 1990.

● *Charges militaires et tiers*-nations, réformes financières en Chine, population et développement au Kérala, *Cambridge Journal of Economics*, décembre 1989. L'économie algérienne en réformes, *Mondes en développement*, nº 67, 1989.

● La concurrence monopolistique, comme fondement des modèles macroéconomiques keynésiens, *The Quaterly Journal of Economics*, novembre 1989. Et sur l'explication des fluctuations macroéconomiques, *The American Economic Review*, décembre 1989.

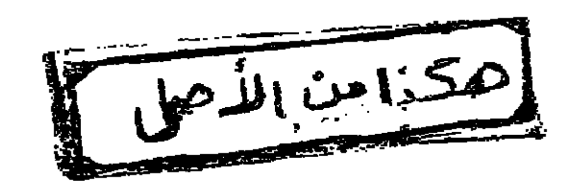
Le Grand Prix des citations

Un aspect de l'article de Sam Peltzman *(voir le texte de la chronique)* intrigue. Examinant l'impact académique de la « théorie économique de la réglementation », il *présente* un tableau avec, en colonnes, d'un côté les articles de Stigler (1971), Peltzman (1977) et Becker (1983) et, de l'autre (articles dont il fait d'ailleurs très peu de cas dans le reste de son papier), ceux de Coase (1960) et Averch et Johnson (1962) ; *pour chacun de ces* articles, sont portés en lignes, pour chaque année entre 1972 et 1986, les nombres de fois où il *a été cité depuis sa parution*.

Dans son commentaire, Peltzman ne met pas en valeur le fait que l'article de Coase est resté en tête pendant toute la période. En revanche, il souligne que les deux articles de Stigler et de Peltzman ont largement dépassé celui d'Averch et Johnson et se rapprochent de celui de Coase ; *bien plus, les trois* articles de l'école de Chicago *« ont désormais (en 1986) dépassé l'article d'Averch et Johnson dans le Grand Prix des citations* (The Citations Derby) ».

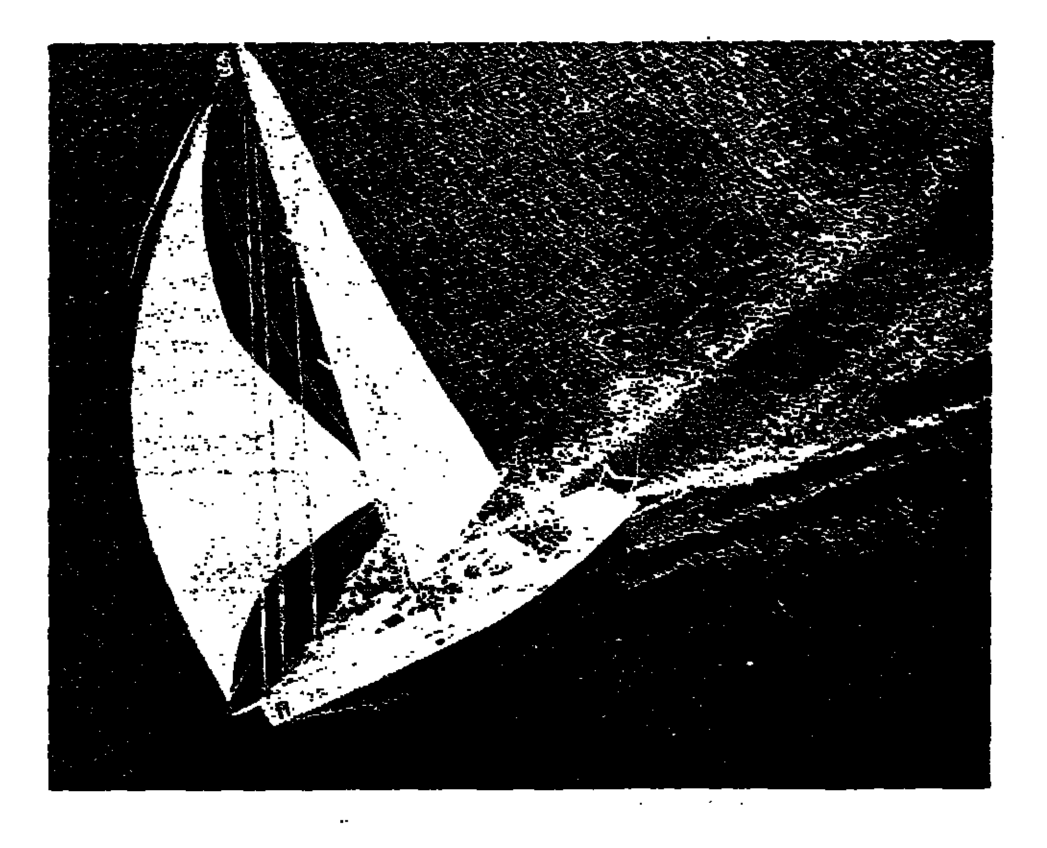
Quel travail faisons-nous donc ? Quelle conception *avons-nous du débat scientifique* ? Quels critères nous donnons-nous pour l'évaluation des recherches ? Si ce sont ceux des *hippodromes*, les jeunes chercheurs ont intérêt à choisir de bonnes écuries, disposant de revues dont les articles sont recensés dans les comptages académiques.





Bravo Titouan, pari gagné pour l'Aquitaine !

Après 24 000 milles en solitaire autour du monde sans escale, Titouan LAMAZOU sur ECUREUIL-D'AQUITAINE 2 a remporté le GLOBE CHALLENGE.
Réalisé grâce à l'engagement de nombreux partenaires régionaux, ce formidable exploit d'un enfant du pays révèle l'audace et la ténacité de l'Aquitaine, mais également le potentiel créatif et technologique d'une région aux multiples talents.
LE SAVOIR-FAIRE DES ENTREPRISES, L'INTUITION DES CHERCHEURS, LES PERFORMANCES TECHNIQUES, ÇA AUSSI C'EST L'AQUITAINE.



03/90 - Photo Philipp Plisson

CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE

Au cœur de l'action





Postes à + de 400 KF

VOTRE MISSION : DOUBLER NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES...!

Filiale d'un puissant groupe immobilier, nous sommes une entreprise de bâtiment qui traite directement le gros œuvre et sous-traite le second. De taille humaine (100 personnes). nous travaillons essentiellement en région parisienne et dans le Sud Est. Nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur général

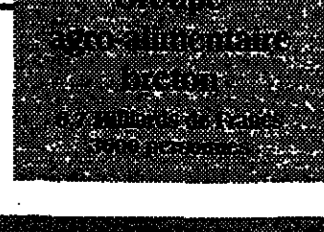
qui, utilisant tout nos atouts et sa connaissance du marché, assurera notre développement axé tant sur la croissance que sur la rentabilité.

La quarantaine dynamique, vous avez acquis une expérience confirmée du management d'une entité autonome de BTP (filiale ou division). Vous cherchez aujourd'hui une responsabilité plus large, et une réelle évolution de salaire.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil COR'EX - 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous la référence DIG/M



MEDIAPA



CRÉE le poste de

MANAGER

des actions de nos partenaires économiques

Votre mission : Rattaché au Directeur Général, vous participerez activement à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique commune de production des Partenaires dans le respect des impératifs industriels et commerciaux du Groupe : les Actions sur le terrain - les Achats - les Investissements - les Moyens financiers - les Banques de données...

Bref, vous managez une véritable synergie de production.

Vos moyens : une expérience de généraliste d'entreprise conséquente, votre diplomatie et aussi votre fermeté ;

En fait, vous-même et bien entendu vos partenaires.

Merci votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. M233 à notre conseil La société Loriane 3 A Résidence Beauchêne 56100 Lorient



Ingénieur Agro ...

Pour devenir le second d'une entreprise en fort développement

Il y a sept ans, des grands noms de l'Agro-Alimentaire décidaient de participer au lancement d'une Société spécialisée dans la formulation et le conditionnement de produits dérivés du lait. La réussite fut immédiate.

Aujourd'hui (500 MF de CA) l'entreprise, largement diversifiée, intervient dans de nombreux domaines (poudres de lait, farines lactées, produits diététiques...).
Son Président Directeur Général très sollicité, recherche celui qui, progressivement initié, participera à ses côtés à la bonne marche de l'ensemble.

Tout d'abord la connaissance de l'entreprise : les hommes, les structures, les produits. Puis l'usine pour un séjour de quelques mois, le temps de bien maîtriser la technicité de nos fabrications. Enfin le siège à Paris pour connaître nos activités (formulation, gestion, commercial). Bien au fait de tout, vous serez prêt pour seconder le Directeur Général.

Pour ce poste, à fort potentiel, nous vous souhaitons une formation d'Ingénieur Agronome (INA, ENSAIA, ENITIAA...), une expérience vécue dans l'industrie alimentaire, idéalement laitière, supposant une bonne connaissance des contraintes de la production. Vous maîtrisez bien l'anglais et vous avez le souci, aux environs de 35 ans, d'élargir vos responsabilités et de participer au développement d'une société performante.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MCO 325 M, à SEFOP notre Conseil qui, nous connaissant bien, vous parlera de nos projets.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SECRETAIRE GENERAL

Promotion immobilière

L'un des tout premiers groupes de promotion français (*1 milliard 200 millions* de chiffre d'affaires), filiale de deux compagnies financières internationales, connaît un développement rapide de ses activités. Pour gérer au mieux cette croissance, il convient aujourd'hui de créer la fonction de secrétaire général du groupe. Sous l'autorité directe du président-directeur général, il interviendra sur l'ensemble des domaines juridiques, fiscaux et administratifs. Au delà du secrétariat général des filiales et du contentieux, il aura pour mission de mettre en place un système d'information administratif et budgétaire homogène.

Agé de 35 ans minimum, de formation *supérieure (IEP, HEC, ESSEC...)* + licence de droit, le candidat recherché aura une expérience significative de la fonction administrative et juridique dans un secteur proche de l'immobilier. L'anglais courant et de bonnes bases en espagnol sont indispensables. De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence **A/S8519M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38.** (*PA Minitel 36.15 code* PA)



CONSEIL EN RECHERCHE DE DIRIGEANTS ... ET ASSOCIE

Nous sommes un Cabinet international, présent sur 4 continents et reconnu parmi les plus importants réseaux mondiaux d'Executive Search. Nos missions sont souvent menées (en particulier en Europe) sur un mode transnational.

En France, nous sommes reconnus pour notre expertise dans les secteurs de pointe (éléctronique, technologies de l'information, santé, biotechnologies, agro-industries). Organisés par marché, nous souhaitons aujourd'hui nous affirmer davantage dans les domaines : BANQUE - FINANCE - ASSURANCES / GRAND PUBLIC - DISTRIBUTION et pour ce faire, recherchons des personnalités incontestées de ces secteurs. Vous même, y êtes reconnu comme un Dirigeant, un Décideur ou déjà... un Conseil.

De formation supérieure type Grande Ecole, vous parlez Anglais et de préférence une autre langue européenne. Plus d'indépendance, un large champ d'action, l'appui d'une équipe de professionnels (à l'échelle mondiale) peuvent vous attirer et vous donner l'envie de nous rencontrer.

Votre réseau relationnel à haut niveau vous permettra de générer et mener des missions d'intérêt stratégique et de développer rapidement votre marché. Vos preuves faites, vous accèderez au "partnership". A ce niveau, vos revenus pourront se situer entre 800 KF et 1,2 MF.

Merci d'écrire sous double enveloppe, sous référence 19/3M à F. Proust - 85, rue Chardon Lagache - 75016 Paris, en indiquant le nom des cabinets auxquels vous ne désirez pas que votre courrier soit transmis.

---

500 KF +

SOCIETE DE DISTRIBUTION INFORMATIQUE

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

Recherche dans le cadre de son expansion au niveau de la France

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le poste situé à Paris requiert :

- Une solide expérience réussie de direction commerciale dans le domaine de la distribution informatique.
- Une excellente connaissance du marché de la micro-informatique et de la télécommunication.
- Des qualités, connaissances et compétences de "manager".

Le poste conviendrait à un candidat de premier plan ayant déjà assuré avec succés des responsabilités opérationnelles de direction d'un centre de profit ou d'une unité de distribution

Envoyer : C.V. , lettre manuscrite à notre conseil :
CONVERGENCE COMMUNICATION - 191, bd. Péreire - 75017 PARIS

A CONAKRY GUINÉE

Importante société mixte de pêche franco-guinéenne exploitant plusieurs chalutiers et un complexe intégré à terre recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Profil : 35-40 ans, gestionnaire, aptitudes aux relations humaines, connaissance de l'Afrique Occidentale souhaitée, statut expatrié et disponibilité rapide.

Rôle : assurer l'organisation et le *développement de notre unité.*

Adresser C.V. + prétentions à PRECOM Ref 76 - BP 193 56104 LORIENT Cedex qui transmettra.

SOCIETE AGRO-INDUSTRIELLE RECHERCHE UN

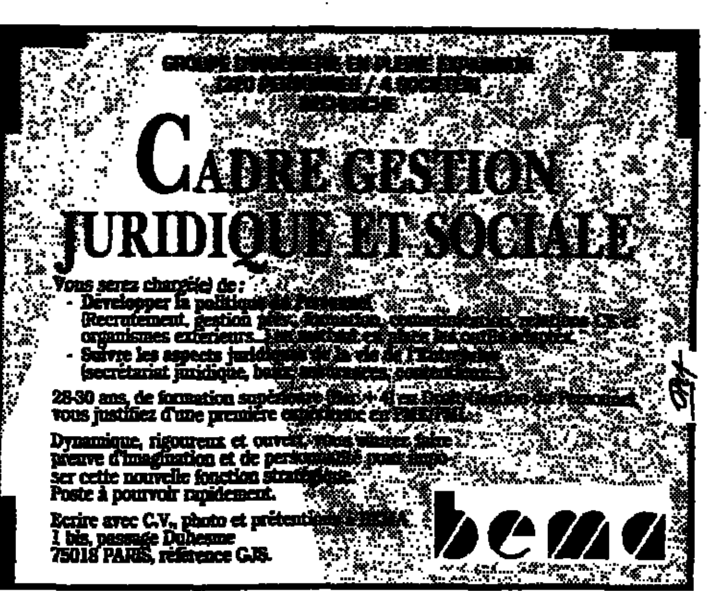
DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Pour poste à pourvoir en AFRIQUE FRANCOPHONE.

Ecrire et envoyer C.V. sous réf. 39.451 à CONTESSE PUBLICITE, 38, rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transm.

Le Monde des Juristes



REGION D'AIX-EN-PROVENCE

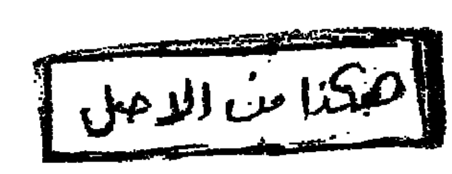
Important Groupe de Société dont plusieurs filiales à l'étranger, nous proposons le poste de

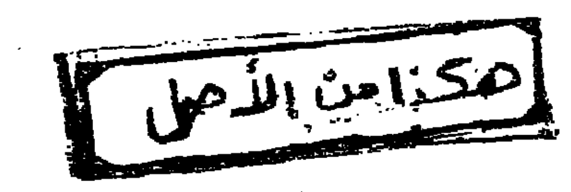
Responsable du service juridique

300 KF +

Vous animez l'équipe chargée des actions relevant du Droit des Sociétés, du Droit Commercial et Fiscal, de la gestion de l'immobilier et des assurances.
Vous êtes de formation 3e cycle DESS, DEA...
Vous justifiez d'une expérience significative en entreprise vous permettant de manager un service.
Vous mettez en pratique vos connaissances les plus performantes et participerez à l'élaboration des décisions de la Direction Générale.
La maîtrise de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre +CV +photo et prétentions) en précisant la réf. 93530/LM à Média-System 46, bd Longchamp, 13001 Marseille qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM





FISCALISTE CONSULTANT

La Confédération Nationale du CRÉDIT MUTUEL recherche :

Au sein de l'équipe du service fiscal, vous agirez comme un véritable conseil auprès des divers organismes du groupe et des services internes.

Vos activités porteront sur les divers domaines du monde bancaire et sur la gestion des opérations internes du Groupe.

En contact permanent avec les organismes du groupe, votre autonomie et votre goût du dialogue vous permettront de prendre en charge des missions opérationnelles.

De formation juridique supérieure, vous avez de solides connaissances comptables et une expérience de quelques années acquise de préférence au sein d'un cabinet de conseil.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 4 500 points de vente, 21 000 collaborateurs, 40 000 administrateurs et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5ᵉ groupe bancaire. La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 213/RH/3 à la Direction des Ressources Humaines, C.N.C.M., 88-90, rue Cardinet - 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler



Le CNPF étoffe sa Direction Fiscale et recrute un

FISCALISTE CONFIRME

Agé de 30 à 35 ans, de formation supérieure (maîtrise en Droit + ENI ou DESS Fiscalité) possédant une solide connaissance de la fiscalité des entreprises, soit 6 à 8 années d'expérience en entreprise internationale et/ou en cabinet.

Il aura en charge des dossiers diversifiés dont la mise en oeuvre comprendra des travaux d'analyse et de recherche, mais aussi de conception devant aboutir à des propositions concrètes, et impliquera des contacts multiples à tous niveaux.

Outre l'expérience, la capacité de créativité, d'autonomie, et le sens du dialogue seront déterminants dans le poste.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous la Réf. 12 B 1770/0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Crédit National



recherche

3 Juristes d'Affaires

En étroite relation avec les cadres financiers et commerciaux, vous êtes chargés :

- de mettre au point les contrats de prêts et constituer les garanties (2 postes),
- de réaliser toutes opérations juridiques liées à la gestion des prêts et en particulier à des modifications de garanties (1 poste pour lequel la connaissance de la micro-informatique et du droit des valeurs mobilières est souhaitée).

Ces postes basés à Paris impliquent des contacts quotidiens avec les entreprises, les banques et les notaires.

Titulaires d'un diplôme de 2ème ou 3ème cycle, vous avez acquis une bonne expérience du droit des sociétés grâce à une pratique de quelques années (3 à 5 ans) dans un établissement financier ou chez un conseil juridique. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais et une aptitude aux raisonnements financiers.

Votre motivation et votre dynamisme vous permettront de profiter des larges perspectives d'évolution *qu'offre le groupe Crédit National.*

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.

JOUEZ GAGNANT AVEC FRANCE loto

La Compétence Juridique
Le Tempérament d'un Opérationnel

FRANCE LOTO leader des sociétés de services françaises avec 20 milliards de CA poursuit son expansion tant en France qu'en Europe.
Son développement et son souci constant de performance la *conduisent à étoffer ses structures et à créer un poste "clé" de*

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Votre mission :
Directement rattaché au Secrétaire Général, vous aurez à assurer des responsabilités polyvalentes impliquant l'animation de plusieurs services *agissant pour l'ensemble du groupe* : Achats - Juridique - Contentieux - Services Centraux - Imprimerie intégrée.

Votre profil :
De formation supérieure en Droit des Affaires, 35 ans environ, bonne *connaissance de l'anglais souhaitée.*
Vous aurez acquis au sein d'un grand groupe à la fois une expérience du management humain et la pratique des responsabilités administratives et juridiques.
Vos qualités de rigueur, de dynamisme et de dialogue seront les atouts indispensables de votre réussite.

Poste basé à Neuilly.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 12A 1777-OM (à noter sur courrier et enveloppe) à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS.

PUBLIPANEL

LOTO JACKPOT TACOTAC ■ TAPIS VERT ■ loterie nationale

GEC ALSTHOM DIVISION TRANSPORT recherche un JURISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit, d'un DESS Droit des *Affaires ou d'un Doctorat 3ème cycle, à votre solide* connaissance en Droit International Privé, Droit Comparé et Droit des Affaires, vous alliez une expérience de 3 à 5 ans de préférence dans le domaine industriel et une parfaite maîtrise de l'anglais, et si possible d'une autre langue.

Nous vous proposons en relation avec les responsables juridiques des établissements et filiales rattachés, et avec la Direction des Services Juridiques du Groupe, de prendre en charge le traitement des problèmes de notre Département.

Homme de conseil, rigoureux et organisé, vous assisterez également les entités de ce Département pour toutes les *questions juridiques : conventions et contrats, précontentieux et contentieux, droit des sociétés, assurances...*

Missions de courtes durées à l'étranger à prévoir.

Pour ce poste basé à Paris, nous vous offrirons à terme de véritables opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P/K/90, à *VECTOR CAREER CONSULTANTS - 83, rue Michel-Ange 75016 PARIS.*

GECALSTHOM

MEDIAPA

IMPORTANT CABINET
de conseil juridique
et fiscale offre poste
évolutif à

FISCALISTE

De formation DESS ou DEA, vous avez acquis une expérience significative de 1 à 2 ans et voulez la valoriser.

Au sein d'une équipe de fiscaliste, vous devrez après formation, intégration, prendre en charge des dossiers diversifiés.
De réelles possibilités d'évolution sont envisagées pour un candidat de valeur.

Anglais courant indispensable.

SI cette opportunité vous motive, envoyer CV, photo et lettre manuscrite à *HERTZ CONSULTANTS sous référence 8618*

HERTZ CONSULTANTS — **34, rue de l'Arcade 75008 PARIS**

Conseil de l'Europe

recherche

JURISTE FRANCOPHONE (H/F)

(spécialiste en droit du travail/droit social)
pour assister la secrétaire du comité d'experts pour la Charte Sociale Européenne.

Les candidat(e)s doivent être :
ressortissant(e)s d'un Etat membre, âgé(e)s de moins de 35 ans (dérogations jusqu'à 40 ans), possédant la maîtrise en droit, des connaissances spécialisées et une expérience analogue, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Salaire mensuel : 19 373 FF brut non imposable + le cas échéant indemnités de résidence et à caractère familial.

**Ecrire pour demander renseignements et formulaire (à renvoyer avant le 30-4-1990) (réf. 6/90)
Conseil de l'Europe
(Division du Personnel)
BP 431 R6 - 67006 STRASBOURG CEDEX**

ORGANISME FINANCIER PARISIEN

recherche

JURISTE FISCALISTE
SPECIALISTE EN MONTAGES FINANCIERS

Vous aurez pour mission de concevoir et de mettre en œuvre *pour le compte d'investisseurs importants des produits ou* montages financiers en intégrant leurs composantes juridiques, comptables et fiscales.

Diplômé d'une grande école ou de l'enseignement supérieur, vous avez 5 ans d'expérience au minimum dans le montage d'opérations financières complexes à caractère français ou international, dans un établissement bancaire ou dans un cabinet spécialisé.

Vous maîtrisez bien l'anglais et saurez faire preuve d'imagination, de créativité et d'esprit de synthèse.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. 5440 à *PLAIN CHAMPS, 57, avenue du Général Leclerc,* 75014 PARIS qui transmettra.

Le Monde des Juristes

LE DÉPARTEMENT "AFFAIRES JURIDIQUES" RECHERCHE UN

JURISTE DU CONTENTIEUX BANCAIRE *H/F*

Mission :
- *prendre en charge et suivre les dossiers bancaires touchant les aspects les plus délicats du contentieux bancaire en dehors du recouvrement.*
- *avoir des contacts avec les agences, les autres services du Siège, les conseils de la Banque et les autres établissements bancaires.*

Profil :
- *formation supérieure type Maîtrise en Droit privé minimum,*
- *expérience d'environ 3 ans des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat, de syndic ou mieux encore dans le service contentieux d'une grande entreprise.*
- *connaissance des opérations financières et pratique de la langue anglaise appréciées.*

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. JC à Anne LAHAYE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

NOUS SOMMES UN GROUPE FRANÇAIS EN FORTE CROISSANCE

Nos 50 filiales totalisent un CA de + 4 Milliards de francs dans le Négoce Professionnel

Nous recherchons pour PARIS un(e)

JURISTE CONFIRME H/F
Responsable du Droit des Sociétés

Vous serez rattaché(e) au Directeur Financier du Groupe et vous prendrez en charge, avec une équipe de 2 personnes, toute nos opérations de Secrétariat juridique, préparation et tenue des Conseils, Assemblées, formalités et pratique des Acquisitions ou Cessions, la gestion de l'Actionnariat, les relations avec les Institutionnels.

Vous avez 35-45 ans, une formation de type Licence ou Maîtrise en Droit Privé et vous possédez une expérience certaine du Droit des Sociétés et ce, dans un environnement fortement décentralisé.

Vous souhaitez participer à notre développement fondé sur le rachat de nouvelles sociétés.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. JC/03 M à notre Conseil :

Patrick BRUNETEAU
PB International Management
75, rue de Miromesnil - BP 385 - 75008 PARIS



UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Juriste droit des sociétés

Vous êtes titulaire d'une maîtrise, ou d'un troisième cycle de droit des affaires, avec une expérience de quelques années, soit dans un cabinet, soit en entreprise où vous avez acquis une réelle compétence en droit des sociétés.

Agé de trente ans environ, vous êtes rigoureux et organisé, avec des facilités d'expression écrite et orale ainsi qu'un vrai sens relationnel. Vous êtes très rapidement disponible.

Intégré, au sein du Secrétariat Général des Assurances Générales de France, dans une équipe de juristes pluridisciplinaires, vous assurerez le secrétariat social et juridique (en partculier la gestion des conseils et assemblées) des principales filiales du groupe ; vous participerez également à différentes actions de l'entreprise entraînant des travaux juridiques au niveau central, création de sociétés, acquisitions et fusions, augmentations de capital. Vous aurez enfin un rôle d'information et de coordination pour les opérations intéressant plusieurs directions du groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle, sous référence M29, à Jacqueline MARIAUX Département des Ressources Humaines - AGF 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE





NAJIMI photo Zefa



Filiale française d'un grand groupe international, nous recherchons pour nos départements juridiques, situés à Paris 8e, un CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF.
Agé d'environ 30 ans, vous possédez une maîtrise de droit et une première expérience réussie dans le droit des affaires.
Vous serez intégré à la direction financière et juridique et serez amené à participer aux activités concernant les immeubles, les fonds de commerce, les locations gérances et les locations.
De bonnes connaissances en anglais et en comptabilité constitueront des atouts appréciables.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (curriculum vitæ, lettre manuscrite, rémunération brute annuelle souhaitée, photo), sous la référence 6672, à

MEDIAPA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

JEUNE REDACTEUR



Partenaire pluridisciplinaire privilégié de l'Industrie, le CEntre Technique des Industries Mécaniques a une mission de recherche, de développement, de formation et de diffusion de l'information auprès des entreprises de la mécanique. Le développement de ses conventions de recherche et d'échange avec ses partenaires industriels Français et étrangers, publics ou privés, nous conduit à rechercher, pour son Département Juridique, un **Jeune Rédacteur de Contrats.**

Il a pour mission d'initier les contrats gérant les accords de collaboration, d'assister les équipes des laboratoires dans la préparation et la négociation des accords et de suivre l'évolution de la législation, par exemple dans le domaine de la propriété industrielle.

Nous souhaitons rencontrer, pour cette activité "contrats", un jeune juriste, si possible de formation Droit des Affaires, justifiant d'une première expérience de 3 à 5 ans. Relationnel, il est bien sûr motivé par un environnement technique de haut niveau. Il pratique l'anglais et est ouvert à des déplacements de courte durée.

Le poste est basé à Senlis.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 3/2857 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Juriste d'Entreprise
OUI A LA POLYVALENCE !

SOLVAY, groupe chimique mondialement implanté (45000 personnes, CA 40 Milliards de FF) est fortement représenté en France dans le domaine de la chimie lourde, la transformation de matières plastiques, la pharmacie. Le service juridique de la Direction Nationale France intervient dans tous les domaines du droit des affaires : contrats, droit de la responsabilité, droit des sociétés, contentieux... Il cherche à intégrer un cadre confirmé pour renforcer les structures existantes.

Diplômé d'études supérieures (maîtrise + DESS en Droit des Affaires) vous avez une expérience solide (5 ans) et polyvalente, y compris en droit communautaire, acquise soit dans le service juridique d'une entreprise, soit en cabinet d'affaires. En fonction de vos capacités, de votre rapidité d'adaptation, vous prendrez la responsabilité d'un certain nombre de dossiers de façon autonome. La pratique de l'anglais est un atout.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. JE190 à la



Direction du Personnel
12 cours Albert 1er
75008 PARIS



Le Monde de la Gestion

ORGANISME DE RECHERCHE
(Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial)
recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Nous recherchons un excellent gestionnaire qui saura coordonner et animer les Services Financier, Juridique et du Personnel d'un centre de 600 personnes, situé dans l'ouest de la FRANCE.

Nous apprécierons autant ses compétences techniques que son aptitude à créer un esprit de dialogue et d'ouverture dans un milieu d'ingénieurs et de scientifiques de haut niveau.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) s/réf. 2551 par FAX N° (1) 49.10.95.72 ou par courrier à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS LYON - STRASBOURG MARSEILLE **EUROMESSAGES**

ORC

---

virbac

900 personnes - 700 millions CA

Groupe Pharmaceutique Vétérinaire Français en forte expansion nationale et internationale recherche un

AUDITEUR INTERNE INTERNATIONAL H/F

Agé de 27-30 ans, le candidat sera de niveau SUP de CO + DECS ou équivalent. Il aura acquis une expérience probante de quelques années au sein d'un Cabinet d'Audit, ou à un poste similaire en entreprise.

Il s'assurera du respect des procédures comptables et de gestion, de l'élaboration et de la mise à jour de nouvelles procédures de contrôle.

Il participera à la réalisation de missions ponctuelles.
L'anglais courant est impératif, une 2ème langue est souhaitée.

Le poste est à pouvoir à NICE avec de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. Aud. LM à

VIRBAC Service du Personnel - BP. 27 - 06516 CARROS Cedex

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT
recherche, dans le cadre de son expansion, pour son SERVICE DES ENGAGEMENTS

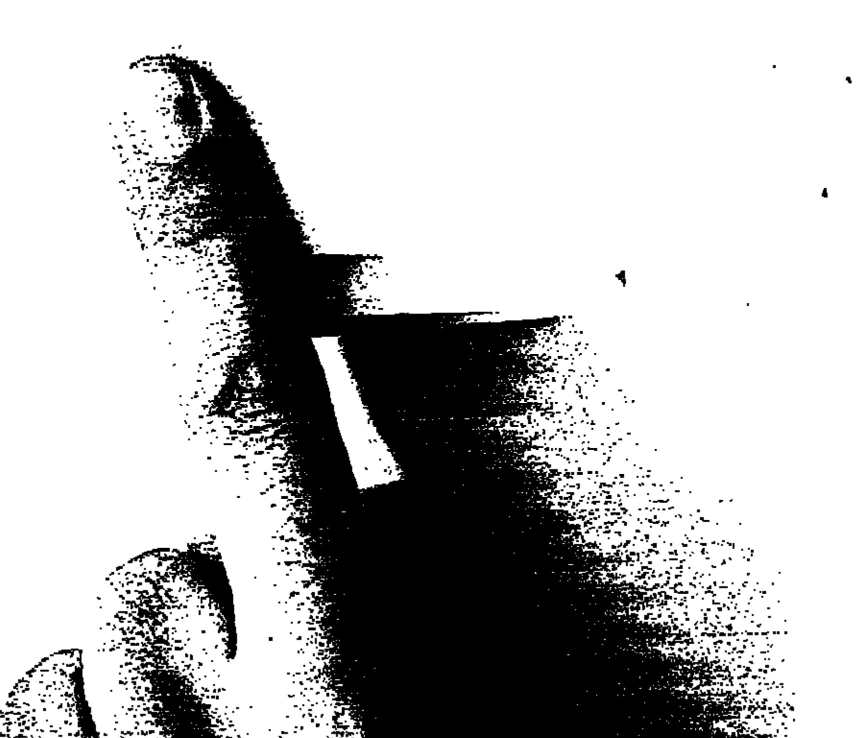
UN CHARGÉ D'ÉTUDES

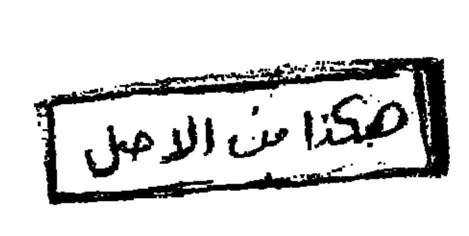
ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

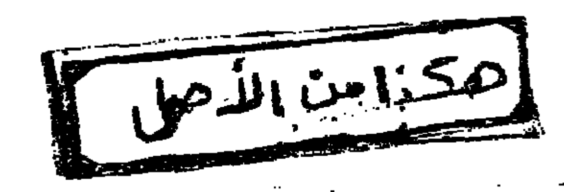
Le candidat devra :

— Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (licence sciences éco., gestion de commerce, IUT) ;
— être âgé d'environ 30 ans ;
— avoir au moins 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque ;
— être disponible rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération :
SOCAF - 26, avenue Suffren - 75015 PARIS







RESPONSABLES MARKETING OPERATIONNEL

Paris - La direction des particuliers et des *professionnels* (artisans, commerçants, professions libérales) du Crédit Lyonnais renforce ses équipes; à cet effet elle souhaite intégrer des professionnels du marketing. Ils se verront confier des missions spécifiques durant une première phase de découverte de la banque et de ses produits. *En un second temps,* ils prendront la responsabilité soit du développement de gammes de produits (Réf. A/R9707M), soit d'activités axées sur l'approche client et les méthodes de ventes (segmentation de clientèle, promotion, marketing direct...) (Réf. A/R9710M). Dans les deux cas, la fonction implique l'encadrement d'une petite équipe. Ces postes s'adressent à des cadres âgés de 32 ans minimum, de formation *supérieure* (école de commerce ou école d'ingénieurs) et ayant suivi un solide parcours en marketing opérationnel sur un marché grand public, dans un établissement financier spécialisé ou une entreprise à *forte* culture marketing. *Ecrire à C. BUSO* en indiquant vos prétentions ainsi que la référence choisie - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

RESPONSABLE D'INVESTISSEMENTS

Société financière de développement

Paris - Une société financière de développement en pleine expansion, ayant pour vocation *de stimuler et de participer aux investissements* privés dans des pays en voie de développement, sous forme de prêts et de participations au capital d'entreprises, recherche un chargé d'affaires pour renforcer son équipe. Il aura pour mission de détecter et de sélectionner des projets en effectuant leur diagnostic complet (étude de marché, analyse financière, évaluation de la qua*lité du management...), de négocier le montage* juridico-financier et d'assurer le suivi de l'exploitation. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum et ayant une formation de type ESC ou équivalent. Son expérience acquise au sein d'un établissement financier *(division internationale de banque, SDR...) lui* permet de maîtriser tous les aspects d'un diagnostic et tout particulièrement l'évaluation du risque. La nature des missions et les déplacements prévisibles à l'étranger (Europe, Caraïbes, Afrique) nécessitent des qualités d'organisation, des talents de négociateur confirmés, la maîtrise de l'anglais et une forte ouverture à l'international. *Ecrire à O. PECH en précisant la référence* **A/R9709M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.69.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage



Groupe agro-alimentaire de forte notoriété, banlieue Ouest à proximité du RER recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

directement rattaché au P.D.G., rompu aux techniques financières, vos objectifs sont les suivants :

- *l'organisation des flux d'informations financières* : analyse, synthèse ;
- le suivi de la gestion des 15 centres de profit de l'Entreprise ;
- l'élaboration des budgets et plan de financement, leur actualisation et leur suivi ;
- la consolidation des bilans.

Le poste nécessite une parfaite maîtrise de l'outil micro-informatique et une bonne pratique de l'anglais.

A 28/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles de Commerce, DESS de Gestion...).

Vous avez une première expérience indiscutable dans le contrôle de gestion.

- disponibilité, puissance de travail, rigueur, pragmatisme, sens des priorités, justesse des analyses et capacités de synthèse sont vos points forts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 20045 à notre Conseil
DIXIT PARTENAIRES
74, avenue Gabriel Péri
92238 GENNEVILLIERS Cedex.

DIXIT PARTENAIRES



Bien acheter pour bien revendre.

Nous recherchons pour notre SERVICE ACHATS SUPPORT AUX VENTES situé à PARIS LA DEFENSE

DEUX ACHETEURS.

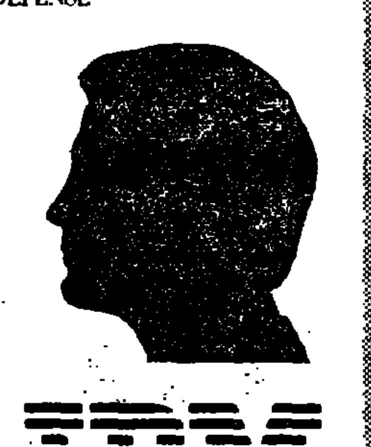
PROFIL : *Diplômé(e)s* **GRANDES ECOLES DE COMMERCE, MAITRISE DE GESTION, IEP (ECOFI)** ; une spécialisation en achat industriel serait appréciée : bon niveau d'anglais parlé et écrit. Vous devrez justifier de 2 à 3 années d'expérience de la fonction achats chez un constructeur, une SSII ou un grand utilisateur de services et produits informatiques. De plus, vous êtes à l'aise dans les systèmes individuels de gestion (PC, PS...).

ACTIVITES : vous rechercherez et négocierez, dans un environnement national ou *international, des matériels, logiciels et développements informatiques destinés à être* revendus dans le cadre d'une offre globale d'intégration de systèmes.

Notre dimension et la diversité de nos activités ouvrent à des éléments de valeur de larges possibilités d'évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, C.V. détaillé et photo) sous référence ACH 01 à : IBM France, Département Recrutement, 5, Place Vendôme - 75001 PARIS.

Nous vous garantissons la plus grande discrétion.
Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

INGÉNIEUR EN ORGANISATION dans la presse

Notre développement nous conduit à créer un poste au sein de la Direction des Opérations et Services du Groupe.

En lien avec le responsable du service Coordination, vous participerez aux projets de développement (organisation et/ou informatique) de la chaîne de distribution des abonnements ; la première misson que nous vous confierons sera la conception et la mise en place d'un système de gestion d'informations commerciales et statistiques. A l'écoute des utilisateurs, vous agirez comme prestataire de service interne.

Vous avez 26/28 ans, une formation supérieure (type école de commerce ou d'ingénieur, DESS...), une bonne connaissance de l'outil *informatique et une première expérience en entreprise ou en SSII* dans des fonctions d'organisation, de contrôle de gestion....

Ce poste évolutif vous permettra de mettre en oeuvre vos qualités d'analyse, de synthèse, votre aptitude relationnelle et vos capacités *d'innovation dans une entreprise performante et dynamique.*



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. MLA 44 à : Bayard Presse - Direction des Affaires Sociales - 3, rue Bayard - 75008 Paris.

BAYARD PRESSE 47 Publications - 18 à l'étranger - 29 en France - 1,5 Milliards de CA - 1700 personnes

LA CROIX
Pèlerin MAGAZINE
notre temps
OKAPI
PHOSPHORE

Jeune contrôleur de gestion à fort potentiel

Nous sommes une société publique commercialisant du mobilier et du matériel technique auprès des collectivités. Notre activité s'étend sur toute la France, bientôt sur l'étranger et connaît une forte croissance (CA 89 : plus de 5 milliards de francs). Nous souhaitons intégrer à notre équipe de contrôle budgétaire et de gestion un jeune contrôleur de gestion.

Dans un premier temps, il orientera plus particulièrement ses travaux vers la fonction commerciale : identification et appréciation des risques, refonte des procédures, assistance des opérationnels ... Il participera également activement à la mise en place progressive de notre organisation de gestion. Le poste, basé au siège parisien, est à pourvoir rapidement.

Vous possédez une solide formation en gestion (université ou école de commerce), et une première expérience en entreprise, de préférence dans l'industrie ou les services industriels (4 ans minimum). Vous avez l'habitude des outils informatiques (micro et grands systèmes). Habitué au travail en équipe, disponible, organisé, vous savez défendre vos opinions et surtout convaincre vos interlocuteurs. Adressez votre CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence MD/104.08/MO aux Conseils en Recrutement Associés.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT CERA



Membre du Groupe I.C.I. - N° 1 Mondial de la Peinture recherche proche **ROUEN** :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, vous *prendrez en charge le contrôle de gestion* industrielle et commerciale, les budgets, *tableaux de bord etc... et participerez au* reporting local et international.

De formation E.S.C. ou équivalent, vous avez une expérience de 3/5 ans en contrôle de gestion si possible en milieu industriel, êtes familiarisé à l'informatique (micro-lotus 1.2.3.), parlez l'anglais.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous réf. 5652 à notre Conseil

Recherche & Développement

notre MÉTIER :	l'assistance et les techniques médicales du domicile
notre plus belle RÉUSSITE	avoir déclenché la PASSION chez nos 400 collaborateurs
notre PROJET D'ENTREPRISE	être des EXPERTS *être et rester le* LEADER national dans notre métier

VOUS avez :
- une formation commerciale/gestion (BAC + 4)
- le don de mener des équipes
- le besoin de vous réaliser dans votre vie professionnelle
- la mobilité géographique indispensable à une carrière de responsable.

VOUS pouvez être le DIRECTEUR de l'un de nos 40 établissements

Envoyez C.V. + photo + lettre manuscrite et prétentions à ORKYN' - Christiane FRENOI 26, place Dupleix - 75015 PARIS

NICE : notre établissement recherche des

Gestionnaires de portefeuille Clientèle privée ou entreprises

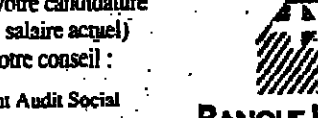
Votre mission : Assurer le développement d'un portefeuille de particuliers ou de PME, PMI, artisans, commerçants.

Véritable partenaire de votre clientèle, vous serez à même de la conseiller en matière de placements, crédits, etc... tout en évaluant les risques.

De formation supérieure et déjà engagé dans une formation bancaire (BP, ITB,...), vous pouvez justifier d'une première expérience (2 à 3 ans) dans une fonction similaire.

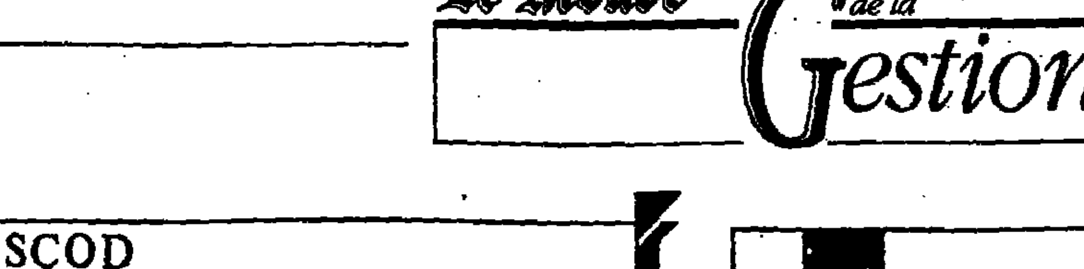
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, salaire actuel) sous réf. 9402 à notre conseil :

ADC Recrutement Audit Social
51, av. France d'Outremer
06700 St-LAURENT-du-VAR



BANQUE POPULAIRE DE LA CÔTE D'AZUR

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE



SCOD

PROGICIELS DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE

Filiale du groupe STERIA, un des premiers dans les Services Ingénierie en Europe, SCOD, Industriel du Progiciel est spécialisé dans la conception, le développement et la distribution de progiciels de gestion financière et comptable installés sur plus de 350 sites. Pour assurer son expansion, préparer les solutions de demain, nous recherchons des

Consultants H/F

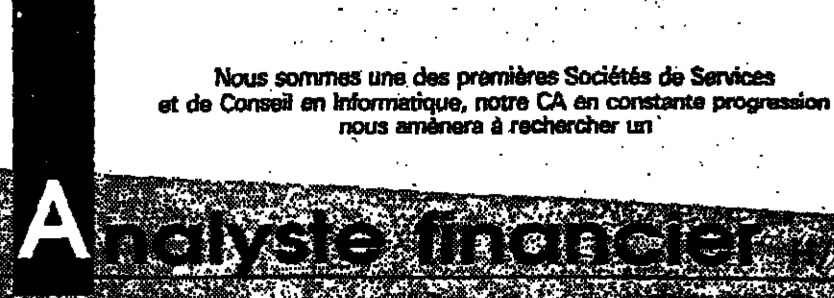
- Interlocuteur privilégié d'un parc clients.
- Maître d'œuvre de la mise en place de nos produits.
- Responsable de la formation et de l'assistance sur site.
- Chargé de l'analyse et du traitement de problèmes de maintenance.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines de la comptabilité ou du contrôle de gestion, votre personnalité ouverte, nette, pédagogue fera la différence.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.03.15 à notre Conseil
Madame Claude Favereau - FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Nous sommes une des premières Sociétés de Services et de Conseil en Informatique, notre CA en constante progression nous amènera à rechercher un



Vos études : une école de commerce option comptabilité-finance, ou une maîtrise de gestion puis 2 ans d'expérience en tant qu'analyste financier... vous voulez prendre une dimension opérationnelle... nous vous l'offrons.

Rendant compte au Responsable Trésorerie et Etudes Financières, vous aurez des contacts à haut niveau pour vos fonctions qui recouvreront l'analyse financière de sociétés du secteur, les études financières internes, la formation financière externe.

A votre technicité, vous ajouterez dynamisme et sens du contact, capacité de conceptualiser, sensibilité indispensable à l'analyse.

Micro-informatique et anglais impératifs.



Si vous êtes motivé, merci d'adresser votre candidature sous réf. A 03 17 à notre Conseil
Madame Claude Favereau - FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Rejoignez le n° 1 de la Communication d'Entreprise

Filiale CGE - 16 400 personnes - 10,5 milliards de chiffre d'affaires

Notre Direction du Contrôle de Gestion recherche un jeune diplômé de valeur qui souhaite élargir sa fonction dans un Groupe International

Responsable Reporting Société

Directement rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion, vous prendrez en charge la mise en oeuvre du reporting destiné à la Direction Générale et aux Directions Opérationnelles. Vous assurerez la synthèse et la cohérence des budgets annuels et pluriannuels, leurs révisions ainsi que leurs commentaires périodiques. Vous constituerez et entretiendrez une banque de données historique sur les résultats, les performances et les activités dégagés au cours des annéees précédentes. Vous participerez à l'élaboration de procédures de gestion et de procédures administratives pour le Groupe.
De formation supérieure (ESCAE-DECS), vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans en comptabilité analytique et êtes familiarisé avec l'utilisation de l'outil informatique. Par ailleurs, votre parfaite maîtrise de la langue anglaise vous permet de développer des relations à tous niveaux dans le Groupe.



BUSINESS SYSTEMS

Pour en savoir plus sur ce poste basé à Strasbourg, écrire sous la réf. RRS/JBM à Eric Bachellereau
Alcatel Business Systems - Direction des Ressources Humaines
1 route du Docteur Albert Schweitzer - 67408 Illkrich Cedex.

VOCATION MEDIA

Notre banque luxembourgeoise, filiale d'un groupe bancaire français recherche plusieurs cadres à potentiel élevé, fortement motivés et intéressés par une expérience internationale.

ADMINISTRATIFS
TITRES ET COMPTABLES

Très impliqués, vous assisterez la Direction Administrative soit pour créer et développer un service comptable de gestion de patrimoine SICAV, sociétés diverses ; soit pour assurer le traitement administratif des opérations boursières et sur titres.

De formation DECS, BTS ou DUT, vous avez une expérience professionnelle de plusieurs années. La pratique de l'anglais est nécessaire et une seconde langue serait appréciée. Des connaissances en informatique sont souhaitées. (Réf. 6670/A)

GESTIONNAIRE
DE PATRIMOINE

Hautement qualifié, vous serez capable d'élaborer et de mettre en œuvre une politique d'investissement, de conseiller une clientèle haut de gamme et d'assurer le développement de cette dernière en Europe.

De formation universitaire ou équivalent, vous avez une expérience de gestionnaire de portefeuille de plusieurs années. La pratique de l'anglais est nécessaire, celle de l'allemand est souhaitée. (Réf. 6670/B)

TRESORIER

Vous serez chargé de réaliser les placements de trésorerie Francs et Devises de la banque et de la clientèle. Vous contribuerez également à la mise en œuvre de procédures de back-office, de contrôles et de reporting.

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience bancaire de plusieurs années. La maîtrise de l'anglais est indispensable. (Réf. 6670/C)

Saisissez dès aujourd'hui l'opportunité de rejoindre notre établissement basé à LUXEMBOURG. D'importantes perspectives d'évolution vous sont offertes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant sur l'enveloppe la référence choisie, à MEDIA PA
50/54, rue de Silly - 925130 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra

---

LE PRIVILEGE DE L'EXPERTISE

JEUNE COMPTABLE BILINGUE

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une bonne formation comptable, vous êtes disponible pour des déplacements périodiques à l'étranger, vous avez une bonne maîtrise de la micro-informatique et vous êtes bilingue français-anglais.

Au sein du Service "Etudes et Procédures" de la Comptabilité Générale, vous participerez aux travaux de définition des règles et schémas comptables et à leur mise en place dans différentes entités internationales du Groupe.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la Banque que dans le Groupe International.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la réf. CG90 à :

BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement des Cadres
9 rue Louis Murat - 75371 Paris cedex 08

BANQUE INDOSUEZ
L'EXPERTISE EST UN ART

R&D

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique français
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge la gestion de sa Division Biomédicale.

Rattaché à la Direction Générale il devra évidemment établir et suivre le budget de l'entité centrale qui gère un ensemble d'activités correspondant à un chiffre d'affaires de 500 millions de Francs.

Il devra en particulier :
- Organiser les relations entre le Groupe et les activités décentralisées
- Etablir un **tableau de bord de synthèse** de la Division
- Etudier et mettre en place de nouveaux systèmes de gestion permettant d'approfondir par l'étude économique (investissement/rentabilité) le plan structurel de l'engagement du Groupe dans ce secteur.

Agé d'au moins 30 à 40 ans, diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co, ISA) les candidats devront posséder une expérience internationale et maîtriser l'utilisation de l'outil informatique. Ils devront également être largement initiés aux **concepts d'investissements/rentabilité** des opérations industrielles et commerciales.

Anglais lu et parlé couramment.
Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 90/27 MO à l'attention de D. VOLTZ
SYNTHELABO - BP 72, 22 Avenue Galilée
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

ORC

Senior

dans un cabinet d'audit international

Un cabinet d'Audit, l'un des tout premiers internationaux vous propose un véritable développement de votre carrière ; des clients importants et prestigieux, une structure internationale, une politique de formation, des opportunités d'évolution en France et à l'étranger.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, fort de **2 à 4 années d'expérience en cabinet** d'audit ou de commissariat aux comptes, vous avez le goût de la performance, le sens des responsabilités, vous êtes prêt à relever le challenge dans un cabinet en très forte expansion.

Rejoignez des équipes motivées et dynamiques dans nos bureaux de *Paris, Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg.*

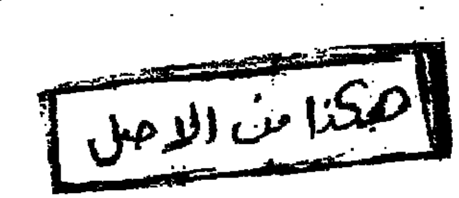
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M1045 à Nathalie Duhart qui traitera votre dossier en toute *confidentialité.*

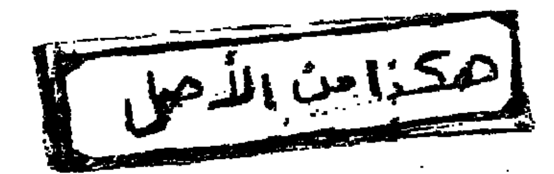
Coopers & Lybrand associés

Executive Selection
3 av. Percier
75008 PARIS









Le Monde de la Gestion



Présents dans 25 filiales à travers le monde (1,6 milliard de Francs de CA dont 70 % à l'export), notre expansion nous amène aujourd'hui à créer la fonction de

Contrôleur de Gestion International

Sous l'autorité du Directeur Financier International, vous aurez la charge du contrôle de gestion des filiales étrangères, de la mise en place du reporting et la responsabilité des comptes consolidés. Vous devrez également vous pencher sur les aspects d'optimisation fiscale.
Diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ...), *vous avez une expérience de* 4/5 ans environ acquise en cabinet d'audit anglo-saxon complétée en entreprise à un poste de contrôle de gestion en milieu international.
Vous avez bien sûr une très bonne maîtrise de l'anglais.

Si cette opportunité vous séduit, adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page *Finance, 30 bis rue Spontini,* 75116 PARIS, sous réf.CHD5368MO.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

LBW



Groupe industriel international : 30 Mds de CA, 35 000 personnes, spécialisé dans les secteurs : santé humaine, bio-activités, parfums - produits de beauté recrute pour sa branche chimie son

Chef de Comptabilité

Avignon

Rattaché au Controller Financier, vous aurez en charge l'établissement des comptes sociaux et fiscaux de la société SANOFI.CHIMIE, la tenue des comptes de *l'établissement d'Aramon et la supervision fonctionnelle* des autres établissements. Cette fonction implique une *pratique du reporting* et la *préparation* des liasses de consolidation. Vous serez à la tête d'une équipe d'une trentaine de personnes.
Agé de 35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (expertise comptable souhaitée) et disposez d'une expérience professionnelle de 10 ans environ acquise en cabinet et/ou en milieu industriel.
Votre réussite dans cette mission et votre mobilité vous permettront d'évoluer vers des fonctions élargies au sein du groupe.

Contacter **Dorick de Brosses** au 78.28.16.04 ou adresser votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Rhône-Alpes**, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf.DDB385MO.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier

LBW

Banque régionale recherche le

Responsable Administratif

de sa succursale de Paris VIIIème

Sous la responsabilité du directeur de succursale, sa mission sera de gérer l'ensemble de l'activité administrative de la succursale dans le constant souci d'améliorer la qualité des prestations fournies.
Ce poste conviendrait à un cadre classe V/VI ayant exercé des fonctions similaires et/ou ayant effectué des missions d'inspection et de contrôle.
Contactez **Emmanuelle Capitaine** au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, *10 rue Jean Goujon,* 75008 Paris en rappelant la réf. ED5479MO.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

LBW

Groupe Francais de dimension internationale, parmi les leaders mondiaux de **l'Agro-Alimentaire (CA > à 2 Mds de Francs, 2300 personnes), recherche pour sa holding un**

Auditeur Interne

Grand Rhône-Alpes **260 KF+**

Rattaché à la Direction Organisation et Contrôle, il aura pour mission de réaliser des audits comptables et financiers dans les différents filiales du groupe, tant en France qu'à l'étranger.
Outre les tâches opérationnelles, des dossiers variés lui seront confiés par la Direction Générale : Audit d'Acquisition, Projet de Fusion, Expertise Juridique et Fiscale .....
Ce poste conviendra à un candidat dynamique et rigoureux, de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, MSTCF....) ayant 3 à 4 ans d'expérience en cabinet et/ou en entreprise.
L'Anglais opérationnel est impératif.
L'Allemand serait un plus.
Son potentiel et ses qualités lui permettront d'évoluer au sein du groupe vers des fonctions élargies.

Contacter **Eric Isabey** au 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + rémunération actuelle à **Michael Page Rhône-Alpes**, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON, sous réf.EI406MO.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier

LBW

DANS UNE BANQUE PRIVEE

responsable BACK OFFICE

TRESORERIE FRANCS

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure, vous maîtrisez parfaitement le traitement des opérations interbancaires de trésorerie francs. Vous avez une bonne connaissance des devises, des nouveaux instruments financiers et déjà une première expérience d'encadrement.

Vous cherchez à élargir vos responsabilités ?

Venez nous rejoindre, nous vous confierons l'animation d'une équipe de six personnes.

Grâce à vos qualités de rigueur et de perspicacité, vous réussirez dans la mission que nous vous confierons :
- organiser et structurer le Service en mettant en place les procédures adéquates.
- optimiser le traitement informatique.

Nous sommes une Banque de 200 personnes - (15 milliards de total de bilan), filiale d'un important groupe financier, susceptible d'offrir de réelles opportunités de carrière à un Cadre à potentiel.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manus. + CV + photo), s/réf. 6673 à
MEDIAPA *50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE CEDEX.*

Groupe suisse de haute technologie, leader mondial sur son marché, recherche dans le cadre du développement de ses activités en France, son

Responsable Administratif et Financier

Région Lyonnaise **250 KF+**

Vous aurez pour mission de créer et d'assurer le suivi de la comptabilité et de la gestion de la filiale sous la direction et selon les normes du groupe.
Responsable de l'administration générale, de la gestion du personnel et des relations avec les partenaires financiers, vous serez un organisateur ayant un gout prononcé pour la communication.
De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous possédez une expérience de 4 à 5 ans acquise en cabinet d'audit et/ou en entreprise industrielle.
Entrepreneur et homme de challenge, vous serez à l'image de la société : dynamique et évolutif.
La pratique de l'anglais et de la micro-informatique est nécessaire. L'allemand serait un plus.

Contacter **Eric Isabey** au 78.28.16.04 ou adresser CV + Photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Rhône-Alpes**, 19 rue de l'Arbre Sec. 69001 LYON sous réf. EI393MO.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier

LBW



LE FRUIT NU

Située à Mâcon, à 60 km au nord de Lyon, notre Société de 250 personnes et de 400 MF de CA *a acquis son leadership grâce à la qualité* de ses produits à base de pur jus de fruits fabriqués dans une usine ultra-moderne.
Nous recherchons aujourd'hui une forte personnalité susceptible de devenir dans un proche avenir notre

Futur directeur financier

pour participer dès maintenant au sein de notre équipe de Direction à la stratégie, au suivi des affaires et à l'élaboration du futur.

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, vous nous apportez une expérience réussie, soit en Cabinet d'Audit, soit dans une grosse PME, dans les domaines comptable, financier, et budgétaire.
Vos talents d'organisateur et de coordinateur devront contribuer à améliorer la rentabilité de l'entreprise et ce sera un critère fondamental de réussite pour votre avenir.

Pour vous informer discrètement plus en détail et prendre même un rendez-vous immédiatement, appelez *(en précisant la réf. 127) le 74.95.65.54.*
Sinon, merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre motivée, CV + photo à notre Conseil François Nicolet, sous référence 127 M.

68 rue Duquesne  69006 LYON.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MEDIA-SYSTEM





Le MATIF -Marché à Terme International de France- a connu une croissance de plus de 50% en 1989, ce qui a conforté sa position au premier rang européen des bourses de futures et d'options. En intégrant MATIF SA, l'entreprise de marché qui assure la gestion, le développement et le contrôle du MATIF, tracez votre futur avec le même succès. Pour étoffer son équipe, le responsable du contrôle de gestion recrute son adjoint et recherche un jeune



Votre première mission : définir et mettre en place notre comptabilité analytique sur un support informatique (grand système).

Par la suite vous assurerez le contrôle budgétaire : élaboration, reporting mensuel, analyse et propositions d'actions correctives. Vous réaliserez aussi différentes études de rentabilité.

Votre profil :
- diplômé(e) d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP.....),
- deux ans d'expérience dans le domaine, acquise si possible en milieu bancaire ou cabinet,
- *bonne connaissance de l'anglais et maîtrise de l'outil informatique.*

Nous comptons surtout rencontrer des candidats à fort potentiel, motivés pour travailler dans un environnement nouveau et très évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence B571 sur l'enveloppe, à notre conseil

ornicar *6 rue Halévy 75009 PARIS*

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

Le Monde de la Gestion



RECHERCHE POUR SA DIRECTION AUDIT GROUPE (PARIS - LA DEFENSE)

UN RESPONSABLE DE LA DIVISION METHODES ET PROGRAMMES

Vous avez :
- environ 35 - 40 ans,
- un diplôme d'enseignement supérieur, scientifique ou de gestion, complété par un troisième cycle en Finance,
- une expérience d'au moins 5 années dans l'audit,
- une parfaite connaissance de l'anglais.

Vous êtes :
- un auditeur confirmé, grâce à une pratique polyvalente d'audit interne dans une grande structure de groupe et/ou dans un Cabinet spécialisé,
- un gestionnaire rigoureux, mais aussi un homme de communication, capable de concilier sa capacité de s'imposer avec les exigences de la diplomatie.

Vous aurez :
- à analyser les activités des services d'audit du Groupe, à en vérifier l'efficacité par rapport aux objectifs assignés, à coordonner les programmes en vue d'assurer leur cohérence d'ensemble au niveau du Groupe,
- à élaborer les programmes de la Direction Audit Groupe et à en définir les missions.
- à mettre au point les méthodologies les plus appropriées, à en promouvoir la mise en oeuvre dans le Groupe et à veiller tout particulièrement à une formation adéquate des auditeurs.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, à notre Conseil, Michel MORACCHINI (Réf. 9010) 22 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 PARIS, qui vous garantit une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Ouest Paris

JEUNE CADRE FINANCE COMPTABILITE

Affilié à un Groupe International, cet ensemble de Sociétés constitué en holding (plus de 400 MF de C.A.) est l'un des leaders européens de sa branche. Son Directeur Financier recherche un jeune cadre à potentiel. Chargé des aspects financement-trésorerie, il évoluera vers l'animation d'une équipe financière et comptable.

Ce poste intéresse un(e) candidat(e) de formation ESC + DECS, âgé(e) d'au moins 27 ans et possédant 3 à 5 ans de gestion financière et comptable acquise en filiale internationale ou en cabinet d'audit. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Le poste se situe à 60 km à l'Ouest de Paris (près de Vernon).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 8/3149 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Responsable Administration Commerciale



16 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 16 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

Avec ses 2 000 personnes, la **Division Systèmes Aéronautiques** conçoit et fabrique des équipements électriques et électromécaniques pour les industr[illegible]s de l'aéronautique, l'espace et l'armement. Nous vous proposons de rejoindre sa Direction [illegible]ommerciale.

Rattaché au Directeur Commercial, vous piloterez la gestion d[illegible] flux de produits et le traitement des informations entre les différents services de l'entreprise (production, logistique, livraisons, commercial, informatique, comptabilité et finances). Vous participerez à l'élaboration et au suivi des plans et budgets et vous contrôlerez les dépenses de fonctionnement de la Direction Commerciale.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, vous justifiez d'une expérience approfondie de l'administration commerciale acquise dans un contexte industriel international. Une bonne pratique de la gestion informatisée et de l'anglais est indispensable. Vos qualités de rigueur et d'initiative associées à votre sens de la communication et du concret sont primordiales pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Filiale d'un Groupe International, leader dans le domaine de l'ouverture plastique recherche son,

CONTROLEUR DE GESTION

Haute-Savoie

Vous avez la trentaine, une **formation supérieure comptable ou de gestion**, des connaissances informatiques, une **expérience industrielle**, et la maîtrise de l'allemand ou de l'anglais.

Rigoureux et méthodique, vous êtes un homme de communication ou d'animation d'équipe.

Nous vous proposons :
- élaboration et suivi des budgets,
- contrôle des prix de revient et des stocks,
- gestion de tableau de bord,
- analyse et exploitation des résultats,
- reporting auprès du siège en RFA.

Si vous recherchez diversité et approche globale, autonomie et initiatives, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 177 à notre conseil.

APTICONSULT

APTICONSULT
130, rue du 4 Août - 69100 VILLEURBANNE

MEDIAPA

CONTROLLER

Notre société est la filiale d'un des tous premiers groupes français industriel et de services, réputé pour la qualité et la rigueur de sa gestion.

Le Controller que nous recherchons reporte au Directeur Général et anime une équipe d'une dizaine de personnes. Il est responsable de l'ensemble des services comptables et financiers et de l'informatique. En relation étroite avec les différentes directions, le Controller remplit une fonction de conseil opérationnelle et participe directement à la gestion de l'Entreprise.

A 30 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, ESC, Maîtrise de Gestion), vous avez exercé des responsabilités comptables et financières dans un environnement industriel, de préférence international. Vous avez une bonne maîtrise de l'informatique et parlez l'anglais.

La fonction de Controller est une fonction stratégique dans notre Groupe. Nous vous offrons, de ce fait, de réelles perspectives d'évolution qui impliquent une réelle mobilité.

Merci d'adresser votre curriculum vitae (en précisant votre rémunération) sous référence 195.04 à Marc SIBOLD - 20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE.

Cofror

CROISSANCE POUR NOUS, EVOLUTION POUR VOUS

Filiale d'une société américaine de grande renommée, nous sommes leader des systèmes de CAO clé en main ; notre expansion, très forte ces dernières années, doit se poursuivre au moins sur le même rythme. 150 personnes, 200 millions de C.A., un environnement performant et des ambitions, voilà pour le portrait. Dans ce contexte, notre D.A.F. souhaite faire participer à notre croissance un

JEUNE CONTROLLER

Vous élaborez et mettez en place les procédures et les «verrous» nécessaires à la maîtrise de notre croissance, en donnant à votre poste toute la dimension planification et contrôle de gestion, avec les responsabilités de budget et de prévisions que cela implique. Vous supervisez en outre la comptabilité et le reporting (4 personnes), et aurez à résoudre les problèmes de fiscalité. Diplômé d'études supérieures, une première et solide expérience de quelques années en entreprise (compta/gestion) ou en audit/conseil, ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise, sont les qualités nécessaires à la réussite dans ce poste situé en **banlieue sud de Paris.**

Notre conseil, Joël HAXAIRE, attend votre candidature sous la référence V/JC/LM à : **RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

membre de SYNTEC

EuroPA



Raymond Poulain Consultants

CONTROLEURS DE GESTION

Mulhouse - Lyon

De formation supérieure (école de commerce, ingénieur ou 3ème cycle), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion dans un groupe international, de préférence à prédominance industrielle.

Au sein de nos équipes, vous prendrez en charge les missions classiques de la fonction (tableaux de bord, budget, analyse de rentabilité, prix de revient,...).

A MULHOUSE, vous intégrerez l'unité de production de Texunion (1000 personnes), à LYON, notre filiale spécialisée dans la fabrication de tissus industriels. L'environnement international de notre entreprise et les possibilités d'évolution impliquent une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence M/111 pour Lyon et M/222 pour Mulhouse à Dominique BALLARIN - DMC, 88, rue de Rivoli - 75004 PARIS.

DMC

CURRICULUM

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

LE GROUPE GMF EST UN DES TOUT PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE SERVICES. PREMIER ASSUREUR AVEC GMF IARD, GMF VIE, LA SAUVEGARDE. PRÉSENT DANS DE NOMBREUX AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉS : LA DISTRIBUTION (FNAC, MAISON DE VALÉRIE), LA BANQUE (GMF BANQUE), L'ASSISTANCE, L'AGRO-ALIMENTAIRE, LE TOURISME, LA COMMUNICATION.

Organisateur Comptable

ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE, DAUPHINE... DECS OU ÉQUIVALENT

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans la comptabilité en entreprise ou en cabinet, un attrait pour l'informatique.

Venez nous rejoindre pour participer à la refonte du système d'information comptable et budgétaire de notre branche Assurances IARD (6 milliards C.A.).

Intégré à une équipe, vous prenez en charge un secteur comptable pour lequel vous :
- *élaborez un cahier des charges avec les utilisateurs ;*
- *concevez l'organisation et le traitement des données ;*
- *mettez en œuvre les outils informatiques.*

Vous avez des capacités affirmées d'analyse et de synthèse, des qualités d'animateur.

La réussite de ce projet (2 ans environ) vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de la Direction de la Comptabilité ou dans le Groupe.

GROUPE GMF

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. 108 LM
GMF Personnel Siège
Assurances IARD
Courcellor II - 35, rue d'Alsace
92631 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

PARIS LEVALLOIS

AGENCE MAILLE

هكذا من الأصل



Le Monde de la Gestion

Contrôleur de Gestion junior

PARIS EST - PROCHE RER

La croissance de nos activités d'aménagement, de construction, et de gestion immobilière (400 MF de CA) nous conduit à rechercher un Contrôleur de Gestion junior.

25 ans minimum, de formation supérieure en gestion/comptabilité, votre expérience du secteur immobilier et votre pratique de l'informatique sont de réels atouts.

Rattaché au contrôleur de gestion, vous serez responsable du budget d'exploitation, de son contrôle et participerez au suivi financier des investissements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence 2242-M à N. GUITTON qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés — Executive Selection, 3, av. Percier 75008 Paris — C&L

Lafarge Coppee

Nous sommes l'un des leaders de l'industrie française (30.000 personnes, CA 30 milliards de Frs). La Division Bétons Granulats de notre filiale CIMENTS LAFARGE s'appuie sur un réseau de 80 sociétés réparties sur tout le territoire (2.800 personnes) et réalise un CA de 3,3 miliards de Frs. Elle recherche son

RESPONSABLE DES ETUDES FINANCIERES ET D'ORGANISATION DE GESTION

Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, Sciences Po, ou équivalent et vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le contrôle de gestion ou l'audit. La maîtrise de l'outil informatique dans une organisation décentralisée serait appréciée.

Votre mission :

- Concevoir les outils d'analyse et conduire toute étude d'amélioration de la Performance de la division.
- *Adapter le système d'information de gestion aux besoins des utilisateurs et le faire évoluer.*
- Participer aux études de développement et aux négociations d'acquisitions de sociétés en France et en Europe.

Ce poste suppose une grande rigueur intellectuelle, l'esprit de synthèse et des qualités relationnelles. L'anglais est indispensable. Une deuxième langue européenne serait très appréciée. Notre groupe offre à des candidat(e)s de valeur de nombreuses opportunités de carrière grâce à la diversité de nos métiers, de nos implantations et à notre politique de formation.

Poste basé à Saint Cloud, siège de la Société.

Ecrire sous réf. 12 A 1783-0 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION



La Banque Populaire de la Région Nord de Paris (48 agences - 800 pers.) appartient au cinquième groupe bancaire français. Notre ambition : maîtriser nos coûts.

Vous avez pour missions principales de développer nos outils de gestion, d'améliorer notre système d'information et nos procédures (tableaux de bord, reporting...).

Vous vous impliquez dans l'analyse de notre activité et êtes le garant de sa fiabilité.

Pour ce poste opérationnel, nous recherchons un jeune professionnel, diplômé de l'Enseignement Supérieur.

Vous possédez 4 ou 5 ans d'expérience du contrôle de gestion, acquise de préférence *dans un établissement financier et souhaitez* évoluer vers le management d'une équipe de 3 personnes.

Vos aptitudes à l'encadrement et vos qualités relationnelles seront des critères déterminants.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence 6671 à MEDIA P.A. - 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

BANQUE POPULAIRE — UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIAPA

U N E   E N E R G I E   N O U V E L L E   E N   F R A N C E

ALIMENTAIRE — AUDIT

Une voie d'accès à nos futurs postes de managers

France - International

Notre groupe est un des grands mondiaux de l'alimentaire. C'est une expérience chez un des grands mondiaux de l'audit que nous recherchons

Nos exigences sont à la mesure des opportunités d'évolution de carrière que nous vous offrons.
HEC, ESSEC, ESCP...MBA poursuivez une carrière à la hauteur de vos ambitions et qui vous permettra au niveau de la holding du Groupe :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 ou 3 ans acquise de préférence chez un des "big six"
- d'intégrer un environnement international, de conseiller et d'assurer une assistance technique diversifiée (finances, comptabilité, gestion, organisation...) auprès de nos filiales France et étranger
- de participer aux différentes études financières dont celles concernant les nouvelles acquisitions.

Anglais indispensable.
Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 12 A 1782-0 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Lille

Créez le cocktail gagnant de notre gestion comptable :

2/3 d'expérience, un doigt de pragmatisme, un zeste de créativité, du dynamisme à volonté.

Notre Société réalise 1,4 mlds de C.A., avec 800 p. (29 ans d'âge moyen) dans le domaine de la distribution. Notre développement constant nous amène à renforcer notre structure financière.

Rattaché à la Direction financière, à la tête d'une équipe jeune et professionnelle d'environ 15 personnes :

- dirigez l'ensemble de la comptabilité et la préparation des bilans,
- assurez les déclarations fiscales,
- réalisez le reporting comptable auprès du groupe (15 Mds de C.A.) auquel nous appartenons,
- apportez votre savoir-faire permettant de faire évoluer nos méthodes comptables et l'outil *informatique...*

DECS, Grande Ecole, à 30/35 ans, votre expérience solide du domaine de la comptabilité acquis en entreprise ou en cabinet d'audit vous donne autonomie et sens des responsabilités. Pragmatique et néanmoins créatif, vous savez travailler efficacement dans une ambiance saine, jeune et ouverte. La rémunération est à la hauteur de votre expérience et ne doit pas décevoir un candidat de valeur.

Pierre ELOY traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. *2344 - Société ARGOS - 1001, avenue de la République - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex.*

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Organisation et Publicité

LYON — **Organisme Financier de premier plan.**

Le financement du développement local et vous...

Quelles cibles pour développer votre talent : Leur nombre, la qualité des interlocuteurs, le niveau d'intervention, tout cela dans le cadre d'un organisme financier, très professionnel et très reconnu, au service des affaires et principalement en direction des Collectivités Locales. Auprès d'elles, votre mission de Directeur est de vendre des prêts à long terme, qui requièrent une analyse précise du besoin avec les élus et leurs différents partenaires, et qui demandent un suivi dynamique de la dette. Cette démarche volontariste sous la double obligation d'analyse du risque et de conseil financier. Pour vous y aider un Service Clientèle efficace, un réseau d'établissements et de personnes qui ont l'accoutumance du travail en commun et partagent la même conviction vis-à-vis du financement du développement local : il s'agit non pas de pratiquer des solutions *opportunistes qui privilégient l'instant mais d'inscrire* l'action dans la durée et le professionnalisme.

Le Département du Rhône est le terrain de vos exploits : vous y habitez déjà ou vous êtes prêt à vivre à Lyon. Votre âge ? 30/40 ans environ : une formation et expérience bancaires très solides *ou Sciences Po, ESC option Finances et l'expérience réelle de maîtrise des techniques* financières crédit (court et long terme), un sens de la négociation et de l'équipe, développé.

Faites parvenir votre candidature à Jacques-Yves LEONARDI, Cabinet Sirca Rhône-Alpes, le Britannia C, 20 Bd Eugène-Deruelle 69432 Lyon cedex 03, sous référence 191 914 LM. Si nous *devons nous rencontrer une définition de fonction précise vous sera adressée.*

Sirca Rhône Alpes

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — *Membre de Syntec*

BANQUE HERVET

La Banque HERVET recherche

Responsable de Clientèle Entreprises Senior

Banque de siège et de réseau
67 agences et 12 filiales
1 400 personnes
Total de bilan : 15 Milliards FF
CA : 1,5 Milliard FF
Résultat net : 100 Millions FF

Dans un contexte de large autonomie, vous développerez et suivrez une clientèle d'entreprises de qualité auprès de laquelle vous aurez un rôle de conseil de haut niveau, avec l'appui des services spécialisés du siège.

Diplômé de l'enseignement supérieur, ou issu du milieu bancaire (CESB, ITB), vous possédez une bonne connaissance du marché de la PME, acquise lors d'une première expérience dans un établissement bancaire.

Vous avez fait vos preuves et souhaitez aujourd'hui élargir votre horizon en exerçant de véritables responsabilités, avec la perspective d'une *évolution de carrière à la hauteur de votre potentiel.*

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Anne-Claire MOINAS, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M13CE.

L.B.W.

Pour une Entreprise de 1600 personnes...

Jeune Directeur Administratif et Financier

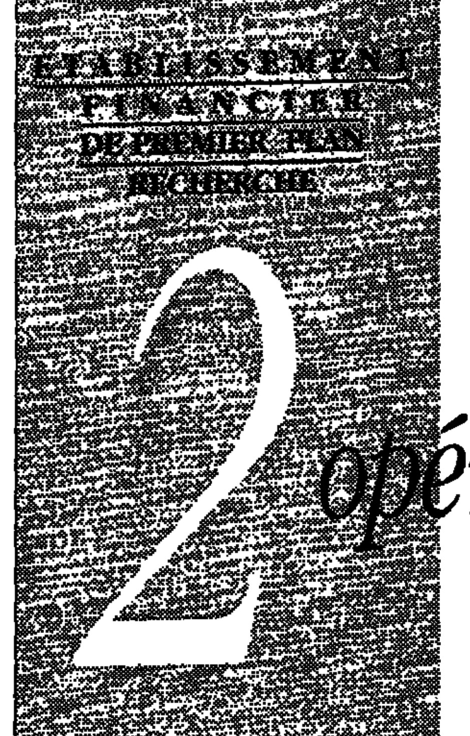
Lille

Membre du Comité de Direction, il animera et supervisera les Services Comptabilités Générale et Industrielle, Fiscalité, Trésorerie, Contrôle de Gestion et Administration Générale (immobilier, juridique, assurances, etc.). Ce poste de premier plan, au sein d'une Entreprise industrielle (1600 personnes, 1 milliard de CA), filiale d'un Groupe présent sur tous les continents, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande Ecole de Gestion, ambitieux et désireux d'intégrer une équipe dirigeante jeune, performante et soudée. Première par l'innovation (25 nouveaux produits en 4 ans), première sur le marché français dans son domaine d'activité, parmi les toutes premières à adhérer au projet Eureka (association de *partenaires étrangers à l'évolution des technologies et organisations), notre Entreprise conçoit,* fabrique et commercialise des biens d'équipement Grand Public de marques réputées. Rémunération motivante et larges perspectives de carrière au sein de notre Groupe pour un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 3741 M.



35, rue du Rocher 75008 Paris



1 OPERATEUR SWAPS

Fort d'une expérience d'un ou deux ans en banque, vous mettrez en place notre activité SWAPS de taux (en francs). Outre la négociation pour nos clients, vous gérerez ensuite notre book.

1 OPERATEUR T.C.N.

Au sein d'une petite équipe, vous prenez part à la négociation de TCN pour notre clientèle, au montage d'opérations d'arbitrage, et à la gestion de notre position.

opérateurs monétaires

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation (BAC + 5) économique, financière ou de gestion, rompus aux mathématiques financières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 081024 à CONTESSE PUBLICITE 38, rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

responsable financier

FILIALE SOCIETE US — PARIS

Nous sommes une des filiales françaises d'un grand groupe international US. Nos services sont variés et réputés auprès d'une clientèle particulièrement fidèle.

Vous serez rattaché à notre Directeur Général mais vous aurez également à rapporter à notre Direction Financière Europe. Vous superviserez une petite équipe de deux personnes.

Vous couvrirez les missions classiques liées à la fonction : comptabilité, trésorerie, reporting, bilan, fiscal, juridique, etc. Vous exercerez parallèlement les activités liées au contrôle de gestion de l'entreprise.

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis, au cours d'une première expérience, la maîtrise de la technique financière (comptabilité anglo-saxonne notamment) et la qualité pour être un interlocuteur actif et écouté de notre direction générale ainsi que de notre direction européenne.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (CV et prétentions) sous réf. YL 10 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



2, rue Louis David - 75116 Paris
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

CGB CITIBANK

recherche

ASSISTANT ORGANISATION

Directement rattaché au Responsable du Département Organisation du Groupe.
Vous devrez, dans le cadre de vos principales missions :

- *PARTICIPER activement à des audits de structure, CONDUIRE ET METTRE EN PLACE les études d'organisation confiées au Département par la Direction Générale,*
- *FAIRE ÉVOLUER les méthodes et circuits actuels par la réalisation et la mise en place de procédures intégrant les normes du Groupe.*

Vous serez totalement associé à la vie du Département Organisation et bénéficierez d'une large autonomie.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur (École d'Ingénieurs, École de Commerce) :

- *capables de répondre aux défis d'une banque en pleine mutation,*
- *possédant une expérience confirmée en Organisation,*
- *faisant preuve d'une excellente capacité de synthèse, d'un goût prononcé pour l'analyse et d'un sens aigü de la communication.*

Une bonne pratique de la micro-informatique est indispensable et la connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo) à la
Direction des Ressources Humaines - CGB CITIBANK, CEDEX 65, 92051 PARIS LA DÉFENSE

Bleu

Crédit National

recherche

Auditeur Interne Confirmé

Vous participerez à la mise en place, à l'animation et au développement de la Fonction d'Audit Interne rattachée à notre Direction Générale.

Votre mission sera d'auditer les procédures comptables, financières et informatiques et les circuits internes, de surveiller l'existence et la qualité des contrôles, de proposer de nouvelles solutions et de participer à leur mise en place.

De formation supérieure complétée par une bonne formation comptable (D.E.S.C.F.), vous avez acquis une expérience professionnelle de cinq ans minimum, soit dans un Cabinet d'Audit, soit au sein de l'Inspection d'un Etablissement bancaire ou d'un Département d'Audit d'une grande entreprise.

Nous vous offrons de rejoindre une structure évolutive qui vous permettra d'élargir de manière réelle vos responsabilités.

Le poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et rémunération actuelle, au Crédit National - Département des Ressources Humaines - 45 rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

DESSEIN

Sogerim

Nous sommes l'un des leaders de la Promotion Immobilière en France et nous recherchons pour renforcer nos structures-siège, un

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

(200 - 250 KF)

Basé au siège Proximité Dole (39), le candidat âgé de 30 ans environ sera responsable d'une équipe de 4/5 personnes et sera chargé du contrôle de la comptabilité générale et analytique, jusqu'au bilan de SOGERIM et des filiales (+ contrôles déclarations fiscales, des procédures informatiques, de la gestion de trésorerie et de la consolidation au niveau du Groupe).

Une expérience en cabinet comptable ou en promotion sera un plus.

Merci de nous adresser votre dossier (CV + Photo) s/ réf. 490 ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel, où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
21, Bd Vivier Merle - 69427 LYON Cédex 03

PARIS - LYON - NANTES - RENNES
TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

Membre de Syntec

CONSEIL COMPTABLE

NANCY. Ces importants organismes de construction et de gestion immobilière, d'un chiffre d'affaires annuel de 500 millions de francs, comptent un effectif de 400 personnes. Renforçant ses structures, la Direction Générale

recherche

son **CONSEIL COMPTABLE**

Ce poste s'adresse à un cadre de 35-40 ans environ, formation D.E.C.S. Les conditions offertes ainsi que le dynamisme de l'équipe de direction seront de nature à intéresser des candidats de valeur pour ce poste évolutif.

Ecrire sous n° 8844
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS

Un des 1ers Groupes mondiaux de service en Transport, Tourisme et Hotellerie (85000 personnes) recherche, pour sa Direction Financière, un

Analyste Réviseur

Secteur Tourisme (35 pays, 800 agences)

Il aura une mision globale de :

- **Coordination :** budgets et reporting, révision comptable, définition et application de la doctrine comptable.
- **Diagnostic :** optimisation des montages financiers, juridiques et fiscaux (fusions, augmentations de capital...), organisation administrative et comptable, équilibre financier.
- **Conseil et assistance**, notamment dans le cadre d'opérations financières complexes et de négociations avec des tiers.

Le candidat, de formation financière supérieure, doit avoir de solides bases comptables alliées à un sens financier développé. Une expérience de 5 à 10 ans en cabinet et/ou dans une grande entreprise multinationale est nécessaire ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais et la disponibilité pour quelques déplacements France et Etranger. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature à - Wagons-Lits - Direction du Personnel - 14 rue d'Athènes - 75009 PARIS.

DESSEIN

WAGONS LITS

COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE

en pleine expansion recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE SINISTRES

REF. SIN

DE FORMATION ESC OU ECOLE D'ASSURANCE
35 ANS ENVIRON

Rattaché au directeur administratif, le titulaire sera responsable de l'activité complète du service sinistre. (effectif : 20 personnes). Ce service à la clientèle est primordial. Dans cette fonction, le candidat devra montrer des capacités à gérer une forte activité tout en maintenant un haut niveau de service à la clientèle. Une très bonne connaissance de l'informatique et des applications PC est essentielle en raison de la mise en place prochaine d'un nouveau système de gestion. Une expérience de la gestion de sinistres est souhaitée. Le titulaire devra avant tout posséder de fortes capacités de management. Ce poste nécessite une implication importante, le sens de l'organisation et la pratique de l'anglais.

UN ORGANISATEUR A FORT POTENTIEL

REF. ORG

DE FORMATION ESC OU MIAGE - 30 ANS ENVIRON

Le candidat possédera une expérience de 2/3 ans dans l'analyse de postes de travail en milieu administratif et la mise en place de procédures de gestion. Une très bonne connaissance et la pratique de la micro-informatique sont indispensables pour l'établissement des tableaux de bord nécessaires au suivi de l'activité. Sa mission s'élargira par la suite à d'autres secteurs de la société. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à

EURAVIE

Service du Personnel - Tour AIG - Cedex 10 - 92079 PARIS

CAMIF

Notre métier : V.P.C., des catalogues et des magasins.
Notre dimension : CA 4 milliards, 1700 salariés, des filiales.
Recherchons pour notre Direction Financière

ASSISTANT DE TRESORERIE

Vous avez pour missions principales d'assister le responsable dans la gestion de la trésorerie, le contrôle des conditions bancaires et la tenue des tableaux de bord en optimisant les outils informatiques. Vous participez à la négociation des placements.

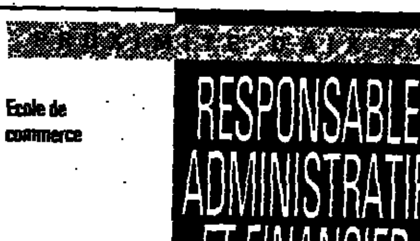
Diplômé de l'enseignement supérieur (DESS Finances, Sup de Co...) complété par une première expérience, vous avez comme qualités personnelles reconnues la rigueur, l'organisation, le goût des chiffres et des aptitudes à la communication.

Ce poste est à pourvoir à NIORT et offre de réelles perpectives d'évolution.

Adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo + prétentions) s/réf. 5005 à la Direction du Personnel CAMIF - Trévins de Chauray - 79045 NIORT Cedex.

ORC

Ecole de commerce



option Gestion / Finance ou formation équivalente

PME de 80 personnes du secteur de la MECANIQUE de TRES HAUTE PRECISION, fournisseur d'entreprises prestigieuses de l'Aéronautique et de l'industrie nucléaire en développement continu, recherche pour son holding regroupant 3 sociétés, son Responsable administratif et financier.

Vous assurez la gestion de la trésorerie et conseillez le Président sur la politique financière et sa stratégie d'acquisition.

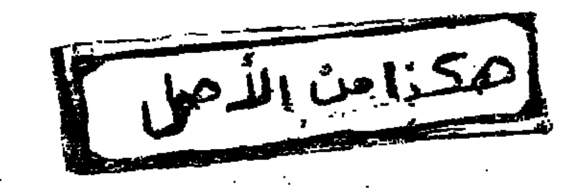
Vous supervisez l'ensemble des comptabilités générales et analytiques.

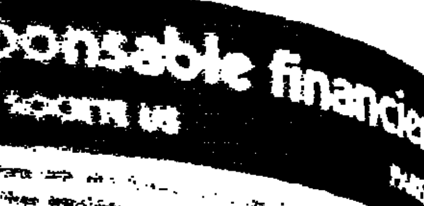
Vous avez également à perfectionner l'outil de prévision afin d'améliorer le suivi des affaires et le contrôle de gestion de la société.

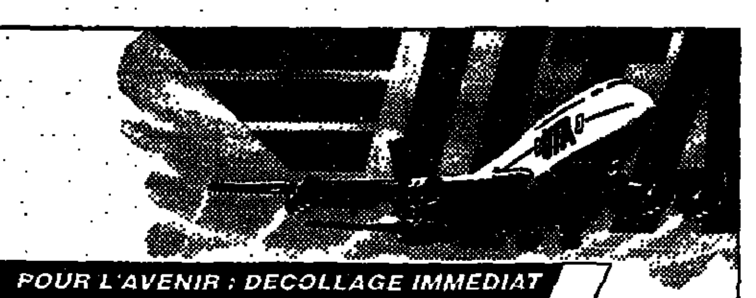
A 28-30 ans, vous êtes de formation Sup de Co, option gestion-finance et possédez 3 ans d'expérience obligatoirement dans une PME du domaine de la mécanique de précision ou secteurs connexes.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite + CV et salaire actuel) sont à adresser à notre Conseil VIDAL RESSOURCES, Mas de la Bourdonnière, Traverse de la Capelette, 13600 La Ciotat.

MEDIA-SYSTEM







POUR L'AVENIR : DECOLLAGE IMMEDIAT

UTA, COMPAGNIE DE TRANSPORT AÉRIEN RECHERCHE POUR RENFORCER SON SERVICE AUDIT

JEUNE AUDITEUR INTERNE POUR L'INTERNATIONAL

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'un troisième cycle universitaire, vous possédez une *expérience de 2 à 3 ans acquise dans le domaine de l'audit soit en cabinet, soit en entreprise.* La connaissance de notre secteur d'activité serait appréciée.

Basé en région parisienne, à **Villepinte (93)**, vous assurerez des missions d'audit principalement auprès de nos représentations à l'étranger situées dans le monde entier. Ce poste nécessite donc une large disponibilité et une maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution de carrière vers d'autres fonctions financières au sein de notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions) sous réf. AUD90 à UTA - Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

CONTESSE

Contrôleur de gestion usine

MATERNE-FRUIBOURG

600 MF de CA

2 Usines, des marques prestigieuses :

Fruits Gourmands, Materne, Lenzbourg, Confipote...

Rattaché au directeur de notre usine de 200 personnes, vous assurez, à la tête de votre équipe, la responsabilité du contrôle de gestion doublée d'une fonction opérationnelle : les achats / approvisionnements.

Au-delà des missions classiques du contrôleur de gestion (élaboration et suivi des budgets, reporting, animation de la planification), vous êtes une véritable force de proposition capable de détecter les gisements de productivité et d'assister efficacement les opérationnels.

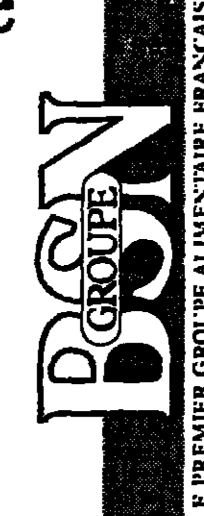
La responsabilité des achats et des approvisionnements, enjeux stratégiques pour notre usine, vous permet d'être encore davantage en prise directe avec le terrain.

De formation Sup de Co ou école d'ingénieurs, vous voulez conforter votre première expérience de la gestion ou des achats par une fonction vraiment opérationnelle.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'accéder à des responsabilités élargies dans le Groupe.

Poste basé à **Boué** (40 kms de St Quentin).

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. EP98M2 à BSN. Service Recrutement Cadres. 7 rue de Téhéran. 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Imaginez-vous...

... participant à la formidable croissance de nos services financiers

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe : près de 2 000 hectares tout près de Paris, une conception hautement technologique, 12 000 personnes en 1992, une évolution planifiée jusqu'en 2017.

Aujourd'hui, nous recherchons

12 CONTROLEURS DE GESTION H/F

pour nos différentes divisions :
- *la division Maintenance,*
- la division Informatique,
- *la division Développement Immobilier,*
- la division Exploitation Complexe Hôtelier (centre ludique et hôtellerie).

Vous élaborez des systèmes de gestion et préparez les budgets de pré-ouverture.
Ensuite, à partir de 1992, vous travaillerez sur nos budgets d'exploitation.
De formation supérieure, Grande Ecole de commerce, de gestion ou d'ingénieurs, un MBA serait un plus, vous avez une expérience de 2 à 6 ans dans l'un de ces secteurs.
Capacités relationnelles et maîtrise de l'anglais sont indispensables.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf.FN/0120/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méliès, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir

Organiser, mettre en place notre back office valorisez votre expérience bancaire

PARIS ETABLISSEMENT BANCAIRE

Filiale d'un puissant groupe français, notre établissement financier, créé il y a un an et demi, se place aujourd'hui parmi les leaders sur son marché (4 Milliards d'engagements signés). Notre métier : participation au capital dans des programmes immobiliers, crédit promoteur, conseil dans le montage de projets immobiliers d'envergure nationale et internationale.

CREATION DE POSTES

Pour asseoir notre développement, nous mettons en place un back office performant et recherchons notre équipe (de profil bancaire) qui comprendra trois personnes : un responsable et deux collaborateurs. Elle reporte à la Direction Financière et aura des contacts étroits avec la Direction de l'Exploitation. Optimiser l'exploitation de l'information financière liée aux risques pris (fonds propres, crédits, engagements par signature) conformément à notre stratégie : tel sera votre enjeu.

PERFORMANT ENGAGE EXIGEANT

RESPONSABLE DE CE SERVICE

Reportant à la Direction Financière, vous en assumerez l'animation et la supervision et disposerez d'outils et de moyens évolutifs pour mener à bien votre mission.

A 30-35 ans, une expérience de 8 à 10 ans dans le suivi et le contrôle des engagements vous a permis de développer votre expertise dans ce domaine. Vous souhaitez faire plus largement appel à vos qualités d'organisation, d'animation et de communication dans un contexte privilégiant l'initiative personnelle et le travail en groupe.

JEUNES COLLABORATEURS

Professionnels ayant acquis une compétence bancaire de 2 à 3 ans dans le suivi et le montage de crédits au sein d'une direction immobilière d'un établissement financier ou d'une Direction Clientèle Entreprises... vous aurez en charge la gestion d'un volume d'engagements supérieur au milliard de Francs.

Si rejoindre une équipe jeune où le professionnalisme et l'efficacité permettent d'évoluer vers des responsabilités élargies dans le domaine de la gestion est pour vous fortement mobilisateur... écrivez-moi, Véronique de Pompignan - Tour Fiat - 26e étage 92084 Paris La Défense Cedex 16 ou téléphonez-moi au 47 96 21 63.

SLIGOS, SIGNEZ D'UN GRAND NOM VOTRE EXPERIENCE

Nous sommes la deuxième Société de Service Informatique française, quatrième européenne, 4000 personnes, 2,5 milliards de chiffre d'affaires, 25 % de croissance annuelle. Nous recherchons pour notre Département AUDIT Interne au sein de notre Direction Administrative et Financière :

ADJOINT DU CHEF DEPARTEMENT AUDIT

Directement rattaché au Chef de Département, vous menez vos propres missions d'AUDIT opérationnel et financier, et animez votre équipe (2 auditeurs).
Rigueur, diplomatie et fermeté sont vos atouts majeurs.



AUDITEUR INTERNE

Intégré au sein d'une équipe de 6 personnes, vous menez des actions d'AUDIT auprès de nos unités opérationnelles organisées en centre de profit et garantissez le respect des règles et procédures du groupe.
Acteur clé de notre développement en France et à l'étranger, vous pourrez participer aux acquisitions et intégrations de nouvelles structures.

Vous possédez un diplôme d'Ecole de Commerce complété d'un DECS. Vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne, la fiscalité française et le droit des sociétés. Vous bénéficiez d'une expérience de 8 à 10 ans pour le poste d'Adjoint au Chef de Département et de 3 à 6 ans pour le poste d'Auditeur, en entreprise et/ou cabinet anglo-saxon. La pratique des outils informatiques et l'anglais courant sont indispensables pour ces 2 postes. La maîtrise d'une seconde langue (Allemand ou Espagnol) est fortement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à Martine TURPIN sous réf. 587/MT en précisant le poste choisi à SLIGOS - Direction des Ressources Humaines - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE



LA DOUBLE COMPETENCE INFORMATIQUE



HCAP

FORMATION PROFESSIONNELLE

I.F.A.C.E.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation

(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

- Le programme est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue , sociétés de conseil...)
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- *Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires* par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F et des A.F.R.

Les inscriptions seront closes le 30 Avril 1990.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 tel: 43.55.39.08. poste 1207.

MARCHÉS FINANCIERS

La réforme du livret A

Le gouvernement veut stabiliser le financement du logement social

La crise du financement du logement social (35 milliards de francs investis chaque année environ) ne date pas d'aujourd'hui. Mais elle a été aggravée par la concurrence existant entre les produits d'épargne (plan d'épargne populaire, SICAV de capitalisation...). Pour stabiliser le livret A qui collecte les fonds à destination du logement social et des prêts aux collectivités locales, diverses mesures sont à l'étude.

Parmi ces mesures, on trouve le relèvement du plafond des dépôts sur le livret A des caisses d'épargne, qui est fixé actuellement à 80 000 francs. Le gouvernement étudie aussi la possibilité de mieux commissionner les guichetiers qui placent des livrets A auprès de leur clientèle. Et afin de les encourager à proposer ce produit, une prime de fidélité pourrait être créée qui récompenserait les déposants qui conservent leur confiance au livret A et refusent de céder aux sirènes du Plan d'épargne populaire. La Caisse des dépôts et consignations qui gère l'argent collecté par les livrets A, a demandé que les fonds actuellement collectés par le Crédit mutuel et les banques sur le livret bleu et les CODEVI lui soient confiées. Mais cette mesure centralisatrice n'a guère de chance d'être acceptée tant elle soulèverait la colère des banquiers.

Au-delà de ces mesures techniques, la Caisse des dépôts envisage de déborder le livret A par d'autres moyens. La Caisse autonome de refinancement, filiale créée en 1987 pour mobiliser des créances à moyen et long terme, pourrait accroître son effort. En mettant sur le marché (par titrisation) le stock existant de créances sur le logement social, la Caisse des dépôts pourrait mobiliser une épargne nouvelle de plusieurs milliards de francs par an. Avec d'autant moins de difficultés que les actifs de la CAR sont composés de prêts garantis par l'Etat à 89 %, le reste venant de créances sur des établissements de crédit de premier plan. Et si l'ensemble de ces mesures se révélait insuffisant, un emprunt obligataire à taux bonifié par l'Etat pourrait également être levé par la Caisse des dépôts.

Y. M.

En rachetant à Eurocom la société TPI

Pechiney étend au conditionnement de luxe ses activités emballage

Pechiney vient de marquer un point face à son rival, le groupe franco-britannique CMB Packaging... en s'offrant le leader mondial des boîtes de mascarat. Les deux groupes-vedettes de l'emballage étaient en lice pour la reprise de Techpack International (TPI), société spécialisée dans le conditionnement plastique pour la santé et les parfums. Pechiney l'a finalement emporté, confortant ainsi sa place de numéro un mondial de l'emballage. Le groupe français d'aluminium a su s'associer avec d'autres partenaires pour présenter l'offre la plus alléchante.

Pechiney s'est en effet engagé – *via* sa filiale cotée en bourse Pechiney International – à racheter au prix de 530 francs les actions TPI qui lui seraient présentées.. ce qui valorise à 890 millions de francs la seule participation d'Eurocom, et à environ 600 millions de francs la part du capital répartie entre Paribas (à hauteur de 20 %), l'IDI (6 %) et le public. Ces actions seront ensuite reclassées. A l'issue de l'opération, Pechiney International ne devrait plus détenir que 39 % du capital de TPI, aux côtés du management de la firme (17 %) et de la société LBO France (44 %).

L'acquisition de TPI – au chiffre d'affaires 1989 de 1,4 milliard de francs – permet à Pechiney de doubler la taille de ses activités dans le plastique, réunies jusqu'à présent au sein de sa filiale Cebal . Mais surtout, le sixième groupe industriel français fait ainsi une entrée fracassante dans l'univers décidemment fort convoité du luxe.

TPI occupe en effet une position de leader sur deux créneaux très porteurs : les emballages pour produits de beauté, (environ 80 % du chiffre d'affaires), un marché qui croît à plus de 14 % l'an et les conditionnements pour produits de soins et d'hygiène (20 % du chiffre d'affaires *via* sa filiale Decoplast) . Une récente étude sur la plasturgie réalisée par la charge Meeschaert Rousselle estimait, en novembre 1989, à 14 % la part du marché de TPI en cosmétologie et parfumerie pour l'ensemble de la zone Etats-Unis Europe.

La loi sur le surendettement des ménages

Le « oui, mais » de la CNIL au fichier des incidents de paiement

La Commission nationale informatique et libertés (CNIL) est officiellement favorable à la création d'un fichier des incidents de paiement prévue par la loi sur le surendettement des ménages. Ce fichier sera géré par la Banque de France, et aucune communication écrite de son contenu ne sera faite aux établissements prêteurs, pas plus qu'aux débiteurs, pour éviter une demande systématique de « *certificats de non inscription au fichier des incidents de paiement* ».

La CNIL a assorti cependant cette approbation d'un certain nombre d'exigences. La durée de conservation des informations ne devra pas excéder trois ans, sauf dans le cas d'une action judiciaire. Un délai d'un mois doit être laissé pour la recherche d'une solution amiable, le débiteur en étant informé et sans que l'initiative en soit laissée aux établissements bancaires. Dès qu'il y a remboursement, l'inscription au fichier doit disparaître. Le détail d'un plan conventionnel de règlement ne doit pas figurer au fichier, qui peut seulement faire état de son existence. Les défaillances des cautions ne doivent pas figurer dans le fichier, sauf s'il s'agit de cautions judiciairement reconnues.

Il reste maintenant à la Banque de France à saisir la CNIL – et ce sera la dernière étape du processus – pour que celle-ci donne l'ultime feu vert à la création de ce fichier.

Selon le journal japonais « Nikkei »

Le G7 se réunira autour du 23 mars à San-Francisco

Des représentants des sept pays les plus industrialisés (G-7) se réuniront autour du 23 mars à San Francisco pour des discussions politiques dans la perspective du sommet annuel des Sept de Houston (du 7 au 9 juillet), selon le quotidien économique japonais *Nihon Keizai* (Nikkei) paru samedi 17 mars .

L'aide occidentale à l'Europe de l'Est, l'éventualité d'une levée des sanctions contre la Chine et la situation en URSS seraient à l'ordre du jour de cette réunion, qui se tiendrait à un niveau inférieur à celui des ministres, selon le *Nikkei*.

Les ministres des finances des pays membres du G-7 (Grande-Bretagne, Canada, France, Italie, Japon, Etats-Unis et RFA) doivent se retrouver à Paris les 6 et 7 avril pour discuter des questions économiques et monétaires.

□ **L'UAP a placé son augmentation de capital.** – Malgré l'accueil plus que mitigé des épargnants français, l'UAP a placé toute son augmentation de capital. La compagnie d'assurance publique que dirige M. Jean Peyrelevade a donc perçu, en fin de semaine dernière, les fonds qui lui étaient destinés, soit 10,6 milliards de francs. Au terme de cette opération, l'Etat ne conserve plus que 65,8 % du capital et la BNP se retrouve être son second actionnaire avec 10 % des titres

□ **Les Mutuelles du Mans prennent 16 % du Crédit martiniquais.** – Les Mutuelles du Mans sont entrées à hauteur de 15,92 % dans le capital du Crédit martiniquais, une banque disposant de 20 guichets répartis sur les DOM-TOM. Les Mutuelles du Mans qui vendaient déjà divers produits d'assurance-vie par l'intermédiaire du Crédit martiniquais sont entrés au conseil d'administration par le biais d'une augmentation de capital

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice génér. de base 100 : 29 décembre 1989	9 mars	16 mars
Valeurs franç. à rev. variable	96,4	97,2
Valeurs industrielles	96,3	96,8
Valeurs étrangères	95,6	95,1
Pétroles-Energie	120,3	119,6
Chimie	91,3	92,2
Métallurgie, mécanique	94,9	95,9
Electricité, électronique	102	103,5
Bâtiment et matériaux	92,2	91,9
Ind. de consommat. non alim.	91,3	91,8
Agro-alimentaire	93	93,5
Distribution	96,2	96,4
Transports, loisirs, services	100,2	102,2
Assurances	95,5	95,2
Crédit banque	105	104,9
Sicomi	98,3	98
Immobilier et foncier	97,1	97,1
Investissement et portefeuille	94,5	96,4
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	98,2	98,6
Emprunts d'Etat	98,6	97
Emprunts garantis et assimilés	95,9	96,2
Sociétés	98,4	98,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 428,6	4 465,4
Valeurs étrangères	4 422,1	4 449,8
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	639,1	644,4
Valeurs étrangères	597,4	594,3
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	111,1	111,6
Emprunt d'Etat	91,7	92,2
Emprunts garantis et assimilés	110,4	110,9
Sociétés	111,1	111,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	520,7	528,5
Produits de base	383,1	387,3
Construction	482	486,3
Biens d'équipement	332,8	337,8
Biens de consom. durables	583,1	586,6
Biens de consom. non durables	624,9	636,8
Biens de consom. alimentaires	797,7	801,2
Services	525	531,8
Sociétés financières	608,6	623,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	528,1	521,3
Valeurs industrielles	487,2	500,6
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	342	342,8

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	8 mars 1990
Total actif	671 462
dont	
Or	196 606
Disponibilités à vue à l'étranger	72 271
Ecu	55 490
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 060
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	57 908
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	33 042
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	225
Effets privés	145 289
Effets en cours de recouvrement	35 391
Total passif	671 462
dont	
Billets en circulation	239 933
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	78 437
Compte courant du Trésor public	8 315
Reprises de liquidités	17 149
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	55 837
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 10 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours . 10,75 %
- Taux des avances sur titres .. 12 %

TOKYO, 19 mars ⬇

Lundi noir

Très mauvais début de semaine pour la Bourse de Tokyo. Déjà réamorcé depuis plusieurs jours, le mouvement de repli s'est fortement accéléré. De sorte qu'à la clôture, l'indice Nikkei enregistrait la troisième plus forte baisse de son histoire (– 4,15 %), perdant ainsi 1 353,20 points pour s'inscrire à 31 263,24, soit à 19,66 % au-dessous de son plus haut niveau historique atteint à la fin de 1989. Rappelons que le 26 février dernier, le Nikkei avait fait la deuxième plus spectaculaire chute de son histoire en cédant d'un coup 1 569,10 points.

Lundi noir, donc, pour le Kabuto-cho, mais un lundi noir également hors norme, puisque ce repli précipité s'est fait avec des courants d'échanges réduits à leur plus simple expression et dont l'ampleur est estimée, avant comptage définitif, à seulement 400 millions de titres (contre 486 millions vendredi), soit quatre fois moins que pendant une séance normale.

Selon les professionnels nippons cette nouvelle dégringolade des cours a été favorisée par le déclenchement de programmmes automatiques de ventes liées aux contrats sur indices boursiers, mais aussi par les spéculations insistantes sur l'imminence d'un relèvement du taux de l'escompte, différé maintenant depuis plus d'un mois. Ce double phénomène a eu simultanément un effet déprimant sur le marché obligataire japonais et sur le yen, provoquant une montée du dollar que la Banque du Japon a tenté, sans grand succès, d'enrayer en échangeant dans l'après-midi entre 700 et 800 millions de dollars contre des yens.

Sur le parquet tokyote, un opérateur se disait passablement inquiet en refusant d'« *envisager un plancher à la baisse* ». D'autres, en revanche, assuraient que la Bourse, en « continuant de se purger ainsi », allait retrouver « *des bases plus saines* » à partir desquelles une reprise solide pourrait se développer. A quelque chose malheur est bon : les autorités boursières japonaises envisagent maintenant de contrôler plus étroitement les programmes d'achats-ventes sur ordinateur.

VALEURS	Cours du 16 mars	Cours du 17 mars
Akai	1 190	1 070
Bridgestone	1 480	1 420
Canon	1 500	1 440
Fuji Bank	3 170	3 120
Honda Motors	1 600	1 590
Matsushita Electric	1 990	1 910
Mitsubishi Heavy	934	911
Sony Corp.	7 640	7 400
Toyota Motors	2 170	2 100

FAITS ET RÉSULTATS

□ **La CFIT cède Sanara.** – La Compagnie française d'investissement et de transports (CFIT) a cédé, le 12 mars, 60 % de sa participation dans la société Sanara (Transports fluviaux et routiers, transitaire, entreposage) au groupe D. Tripovich, de trieste. Il s'agit du début de la « vente par appartements » de la CFIT récemment racheté par la compagnie G 7, propriété de M. André Rousselet, président de Canal Plus (*le Monde* daté 11-12 mars). G 7 n'a jamais caché que seule l'intéressait la filiale de CFIT spécialisée dans le remorquage, Progemar, et qu'elle céderait les autres actifs de CFIT.

□ **Swissair : 25 % de mieux pour les bénéfices.** – La compagnie aérienne Swissair a réalisé, en 1989, un bénéfice de 94,7 millions de francs suisses (360 millions de francs français), en hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le chiffre d'affaires atteignait 4 837 millions de francs suisses (18,4 milliards de francs français). Swissair a transporté 8,6 millions de passagers (+ 6 %) et 301 000 tonnes de fret (+ 5 %). La compagnie se prépare à augmenter son capital pour accueillir dans son tour de table les compagnies SAS et Singapore Airlines avec lesquelles elle a conclu des accords de coopération privilégiée.

□ **Sandoz : bénéfice net en hausse de 26 %.** – Le deuxième groupe chimique suisse, Sandoz, a réalisé en 1989 un bénéfice net de 958 millions de francs suisses (3,6 milliards de francs), en hausse de 26 % par rapport à l'exercice précédent (768 millions de francs suisses). L'autofinancement après déduction de la part de bénéfice distribué est en augmentation de 29 % à 1,076 milliard de francs suisses (4 milliards de francs), un chiffre supérieur aux investissements, précise Sandoz.

Le chiffre d'affaires est en hausse de 23 % à 12,5 milliards de francs suisses (46,25 milliards de francs) dont 9 % ont été consacrés à la recherche et au développement, soit 192 millions de francs suisses de plus que pour l'exercice précédent.

□ **SmithKline Beecham : hausse de 3 % du bénéfice imposable annuel.** – SmithKline Beecham, le quatrième groupe pharmaceutique mondial, a présenté ses premiers résultats annuels depuis sa naissance en juillet dernier, qui révèlent une hausse de 3 % de son bénéfice imposable à 724 millions de livres contre 703 millions (7,09 milliards de francs). Le groupe a en outre dégagé une provision extraordinaire pour restructuration de 500 millions de livres, reflétant le coût de l'intégration du britannique Beecham Group et de l'américain SmithKline Beckman. Le chiffre d'affaires a progressé de 14 % à 4,9 milliards de livre (48 milliards de francs) contre 4,3 milliards.

□ **Polygram : hausse de 27 % du bénéfice net.** – Polygram, la filiale d'édition musicale de Philips introduite en Bourse en décembre dernier, a réalisé en 1989 un bénéfice net record en hausse de 27 %, à 333 millions de florins (999 millions de francs) contre 262 millions de florins. Le chiffre d'affaires a progressé de 20 % à 4,1 milliards de florins (12,3 milliards de francs) contre 3,42 milliards, ce qui constitue également un record.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	417 50	Int. Metal Service	....	....
Asystel	....	84 50 d	Le gd livre du mois	....	490
B.A.C.	....	206	Loca Investissement	....	283
B. Demachy & Assoc.	....	575	Locamic	....	141
Banque Tarneaud	189	186	Matra Communication	....	210
B.I.C.M.	....	840	Metallurg. Minière	....	223 50
Boiron	....	391	Molex	228	218
Boisset (Lyon)	....	217	Novale-Delmas	....	1290
Câbles de Lyon	....	2811	Olivetti-Logabax	240	....
Calberson	....	721	Om. Gest.Fin.	....	599
Cardif	....	810	Pinault	....	540
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	1030	Presbourg (C.In & Fin)	....	94
C.D.M.E.	....	1910	Présence Assurance	....	534
C. Equip. Elect.	....	....	Publicat. Filipacchi	....	769
C.E.G.E.P.	....	280	Razel	....	800
C.F.P.I.	....	....	Rémy & Associés	....	385
Chaînes d'Origny	....	852	Rhône-Alpes Ecu (Ly.)	....	310
C.N.I.M.	....	806	St-Honoré Matignon	....	227
Codetour	....	285	S.C.G.P.M.	....	738
Conforama	....	1174	Segin	....	308
Creeks	....	417	Sélection Inv. (Lyon)	....	112 80
Dafsa	....	187	S.E.P.	....	408
Dauphin	....	620	Serbo	....	525
Devanlay	....	982	S.M.T.Goupil	....	318 20 d
Deville	....	475	Sodalorg	....	73 60 d
Dolisos	....	176	Supra	....	212
Editions Belfond	....	235	Thermador Hold. (Lyon)	....	309
Elysées Investissem.	....	15 25	TF 1	....	319
Finacor	....	200	Unilog	....	188
Garonor	....	810	Union Financ. de Fr.	....	556
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	427	Viel et Cie	....	175
Guerognath	....	237 50			
Guintoli	....	885			
I.C.C.	....	270			
Idia	....	305			
Idianova	....	145			
I.M.S.	....	1200			
IN2	....	300			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ **LEMONDE**

Marché des options négociables le 16 mars 1990

Nombre de contrats : 16 521.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Bouygues	600	7	30	10,80	–
CGE	560	24	45	1	–
Elf-Aquitaine	600	41	53	–	14
Eurotunnel SA-PLC	50	4,80	8,31	0,80	3,90
Euro-Disneyland SC	100	5	9,60	3,05	–
Havas	1 500	–	75	–	–
Lafarge-Coppée	350	5	26	5	13,50
Michelin	152	1,20	–	15	–
Midi	1 400	–	42	134	–
Paribas	560	85	–	1,20	6
Pernod-Ricard	1 250	7	–	–	65
Peugeot SA	720	140	170	0,80	6,50
Rhône-Poulenc CI	440	10	25	12	–
Saint-Gobain	580	40	60	3	10
Source Perrier	1 500	53	–	20	47
Société générale	560	22	46	–	–
Suez Financière	440	19	10	3	10
Thomson-CSF	160	1	5,20	–	28

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 16 mars 1990
Nombre de contrats : 67 587.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90
Dernier	100,08	100,26	100,42
Précédent	99,58	99,76	99,90

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90
98	2,85	3,90	0,62	1,04

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6990 F ⬇

Le marché des changes a été dominé lundi 19 mars par un deutschemark dopé par le résultat des élections en Allemagne de l'Est, favorable à la politique de réunification. Le deutschemark s'est raffermi contre le dollar à 1,6875, mais est resté stable contre le franc français à 3,38. Le dollar a monté fortement face au yen à 153,55, mais s'est replié devant le franc à 5,7050 en milieu de matinée.

FRANCFORT	16 mars	19 mars
Dollar (en DM)	1,6940	1,6865
TOKYO	**16 mars**	**19 mars**
Dollar (en yens)	152,50	153,55

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (19 mars).... 10 1/8-10 1/4 %
New-York (16 mars). ... 8 3/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)	15 mars	16 mars
Valeurs françaises	95,5	95,5
Valeurs étrangères	95,4	95,3
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	525,7	536,5
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 964,47	1 958,82
NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)		
Industrielles	2 695,72	2 741,21
LONDRES (*Indice « Financial Times »*)		
Industrielles	1 765,7	1 789,4
Mines d'or	283,5	285,6
Fonds d'Etat	77,82	77,60
TOKYO	**16 mars**	**19 mars**
Nikkei Dow Jones	32 616,44	31 263,24
Indice général	2 419,21	2 336,33

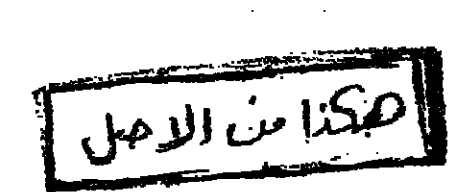
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,6960	5,7010	+ 90	+ 102	+ 175	+ 210	+ 600	+ 620
$ can.	4,8068	4,8159	– 126	– 101	– 256	– 207	– 620	– 530
Yen (100)	3,7095	3,7140	+ 71	+ 93	+ 150	+ 190	+ 510	+ 575
DM	3,3784	3,3828	+ 57	+ 75	+ 110	+ 141	+ 288	+ 349
Florin	2,9963	3,0005	+ 36	+ 46	+ 72	+ 95	+ 225	+ 270
FB (100)	16,2557	16,2793	– 45	+ 59	– 57	+ 134	+ 25	+ 425
FS	3,7822	3,7880	+ 40	+ 60	+ 81	+ 119	+ 280	+ 360
L (1 000)	4,5714	4,5791	– 103	– 72	– 196	– 143	– 525	– 435
£	9,1876	9,2014	– 414	– 367	– 746	– 657	– 2040	– 1865

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 9/16	8 11/16
Yen	7 1/16	7 5/16	7 3/4	7 7/8	7 11/16	7 13/16	7 13/16	7 15/16
DM	7 9/16	7 13/16	7 7/8	8	8 1/16	8 3/16	8 3/4	8 7/8
Florin	8 3/16	8 7/16	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 3/4	8 15/16	9 1/16
F.B. (100)	10 1/8	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 7/16	10 11/16
F.S.	8 3/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	9	9 1/8
L (1 000)	12	13	12 1/4	12 5/8	12 3/8	12 3/4	12 5/8	12 1/8
£	14 11/16	14 15/16	15	15 1/8	15 1/8	15 1/4	15 3/8	15 1/2
F franç.	10 1/16	10 5/16	10 3/16	10 5/16	10 5/16	10 7/16	10 11/16	10 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 16 MARS

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3852	C.N.E. 3% ★	3861	3861	3850	– 0 28
1051	B.N.P. T.P.	1057	1056	1055	– 0 09
1226	C.C.F. T.P.	1230	1235	1230	....
1045	Créd. Lyon. T.P.	1053	1055	1055	+ 0 19
1680	Renault T.P.	1705	1705	1715	+ 0 59
2044	Rhône-Poul. TP	1936	1940	1936	....
1220	St-Gobain T.P.	1215	1215	1215	....
1190	Thomson T.P.	1220	1249	1220	....
845	Accor	893	889	885	– 0 90
610	Air Liquide	688	688	688	....
2130	Als. Superm.	2100	2100	2100	....
565	A.L.S.P.I. ★	580	580	576	– 0 69
2550	Arjom. Prioux ★	2868	2868	2869	+ 0 04
615	Arnault-Roy ★	615	609	600	– 2 44
975	Aux. Entrepr. ★	1039	1043	1039	....
625	Av. Dassault ★	505	509	510	+ 0 99
300	Axa Midi Assur.	270 10	268 50	270	– 0 04
340	BAFIP ★	345 90	347	341	– 1 42
325	Bail-Equipem. ★	321	318	318	– 0 93
980	Bail Investiss. ★	953	969	951	– 0 21
420	B.N.P. C.I. ★	420	411	413	– 1 67
865	Bolloré Tech.	869	858	870	+ 0 12
480	Cie Bancaire ★	580	575	580	....
730	Bazar H.-V. ★	702	701	692	– 1 42
750	Béghin-Say ★	800	801	805	+ 0 63
1410	Berger (Mé)	1361	1360	1380	+ 0 87
655	Bic ★	659	646	650	– 1 37
950	B.I.P. ★	917	918	918	+ 0 11
570	B.I.S. ★	582	590	597	+ 2 58
2830	Bongrain S.A. ★	2910	2910	2880	– 1 03
1000	Bon-Marché ★	1029	1007	1012	– 1 65
550	Bouygues ★	587	595	596	+ 1 53
175	B.P. France ★	182 50	178 90	176	– 3 56
710	B.S.N. ★	755	753	752	– 0 40
810	Canal Plus ★	807	810	819	+ 1 49
430	Cap Gem. S. ★	479	475	472 50	– 1 36
3100	Carrefour ★	3373	3370	3354	– 0 56
160	Casino ★	152	154 90	154	+ 1 32
120	Casino A.D.P. ★	119 60	122 90	122 50	+ 2 42
985	Castorama D.I.	1075	1085	1100	+ 2 33
150	C.C.M.C.	150	151	151	+ 0 67
855	C.E.G.I.D.	826	826	829	+ 0 48
245	Centrest	249	252	254	+ 2 01
565	C.E.P. Comm.	569	565	568	– 0 18
405	Cerus CER	392	394	389 90	– 0 54
480	Cetelem ★	531	526	526	– 0 94
680	C.F.A.O. ★	619	610	591	– 4 52
540	C.G.E.	582	582	580	– 0 34
1620	C.G.I. Informat.	1594	1594	1600	+ 0 38
1180	C.G.I.P. ★	1379	1365	1355	– 1 74
600	C.G.P.	610	615	599	– 1 80
1110	Chargeurs S.A ★	1157	1154	1164	+ 0 61
770	Cica	750	751	751	+ 0 13
1300	Ciments franç. ★	1512	1506	1488	– 1 59
700	Club Méditerr. ★	680	682	678	– 0 29
185	C.M.B. Packag.	173 40	174	173	– 0 23
180	Codetel ★	170 50	171	170	– 0 29
410	Cofimeg ★	401	401	401	....
470	CPR (Par.-R.) ★	475	475	479	+ 0 84
685	Colas ★	818	825	823	+ 0 61
280	Cpt. Entrepr. ★	324	320	319 50	– 1 39
970	Compt. Mod. ★	1060	1050	1050	– 0 94
390	Comptoir S.A.	384	383	383	– 0 26
1240	Créd. Foncier ★	1332	1312	1304	– 2 10
495	C. F. Immeub. ★	495	505	500	+ 1 01
230	C.C.F. ★	228 90	227	229	– 0 39
705	Cr. Lyon. (CI) ★	700	690	703	+ 0 43
1310	Crédit Nat. ★	1337	1330	1315	– 1 65
300	C.S.E.E. ★	324	318 50	318	– 1 85
3820	Damart S.A. ★	3535	3500	3450	– 2 40
1850	De Dietrich ★	1810	1780	1800	– 0 55
220	Dév. P.d.C. (Li)	209 50	209 50	215	+ 2 63
310	Dév. R. Sud-Est	310	310	320	+ 3 23
580	D.M.C.	575	573	567	– 1 39
4600	Docks France ★	4181	4170	4219	+ 0 91
820	Dumez ★	916	919	900	– 1 75
2030	Eaux (Gén.) ★	2330	2340	2342	+ 0 52
500	Ecco ★	545	547	547	+ 0 37
910	Electrofinanc. ★	932	930	960	+ 3
400	El. S. Dassault ★	371	372	372	+ 0 27
585	Elf-Aquitaine	638	639	637	– 0 16
425	– (certific.) ★	463	463	460	– 0 65
1320	Epeda B.-F.	1300	1300	1300	....
2700	Essilor ★	2570	2568	2558	– 0 47
1180	Essil. Int.(DP) ★	1230	1244	1200	– 2 44
690	Esso S.A.F. ★	707	710	694	– 1 84
2400	Eurafrance ★	2300	2305	2301	+ 0 04
1810	Eurocom ★	1830	1837	1876	+ 2 46
100	Eurodisneyland	97 90	98	100 50	+ 2 66
4300	Euromarché ★	4230	4200	4195	– 0 83
1230	Europe n° 1 ★	1273	1280	1278	+ 0 39
56	Eurotunnel ★	54	53 75	53 30	– 1 30
1700	Exor ★	1699	1700	1720	+ 1 24
1780	Facom ★	1744	1744	1706	– 2 18
1180	Fichet-Bauche ★	1350	1360	1371	+ 1 56
199	Finextel ★	200	200	200	....
420	Fives-Lille ★	425	427	415	– 2 35
2310	Fromager. Bel ★	2450	2450	2460	+ 0 41
1780	Gal. Lafayette ★	1710	1711	1680	– 1 75
510	Gascogne ★	514	510	510	– 0 78
1530	Gaz et Eaux ★	1600	1600	1575	– 1 56
1120	Géophysique ★	1137	1136	1130	– 0 62
690	Gerland ★	662	660	660	– 0 30
720	Groupe Cité ★	770	765	761	– 1 17
1490	Gr. Victoire	1450	1450	1450	....
1120	– (certif.)	915	922	916	+ 0 11
1300	GTM-Entrep. ★	1331	1302	1320	– 0 83
1180	Guyenne-Gas. ★	1066	1080	1075	+ 0 84
370	Hachette ★	375	375	381 90	+ 1 84
1420	Havas ★	1477	1496	1490	+ 0 88
580	Hénin (La) ★	590	580	580	– 1 69
1130	Hutchinson ★	1206	1200	1160	– 3 81
270	Imétal ★	308 20	310	305	– 1 04
78	Immobil. Phénix	80 90	79 30	79 80	– 1 36
136	Ingénico ★	118 10	122	118	– 0 08
5430	Inst. Mérieux ★	5900	5780	5810	– 1 53
510	Interbail ★	510	512	505	– 0 98
1600	Intertechnique ★	1570	1545	1538	– 2 04
1010	J. Lefebvre ★	1075	1080	1100	+ 2 33
1100	Labinal ★	1149	1150	1165	+ 1 39
2530	Lab. Bellon ★	2500	2542	2546	+ 1 84
320	Lafarge-Coppée	357 50	356	350 10	– 2 07
1310	Lebon ★	1245	1245	1250	+ 0 40
3150	Legrand ★	3550	3585	3620	+ 1 97
1780	Legrand (DP) ★	1700	1725	1700	....
510	Legris ind.	575	570	585	+ 1 74
....	Leroy-Somer ★	2125	2125	2125	....
770	Locabail Im. ★	780	769	780	....
530	Locafrance ★	505	523	507	+ 0 40
845	Locindus ★	842	842	850	+ 0 95
490	Luchaire ★	527	515	522	– 0 95
4690	L.V.M.H. ★	4775	4760	4700	– 1 57
525	Lyonn. Eaux ★	590	592	590	....
320	Majorette (Ly) ★	329 50	330	334 90	+ 1 64
385	Mar. Wendel ★	417 50	417 50	414	– 0 84
345	Matra ★	384 50	371 10	376	– 2 21
4800	Merlin-Gerin ★	4989	4985	4870	+ 0 02
205	Metaleurop ★	223	221 80	225	+ 0 90
230	Métrologie Int. ★	228 80	227	226 90	– 0 83
131	Michelin	140	140	139	– 0 71
1290	Midi (Cie)	1279	1283	1262	– 1 33
174	Midl. Bk SA ★	175	175	175	....
460	Min. Salsig. (Mé)	445	440	440	– 1 12
178	M.M.B.M. ★	185	185	183	– 1 08
123	Moulinex ★	125 70	126	124	– 1 35
1880	Navig. Mixte ★	2150	2190	2240	+ 4 19
168	Nord-Est ★	185	188	183	– 1 08
430	Nordon (Ny)	455	449	450	– 1 10
730	Nouvelles Gal. ★	698	703	691	– 1
790	Occid. (Gén.) ★	847	850	847	....
1870	Omn.F.Paris ★	1700	1700	1700	....
370	Olipar ★	384 80	385	384 40	– 0 10
4300	Oréal (L') ★	4907	4910	4800	– 2 18
620	Paribas	631	634	640	+ 1 43
1650	Pechelbronn ★	1600	1580	1590	– 0 63
265	Pechiney CIP ★	286 90	285	288	+ 0 38
155	Pechiney Int.	171 40	172	172	+ 0 35
585	Penhoët ★	581	581	581	....
1340	Pernod-Ricard ★	1200	1200	1202	+ 0 17
705	Peugeot S.A.	864	865	853	– 1 27
405	Plastic Omn. ★	450	440	444	– 1 33
490	Poliet ★	537	539	536	– 0 19
1160	Présabail Sic. ★	1145	1155	1146	+ 0 09
880	Primagaz ★	810	820	804	– 0 74
600	Printemps ★	629	634	634	+ 0 79
3780	Promodès ★	4100	4150	4115	+ 0 37
840	Radiotechn. ★	864	850	860	– 2 11
200	Raff. D. Total ★	210	210	217	+ 3 33
3150	Redoute (La) ★	3190	3189	3220	+ 0 94
400	R.-Poulenc CIP ★	423 90	428	445	+ 4 98
325	Robur Financ.	323	320	320	– 0 93
102	Rochette (La)	104	103 50	102 60	– 1 35
1950	Roussel-Uclaf ★	1940	1958	1965	+ 1 29
4600	R. Impér. (Ly)	4685	4651	4651	– 0 73
185	Sade	183 90	183	183	– 0 49
1440	Sagem ★	1420	1405	1370	– 3 62
535	Saint-Gobain	601	600	598	– 0 50
1480	St-Louis ★	1555	1550	1570	+ 0 96
2810	Salomon	2150	2141	2172	+ 1 02
545	Salvepar	559	554	559	....
990	Sanofi ★	1054	1050	1047	– 0 66
1760	S.A.T. ★	1585	1620	1605	+ 1 26
335	Saul.-Chât. (B) ★	316	318	316	....
1500	Saupiquet (Na)	1595	1580	1580	– 0 94
880	Schneider ★	945	953	948	+ 0 32
42	S.C.O.A. ★	37 70	37 80	35 10	– 6 90
1110	S.C.R.E.G. ★	1150	1165	1115	– 3 04
1040	Seb ★	1115	1130	1110	– 0 45
510	Sefimeg ★	531	532	531	....
595	Sextant A.	565	585	559	– 1 06
1350	S.F.I.M. ★	1500	1481	1470	– 2
235	S.G.E. ★	237	235	231 60	– 2 28
830	Silic ★	830	830	830	....
585	Simco	608	608	610	+ 0 33
1040	Sk. Rossignol ★	1021	1020	1008	– 1 27
920	Sligos ★	987	977	980	– 0 71
540	Société Génér.	586	584	588	+ 0 34
142	Sodecco	140	140	139	– 0 71
170	Sodero (Na)	173	178	176	+ 1 73
675	Sodexho ★	694	695	690	– 0 58
98	Sogenal (Ny)	99	99 90	100	+ 1 01
510	Sogerap ★	515	514	511	– 0 78
2150	Somm.-Allib. ★	2340	2335	2297	– 1 84
1500	Source Perrier ★	1560	1561	1535	– 1 60
645	Sovac ★	731	731	738	+ 0 98
720	Spie-Batignol. ★	795	794	786	– 1 13
1190	Strafor ★	1209	1185	1200	– 0 74
420	Suez	456	457	453 50	– 0 55
485	Synthelabo ★	541	545	536	– 0 92
133	Thomson-C.S.F.	142 80	141 10	140 60	– 1 54
545	Total (CFP) ★	618	618	643	+ 4 05
102	– (certific.) ★	106 10	108 20	107 90	+ 1 70
405	Truffaut (Fin.)	401	400	396	– 1 25
420	U.F.B.-Locab. ★	394 50	395	394	– 0 13
1080	U.I.C. ★	1144	1150	1140	– 0 35
650	U.I.F. ★	689	689	690	+ 0 15
1010	U.I.S. ★	977	978	980	+ 0 31
240	U.C.B. ★	237	238	237	....
910	Unibail ★	873	873	880	+ 0 80
690	Valéo ★	711	713	716	+ 0 70
410	Vallourec ★	427 50	428 50	426 50	– 0 23
375	Via Banque ★	365 10	374 50	373 50	+ 2 30
1400	Zodiac	1349	1331	1349	....
1180	Elf-Gabon ★	1150	1133	1133	– 1 48
130	Amax Inc.	143	142	143	....
164	Amer. Express	163 50	160 10	162 90	– 0 37
220	Amer. Teleph.	238 80	234	237	– 0 05
205	Anglo Amer. C.	194 50	195	195	+ 0 26
600	Amgold	540	542	542	+ 0 37
280	Banco Santander	238	235 10	235 10	– 1 22
1010	BASF (Akt)	1048	1045	1045	– 0 29
1040	Bayer	1050	1057	1050	....
101	Buffelsfont.	97 20	92 50	95 c	+ 3 53
188	Chase Manh.	166 50	164	164	– 1 50
95	Echo Bay Mines	93 50	94 20	94	+ 0 53
108	De Beers	129 50	129	129	– 0 39
2680	Deutsche Bank	2645	2665	2670	+ 0 95
1390	Dresdner Bank	1439	1442	1438	– 0 07
81	Driefontein Cstd	74 40	74 40	75 50	+ 1 48
215	Du Pont-Nem.	223 90	222	222	– 0 85
215	Eastman Kodak	227	221 10	221 10	– 2 60
31	East Rand	27 75	28	28	+ 0 90
240	Electrolux	235	242	242	+ 2 98
780	Ericsson	772	780	780	+ 1 04
270	Exxon Corp.	268	267 50	267 50	– 0 19
280	Ford Motors	275 40	273 50	273 50	– 0 69
78	Freegold	70 50	73 15	74 60	+ 5 82
19	Gencor limit.	18	18 10	18 15	+ 0 83
350	Gén. Electr.	385	384	383	– 0 55
510	Gén. Belgique	537	541	541	+ 0 74
245	Gen. Motors	270 50	271 90	271 90	+ 0 52
56	GdMetropolitain	52 50	53	53	+ 0 95
63	Harmony	54 50	55 60	55 60	+ 2 02
245	Hewlett-Packard	256 20	256	256	– 0 47
59	Hitachi	56 70	56 50	56 40	– 0 53
1030	Hoechst Akt.	1040	1048	1040	....
126	Homestake	118	118 20	118	....
101	Imp. Chemical	105 80	107	107 90	+ 1 98
585	IBM	615	613	614	– 0 16
300	ITT	318	310 50	311	– 2 20
166	Ito-Yokado	143 80	139 50	139 10	– 3 27
183	Mac Donald's	184	181 60	181 50	– 1 36
83	Matsushita	76 60	75 55	75 50	– 1 31
20	Maxwell	18 30	18 20	18 20	– 0 55
400	Merck	397	398 90	398 90	+ 0 48
455	Minnesota M.	475	466 50	466 50	– 1 79
355	Mobil Corp.	353 10	354	354	+ 0 25
205	Morgan J.P.	214	211	209 50	– 2 10
33620	Nestlé	33150	32550	32570	– 1 75
925	Nixdorf	945	958	958	+ 1 38
172	Norsk Hydro	179	181	181 40	+ 1 34
189	[illegible]	179 50	184 50	187	+ 4 18
1760	Petrofina	1851	1851	1848	– 0 16
215	Philip Morris	221	220 90	220 90	– 0 05
125	Philips	130 80	130	129	– 0 48
109	Placer Dome	104 50	106 40	106 40	+ 1 82
330	Quilmès	344 50	336	336 10	– 2 44
465	Randfontein	418	418 10	418	....
435	Royal Dutch	434	435	432 30	– 0 39
50	Rio Tinto Zinc	49 90	51 10	50	+ 0 20
21	Saat. & Saatchi	13 70	13 40	13 50	– 1 46
67	St Helena Co	60	60	59 90 c	+ 4 43
280	Schlumberger	285	284 20	285	....
45	Shell transp.	43 50	44	44 90	+ 3 22
2640	Siemens A.G.	2828	2836	2837	+ 0 34
315	Sony	295	292	293	– 0 68
130	Sumitomo	105	108 90	108 90	+ 3 71
45	Telefonica	44 90	44 50	45	+ 0 22
230	T.D.K.	227 70	225 50	225 50	– 0 97
46	Toshiba Corp.	39 65	39 95	39 95	+ 0 76
435	Unilever	443	444 30	444 30	+ 1 20
290	Unit. Techn.	313 50	315	315	+ 0 48
650	Vaal Reefs	618	608	603 c	– 0 03
345	Volvo	339 10	351	351	+ 3 51
275	West Deep	252	250	250 c	+ 0 82
280	Xerox Corp.	321 50	323	323	+ 0 47
131	Yamanouchi	102 50	99 95	99 95	– 2 49
2 51	Zambia Corp.	2 53	2 55	2 54	+ 0 40

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	117 50	7 181
9,80 % 78/93	98 65	6 632
10,80 % 79/94	100	5 711
13,25 % 80/90	100 45	10 382
16 % juin 82	101 05	12 274
14,60 % fév. 83	103 45	0 920
13,40 % déc. 83	109 08	3 121
12,20 % oct. 84	103 57	5 215
11 % fév. 85	104 78	0 693
10,25 % mars 86	100 30	0 112
OAT 10 % 2000	100 49	8 027
OAT 9,90 % 1997	100 40	2 522
OAT 9,80 % 1996	98 65	1 208
Ch. France 3 %	145	..
CNB Bques janv. 82	98 50	1 781
CNB Paribas	100 40	1 791
CNB Suez	100 40	1 781
CNI janv. 82	98 62	1 781
PTT 11,20% 85	101 45	3 085
CFF 10,30% 86	96	1 397
CNE 11,50% 85	102	8 110
CNT 9% 86	90 01	7 612
CRH 10,90% déc. 85	101 40	2 043
C.N.C.A. T.P.	....	110
Cams 4%	2115	210
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	57 400
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	....
A.G.F. (St Cent.)	....	1160
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	....
Arbel	....	906
Astorg	....	330
Avenir Publicité	....	1798
Bain C. Monaco	....	758
Banque Hypoth. Eur.	....	....
Béghin-Say (C.I.)	....	582
Blanzy-Ouest	....	4245
B.N.P. Intercontin.	....	300
Bénédictine	....	4419
B.T.P. (Compagnie)	....	107 90
Call	....	....
Cambodge	....	786
C.A.M.E.	....	202
Carbone-Lorraine	....	1045
Case-Poclain	....	27 80
C.E.G.Frig.	....	427
Centen. Blanzy	....	614
Cerabati	....	144 60
Champex (Ny)	151	150
C.I.C. (Financ. de)	....	189
C.I. Maritime	....	840
Ciments (B)	2340	2340
Clause	....	870
Cofradel (Ly)	....	....
Cogifi	....	365
Comiphos	....	710
Cie Industrielle	....	....
Comp. Lyon-Alem.	....	581
Concorde (La)	....	1340
C.M.P.	....	58 50
Créd. Gén. Ind.	....	490
Cr. Universel (Cie)	....	716
Créditel	....	139
Darblay S.A.	....	890
Degremont	....	994
Delalande S.A.	....	1821
Delmas Vieljeux	....	4320
Didot-Bottin	....	1120
Drouot Assurances	....	348 30
Eaux Bass. Vichy	....	1770
Eaux Vittel	....	5110
E.C.I.A.	....	1695
Electro-Banque	....	360
Elf-Antargaz	....	1450
E.L.M. Leblanc	....	617
Ent.-Bretagne	....	400
Entrepôts Paris	....	1830
Europe Soudure Indust.	....	70
Eternit	....	1920
Finalens	....	203 10
FIPP	....	220
Fnac	....	1792
Foncière (Cie)	....	825
Fonc. Lyonnaise	....	920
Foncina	....	512
Fougerolle	....	886
France I.A.R.D.	....	1280
France (La)	....	3100
From. Paul Renard	....	2000
GAN	....	2147
G.F.I.I.	....	313
Gaumont	....	1180
Gerafim	....	359 90
Gévelot	....	....
Gr. Fin. Constr.	....	432
Gds Moulins Paris	....	1486
G. Transp. Ind.	....	682
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immindus	....	....
Immobail	....	422 10
Immobanque	....	841
Immob. Marseille	....	8450
Immofice	....	511
Invest. (Sté Cent.)	....	3200
Jaeger	....	215 60
Lambert Frères	....	418 10 d
Lille-Bonnières	....	1650
Loca-Expansion	....	276 20
Locafinancière	....	390
Locatel	....	340
Louis Vuitton	....	1285
Louvre (Sté)	....	4800
Lucia	....	1985
Machines Bull	....	78
Magasins Uniprix	....	195
Magnant S.A.	....	332 50 d
Maritimes Part.	....	384
Métal Déployé	....	606
Mors	....	178
Navig. (Nat. de)	....	233
Nozal	....	295
Optorg	....	435
Oréal (L') C.I.	2200	2240
Origny-Desvroise	....	1252
Palais Nouveauté	....	1120
Paluel-Marmont	....	887
Parfinance	....	228
Paribas-CIP	317	330 20 d
Paris France	....	250
Paris-Orléans	....	282
[illegible]	....	464
Patern. Resp. Div.	....	....
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	....
P.L.M.	....	535
Porcher	....	715
Promodès	1681	1700
Publicis	....	980
Rochefortaise S.A.	....	1410
Rosario (Fin.)	....	689
Rougier et Fils	....	446
Rozières (usine de)	....	610
Sacer	....	885
SAFAA	....	529
Safic-Alcan	....	650
SAFT	....	2650
Saga	....	225
Salins du Midi	....	585
Satam	....	123
Savoisienne (M)	178 20	178 40
SCAC	....	715
Senelle Maubeuge	....	489
S.E.P. (M)	185	185
Sici	....	527
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	....	582
Siph (Plant. Hévéas)	....	490
Sofal financière	....	820
Soficel	....	1050
Sofio	....	665 d
Soficomi	....	723
S.O.F.I.P. (M)	505	641 d
Sofragi	....	1450
Sopagri	....	179 50
Sophia-Bail	....	476
Soudure Autog.	....	876
Sovabail	....	620
Suez (Fin. de)-CIP	....	260
Stemi	....	715
Taittinger	....	4930
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	740
Tour Eiffel	....	313
Ufiner S.M.D.	....	875
Ugine A. Chat. Gueug.	....	500 d
U.A.P.	....	825
U.T.A.	....	2898 o
Vicat	....	3000
Viniprix	....	2231
Virax	....	193
Waterman S.A.	....	....
Brass. du Maroc	....	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1040	....
Akzo	346	....
Alcan Alum.	123	124 20
Algemene Bank	118 10	118 20
American Brands	375	373
Arbed	787	786
Asturienne Mines	212 40	....
Bco Pop Espanol	412	410
Banque Ottomane	1860	1950
B. Régl. Internat.	40100	40500
Br. Lambert	621	625
Canadian-Pacific	115	112 80
Chrysler corporation	103	101 50
CIR	19 25	19 35
Commerzbank	982	982
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	373	373
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1250	....
Glaxo	70	74
Goodyear	223 50	....
Grace and Co	171	189
GTE corporation	356	....
Honeywell Inc.	505	506
Johannesburg	85 45	84 90
Kubota	38	36
Latonia	309	321
Midland Bank Plc	31 60	32
Mineral-Ressourc.	93 50	93
Noranda	105 60	108
Olivetti	18 50	18 70
Pakhoed Holding	513	516
Pfizer Inc.	341	340 60
Procter Gamble	368	360 10
Ricoh Cy Ltd	41 10	....
Rolinco	286 60	285 20
Robeco	294	293 70
Rodamco	236	235 60
Saipem	9 50	9 30
Sema Group	37	37 05
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	128	....
Steel Cy of Can.	94	....
Tenneco	375	....
Thorn EMI	64 20	65 20
Toray indust. inc	32	31 80
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1410	1440
West Rand	20 85	....
Whitman Corporation	148	140

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	315	....
Boiron	850	....
Calciphos	189	165 10
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	360	....
Cogenhor	110	....
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	410	442 d
Europ. Accumul.	70	71 50
Gachot	155	....
Guy Degrenne	480	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	921	....
Particip. Perrier	352 10	363 10
Rorento N.V.	169 50	170 50
St-Gobain-Emballage	1990	1990
Sema-Metra	311 20	....
S.E.P.R.	1580	1650
S.P.R.	534	....
Sté Lecteurs du Monde	430	....
Ufimex	360	....
Union Brasseries	91	....
Wonder	976	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/3	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 783	5 739	5 550	5 850
ECU	6 890	6 888	....	....
Allemagne (100 DM)	338 020	337 980	327 500	349
Belgique (100 F)	16 270	16 262	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl.)	300 080	300 010	290	310
Danemark (100 krd)	88 200	88 180	85	92
Norvège (100 k)	87 400	87 270	84	91
Grande-Bretagne (£ 1)	9 303	9 311	8 950	9 750
Grèce (100 drachmes)	3 563	3 535	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 579	4 578	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	378 770	378 820	367	391
Suède (100 krs)	93 440	93 340	90	96
Autriche (100 sch)	48 021	48 020	46 500	49 700
Espagne (100 pes.)	5 261	5 257	5	5 550
Portugal (100 esc.)	3 824	3 818	3 650	4 350
Canada ($ can 1)	4 906	4 858	4 650	5 050
Japon (100 yens)	3 773	3 768	3 650	3 870

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/3
Or fin (kilo en barre)	74400	73200
Or fin (en lingot)	74400	73850
Pièce française (20 fr)	430	426
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	452	446
Pièce latine (20 fr)	430	425
Souverain	545	540
Pièce de 20 dollars	2580	2555
Pièce de 10 dollars	1390	1370
Pièce de 5 dollars	900	.....
Pièce de 50 pesos	2810	2850
Pièce de 10 florins	446	444
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 16/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1117 09	1089 84
Action	234 31	228 04
Actions France	605 29	593 41
Actions sélectionnées	689 33	664 41
Aedificandi	675 64	651 22
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1204 51	1175 13
A.G.F. 5000	707 98	690 71
A.G.F. ECU	1067 41	1046 94
A.G.F. Foncier	125 62	122 56
A.G.F. Interfonds	436 68	426 03
A.G.F. Invest	125 44	122 38
A.G.F. OBLIG.	1130 75	1125 12
A.G.F. Sécurité	11268 15	11268 15
Agfimo	721 40	703 80
Alef	204 64	197 24
A.L.T.O.	177 09	170 69
Ameri-Gan	6430 26	6138 87
Amplitude	670 14	650 62
Arbitrages court terme	5855 23	5843 63
Associc	1070 43	1070 43
Atout Futur	373 31	361 03
Avenic	1447 81	1405 45
Avenir C.I.C.	104 86	101 80
Avenir Alizés	1539 95	1509 75
Axa Europe	124 52	118 87
Axa Investissements	129 20	123 34
Axa N.P.I.	110 90	105 87
Axa Valeurs PER	136 03	129 86
Brad Associations	2619 38	2611 53
Capitacic	1058 10	1042 46
Capital-Monde (ex F.I.)	427 70	417 27
Capital Plus	1675 62	1675 62
Cauden-Pierre	35 13	34 27
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Conis	1063 47	1047 75
Comptavalor	5734 04	5725 45 ♦
Convertimmo	426 14	409 75
Cadinter	512 03	497 12
Crédit Mutuel Capital	1051 49	1030 87
Dièse	1170 38	1131 88
Drouot-France	876 05	836 32
Drouot-Investiss.	1066 93	1018 55
Drouot-Sécurité	249 49	238 18
Drouot-Sélection	146 78	140 12
Ecocic	1052 42	1036 87
Ecureuil Capitalisation	2075 82	2055 27 ♦
Ecureuil Investissement	419 18	408 97
Ecureuil Monépremière	54468 76	54468 76 ♦
Ecureuil Monétaire	32090 92	32090 92 ♦
Ecureuil Trimestriel	1944 07	1924 82 ♦
Elicash	2265638	2265638
Energie	287 19	274 17
Eparcic	2930 98	2930 98
Eparcourt Sicav	4376 40	4365 49 ♦
Epargne Associations	25934 89	25896 05
Epargne-Capital	8610 71	8525 46
Epargne Court-Terme	553 85	553 85
Epargne Croissance	1647 44	1603 35
Epargne-Industr.	96 14	93 57
Epargne Inter	602 58	586 45
Epargne-J	57167 73	57167 73
Epargne Long-Terme	190 67	185 57
Epargne Monde	1321 09	1285 78
Epargne Première	11912 71	11824 03
Epargne-Oblig.	195 09	189 87
Epargne-Quatre	1065 48	1036 96
Epargne-Unie	1376 61	1328 78
Epargne-Valeur	458 65	446 37
Epsilon	1158 09	1148 62
Eurocic Leaders	1127 47	1094 63
Eurodyn	1184 09	1125 81
Euro-Gan	7549 81	7207 55
Fonsicav (div. par 10)	11663 27	11663 27 ♦
Foncial	265 80	257 43
France Avenir	116 58	116 58
France-Gan	9875 43	9427 62
France-Garantie	270 95	270 41
France-Index Sicav	117 30	114 48
France-Obligations	458 91	454 37 ♦
Francic	494 84	480 43
Francic Pierre	119 90	116 41
Francic Régions	1340 90	1301 84
Fructi-Associations	29 26	29 26
Fructi-Epargne	29 46	28 74
Fructicap	33 84	33 34
Fructicourt	116077 94	116077 94
Fructidor	231 51	228 09
Fructifrance	949 89	926 72
Fructimmo	32 12	31 34
Fructivar	4474 01	4462 85
Fructi ECU	546 14	539 07
Fructi-Première	10781 69	10622 35
Futuroblig	1159 43	1121 31
Gestilion	59606 02	59457 38
Gestion Associations	159 64	156 13
Gest. France Sécurité	10381 55	10381 55
Horizon	1248 69	1213 29
Interépar	105802 10	102729 49
Interoblig.	11622 85	11175 82
Intersélect France	549 29	533 26
Japacic	181 98	176 69
Jeune épargne	242 41	238 83
Laffitte-Amérique	219 47	209 52
Laffitte Europe	297 07	283 60
Laffitte-Expansion	286 76	273 76
Laffitte-France	362 83	346 39
Laffitte-Immobilière	261 30	249 45
Laffitte-Japon	434 87	415 15
Laffitte-Oblig.	134 89	126 77
Laffitte-Rend.	187 84	179 32
Laffitte-Tokyo	371 77	354 91
Latitude	5546 79	5538 49 ♦
[illegible] Court terme	10373 77	10373 77
[illegible] Long terme	5666 42	5501 39
Lion-Associations	10838 46	10838 46
Lion-Institutionnels	23702 89	23643 78
Lionplus	781 46	773 72
Lion Trésor	2174 53	2153
Livret Bourse Investiss.	553 04	538 93 ♦
Livret portefeuille	727 69	708 49
Méditerranée	200 14	191 06
Mensuel CIC	10108 33	10007 25
Mondiale Investissem.	453 78	433 20
Monecic	5649 05	5649 05
Monedan	55024 72	55024 72
Moné J.	59563 69	59563 69
Mutualité Dépôts	11008 27	10986 30 ♦
Mutuelle Unie Sél.	145 73	139 12
Natio.-Epargne	14347 58	14206 53
Natio.-Epargne Retraite	125 52	122 16
Natio.-Epargne Trésor	6414 39	6401 52
Natio.-Court terme	230873	230873
Natio.-Inter.	1153 71	1122 83
Natio.-Immobilier	1234 63	1201 59
Natio.-Monétaire	20879 21	20879 21
Natio.-Obligations	494 63	481 39
Natio.-Patrimoine	1473 90	1434 45
Natio.-Placements	62595 66	62595 66
Natio.-Revenu	994 94	995 09
Natio.-Sécurité	11589 30	11589 30
Natio.-Valeurs	870 68	847 38
Nippon-Gan	6455 54	6162 81
Nord-Sud Développ.	1229 73	1226 28
Normalif	12483 17	12238 40
Obli Association	122 46	121 25
Oblicic Mondial	2257 53	2224 17
Oblicic Régions	1042 44	1027 03
Oblig. toutes catég.	145 55	144 38
Oblilion	1081 19	1070 49
Oblisécurité	10530 92	10500 92 ♦
Oraction	1238 18	1195 53
Orator	6888 71	6446 95
Paribas Epargne	16304 30	15870 56
Paribas Opportunités	124 64	119 56
Paribas Patrimoine	555 19	532 56
Paribas Revenu	59 69	58 80
Patrimoine Retraite	180 59	177 05
Parvalor	660 20	640 97
Phénix Placements	271 57	263 66
Pierre Investiss.	758 08	739 59
Placement A	1225 66	1201 63
Placement ct-terme	73394 29	73247 79
Placement J	5897 62	5885 85
Placement Premier	54220 68	54112 46
Plénitude	116 89	113 76 ♦
Poste Gestion	53391 38	53391 38 ♦
Première Obligations	11102 30	11081 21 ♦
Prévoyance Ecureuil	114 80	111 73
Priv'Association	24060 09	24060 09
Quartz	125 96	122 86
Réalvalor	1007 29	1007 29
Rentacic	159 19	156 84
Revenus Trimestriels	5202 62	5151 11 ♦
Revenu Vert	1128 64	1109 89
St-Honoré Bio-alimen.	886 88	858 21
St-Honoré Global	276 63	264 28
St-Honoré Matignon Pl.	239 98	228 12
St-Honoré Pacifique	607 05	579 52
St-Honoré P.M.E.	541 23	516 63
St-Honoré Réel	12289 31	12240 35
St-Honoré Services	506 66	489 31
St-Honoré Technol.	798 03	761 64
Sécuric	1440 38	1440 38
Sécuri Taux	11449 46	11449 46
Sicauden (Cauden BP)	694 57	684 31
Sicav-Associations	1523 71	1521 43
S.F.I. fr. et étr.	712 51	691 76
Sicav 5000	442 16	430 33
Slivafrance	698 61	679 91
Slivam	442 32	430 48
Slivarente	214 51	212 39
Slivinter	429 16	417 67
S.N.I.	1275 37	1238 22
Sogepargne	332 45	330 43
Sogevar	1118 38	1087 65
Sogintér	1387 55	1324 63
Soleil Investissement	672 64	646 67
Stratégie Actions	1192 32	1146 46
Stratégie Rendement	1178 50	1141 40
Technocic	1143 45	1110 15
Techno-Gan	6266 40	5982 24
Thesora	530 28	525 03
Trésor Avenir	112 08	108 82 ♦
Trésor Plus	1043 94	1033 60 ♦
Trésor Réel	11763 83	11763 83
Trésoric	105245 79	105245 79
Trilion	5117 17	5066 50 c
U.A.P. Investiss.	497 01	489 41
U.A.P. moyen terme	111 84	107 93
Uni-Associations	112 64	112 64
Unifrance	613 08	590 92
Unifoncier	1464 31	1440 30
Uni-Garantie	1258 99	1234 29
Uni-Régions	1614 05	1555 71
Unirente	2332 11	2255 43
Univar	197 28	197 28
Univers-Actions	1292	1249 52
Univers-Obligations	1635 74	1581 95
Valorem	578 72	564 60
Valorg	1714 45	1712 74
Valrel	43715 06	43693 21
Vauban	23755 93	23732 17

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

Un colloque à Grenoble

Paroles d'amour

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale.

Ceux qui croient que l'on ne peut parler d'amour autrement qu'en se susurrant des douceurs à l'oreille se trompent. Non que l'heureuse prédisposition à conter fleurette ait tout à fait disparu, mais parce que l'amour est aussi devenu l'objet de préoccupations scientifiques. Grenoble, capitale d'avant-garde, en a donné la preuve en accueillant, les 16 et 17 mars, un vaste colloque sur le sujet. Au cœur du débat organisé par le Planning familial, les « *Paroles d'amour* » qui prolifèrent, sous des formes variées, dans les grandes artères et les ruelles de la vie sociale. La réflexion, souvent passionnante, et parfois passionnée, a permis d'échanger quelques nouvelles de ce front, où guerre des sexes et tendresse, angoisse et passion se livrent toujours un combat sans merci.

Des sociologues, des philosophes, des historiens, des psychanalystes, des médecins, des écrivains et des cinéastes se sont donc penchés sur le berceau de cet enfant, exigeant et émouvant, qu'est l'amour. Comment s'aime-t-on ? Pourquoi se déchire-t-on ? En essayant de répondre à ces questions, les intervenants n'avaient pas pour ambition d'établir des courbes prévisionnelles ou de réduire les comportements amoureux à des problèmes de flux, de stocks et de contentieux. A une époque où pèse l'ombre du sida, le débat se posait plutôt comme la première étape d'une démarche préventive.

« Nous trouvons important que des intellectuels réfléchissent au phénomène sida », explique Catherine Wolff, responsable de la communication au Planning familial de Grenoble. *Or, avant toute chose, il faut parler d'amour pour faire apparaître l'altérité dans une société où l'on nie un peu l'autre. »* Réfléchir en termes d'amour et de respect plutôt que de risques, tel était donc le pari de ce colloque, financé à 40 % par l'Agence nationale de lutte contre le sida. Le propos rejoint en cela l'opinion du docteur Jean-Paul Escande, chef du service de dermatologie et des maladies vénériennes à l'hôpital Tarnier-Cochin de Paris : « *Il s'agit d'abord de comprendre les mécanismes et l'état d'esprit des gens au moment où le risque apparaît* », affirme-t-il, avant d'observer qu'un message de prévention doit être « *positif* ».

Marivaudage télématique

L'amour, donc. Ce sentiment qui bouleverse les jeunes filles et renverse les puissants de leur trône n'a jamais déclaré forfait. Il est toujours, comme l'a expliqué le sociologue Edgar Morin, la recherche d'une union entre les dimensions mythologique et physique, le lieu d'une « *contradiction fondamentale entre la folie et la sagesse* ». Mais les comportements amoureux, pour leur part, sont plus fantasques et sensibles à l'air du temps. Le marivaudage télématique fait concurrence à la promenade au clair de lune, les petites annonces pourraient remporter une belle victoire sur le bal musette. Jusqu'à la scène de ménage qui n'est plus ce qu'elle était... « *Il y a trente ans encore, la scène relevait le plus souvent du coup de gueule du type « pater familias »*, observe François Flahault, sociologue et auteur d'un ouvrage sur le sujet. *Aujourd'hui, ce sont les femmes qui entament la discussion.* »

Une fois les hostilités déclarées, plus rien ne semble pouvoir endiguer une violence qui se nourrit d'armes nouvelles et très performantes. Les partenaires modernes disposent d'une artillerie lourde issue des revendications féministes, de la psychanalyse et des sciences sociales, comme l'a observé Irène Pennacchioni, auteur d'un livre intitulé *De la guerre conjugale*. « *Il existe, par exemple, un détournement de la vulgate psychanalytique, qui permet de prouver à l'autre que ses défauts sont le pur produit d'un environnement* », remarque-t-elle. Avant de tomber au champ d'honneur, le vaincu apprend qu'il est non seulement un monstre, mais un monstre banal.

En temps de paix, les choses ne sont guère plus simples. Oppressés par l'image médiatique d'un couple parfait qui n'est jamais le leur, les amoureux ne savent plus à quel saint se vouer. Le « tout-sexuel » est au plus mal, l'amour « fleur bleue » a pris de l'âge, et l'individualisme croissant ne laisse guère de place au dévouement extatique. Quant au mariage, il a du plomb dans l'aile, comme l'explique le démographe Louis Roussel, en rappelant que 40 % des premières naissances interviennent hors institution en France. « *Le sentiment amoureux devient asocial*, affirme-t-il, *car notre société ne survit que dans l'accélération, qui suppose la légèreté.* »

Désorientés, les Français s'inventent des retranchements, faute de pouvoir s'abriter derrière les remparts officiels de la morale ou du rejet de la morale. Ainsi l'épouvantail du sida dont s'emparent les parents qui veulent éloigner leurs enfants des excès amoureux. « *Au lieu de dire : « Ce n'est pas bien », ils disent : « Attention au sida », et la maladie devient un alibi* », affirme le docteur Escande. D'autres se retirent dans la tour d'ivoire de leur univers télématique, où l'écran tient lieu de dulcinée.

Lieu de levée des inhibitions, le minitel rose est aussi un espace où les rapports se trouvent simplifiés. « *C'est un rétablissement de la drague ouverte, à laquelle le féminisme a porté un rude coup, les hommes ayant peur de se faire rabrouer par les femmes* », souligne Josiane Jouët, sociologue. Malgré des codes compliqués, des noms de guerre ahurissants et un narcissisme effréné, les minitélistes » vivent bien souvent dans l'attente, improbable, du grand amour, du couple idéal. Derrière la complexité apparente de ces formes modernes, l'amour n'est, au fond, qu'un galopin braillard, exigeant mais, à coup sûr, très émouvant.

RAPHAELLE REROLLE

Signature d'accords salariaux pour 1990

Cinq syndicats acceptent les propositions de Peugeot

Plusieurs accords salariaux ont été signés à la veille du week-end. Chez Peugeot, où la CFDT, la CFTC, la CGC, FO et la CSL ont approuvé le plan de la direction pour le premier semestre de 1990, une telle issue ne s'était pas produite depuis des années. Manifestement, le conflit de l'automne dernier à Mulhouse et Sochaux a entraîné un changement d'attitude de part et d'autre. Une augmentation générale de 1,5 % est prévue (0,5 % au 1er février, avec effet rétroactif, et 1 % au 1er avril) et une rencontre est décidée en juillet pour arrêter les augmentations du second semestre. Les augmentations individuelles seront en outre de 1,9 % pour l'ensemble de l'année, l'intéressement sera voisin de 2,3 % (contre 1,5 % en 1988) et le montant de la participation devrait correspondre à 4,3 % des salaires versés en 1989. Un accord à peu près identique a été signé chez Citroën par quatre syndicats (CFTC, CGC, FO et CSL) et refusé par la CFDT et la CGT.

A Air France, la direction et quatre syndicats (FO, FO-cadres, CGC, SNPNC -Syndicat national du personnel navigant commercial) ont conclu un accord pour 1990 qui prévoit une augmentation de 2,5 % des salaires, hors intéressement, primes et participation. La hausse sera de 1 % au 1er avril, 0,5 % au 1er juin et 1 % au 1er novembre. Une clause de rendez-vous permettra un éventuel ajustement au début 1991.

De son côté, les Charbonnages de France et les signataires de l'accord salarial 1989, la CFTC et la CGC, ont procédé à l'apurement des augmentations. Celles-ci seront portées à 2,7 % pour l'ensemble de l'année, avec une rallonge de 0,5 % que les salariés toucheront sous forme de rappel en même temps que les salaires de mars. Les discussions sur le prochain accord salarial débuteront le 19 mars.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

La carte du Tendre

Il fout le camp, l'amour. Le faire, c'est déjà risqué, mais se l'avouer, alors là, SOS danger ! *Résultat* : un colloque, encore un, réunissant à l'invitation du planning familial de Grenoble des cohortes de psy, d'intellos, de médecins et de sociologues. Et je t'analyse, et je t'ergote, et je te ratiocine, et je te philosophe. Tout y est passé. Marx, Freud, 1968, l'IVG, le coup de foudre, la capote, le minitel, la pilule, les petites annonces, le sida, la révolution sexuelle et les romans-photos.

Sans oublier l'autocritique. A force d'en démonter le mécanisme, on l'a bousillé, l'amour. Il gît là, à nos pieds, en pièces détachées. On en ramasse une, et puis une autre. On les examine, perplexe : *Est-ce qu'il faut* coucher la première fois ? Où il est passé son point G ? Je laisse un message sur son répondeur ou je raccroche ? On essaye de les emboîter, ça colle, ça colle pas, ça colle plus, basta, ça suffit comme ça !

A l'époque du fast-food, des produits allégés, des édulcorants et du jogging sur tapis roulant, pourquoi voulez-vous qu'on se complique la vie en se mitonnant des petits plats d'amour à l'ancienne ? C'est lourd, ça prend du temps, c'est difficile à digérer, c'est salissant et, question hygiène, c'est pas tellement indiqué.

Non, faut se faire une raison, on est entré, bravo Huxley, dans le meilleur des mondes, celui où l'amour passion, phénomène purement chimique, s'administrera sous forme de piqûre sur ordonnance, histoire de se shooter tous les trois-quatre ans aux hormones de l'angoisse, des battements de cœur, de la timidité, des nuits blanches et des joues empourprées.

L'amour physique, pareil. Les enfants, on les fabriquera plus au lit mais en labo. Du coup, je vois vraiment pas la nécessité de se livrer à ce qui est devenu un sport de haute compétition. Ça exige un très long entraînement. Assorti de travaux dirigés. Le corps, ça s'étudie pis qu'une carte d'état-major. Faut souligner au marqueur les zones érogènes, savoir quand ralentir, stopper, accélérer. La performance, au boulot, bon ! Au dodo, non ! La barbe. Rien de tel que l'amour en kit. Do-it yourself, voilà l'avenir.

A Brest

Les marins malgaches de l'« Anaïs » vont rentrer chez eux

BREST

de notre correspondant

Les marins malgaches de l'*Anaïs*, le petit cargo frigorifique bloqué à Brest depuis quatorze mois, vont pouvoir rentrer chez eux. Un accord est intervenu, le 14 mars, entre l'équipage, le propriétaire du bateau et l'affréteur, la Compagnie malgache de navigation, dont le patron, M. Aristide, avait fait le déplacement à Brest pour participer lui-même aux négociations (*le Monde* du 8 mars). Ainsi prend fin la longue attente de ces douze hommes dont le seul horizon, depuis fin décembre 1988, se bornait au bastingage de leur navire. A cette date, le *Vega II*, acheté à Lorient par un agent de voyage parisien, M. Cocaud, était arrivé à Brest pour subir une cure de rajeunissement. En été, le *Vega II* était prêt à appareiller. Mais les marins ne pouvaient prendre la mer car leur navire, affrété par la Compagnie malgache de navigation, ne possédait pas de pavillon, le propriétaire n'ayant pas fait la demande d'immatriculation. La CGT était venue à la rescousse.

F. S.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Les élections en Allemagne de l'Est
Le succès de la CDU .... 2 à 4

Les réformes au Gabon
Les habits neufs du président Bongo 6

Le congrès socialiste de Rennes
L'introuvable synthèse .... 8 à 10

Elections partielles
Baisse du PS et montée du Front national 12

SECTION B

Meublés clandestins en banlieue
Dans la vie des mal-logés, les meublés sont souvent des points de passage obligés 13

L'héroïne sur la « route des Balkans »
Réunis à Rome, les ministres de l'intérieur de dix pays s'inquiètent du développement de cette filière par laquelle transite 80 % de l'héroïne vendue en Europe 13

Rugby : Tournoi des Cinq Nations
La troisième grand chelem écossais 16

Mode pour l'hiver
Comment sera l'hiver 1990/91 ? 17

Leningrad : le petit écran de la perestroïka
La télévision de Leningrad, avec ses émissions célèbres comme « 600 secondes » ou « La cinquième roue », représente une « alternative » à la chaîne nationale de Moscou 19

SECTION C

Un entretien avec le président de l'OPEP
Selon M. Sadek Boussena, un risque de choc pétrolier existe si les prix continuent à être bloqués .. 25

Affaires
Faut-il ou non rester en Bourse ? 27

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Afrique : la chimère des matières premières ● La mue du mark ● L'épargne-logement : une bombe à retardement ● La chronique de Paul Fabra : « Dévaluer le franc CFA ou pas ? » .... 29 à 32

Le financement du logement social
En projet, une réforme du livret A 44

Services

Abonnements 19
Annonces classées ... 34 à 43
Campus 21
Carnet 21
Loto et Loto sportif 21
Marchés financiers 44-45
Météorologie 23
Mots croisés 21
Radio-Télévision 23
Spectacles 20

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18-19 mars 1990 a été tiré à 556 330 exemplaires.

EN BREF

□ **M. Jean Charbonnel (RPR) veut adhérer à la France unie.** – M. Jean Charbonnel, député RPR de la deuxième circonscription de Corrèze et maire de Brive, a annoncé son intention d'adhérer à la France unie, l'association fondée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, pour soutenir l'action de M. Mitterrand. M. Charbonnel réunira à cet effet, le 24 mars, la convention pour la défense de la Ve République, qu'il préside, et il souhaite « *témoigner que l'essentiel du gaullisme réside dans son message de progrès, au moment où le RPR se replie sur le conservatisme et le populisme* ».

[M. Charbonnel, élu de Corrèze depuis 1962, s'est fréquemment opposé à M. Chirac, devenu député de ce département en 1967. Il a tour à tour soutenu la candidature à la présidence de la République de M. Chaban-Delmas en 1974, de M. Debré en 1981, avant de se rapprocher de M. Barre et des centristes en 1987. Il avait cependant participé en 1988 au comité de soutien à la candidature de M. Chirac à l'Elysée.]

□ **ÉCHECS : la finale du Tournoi des candidats.** – Reportée à la demande de Timman (chaque joueur a droit à deux reports), la sixième partie de la finale du Tournoi des candidats s'est soldée, dimanche 18 mars, à Kuala-Lumpur, par la nullité au soixante-deuxième coup, après une heure et quarante-cinq minutes de jeu alors que Karpov avait eu une position archi gagnante avec deux pions passés liés. Karpov, après sa deuxième victoire dans la quatrième partie, mène par 4 à 2 à la moitié du match mais, mécontent de sa finale râtée, il a demandé à son tour le report de la septième partie qui se jouera donc mercredi.

ROUMANIE

Manifestations anticommunistes et antigouvernementales

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 18 mars dans différentes villes de Roumanie contre le communisme et le gouvernement. Aucun incident n'a été rapporté lors des ces manifestations organisées, à Cluj (Transylvanie), Constanta, sur la mer Noire et à Bucarest, notamment par l'Association des anciens détenus politiques et l'Union de la jeunesse étudiante, a-t-on appris de diverses sources.

Les manifestants arboraient des pancartes proclamant « *A bas le communisme* », « *A bas Iliescu* » et « *A bas la Securitate* ».

Le rassemblement le plus important a eu lieu à Cluj, où quelque cinq mille personnes, parmi lesquelles l'ancienne opposante Doïna Cornea, ont défilé dans la ville. Par ailleurs, les médias officiels ont annoncé que le procès du frère de l'ancien président Ceausescu, le général Nicolae Andruta Ceausescu, s'ouvrirait le 2 avril. Le général, qui dirigeait l'école des officiers de la Securitate de Baneasa, sera notamment jugé pour meurtres. – (*AFP, Reuter.*)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 mars

Léger tassement

La semaine s'est ouverte à la Bourse de Paris comme la précédente s'était achevée : sur une note indécise avec un léger tassement à la clé. En recul de 0,42 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 enregistrait vers 11 heures un retard de 0,6 % avec une faible activité.

Baisse de SCOA, Navigation mixte, Mérieux, Fives-Lille, Métaleurop, Bic, Epéda, Luchaire, Euromarché, CCF, Europe no 1. Hausse d'Eurocom, Strafor, Facom.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

